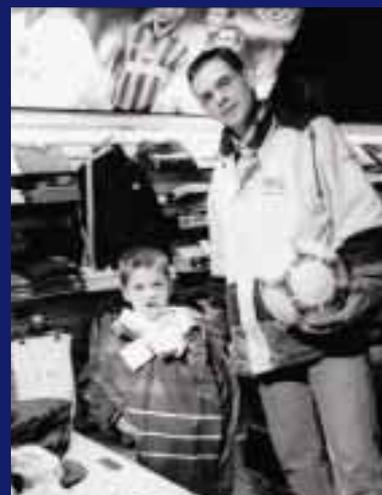
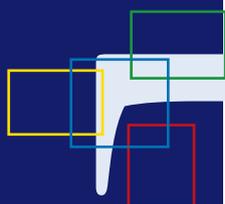


**PINAULT  
PRINTEMPS-REDOUTE**



**1998**  
Rapport annuel



## Sommaire

> Message du Président du Conseil de Surveillance	2
--	---

> Observations du Conseil de Surveillance	4
--	---

> Entretien avec Serge Weinberg, Président du Directoire	6
---	---

> Chiffres clés	8
-----------------	---

### RAPPORT DE GESTION

> Pinault-Printemps-Redoute en Bourse	14
--	----

> Historique	17
--------------	----

> Faits marquants 1998	18
------------------------	----

> Activité et résultats 1998	20
------------------------------	----

> Le passage à l'an 2000	28
--------------------------	----

> L'introduction de l'euro	29
----------------------------	----

> Stratégie et politiques du Groupe	30
--	----

> Distribution Grand Public	39
-----------------------------	----

> Crédit et Services Financiers	58
---------------------------------	----

> Distribution Professionnelle	62
--------------------------------	----

> Commerce International	77
--------------------------	----

### ÉLÉMENTS FINANCIERS

> Comptes consolidés	82
----------------------	----

> Société Mère	123
----------------	-----

> Renseignements divers	137
-------------------------	-----



## PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE

Société anonyme à  
Directoire et Conseil de  
Surveillance  
au capital de 2 348 751 800 F

Siège social :  
18, place Henri-Bergson  
75008 Paris

552 075 020 RCS Paris

# UNE AMBITION, CONSTRUIRE UN DES PREMIERS GROUPES MONDIAUX DE DISTRIBUTION SPÉCIALISÉE ET DE SERVICES

**chiffre d'affaires :**  
**+ 21,5 %**

**N**uméro un de la distribution spécialisée en Europe, Pinault-Printemps-Redoute occupe des positions de leader dans ses quatre pôles d'activités :

- le pôle Distribution Grand Public avec le Printemps, Conforama, Redcats et Fnac ;
- le pôle Crédit et Services Financiers ;
- le pôle Distribution Professionnelle avec Rexel, Pinault Bois & Matériaux et Guilbert ;
- le pôle Commerce International avec CFAO.

Résolument tourné vers l'international, le Groupe a pour objectif majeur de renforcer à la fois la croissance et la rentabilité de chacune de ses enseignes.

Pinault-Printemps-Redoute, dont la vocation est d'être au service de ses clients, privilégie trois valeurs : l'esprit d'entreprise, la réactivité et l'innovation.

Le Groupe est présent dans plus de 40 pays et rassemble 80 000 collaborateurs.

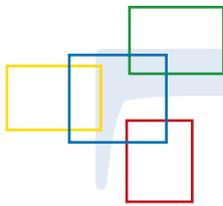
**44,2 % du chiffre  
d'affaires à l'international**

**résultat d'exploitation :**  
**+ 39,1 %**

**résultat net par action\* :**  
**+ 20,9 %**

**dividende net par action :**  
**+ 21,1 %**

\* Avant éléments non-récurrents liés à la cession de Prisunic en 1997.



## Message du Président du Conseil de Surveillance

Mesdames, Messieurs, chers Actionnaires,

**L**es résultats de Pinault-Printemps-Redoute en 1998 démontrent le bien-fondé de la stratégie menée par la direction du Groupe.

Favorisé par un meilleur environnement économique en France, le chiffre d'affaires 1998 croît de 21,5 % pour s'établir à 108,3 milliards de francs (16,5 milliards d'euros).

La rénovation de magasins existants, l'ouverture de nombreux points de vente, et le lancement de nouveaux catalogues ont contribué à accélérer la croissance de l'activité.

Durant l'année, votre Groupe a acquis des positions stratégiques en prenant le contrôle de deux importantes sociétés : Guilbert, leader européen de la distribution de fournitures et mobilier de bureau, et Brylane, quatrième société de vente par correspondance aux États-Unis. D'autre part, Rexel a poursuivi son expansion internationale en s'implantant dans de nouvelles régions grâce au rachat de cinq sociétés en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Le résultat net part du Groupe s'est élevé quant à lui à 3 331 millions de francs (507,8 millions d'euros), en progression de 26,7 % par rapport au résultat net 1997 tel qu'il avait été publié, après élimination des éléments exceptionnels liés à la cession de Prisunic. Toutes les enseignes ont contribué à l'amélioration de la performance opérationnelle.



La poursuite d'un important programme d'investissements dans les systèmes d'information et la logistique a contribué à améliorer la marge et la productivité du Groupe. Au total les investissements d'exploitation se sont élevés à 2 272 millions de francs (346,4 millions d'euros).

Les investissements financiers se sont élevés à 5 305 millions de francs (808,7 millions d'euros). Le ratio d'endettement sur fonds propres s'élève à 0,83 à fin 1998.

Toutes ces évolutions permettent de proposer à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires le versement d'un dividende de 9,45 francs par action, en hausse de 21,1 % (par rapport à 39 francs en 1997 avant ajustement pour la division du titre par cinq).

Nous adressons nos vifs remerciements au Directoire et aux équipes du Groupe qui par leur engagement et leur capacité de réactivité ont su permettre, une fois de plus, un important développement de votre Société cette année.

**Ambroise Roux** †  
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE



**N**ous avons tous été bouleversés par la disparition du Président Ambroise Roux. Il avait accepté, en 1992, de nous apporter son immense expérience en prenant la Présidence du Conseil de Surveillance de notre Groupe. Au fil des années s'était noué un lien entre lui, ses collègues du Conseil, le Président du Directoire et les principaux dirigeants de Pinault-Printemps-Redoute, qui allait très au-delà des relations classiques de travail. C'est pourquoi notre peine est grande ; elle est à la mesure du respect qu'il nous inspirait.

**François Pinault**

VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

## CONSEIL DE SURVEILLANCE

- > **Ambroise Roux, Président †**
- > **François Pinault, Vice-Président**
- > **Patricia Barbizet**
- > **Jean-Yves Durance**
- > **Patrick Duverger**
- > **François Henrot**
- > **Philippe Lagayette**
- > **Alain Minc**
- > **Patrick Pollet**
- > **Baudouin Prot**
- > **Bruno Roger**

## CENSEURS

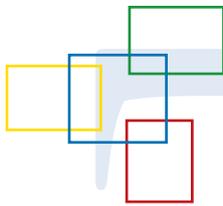
- > **Léon Cligman**
- > **Crédit Lyonnais, représenté par Jean-Paul Amiel**
- > **Jean Pollet**
- > **Jean-Louis de Roux**

## DIRECTOIRE

- > **Serge Weinberg, Président**
- > **Jean-Claude Darrouzet**
- > **André Guilbert**
- > **Per Kaufmann**
- > **Hartmut Krämer**
- > **François-Henri Pinault**
- > **Alain Redheuil**

## COMMISSAIRES AUX COMPTES

- > **KPMG Audit Fiduciaire de France**
- > **Deloitte Touche Tohmatsu**



# Observations du Conseil de Surveillance

Mesdames, Messieurs,

Le Directoire nous a présenté les comptes de l'exercice 1998, ainsi que le rapport sur l'activité de votre Société et de son Groupe au cours de cet exercice.

Nous nous sommes tenus régulièrement informés de la marche des affaires et de l'activité de votre Société et de son Groupe, et nous avons procédé, dans le cadre de la mission de surveillance du Conseil, aux vérifications et contrôles que nous avons jugé opportuns.

Votre Conseil de Surveillance a approuvé, après examen, les comptes qui vous sont présentés. Votre conseil a également analysé les informations communiquées dans le rapport de gestion du Directoire qui n'a pas appelé d'observations particulières de sa part.

## GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### Répartition des pouvoirs

De par sa structure, la forme de société à Directoire et Conseil de Surveillance adoptée par Pinault-Printemps-Redoute permet de réaliser efficacement la dissociation des fonctions de gestion de celles de contrôle nécessaire à une gestion claire de l'entreprise dans un esprit de transparence et dans le respect de ses différents partenaires fondamentaux, actionnaires, dirigeants, personnel.

Le Directoire, organe collégial, composé des principaux dirigeants opérationnels du Groupe, assume la gestion, définit les grandes orientations et fixe les stratégies dans le respect des limites statutaires et légales. Il se réunit aussi souvent que l'exige la conduite des affaires dans l'intérêt de

la Société et de son Groupe et s'appuie sur les comités composés des cadres responsables du Groupe.

Le contrôle de la gestion, l'examen des comptes et les diverses autorisations définies par la loi et les dispositions statutaires sont assumées de manière indépendante par le Conseil de Surveillance qui est composé de personnalités des milieux économiques, banque et assurances notamment.

Pour exercer sa mission dans les meilleures conditions possibles, le Conseil s'est doté des moyens les plus efficaces par la mise en place d'un Comité Financier et de deux Commissions des rémunérations.

Le Conseil s'est réuni cinq fois en 1998.

### Comité Financier

Le Comité Financier a pour mission principale d'examiner les comptes et les procédures comptables et de vérifier la fiabilité et la clarté des informations fournies dans ce domaine aux actionnaires et au marché. Le Comité analyse également les demandes d'autorisation du Directoire soumises au Conseil de Surveillance touchant principalement aux opérations significatives d'acquisition ou de cession de participations et d'augmentation de capital. Il permet ainsi au Conseil de Surveillance d'accroître l'efficacité de son contrôle et la transparence des informations émanant du Groupe.

Le Comité Financier a été saisi au cours de l'exercice, de différents projets pour lesquels il a donné un avis favorable au Conseil qui les a ensuite approuvés ou autorisés : notamment, les prises de

contrôle de Guilbert et de Brylane aux États-Unis, la cession de la participation détenue dans J.M. Bruneau, la proposition de rachat des actions détenues par les minoritaires de Brylane.

Le Comité a également examiné les comptes semestriels et annuels 1998 arrêtés par le Directoire, pour lesquels, après audition des services financiers de la Société et des Commissaires aux comptes, il a proposé au Conseil de Surveillance d'approuver ces documents.

Le Comité a par ailleurs pris connaissance des moyens mis en œuvre pour assurer un niveau de contrôle interne satisfaisant des activités et des opérations, et examiné l'évolution de la situation financière et des opérations de trésorerie du Groupe.

Le Comité Financier a enfin pris connaissance des conditions d'application de la convention entre le Groupe et sa maison-mère Artémis, intervenue le 27 septembre 1993 et autorisée par le Conseil de Surveillance. Il a examiné le contenu des diverses prestations effectuées et l'intérêt qu'elles pouvaient représenter pour le Groupe ainsi que le montant des rémunérations versées en 1998 au titre de cette convention. Il en a rendu compte au Conseil de Surveillance qui les a approuvées.

Le Comité Financier est actuellement composé de sept membres du Conseil : le Président Ambroise Roux †, Madame Patricia Barbizet et Messieurs François Pinault, Jean-Yves Durance, Patrick Duverger, François Henrot et Bruno Roger.

Le Comité s'est réuni six fois en 1998.

### **Commissions des rémunérations**

Les deux Commissions constituées par le Conseil de Surveillance ont pour mission, l'une de présenter des propositions concernant la fixation des rémunérations et des plans d'options des membres du Directoire et l'autre de proposer la fixation des rémunérations du Président et du Vice-Président du Conseil de Surveillance. La première Commission a délibéré à deux reprises au cours de l'exercice 1998.

### **RATIFICATION DE MANDAT**

Votre Conseil de Surveillance a nommé Monsieur Philippe Lagayette en qualité de nouveau membre à la suite de la démission de Monsieur Jean Pollet. Vous voudrez bien ratifier cette nomination.

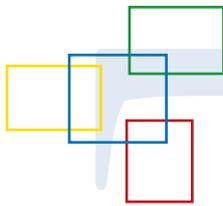
Le Conseil a exprimé à Monsieur Jean Pollet les regrets que lui causait cette décision.

### **CENSEURS**

Les fonctions de Censeurs de Messieurs Léon Cligman et Jean-Louis de Roux et du Crédit Lyonnais viennent à expiration ce jour. Nous vous en proposons le renouvellement. Nous vous proposons également de ratifier la désignation, en qualité de Censeur, de Monsieur Jean Pollet qui a bien voulu accepter cette nomination.

Nous tenons enfin à remercier les membres du personnel et le Directoire pour le travail accompli tout au long de cette année.

Nous vous demandons d'approuver les comptes de l'exercice 1998, le projet d'affectation du résultat ainsi que l'ensemble des différentes résolutions qui vous sont présentées.



## Entretien avec Serge Weinberg, Président du Directoire



### >> Comment jugez vous 1998 pour Pinault-Printemps-Redoute ?

1998, a été pour notre Groupe une année satisfaisante, marquée à la fois par la poursuite de notre développement international, par une nouvelle progression de notre rentabilité ainsi que par une croissance interne et externe soutenue.

Avec une augmentation du chiffre d'affaires de 21,5 %, une hausse du résultat d'exploitation de 39,1 % et une rentabilité des fonds propres de 16,5 %, notre Groupe a bien progressé. En 1998, Pinault-Printemps-Redoute s'est davantage internationalisé avec 44,2 % de son chiffre d'affaires réalisé hors de France, soit 8,8 points de plus qu'en 1997.

Dans le cadre de nos développements, nous avons mené des acquisitions stratégiques importantes : celle de Guilbert, leader européen de vente de fournitures et de mobilier de bureau et celle de Brylane, 4<sup>e</sup> société de vente par correspondance aux États-Unis, qui conforte la dimension internationale de Redcats – nouveau nom du groupe Redoute – Parallèlement, la croissance organique du Groupe s'est poursuivie à un rythme soutenu grâce à la capacité d'innovation et de créativité de nos enseignes. En 1998, 61 points de vente nouveaux représentant 24 000 m<sup>2</sup> se sont ouverts ; nous avons lancé Kertel, nouvel acteur sur le marché des cartes de téléphone et de nouveaux

catalogues ont été lancés tant en France qu'à l'international. Grâce à un marketing plus efficace, les enseignes ont gagné de nouvelles parts de marché : avec une croissance interne de 6,6 % sur la Distribution Grand Public, de 4,7 % pour la Distribution Professionnelle et de 8,2 % pour le Commerce International.

### >> Êtes-vous satisfait des résultats du Groupe ?

La forte progression des résultats illustre bien la stratégie de développement du Groupe.

La marge d'exploitation a progressé dans tous les pôles et la rentabilité d'exploitation a augmenté atteignant 5,5 % contre 4,8 % en 1997. Cette progression s'explique en partie par nos acquisitions, mais il faut souligner que toutes nos sociétés ont vu, à périmètre comparable, leur résultat d'exploitation s'améliorer. Pour autant, nous considérons que nous avons encore beaucoup de progrès à réaliser.

### >> Quelle est votre approche du commerce électronique ?

Nous avons l'ambition d'être leader de la distribution spécialisée et nous souhaitons pouvoir atteindre nos clients partout où ils se trouvent. C'est pourquoi nous prenons en compte tous les enjeux du commerce électronique.

D'ailleurs, avec 42 millions de francs, Pinault-Printemps-Redoute aura été – en France – le premier investisseur de ce secteur en 1998. Il est vrai qu'il s'agit encore d'un marché frémissant, représentant en France 300 millions de francs et sur lequel nous avons 9 % de part de marché.



## DIRECTOIRE

*De gauche à droite*

- > **Alain Redheuil**
- > **Hartmut Krämer**
- > **Jean-Claude Darrouzet**
- > **François-Henri Pinault**
- > **Serge Weinberg, Président**
- > **André Guilbert**
- > **Per Kaufmann**

D'ores et déjà, notre Groupe dispose de 20 sites ouverts – dont le premier date de 1995 – et nous allons réaliser les investissements nécessaires pour renforcer notre présence sur le marché, particulièrement avec les sites Fnac et Redoute. Même si aujourd'hui ce mode de vente est encore marginal, nous souhaitons clairement y occuper une position de premier plan.

### >> **Quelles perspectives voyez-vous pour Pinault-Printemps-Redoute en 1999 ?**

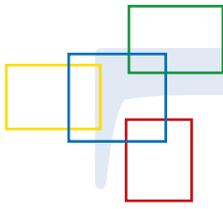
L'environnement économique devrait cette année rester favorable particulièrement en ce qui concerne la consommation. En 1999, nous allons poursuivre notre stratégie qui allie croissance et rentabilité notamment par une politique active de développement en France et à l'international. Cela se traduira, par exemple, par le lancement du catalogue Redoute aux États-Unis et du catalogue Sundex en bureautique issue des expertises conjuguées de Guilbert et de Bernard. L'ouverture de 100 000 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales est programmée pour cette année. Nos enseignes poursuivront leurs efforts de développement notamment à l'international. Pour accompagner cette croissance, nous allons accroître en 1999 nos investissements dans la logistique et les systèmes d'information afin de poursuivre l'amélioration de nos marges.

Nous continuons également le développement de la mise en commun des ressources du Groupe, ce qui représente un gisement additionnel d'efficacité et de richesse.

Outre le commerce électronique, nous allons poursuivre le développement de Kertel, nouvel opérateur alternatif de télécommunication, lancé avec succès en juillet 1998.

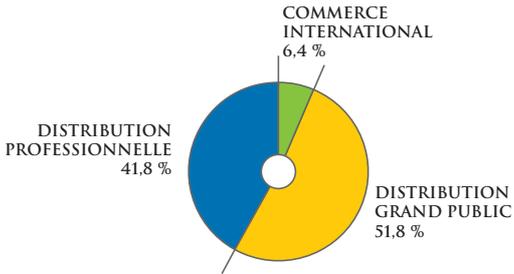
Au moment où nous parlons, notre Groupe franchit une étape très importante de son histoire avec la création d'un nouveau pôle luxe. L'entrée dans le capital de Gucci – une des grandes marques mondiales du Luxe – constitue un premier pas décisif dans un secteur très prometteur. Sanofi Beauté - qui compte notamment la marque prestigieuse d'Yves-Saint-Laurent – devrait bientôt venir rejoindre ce nouvel ensemble.

Je voudrais, si vous le permettez, terminer en rendant hommage à Monsieur Ambroise Roux qui vient de nous quitter et exprimer la gratitude des équipes de Pinault-Printemps-Redoute et particulièrement du Directoire, pour le travail qu'il a accompli sans relâche en faveur de notre Groupe, pour l'aide et la confiance qu'il nous a apportées à chacune des étapes de notre développement.

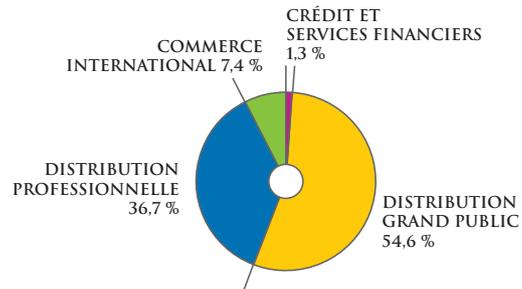


# Chiffres clés

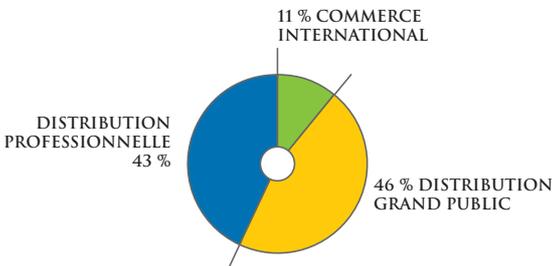
## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PÔLE



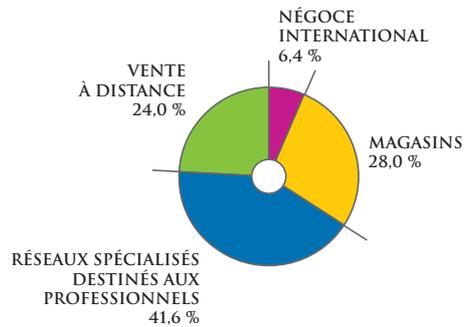
## EFFECTIF MOYEN PAR PÔLE



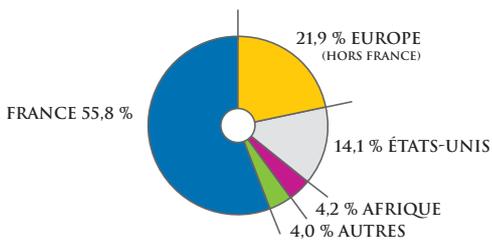
## RÉSULTAT D'EXPLOITATION PAR PÔLE



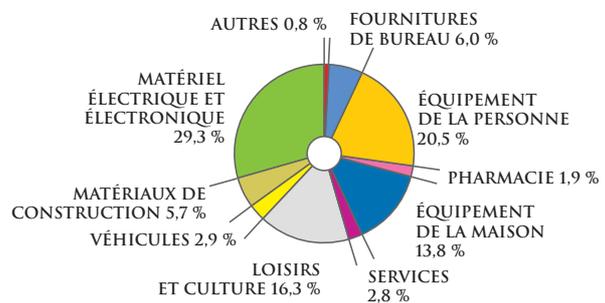
## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FORME DE VENTE



## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

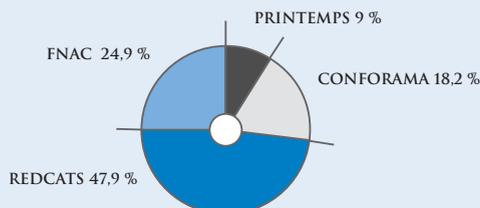


## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS

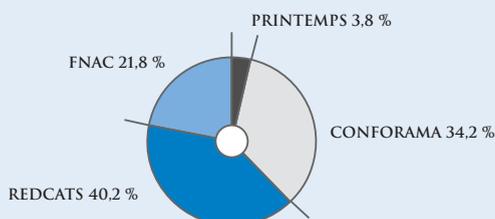


# DISTRIBUTION GRAND PUBLIC

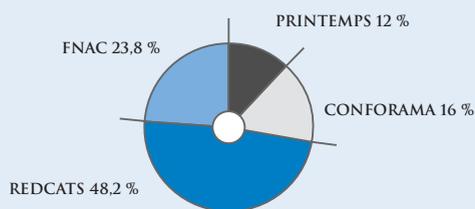
## > Chiffre d'affaires consolidé : 56 149 millions de francs



## > Résultat d'exploitation : 2 770 millions de francs



## > Effectif moyen : 38 552 collaborateurs



## NOUVEAUX CONCEPTS

- > Orcanta
- > Made in Sport
- > Kertel

## Fnac

Premier distributeur français de biens culturels et de loisirs

> Nombre de magasins	62
En France	51
En Belgique	5
En Espagne	4
Au Portugal	2

- > Fnac Espagne, > Fnac Belgium,
- > Fnac Portugal

## Redcats

N° 3 mondial et N° 1 en France de la vente à distance

### > Répartition du chiffre d'affaires consolidé



### > Chiffre d'affaires par enseigne (en millions de francs)

Brylane*	6 654
Cyrellus	804
Ellos	1 732
Empire Stores	2 774
La Maison de Valérie	1 125
Movitex (Daxon)	2 209
Redoute France	7 993
Sner	769
Vertbaudet	1 076
Autres	1 791

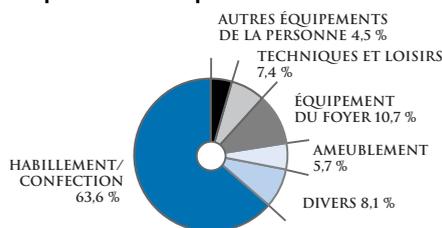
\* intégré sur 9 mois en 1998

### > Répartition géographique du chiffre d'affaires

France	49,8
Étranger	50,2

> Part estimée 1998 des sociétés françaises du Groupe dans la vente à distance : 29,3 %

### > Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits



> Part de marché estimée du secteur de la Vente par Correspondance dans le commerce de détail en France : 2,42 %

- > Redoute France > Redoute Belgique > Redoute Allemagne > Redoute Portugal
- > Redoute UK > Redoute Espagne > Redoute Scandinavie > La Maison de Valérie
- > SNER-Magasins La Redoute > Cyrellus > Movitex > Vertbaudet > Bernard SA
- > Empire Stores (UK) > Ellos (Scandinavie) > Brylane (USA)

> Interventions du Service Après-Vente en 1998 pour les magasins en propre : 620 000

### > Répartition des surfaces de vente

Magasins en propre	354 024 m <sup>2</sup>
Affiliés	217 129 m <sup>2</sup>
Surface de stockage totale	736 800 m <sup>2</sup>

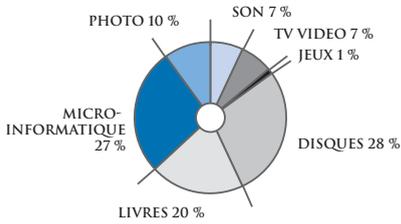
- > Conforama Suisse,
- > Conforama Espagne,
- > Conforama Portugal,
- > Conforama Luxembourg

### > Parts de marché estimées de l'enseigne en France\*

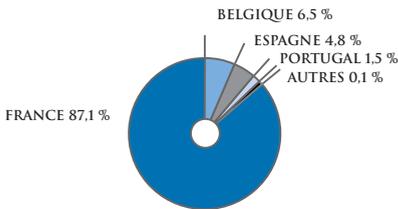
Ameublement	11,4 %
Électroménager	6,3 %

\* Source INSEE, COE

> Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits



> Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



> Répartition des surfaces de vente

Paris, Région parisienne	45 785 m <sup>2</sup>
Province	64 412 m <sup>2</sup>
Étranger	25 848 m <sup>2</sup>

> Parts de marché\*

Produits techniques	10,5 %
Disques	20,0 %
Livres	13,0 %

\* Source GFK et organismes professionnels

## Conforama

Premier distributeur en France de l'équipement de la maison.

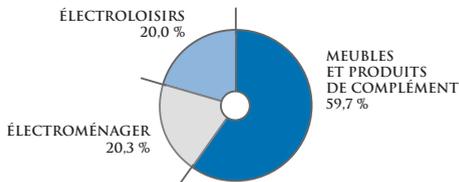
> Nombre de magasins 177\*

dont Français en propre	89
Étrangers en propre	9
Affiliés français	79

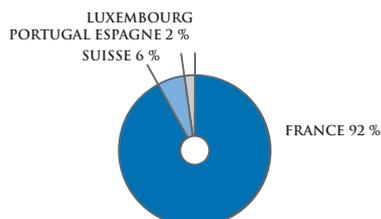
\* à compter de janvier 1999 : + 9 magasins en Espagne

> Chiffre d'affaires de l'enseigne (y compris affiliés) : 14 444 millions de francs

> Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits



> Répartition du chiffre d'affaires de l'enseigne par zone géographique



# CRÉDIT ET SERVICES FINANCIERS

> Production : 23 450 millions de francs

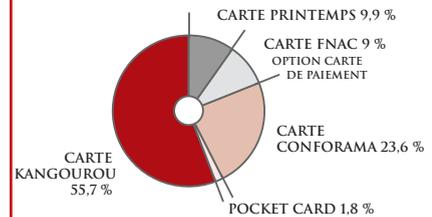
> Encours productif moyen au 31/12 : 21 882 millions de francs

> Effectif moyen : 882 collaborateurs

## Pôle Crédit et Services Financiers

Leader en France dans le Crédit à la consommation

> Répartition des cartes privées d'enseignes : 6,9 millions



- > Finaref > Facet > Finaref Benelux
- > Ellos Finans > Empire Finance
- > Finaref Assurance

## Printemps

Première enseigne de grands magasins en région parisienne.

> Nombre de magasins 36

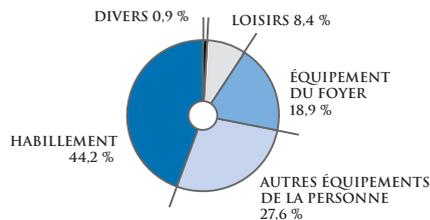
dont Magasins en propre	18
Affiliés français	12
Affiliés étrangers	6

> Chiffre d'affaires de l'enseigne (y compris affiliés) : 8 670 millions de francs

> Répartition des surfaces de vente

Magasins en propre (chaîne)	160 700 m <sup>2</sup>
dont Printemps Haussmann	45 200 m <sup>2</sup>
Affiliés français	38 276 m <sup>2</sup>
Affiliés étrangers	64 400 m <sup>2</sup>

> Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits



> Répartition du chiffre d'affaires consolidé

Chaîne	52,8 %
Printemps Haussmann	45,6 %
Autres	1,6 %

Détails	86,0 %
Concessions	14,0 %

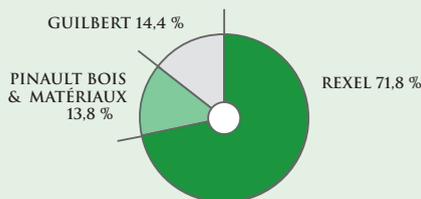
> Parts de marché du secteur des Grands Magasins en France\*

Chaîne	24,0 %
Enseigne	27,0 %

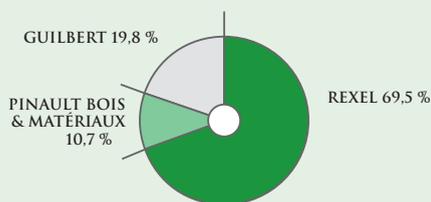
\* Source INSEE, COE

# DISTRIBUTION PROFESSIONNELLE

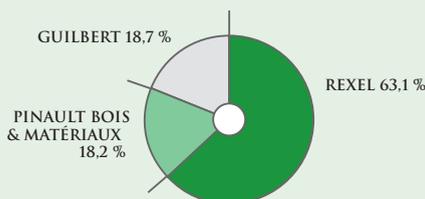
**> Chiffre d'affaires consolidé :  
45 223 millions de francs**



**> Résultat d'exploitation :  
2 546 millions de francs**



**> Effectif moyen :  
25 857 collaborateurs**



	Production	Encours productif moyen
<b>&gt; Finaref</b>		
Carte Kangourou	6 621	4 979
Compte Mistral	5 710	7 661
Espace	1 088	1 282
Carte Printemps	1 717	603
Carte Fnac	1 279	467
Autres crédits	138	218
<b>&gt; Facet</b>		
Carte Conforama	3 344	3 760
Prêts amortissables affectés	1 390	425
Prêts amortissables non affectés	642	871
<b>&gt; Ellos Finans</b>	1 281	1 444
<b>&gt; Finaref Benelux</b>		
Pocket Card	195	158
Pocket Cash	45	14

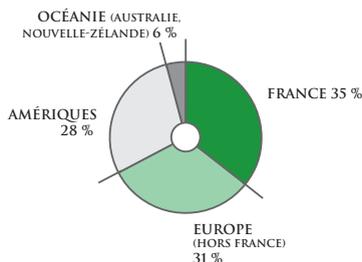
## Rexel

Leader mondial de la distribution de matériel électrique basse tension

**> Nombre de points de vente 1 306 dont**

France	424
Étranger	882

**> Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique**



**> Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits**

Appareillage industriel	20 %
Câbles et canalisations	21 %
Appareillage domestique	18 %
Éclairage	15 %
Sécurité/Communication	10 %
Chauffage, ventilation	4 %
Produits bruns et blancs	3 %
Divers	9 %

- > Rexel France > Rexel Inc
- > Rexel Europe : Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Italie, Espagne, Portugal, Belgique, Suisse, Luxembourg, Autriche, Suède, République Tchèque.
- > Rexel Middle East : Chypre
- > Coan Brasileira
- > Rexel Australie et Nouvelle Zélande.

**> Parts de marché estimées du secteur de la distribution de matériel électrique**

France	40 %
Nouvelle-Zélande	40 %
Autriche	33 %
Australie	25 %
Luxembourg	20 %
Suède	20 %
Portugal	13 %
Belgique	12 %
Pays-Bas	12 %
Suisse	12 %
Grande-Bretagne	9 %
Allemagne	9 %
Étas-Unis*	6 %
Brésil	5 %
Italie	4 %
Espagne	4 %

\* dans les états où Rexel est présent

# COMMERCE INTERNATIONAL

- > Chiffre d'affaires consolidé : 6 957 millions de francs
- > Résultat d'exploitation : 641 millions de francs
- > Effectif moyen : 5 194 collaborateurs

## Pinault Bois & Matériaux

2<sup>e</sup> Groupe français de distribution de matériaux de construction

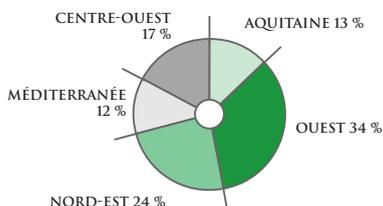
- > Nombre de points de vente 178
  - Avec salles d'exposition 135
  - Avec libres-services 77

> Surface entrepôts couverts : 784 221 m<sup>2</sup>

> Répartition du chiffre d'affaires Distribution par famille de produits

Bois panneaux	34,0 %
Agencement intérieur	13,2 %
Matériaux	10,6 %
Isolation	13,9 %
Couverture	8,8 %
Menuiserie et aménagement intérieur	8,8 %
Produits complémentaires	4,8 %
Autres	5,9 %

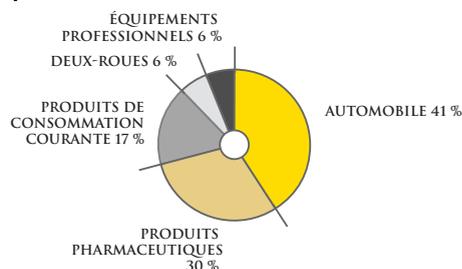
> Répartition des points de vente Distribution



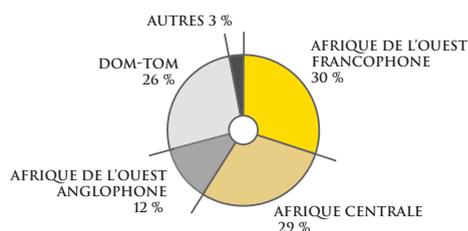
## CFAO

Leader de la distribution spécialisée en Afrique subsaharienne

> Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité

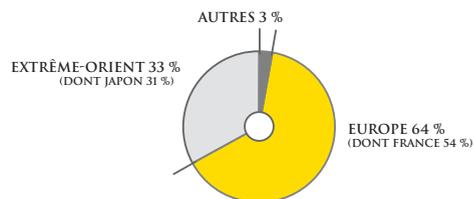


> Répartition du chiffre d'affaires économique\* par zone géographique



\* y compris les sociétés mises en équivalence

> Répartition de l'origine des produits vendus

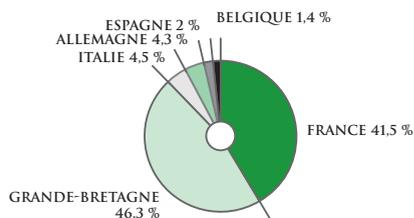


- > Afrique occidentale > Afrique centrale et sub saharienne
- > Négoce international > Eurapharma
- > DOM-TOM/Océan Indien et Maghreb

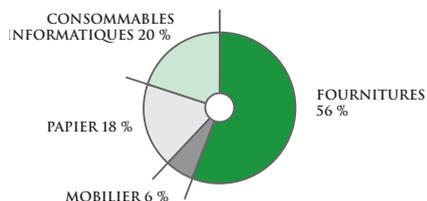
## Guilbert

N° 1 européen de la vente de fournitures, mobilier de bureau et bureautique

> Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



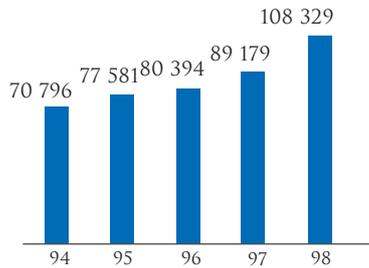
> Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits



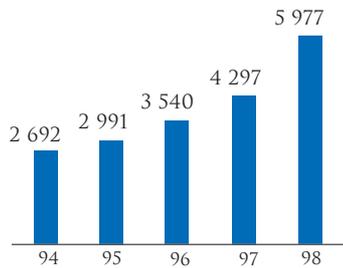
- > France > UK > Allemagne > Espagne
- > Belgique > Irlande > Italie > San Marin
- > Luxembourg

# en millions de francs

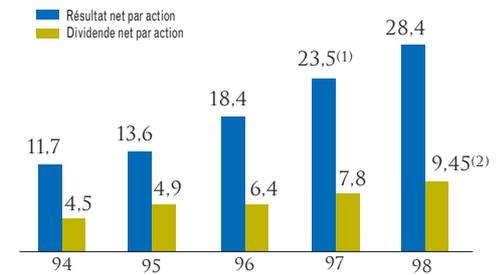
## CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ



## RÉSULTAT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

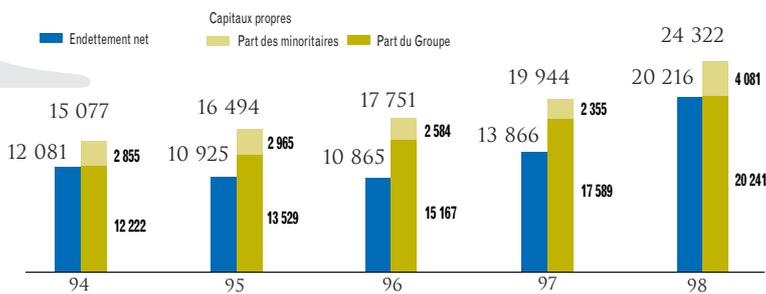


## RÉSULTAT NET & DIVIDENDE NET PAR ACTION (en francs)

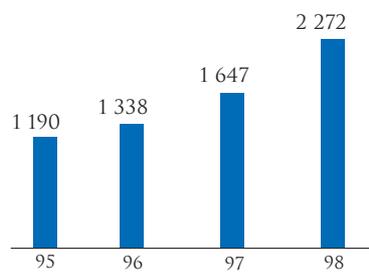


(1) avant éléments non-récurrents  
(2) soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1999

## ENDETTEMENT NET & CAPITAUX PROPRES



## INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION



# en millions d'euros\*

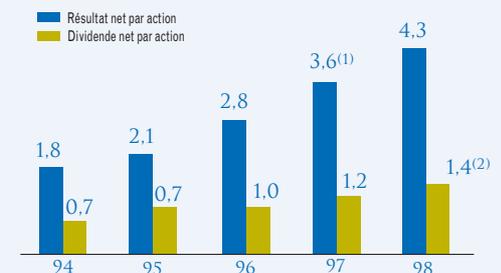
## CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ



## RÉSULTAT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

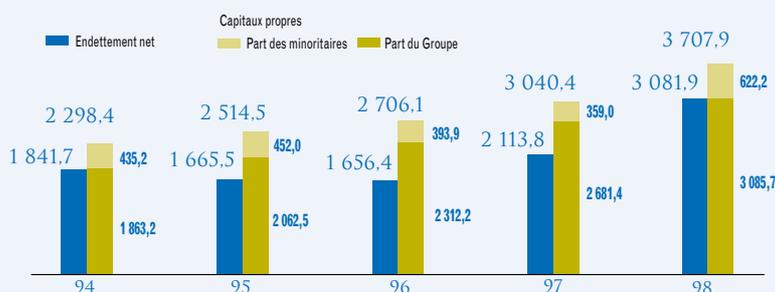


## RÉSULTAT NET & DIVIDENDE NET PAR ACTION (en euros)

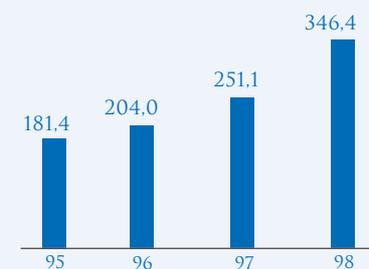


(1) avant éléments non-récurrents  
(2) soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1999

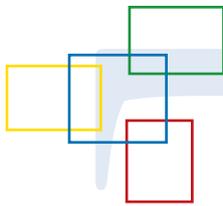
## ENDETTEMENT NET & CAPITAUX PROPRES



## INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION



\* Les chiffres en euros sont à titre d'information, les comptes ayant été arrêtés et certifiés en francs.



# Pinault-Printemps-Redoute en Bourse

## UNE PERFORMANCE DU TITRE SUPÉRIEURE AUX INDICES

Marquée par une forte volatilité, l'année boursière 1998 a été particulièrement agitée. Après une envolée exceptionnelle de la cote au cours du premier semestre, les indices boursiers ont été fortement affectés pendant l'été 1998 par les incertitudes économiques en Asie et politiques en Russie. Le marché de Paris s'est tout de même redressé à la fin de l'année sous l'effet des baisses des taux de la Fed, du vote d'un important plan de restructuration bancaire au Japon et de la mise en place d'aides du FMI au Brésil et en Russie.

Au cours de l'année 1998, 49 records de clôture ont été enregistrés pour l'indice CAC 40 qui s'inscrit à 3 942,66 points au 31 décembre, affichant une performance de + 31,5 %, la meilleure depuis 10 ans. La progression de la Bourse de Paris a dépassé largement celles de Londres (+ 14,5 %) et Francfort (+ 18 %) mais est néanmoins distancée par les marchés belges et italiens (respectivement + 45,3 % et + 40,9 %).

Dans ce contexte, le titre Pinault-Printemps-Redoute s'est apprécié de 66,3 %, affichant une performance à nouveau supérieure à celles du CAC 40 et de l'indice SBF de la Distribution, ce dernier enregistrant une hausse de 43,1 %. Au 31 décembre, le Groupe représentait 3,22 % de l'indice CAC 40 et, avec une capitalisation boursière de 19 milliards d'euros (125 milliards de francs), occupait le 10<sup>e</sup> rang des capitalisations boursières de la place de Paris.

En 1998, plus de 200 000 titres se sont échangés en moyenne chaque jour à Paris et près de 150 000 à Londres. De plus, les options Pinault-Printemps-Redoute cotées sur le Monep (Marché des Options Négociables de la Bourse de Paris) ont vu une augmentation des capitaux échangés, passant de 132 millions de francs en 1997 à 195 millions de francs en 1998.

## UNE DIVISION PAR CINQ DE L'ACTION

Afin d'améliorer la liquidité du marché et d'en faciliter l'accès à toutes les catégories d'investisseurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 juin 1998 a décidé de diviser la valeur nominale de l'action par 5 et de la ramener ainsi de 100 francs à 20 francs. Le 17 juillet, date effective de l'opération, le nombre de titres en circulation était de 117 422 590.

## UNE NOUVELLE HAUSSE DU DIVIDENDE

La distribution d'un dividende de 9,45 francs, en hausse de 21,1 % par rapport à 1997, sera proposée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1999.

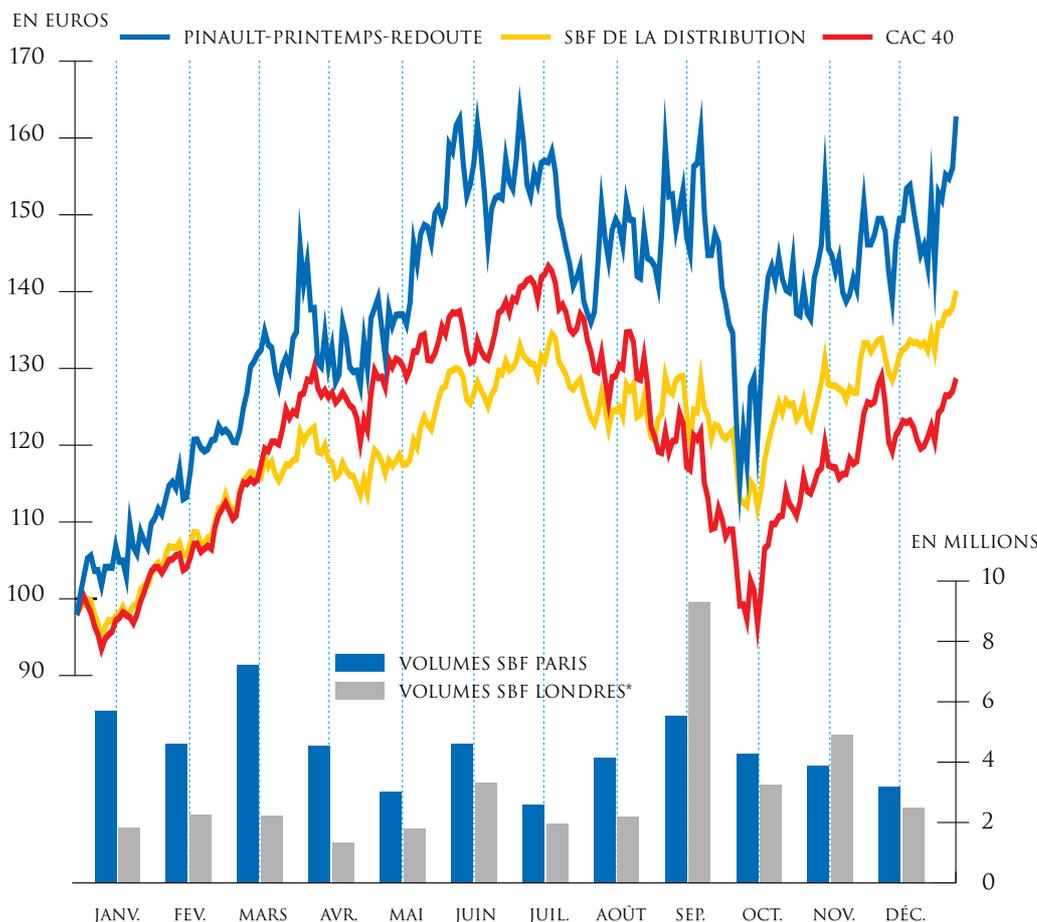
## UN NOMBRE D'ACTIONNAIRES EN FORTE HAUSSE

Une procédure d'identification des titres au porteur, réalisée en fin d'année, a permis d'établir que le nombre d'actionnaires individuels était en progression de plus de 60 % depuis le 31 décembre 1997. La participation d'Artemis est restée stable à 42,7 %. 21,7 % du capital étaient détenus par des non-résidents dont le Royaume-Uni pour 8,9 % et les États-Unis pour 4,6 %. A la connaissance du Groupe, aucun actionnaire, hormis Artemis, ne détient plus de 5 % des droits de vote.

## Pour plus d'informations sur le Groupe

<b>Adresse :</b>	<b>Relations Financières</b> 18 place Henri-Bergson 75381 Paris Cedex 08
<b>Téléphone :</b>	01 44 90 61 22
<b>Fax :</b>	01 44 90 62 25
<b>E-mail :</b>	comfi@pprgroup.com
<b>Site Internet :</b>	www.pprgroup.com

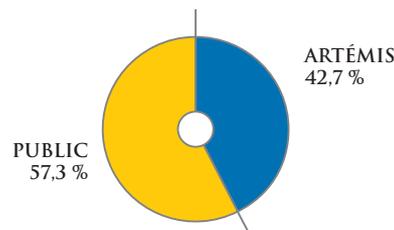
ÉVOLUTION DU TITRE ET VOLUMES MENSUELS TRAITÉS



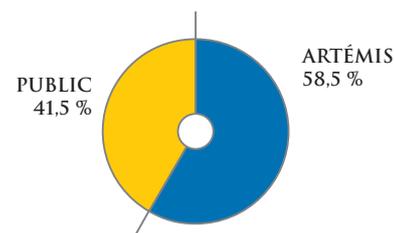
\* LONDON STOCK EXCHANGE'S ELECTRONIC DATA SERVICES

L'ACTIONNARIAT  
AU 31 DÉCEMBRE 1998

Répartition du capital :



Répartition des droits de vote :



DONNÉES BOURSIÈRES

	Francs			Euros		
	1998	1997	1996	1998	1997	1996
Cours au 31.12	1 068,00 F	642,20 F	411,60 F	162,82 €	97,90 €	62,75 €
Nombre d'actions au 31.12	117 437 590	112 102 925	111 999 990	117 437 590	112 102 925	111 999 990
Capitalisation boursière	125 423 MF	71 992 MF	46 099 MF	19 121 M€	10 975 M€	7 028 M€
Résultat net par action*	28,4 F	23,5 <sup>(1)</sup> F	18,4 F	4,3 €	3,6 <sup>(1)</sup> €	2,8 €
Dividende net	9,45 <sup>(2)</sup> F	7,80 F	6,4 F	1,4 <sup>(2)</sup> €	1,2 €	1,0 €
Avoir fiscal à 50 %	4,725 F	3,90 F	3,20 F	0,720 €	0,595 €	0,488 €
Ratio de distribution (en %) (dividende net/bénéfice par action)	33,3	33,2	34,7	33,3	33,2	34,7
Rendement global (en %) (dividende global/cours au 31.12)	1,3	1,8	2,3	1,3	1,8	2,3

\* Calculé sur la base d'un nombre d'actions moyen pondéré (cf. annexe comptable N° 7).

(1) Avant éléments non-récurrents.

(2) Soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1999.

TITRES COTÉS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 1998

Actions	Code Sicovam	Obligations	Code Sicovam
<b>Bourse de Paris</b> – règlement mensuel		<b>Finaref TSR 7,10 % décembre 1993</b>	
Pinault-Printemps-Redoute	12 148	PPR indexé janvier 1998	20 870
Rexel	12 595	PPR 5,20 % avril 1998	20 918
Guilbert	13 149	Rexel 4,80 % juillet 1998	20 974
		Rexel indexé mai 1998	20 900
<b>New-York Stock Exchange</b>			
Brylane	117661108		
		<b>Obligations convertibles</b>	
		Rexel coupon zéro décembre 1997	8 540
		Guilbert coupon 3,5 % mai 1996	9 483

## COURS DE BOURSE EN EUROS

### PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE - 1997

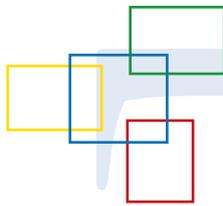
Mois	Cours moyen	+ haut	+ bas	Moyenne par séance (titres)	Volumes des transactions (milliers d'euros)	Titres traité dans le mois
Janvier	69,33	74,21	61,31	281 005	428 577,03	6 232 205
Février	72,27	76,68	67,72	210 170	303 779,97	4 203 430
Mars	70,27	76,22	64,18	297 575	397 326,47	5 653 950
Avril	71,30	75,31	67,69	199 170	312 439,93	4 381 775
Mai	74,68	77,69	70,43	257 205	364 943,25	4 886 965
Juin	84,04	92,72	70,89	358 965	633 510,05	7 538 365
Juillet	86,70	90,55	81,35	299 830	571 907,37	6 596 325
Août	81,58	86,87	77,90	246 325	401 885,49	4 926 525
Septembre	81,06	86,71	76,50	196 060	349 657,25	4 313 395
Octobre	80,97	86,90	66,80	220 405	410 474,88	5 069 325
Novembre	86,53	92,69	78,97	256 150	398 956,64	4 610 755
Décembre	94,68	99,58	89,79	256 120	533 500,09	5 634 680
<b>Moyenne</b>	<b>79,45</b>	<b>84,68</b>	<b>72,79</b>	<b>256 582</b>	<b>425 579,87</b>	<b>5 337 308</b>
<b>Moyenne en francs</b>	<b>521,2</b>	<b>555,5</b>	<b>477,5</b>	<b>256 582</b>	<b>2 791 620,90</b>	<b>5 337 308</b>

### PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE - 1998

Mois	Cours moyen	+ haut	+ bas	Moyenne par séance (titres)	Volumes des transactions (milliers d'euros)	Titres traité dans le mois
Janvier	105,24	110,68	97,90	272 375	601 942,35	5 719 910
Février	117,67	123,39	109,76	229 835	540 916,55	4 596 785
Mars	129,46	146,05	118,21	328 635	936 014,80	7 230 015
Avril	132,77	145,86	125,28	227 055	602 937,69	4 541 140
Mai	141,45	151,08	130,25	167 460	426 381,00	3 014 305
Juin	216,11	166,47	146,02	201 165	912 931,76	4 224 465
Juillet	224,12	164,04	137,36	123 597	581 721,80	2 595 549
Août	144,65	155,50	133,39	197 945	601 267,81	4 156 863
Septembre	146,22	163,58	123,48	251 471	808 953,45	5 532 364
Octobre	131,83	146,35	109,61	194 515	564 137,77	4 279 347
Novembre	145,98	156,26	138,73	194 894	569 003,15	3 897 886
Décembre	149,13	162,82	138,73	159 755	476 478,18	3 195 107
<b>Moyenne</b>	<b>148,72</b>	<b>149,34</b>	<b>125,73</b>	<b>212 392</b>	<b>635 223,86</b>	<b>4 415 311</b>
<b>Moyenne en francs</b>	<b>975,5</b>	<b>979,6</b>	<b>824,7</b>	<b>212 392</b>	<b>4 166 795,40</b>	<b>4 415 311</b>

### PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE - 1999

Mois	Cours moyen	+ haut	+ bas	Moyenne par séance (titres)	Volumes des transactions (milliers d'euros)	Titres traité dans le mois
Janvier	161,1	178,0	145,0	262 174	844 690	5 243 472
Février	153,0	169,3	147,8	264 514	809 522	5 290 279
Mars	147,6	163,0	134,4	261 564	888 189	6 015 961
<b>Moyenne</b>	<b>153,9</b>	<b>170,1</b>	<b>142,4</b>	<b>262 750</b>	<b>847 467,0</b>	<b>5 516 571</b>
<b>Moyenne en francs</b>	<b>1 009,5</b>	<b>1 115,8</b>	<b>934,1</b>	<b>262 750</b>	<b>5 559 019,1</b>	<b>5 516 571</b>



# Historique

*Pinault-Printemps-Redoute, construit progressivement autour d'acquisitions majeures, est devenu en moins d'une décennie l'un des plus grands groupes de distribution spécialisée d'Europe.*

## 1963

- > Création du Groupe Pinault, spécialisé dans le négoce du bois.

## ANNÉES 80

- > Poursuite de la croissance par intégration verticale de sociétés industrielles dont les produits, pour l'essentiel, sont distribués par le Groupe.

## 1988

- > Introduction le 25 octobre sur le Second Marché de la Bourse de Paris, sous forme d'Offre Publique de Vente à 70 F\* (10,7 €), de Pinault SA, société spécialisée dans le négoce, la distribution et la transformation du bois.

## 1990

- > Le Groupe fait l'acquisition de la CFAO qui opère dans la distribution de matériel électrique (CDME) et dans le négoce avec l'Afrique.
- > Passage du titre Pinault au Règlement mensuel le 22 juin.

## 1991

- > Prise de contrôle de Conforama.

## 1992

- > Cession des sociétés industrielles de Pinault.
- > Le Groupe fait l'acquisition de la société Au Printemps SA, société mère des magasins Printemps, Prisunic et de 54 % du groupe Redoute.

## NAISSANCE DU GROUPE PINAULT-PRINTEMPS

\* ajusté de la division du titre par cinq

## 1993

- > Organisation du Groupe en 4 pôles : Distribution Grand Public, Distribution Professionnelle, Crédit et Services Financiers, Commerce International.
- > Adoption de la dénomination Rexel par CDME.

## 1994

- > Fusion-absorption de La Redoute par Pinault-Printemps.

## NOUVELLE DÉNOMINATION SOCIALE : PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE

- > Le Groupe fait l'acquisition de la Fnac, premier distributeur de biens culturels et de loisirs.

## 1995

- > Entrée du titre Pinault-Printemps-Redoute dans l'indice CAC 40 le 9 février.
- > Cession des sociétés Pinault Equipement et de Prénatal Spa.

## 1996

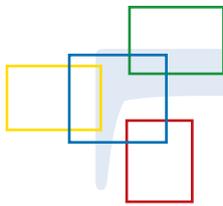
- > Acquisition par CFAO de SCOA, principal répartiteur pharmaceutique d'Afrique de l'Ouest au travers de sa filiale Eurapharma.
- > Réalisation de 11 acquisitions par Rexel en Europe et aux États-Unis.
- > Lancement d'une chaîne de lingerie féminine : Orcanta.
- > Lancement par la Fnac d'un service internet : Fnac Direct.

- > Ouverture de boutiques à l'enseigne Vertbaudet et Somewhere.

- > Création d'un club de développement pour soutenir des projets de création d'entreprises.

## 1997

- > Le Groupe crée la structure PPR Asia pour favoriser son implantation en Extrême-Orient et signe plusieurs accords de partenariats.
- > Le Groupe cède Prisunic et sort ainsi de la distribution alimentaire.
- > Redcats prend le contrôle d'Ellos, n° 1 de la VPC dans les pays scandinaves et de Bernard, n°1 français de la vente par catalogue de produits d'hygiène et d'entretien professionnels.
- > Rexel rachète les intérêts minoritaires de sa filiale américaine Rexel Inc et réalise 7 acquisitions en Europe, aux États-Unis et au Brésil.
- > Pinault-Printemps-Redoute prend le contrôle de Becob, n° 3 de la distribution de matériaux de construction en France.
- > La Fnac crée deux chaînes de magasins spécialisés : FnacTélécom et Fnac Junior.
- > Rexel lance un catalogue de vente par correspondance Webco Maintenance.
- > Les enseignes Vertbaudet et Cyrillus lancent leurs catalogues au Royaume-Uni.



## Faits marquants 1998

### JANVIER



> Rexel s'implante en Australie et Nouvelle-Zélande en signant un accord avec The General Electric Company pour l'acquisition de GEC Australia et GEC New-Zealand.

> Les enseignes Fnac et Redoute concluent un accord de principe pour une prise de participation majoritaire dans le capital d'Éveil & Jeux, leader français de la vente par correspondance de jeux et jouets éducatifs.

> Guilbert, leader européen de la vente de fournitures et de mobilier de bureau, rejoint le Groupe. Ses fondateurs ont convenu d'apporter à Pinault-Printemps-Redoute l'intégralité de leurs actions, soit 47,2 % du capital. Par ailleurs, le Groupe a lancé une OPA, à l'issue de laquelle il détenait 55,4 % du capital de Guilbert.



> La Fnac ouvre son premier magasin au Portugal, à Lisbonne, d'une surface commerciale de 2 950 m<sup>2</sup>.

### FÉVRIER



> Rexel consolide sa position dans l'Océan Pacifique avec la conclusion de deux accords en vue de la reprise des activités des sociétés homonymes Ideal en Australie et en Nouvelle-Zélande.



> Pinault-Printemps-Redoute signe un accord avec le fonds d'investissement Freeman Sprogli et le groupe The Limited en vue de l'acquisition par sa filiale Redoute de 40 % du capital de Brylane, 4<sup>e</sup> société américaine de vente par correspondance et leader américain des catalogues spécialisés dans l'habillement. A l'issue de l'opération, le Groupe détient 43,7 % du capital de Brylane.

> Finaref reprend la gestion effective des cartes privatives Printemps et Fnac en rachetant les participations détenues par la Sovac à hauteur de 49 % dans les filiales Finedis et UCCM.

### MARS

> Le Groupe lance un nouveau concept de magasin sous l'enseigne Made in Sport, dédié au sport et stars du sport. Trois magasins ont ouvert leurs portes à Paris, Créteil et Toulouse.

> Approbation de l'apport des titres Guilbert par l'Assemblée Générale Extraordinaire de Pinault-Printemps-Redoute.

### AVRIL

> Conforama ouvre un magasin en propre à Chartres sur 3 400 m<sup>2</sup>.

### JUIN



> La Fnac s'implante au Brésil en prenant le contrôle de Atica Shopping Cultural, distributeur de livres et de disques à travers trois magasins situés à Saõ Paulo, qui font l'objet de travaux avant d'être mis au nom et aux normes de la Fnac.



> Guilbert conforte son implantation en Italie en faisant l'acquisition de la société Archingeo, qui exerce sous la marque Titanedi, une activité de distribution spécialisée de fournitures de bureau et de fournitures informatiques auprès d'utilisateurs professionnels.

> Guilbert cède sa participation dans J.M. Bruneau au groupe 3 Suisses International, ainsi que sa participation dans Top Office au groupe Kiabi.



600 camionnettes et camions Guilbert, assurent les livraisons quotidiennes.



Catalogue consacré à la Maison, lancé par Brylance en août 1998.

à travers les enseignes du Groupe, mais aussi par des réseaux partenaires.

> Conforama lance un nouveau concept de magasin sur le marché de la cuisine : Confo-Cuisine, avec l'ouverture d'un premier magasin à Boulogne-Billancourt sur 300 m<sup>2</sup>.

## JUILLET



> Conforama devient le numéro un de l'équipement de la maison sur le marché espagnol en faisant l'acquisition auprès du groupe Teka de neuf magasins de bricolage, Brico Hogar, représentant 24 200 m<sup>2</sup> de surface de vente et qui, après rénovation, seront réouverts sous l'enseigne Conforama.



> Rexel renforce sa position en Australie avec l'acquisition de Turk.

> La valeur nominale de l'action est divisée par cinq pour passer de 100 francs à 20 francs afin d'améliorer la liquidité du marché et d'en faciliter l'accès à toutes les catégories d'investisseurs.

> Kertel, la nouvelle filiale spécialisée de Pinault-Printemps-Redoute, démarre la commercialisation de cartes téléphoniques, non seulement

## AOÛT



> Cyrillus poursuit son expansion internationale avec l'inauguration de sa première boutique à Tokyo.

## SEPTEMBRE

> Redoute France lance deux nouveaux catalogues spécialisés, Good Goods, qui proposent des produits créés ou sélectionnés par Philippe Starck et Vie Privée, nouveau catalogue de lingerie féminine.

> Movitex, filiale de Redcats, lance Celaïa, enseigne qui s'adresse aux "nouveaux seniors".

> Le Groupe annonce le lancement, pour le mois d'avril 1999, d'un catalogue professionnel pour l'équipement de fournitures et mobilier de bureau, qui sera géré conjointement par Bernard et Guilbert.

## OCTOBRE



> Rexel lance une offre publique d'achat sur la société britannique The Gardiner Group PLC, leader européen de la distribution de matériel de sécurité électronique, à l'issue de laquelle elle détenait 95,1 % du capital de la société.

## NOVEMBRE



> Trois nouvelles Fnac ouvrent leurs portes au



Portugal (Porto), en Espagne (Barcelone Triangle) et dans le centre commercial Parinor 2, dans la banlieue est parisienne.

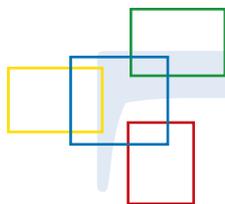
## DÉCEMBRE

> Conforama acquiert auprès des groupes Chaillier et Levêque neuf magasins affiliés à l'enseigne Conforama et représentant 27 400 m<sup>2</sup> de surface de vente.



> Pinault-Printemps-Redoute propose une offre de rachat par offre publique sur le solde du capital de Brylance, non encore détenu à ce jour.

> Fnac Junior ouvre une 3<sup>e</sup> boutique à Saint-Germain-en-Laye.



# Activité et résultats 1998

## ACTIVITÉ DE L'EXERCICE

*Une croissance interne soutenue et une forte expansion à l'international caractérisent l'année 1998. La dynamique du Groupe lui permet de poursuivre sa croissance sur la base de performances améliorées.*

### CHIFFRE D'AFFAIRES

En 1998, l'expansion du Groupe à l'international et le rythme de croissance soutenue des enseignes du Groupe ont généré une progression du chiffre d'affaires de + 21,5 % à périmètre réel.

#### CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

en millions de francs	1998	1997	Variation %
Pôle Grand Public	56 149	44 948	+ 24,9
Pôle Professionnel	45 211	32 958	+ 37,2
Commerce International	6 957	6 439	+ 8,0
Sous-total	108 317	84 345	+ 28,4
Sociétés sorties	12	4 834	-99,8
Total	108 329	89 179	+ 21,5

Deux grandes opérations stratégiques en 1998 témoignent de la volonté du Groupe de se développer au travers de sociétés leaders sur leur marché, notamment à l'international. Le Groupe a fait son entrée dans un nouveau secteur de la distribution professionnelle avec l'acquisition de Guilbert, leader européen de la vente de fournitures de bureau et bureautique et Redcats s'est implanté sur le marché américain avec l'acquisition de Brylane, quatrième société de vente par correspondance aux États-Unis.

Globalement, l'effet des opérations de croissance externe a contribué pour 18 151 millions de francs à la progression du chiffre d'affaires du Groupe, dont 14 715 millions résultent des opérations de croissance externe réalisées en 1998 (essentiellement Brylane consolidé sur neuf mois, Guilbert et les acquisitions de Rexel) et 3 436 millions de francs des opérations de croissance externe réali-

sées courant 1997 (Ellos, Becob et les acquisitions de Rexel au Brésil et aux États-Unis). L'effet des cessions est de - 4 820 millions de francs et résulte de la sortie de Prisunic et des activités UPS et UPD de Rexel, réalisée en 1997.

Hormis Guilbert, qui réalise néanmoins 58,5 % de son chiffre d'affaires hors de France, les acquisitions majeures de 1998 se sont faites à l'international. Le chiffre d'affaires qu'elles ont généré en 1998 est de 15 699 millions de francs. Leur effet report sur 1999 est estimé à 3 819 millions de francs ; celui des acquisitions effectuées en fin d'année 1998 et qui seront consolidées courant 1999 (Brico Hogar, Groupe Chaillier et Atica Shopping Cultural) est estimé quant à lui à 1 335 millions de francs.

La part du chiffre d'affaires réalisée hors de France métropolitaine s'établit à 44,2 % en 1998, soit une progression de 8,8 points par rapport à 1997, avec une évolution positive dans toutes les zones et particulièrement aux États-Unis où le chiffre d'affaires du Groupe est de 15 256 millions de francs, soit une augmentation de près de 90 % par rapport à 1997.

Le Groupe a par ailleurs effectué ses premiers investissements en Océanie avec la reprise par Rexel des activités de General Electric et d'Ideal en Australie et Nouvelle-Zélande. Il est désormais présent dans plus de 40 pays en dehors de la France.

Le chiffre d'affaires réalisé dans la zone Euro est de 73 724 millions de francs en 1998.

La complémentarité des formats de distribution et la diversité des lignes de produits, qui représentent les facteurs d'équilibre du Groupe et son originalité, se trouvent renforcées par les acquisitions de 1998. En effet, les fournitures de bureau viennent en 1998 enrichir le panel des produits distribués.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR LIGNE DE PRODUITS

en millions de francs	1998	1997	Variation %
Matériel électrique et électronique	37 737	27 766	+ 14,3
Équipement de la personne	22 142	15 858	+ 39,6
Loisirs et culture	17 631	15 778	+ 11,7
Équipement de la maison	14 964	14 592	+ 2,5
Fournitures de bureau	6 492		N/A
Matériaux de construction	6 193	5 026	+ 23,2
Véhicules	3 135	2 923	+ 7,3
Répartition pharmaceutique	2 087	1 928	+ 8,2
Services	3 074	2 240	+ 37,2
Alimentation	874	3 068	- 71,5
Total	108 329	89 179	+ 21,5

La baisse du chiffre d'affaires de l'alimentation résulte de la cession de Prisunic.

Les réseaux professionnels voient leur contribution au chiffre d'affaires du Groupe atteindre 41,5 % contre 37,9 % en 1997, et la contribution de la vente à distance passe de 19,7 % en 1997 à 24 % en 1998. L'évolution du chiffre d'affaires magasins souligne la cession de Prisunic.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉSEAU DE VENTES

en millions de francs	1998	1997	Variation %
Magasins	30 360	31 371	- 3,2
Réseaux professionnels	45 004	33 768	+ 33,3
Vente à distance	26 008	17 534	+ 48,3
Négoce international	6 957	6 506	+ 6,9
Total	108 329	89 179	+ 21,5

En 1998, le Groupe a évolué dans un environnement économique porteur, marqué par une demande plus dynamique sur ses principaux marchés géographiques. Pour la zone Euro, 1998 a constitué une année de croissance dynamique portée par toutes les composantes de la demande intérieure : recul du chômage et poursuite de la déflation ont été des facteurs favorables à la consommation privée. Aux États-Unis, la consommation privée a augmenté de + 4,7 % pour une inflation qui, selon les dernières estimations, s'est établie à + 1,6 % sur l'année. Au Royaume-Uni, où le taux de chômage est à son niveau le plus bas depuis 1980, la consommation privée a augmenté de + 3 %. En Afrique, l'activité sur le second semestre a commencé à refléter les effets de la baisse des prix de matières premières, et le passage à l'euro

a créé un climat de défiance vis-à-vis du franc CFA, qui a asséché les liquidités des banques et restreint le crédit aux entreprises.

Dans ce contexte, le Groupe a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires, à périmètre et taux de change comparables, de 6 023 millions de francs, soit + 5,9 % sur l'exercice. La progression s'est établie à + 7,2 % au premier semestre 1998 par rapport à la même période de 1997 et à + 4,8 % au second semestre, en raison d'un effet de base défavorable observé dans toutes les enseignes. Les effets négatifs de variation de change provenant essentiellement des fluctuations des devises australiennes et néo-zélandaises sont de - 204 millions de francs.

La croissance en 1998 a été soutenue par les développements internes (ouvertures de points de vente et projets innovants) qui ont généré un chiffre d'affaires de 2 326 millions de francs en 1998.

Les enseignes du **pôle Grand Public** ont contribué pour + 3 456 millions de francs à la progression de l'activité. La moindre performance de Redcats (+ 1,7 %) a été largement compensée par les rythmes de croissance soutenus de Fnac (+ 15,6 %), Conforama (+ 9,1 %) et Printemps (+ 5,4 %). Ces trois enseignes ont connu des différentiels de croissance positifs par rapport à l'évolution des marchés sur lesquels elles opèrent. Ainsi, à titre d'exemple, l'habillement au Printemps affiche une progression de + 7,2 % sur un marché, tous circuits confondus, à + 2,6 %. Conforama enregistre une croissance de + 6,2 % sur le Blanc pour un marché à + 3,2 % en valeur et de + 9,6 % sur le Meuble pour un marché à + 6,6 %. Quant à la Fnac, la progression de son chiffre d'affaires Disques est de + 10 % pour un marché à + 3,6 % et celle du Livre est à + 7 % pour un marché à + 2 %. La progression de l'activité dans le **pôle Professionnel** est de + 2 037 millions de francs avec des performances à + 3,6 % pour Rexel et à + 15,6 % sur Guilbert, mettant en évidence les gains de parts de marché opérés par Guilbert en 1998 et la reprise du bâtiment et des mises en chantier. Celle du **Commerce International** est de + 530 millions

de francs, du fait notamment de la reprise au Congo, de la progression du chiffre d'affaires de la pharmacie et de la bonne tenue de l'activité dans les Dom-Tom.

### MARGE BRUTE

En 1998, la marge brute du groupe Pinault-Printemps-Redoute a progressé de + 27,5 % pour s'établir à 37 310 millions de francs. Le taux de marge progresse de + 1,63 point à 34,44 %, essentiellement sous l'effet des acquisitions significatives de 1998 (Brylane et Guilbert) dont les taux de marge sont supérieurs au taux de marge moyen du Groupe en 1997.

Hors variations de périmètre et change, la progression de la marge en volume est de + 6,3 % et en taux de + 0,2 point à 34,7 %, et ce, malgré une inflation proche de zéro, voire même une déflation pénalisante observée sur certaines grandes familles de produits comme la micro-informatique ou les produits blancs et le matériel électrique. La poursuite en 1998 de la rationalisation des infrastructures logistiques dans toutes les enseignes des pôles Grand Public et Professionnel, une meilleure gestion de la démarque mais, surtout, l'amélioration des performances à l'achat ont concouru à la croissance de la marge brute en volume et en taux.

En pro forma, le taux de marge du **pôle Grand Public** est stable à 42,6 % malgré l'impact défavorable de l'évolution du mix produits dans le chiffre d'affaires observée en 1998 (hausse du chiffre d'affaires des produits techniques, micro, TV, vidéo...).

Le taux de marge du **pôle Professionnel** s'améliore de 0,3 point en pro forma malgré les efforts commerciaux consentis par Guilbert, la forte augmentation du chiffre d'affaires à plus faible marge dans toutes les enseignes et la déflation observée sur le matériel électrique.

Quant au taux de marge du **Commerce International**, pénalisé en 1997 par les événements survenus au Congo, il progresse à périmètre et change comparables de + 0,3 point à 24,4 % du fait de la reprise au Congo, de la bonne tenue des activi-

tés dans les Dom-Tom et ce, malgré le fort développement de la pharmacie (dont le taux de marge est significativement plus bas que le taux de marge moyen de l'activité négoce).

### CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT

En 1998, toutes les sociétés du Groupe ont poursuivi leurs efforts de croissance interne et externe dans un contexte d'amélioration constante des performances opérationnelles.

Les frais de personnel ont augmenté de + 20,4 % à périmètre et taux de change réels et de + 5,7 % en pro forma pour une croissance du chiffre d'affaires en pro forma de + 5,8 %.

En pro forma, le poids des frais de personnel rapportés à la marge brute diminue de près de 0,2 point à 38,2 %, soulignant ainsi l'amélioration de la productivité dans tous les pôles.

Le coût généré en 1998 par le développement des Pépinières est de près de 53 millions de francs. L'effectif inscrit de l'ensemble des sociétés intégrées au 31 décembre 1998 est de 80 129 personnes, en augmentation de 16 828 personnes par rapport au 31 décembre 1997 et de 17 287 personnes par rapport au 31 décembre 1996. L'effet net des opérations de croissance externe compte pour 13 870 personnes et le flux des embauches nettes réalisées en 1998 est de + 2 958 personnes.

La part des effectifs moyens équivalent temps plein du Groupe à l'international progresse de 31,2 % en 1997 à 41,7 % en 1998.

Le Groupe continue d'assurer sa croissance en adaptant l'évolution de l'ensemble de ses frais de fonctionnement à l'évolution de l'activité. A périmètre et taux de change comparables, l'ensemble des frais de fonctionnement n'a progressé que de + 4,5 %. Ils représentent 45,7 % du volume de marge en 1998 contre 46,5 % l'an passé.

En 1998, le Groupe a rationalisé l'ensemble de ses charges, tout en consacrant 6 320 millions de francs en 1998 aux dépenses de marketing et de publicité (4 318 millions en 1997) pour accroître le dynamisme commercial des enseignes.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation du groupe Pinault-Printemps-Redoute s'inscrit à 5 977 millions de francs en 1998 contre 4 297 millions de francs pour l'exercice précédent, soit une croissance de + 39,1 % pour une progression du chiffre d'affaires de + 21,5 %, reflétant les améliorations des performances opérationnelles dans tous les pôles.

Le poids des développements internes (ouverture de surfaces de vente et projets innovants) a représenté une perte nette d'exploitation de - 46 millions de francs en 1998 et a pesé de façon négative pour - 0,2 point dans l'évolution du taux de rentabilité d'exploitation du Groupe ; ce dernier, hors développement interne, s'inscrit à 5,7 % en 1998 contre 4,8 % en 1997.

L'analyse pro forma de la rentabilité d'exploitation met en évidence une progression dans tous les pôles.

### TAUX DE RENTABILITÉ D'EXPLOITATION PRO FORMA

en % du chiffre d'affaires	1998	1997	Poids CA 98	Poids Ca 97
Pôle Grand Public	5,1	4,7	52,1	51,8
Pôle Professionnel	5,6	5,3	41,7	42,1
Commerce International	9,2	8,9	6,2	6,1
Total	5,6	5,2	100	100

Les enseignes du pôle Grand Public contribuent pour 47,5 % en 1998 au résultat d'exploitation pro forma du Groupe (46,8 % en 1997), celles du pôle Professionnel pour 42 % (42,6 % en 1997) et le Commerce International pour 10,2 % (10,4 % en 1997). Le résultat d'exploitation réalisé à l'étranger représente 39,2 % du résultat d'exploitation du Groupe en 1998 contre 34,6 % en 1997. L'analyse de la rentabilité par zone géographique fait ressortir les structures contributives suivantes :

### STRUCTURES CONTRIBUTIVES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

en %	1998		1997	
	CA	Rex	CA	Rex
France	55,8	60,8	64,6	65,5
Europe occidentale	21,9	15,5	19,7	14,9
États-Unis	14,1	14,1	9,0	8,5
Afrique	4,2	6,7	4,6	8,9
Autres pays	4,0	2,9	2,1	2,2
Total	100	100	100	100

La rentabilité d'exploitation augmente dans toutes les zones géographiques (Europe : + 0,8 point à 5,4%, États-Unis : + 1 point à + 5,5 %), sauf en Afrique où elle diminue de - 0,7 point à 8,6 % du fait notamment de la croissance de la part du chiffre d'affaires généré par la pharmacie (dont le taux de rentabilité est structurellement inférieur à celui de l'activité de négoce), d'une moindre performance en Côte d'Ivoire en 1998 et dans les activités marocaines de Pinault Bois et Matériaux.

## RÉSULTAT FINANCIER

Le Groupe a supporté une charge financière nette de - 415 millions de francs en augmentation de 253 millions par rapport à 1997, principalement sous l'effet de la hausse des frais financiers générés par l'endettement.

L'endettement net moyen du Groupe s'élève à 22 153 millions de francs en 1998 contre 14 770 millions de francs en 1997, reflétant la politique d'investissement menée en 1998. La baisse du taux effectif moyen d'intérêt à 4,62 % (contre 4,85 % en 1997) résulte de deux effets qui se compensent en partie : l'impact positif de la baisse des taux fixes historiquement élevés sur des échéances de dettes tombées fin 1997 et courant 1998, conjugué à la mise en place de refinancements à taux variable, a été partiellement absorbé par la hausse des taux fixes et variables engendrée par l'intégration de Brylane et des filiales étrangères de Guilbert, dont les refinancements sur les marchés locaux se font à des taux moyens variant de 7,2 % à 7,5 %.

Le résultat financier généré par les opérations d'exploitation est de 624 millions de francs en 1998 (539 millions en 1997). Il inclut le coût des escomptes accordés aux clients à hauteur de 256 millions en 1998 (contre 220 millions en 1997) et un montant de 788 millions d'escomptes fournis (contre 764 millions en 1997).

## RÉSULTAT COURANT

La progression de + 34,5 % du résultat courant avant impôt à 5 562 millions de francs traduit principalement la croissance globale de l'activité associée à l'amélioration des performances opérationnelles.

## RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

La perte nette exceptionnelle du Groupe en 1998 est de – 89 millions de francs contre une perte de – 85 millions de francs avant éléments non récurrents en 1997.

En effet, le résultat exceptionnel du Groupe de 352 millions de francs en 1997 intégrait 437 millions de profits nets liés à des opérations non récurrentes (plus-value de cession Prisunic de 693 millions avant impôt, partiellement compensée par la dotation immédiate de provisions à caractère exceptionnel, notamment reconstitution des provisions pour risques africains nécessaire suite aux événements du Congo en 1997).

Les plus-values de cession sur actifs financiers et opérationnels représentent 199 millions de francs et reflètent essentiellement les opérations de cession de participations réalisées sur l'exercice (Itécom par Rexel, J.M. Bruneau par Guilbert et Eurotec et Campbell par CFAO).

Le résultat exceptionnel 1998 inclut 207 millions de francs de coûts de restructuration, principalement localisés dans le pôle Grand public, et 58 millions d'autres coûts composés essentiellement des pertes de démarrage 1998 des projets innovants (Kertel, Orcanta, Made in Sport), non consolidés du fait de leurs chiffres d'affaires encore peu significatifs au regard de la taille du Groupe.

## IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt sur les bénéfices du groupe Pinault-Printemps-Redoute s'établit à 1 599 millions de francs en 1998 (1 422 millions de francs en 1997). Le taux effectif d'imposition en 1998 est de 30,81 % contre un taux effectif d'imposition 1997 de 31,87 % (calculé en 1997 sur le résultat net des sociétés intégrées avant éléments non-récurrents à carac-

tère exceptionnel). Cette baisse résulte essentiellement des effets des intégrations fiscales au sein du Groupe (Pinault-Printemps-Redoute et CFAO), de la taxation au taux réduit de la plus-value de cession J.M. Bruneau et de l'imposition des filiales étrangères. En effet, la croissance des résultats dans des pays à fiscalité plus faible (Suède par exemple) et l'imputation des résultats 1998 du Congo sur les déficits fiscaux 1997 ont notamment contribué à la baisse du taux effectif d'imposition du Groupe.

## RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

La part dans le résultat des filiales du groupe Pinault-Printemps-Redoute mises en équivalence est passée de 671 millions de francs en 1997 à 831 millions de francs en 1998 (+ 23,8 %).

Pour l'essentiel, cette amélioration est le fait du **pôle Crédit et Services Financiers**. En effet, le résultat 1998 s'établit à 785 millions de francs contre 629 millions de francs en 1997, soit une progression de + 24,8 % à périmètre réel. Il intégrait en 1997 six mois de l'activité Ellos Finans. Il comprend, en 1998, 100 % des résultats de Finédis et UCCM contre 51 % l'an passé, suite au rachat des participations de la Sovac dans ces sociétés.

Le produit net bancaire du pôle Crédit et Services Financiers a augmenté de + 27,7 % pour s'établir à 3 522 millions de francs en 1998.

En France, le différentiel de croissance du pôle par rapport au marché des crédits pour l'équipement des particuliers est positif de plus de 1,5 %. La pénétration croissante des cartes dans l'activité des enseignes de distribution Grand Public en 1998, notamment au Printemps et à la Fnac, permet une progression en France de + 3,7 % de la part du crédit affecté aux ventes (53,6 % de la production financée en 1998). La part de l'activité non affectée à des ventes (46,4 % de la production financée en 1998) progresse de manière importante de + 21,3 %.

L'amélioration de la marge, la croissance maîtrisée des frais de fonctionnement et une gestion

fine de la charge du risque ont permis une progression de + 27 % du résultat courant à 1 414 millions de francs.

Au 31 décembre 1998, le pôle Crédit et Services Financiers emploie 944 personnes (834 au 31 décembre 1997).

### AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION

L'accroissement de 190 millions de francs de la charge d'amortissement des écarts d'acquisitions entre 1997 et 1998 met en évidence les dotations aux amortissements relatives aux écarts d'acquisitions dégagés en 1998 sur les acquisitions et, dans une moindre mesure, à l'effet report sur 1998 des acquisitions réalisées courant 1997.

Il faut noter qu'en 1998 la part de l'écart d'acquisition dégagée sur la quote-part de Guilbert, financée au moyen d'émission d'actions Pinault-

Printemps-Redoute, a fait l'objet d'une imputation sur la prime d'émission à hauteur de 2 664 millions de francs. La charge d'amortissement relative à cet écart aurait été de 66,6 millions de francs sur 40 ans en 1998.

### RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE

Pour l'exercice clos le 31 décembre 1998, le résultat net part du groupe Pinault-Printemps-Redoute s'élève à 3 331 millions de francs, en progression de + 26,7 % sur le résultat net dégagé en 1997 avant prise en compte des éléments non récurrents (notamment plus-value nette d'impôt sur la cession Prisunic et reconstitution de la provision risques Afrique).

Compte tenu d'un nombre moyen pondéré d'actions de 117 966 409 sur l'exercice 1998, le résultat net dilué par action avant éléments non-récurrents de 1997 augmente de 21,1 % à 28,27 francs.

## STRUCTURE FINANCIÈRE

*A l'image des activités opérationnelles, la structure financière du Groupe témoigne de l'amélioration des performances : réalisation d'un important programme d'investissements pour préparer l'avenir, réduction du besoin en fonds de roulement et politique de distribution dynamique vis-à-vis des actionnaires.*

### ACTIF IMMOBILISÉ

L'actif immobilisé, qui représente près de la moitié du bilan consolidé, est composé à hauteur de 27 602 millions de francs d'actifs incorporels, en croissance de + 33,2 % par rapport à 1997, reflet de la politique active de croissance externe menée par le Groupe tant dans le pôle Grand Public que dans le pôle Professionnel.

### BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Le besoin en fonds de roulement du groupe Pinault-Printemps-Redoute s'établit à 7 311 millions de francs au 31 décembre 1998 contre 5 612 millions de francs au 31 décembre 1997.

en millions de francs	31/12/1998	31/12/1997
Actif immobilisé	40 462	30 813
Besoin en fonds de roulement	7 311	5 612
Capitaux propres*	24 322	19 944
Provisions	3 235	2 615
Endettement financier net	20 216	13 866

\* Dont capitaux propres part du Groupe.

20 241

17 589

Son évolution est la suivante :

en millions de francs	31/12/1998	31/12/1997
Stocks nets	16 410	13 401
Créances d'exploitation nettes	16 917	14 372
Dettes d'exploitation	(26 647)	(21 931)
<b>Besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>6 680</b>	<b>5 842</b>
Créances hors exploitation nettes	3 246	3 082
Dettes hors exploitation	(2 615)	(3 312)
<b>Besoin en fonds de roulement hors d'exploitation</b>	<b>631</b>	<b>(230)</b>
<b>Total</b>	<b>7 311</b>	<b>5 612</b>

La variation globale du besoin en fonds de roulement de + 1 699 millions résulte d'une augmentation liée aux effets périmètre et change pour + 2 377 millions de francs, et d'une réduction de - 678 millions de francs à périmètre et change comparables.

C'est l'amélioration significative du besoin en fonds de roulement d'exploitation de - 983 millions de francs en 1998, partiellement absorbée par une dégradation du besoin en fonds de roulement hors exploitation de + 305 millions de francs, qui contribue à la baisse du besoin en fonds de roulement global.

Hors titrisation des créances Rexel pour un montant de 1 108 millions de francs, le besoin en fonds de roulement d'exploitation ne se dégrade que de 125 millions de francs sous l'effet du besoin en fonds de roulement généré par le programme du développement organique de 1998.

La dégradation du besoin en fonds de roulement hors exploitation provient essentiellement de l'augmentation entre 1997 et 1998 des acomptes d'impôt société versés à l'État, du fait de l'évolution de la situation fiscale du périmètre intégré Pinault-Printemps-Redoute et dans une moindre mesure du développement des ventes à crédit dans les filiales à l'étranger de Redcats.

### PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges s'établissent à 3 235 millions de francs au 31 décembre 1998, dont 548 millions de francs au titre des engagements de retraite, contre 2 615 millions de

francs au 31 décembre 1997. L'essentiel de cette augmentation résulte de variations de périmètre (+ 604 millions de francs).

### ENDETTEMENT FINANCIER NET

En 1998, l'endettement financier net de clôture est de 20 216 millions de francs ; il représente 3,9 années de capacité d'autofinancement. Le ratio d'endettement passe de 0,69 à 0,83. Avant imputation sur les capitaux propres de l'écart d'acquisition sur titres Guilbert, financés au moyen d'émission de titres Pinault-Printemps-Redoute, le ratio d'endettement financier 1998 n'est que de 0,75 malgré la politique d'acquisition soutenue menée en 1998.

#### DÉCOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

en millions de francs	31/12/1998	31/12/1997
Dettes financières	25 906	19 875
Valeurs mobilières de placement	(1 644)	(684)
Disponibilités	(4 046)	(5 325)
<b>Endettement financier net</b>	<b>20 216</b>	<b>13 866</b>

79,2 % des dettes financières sont libellés en devises de la zone Euro (85,7 % en 1997) et 53 % sont à moins d'un an (63,9 % en 1998).

Hors pôle Crédit et Services Financiers, le Groupe dispose, pour financer son développement, de 24 658 millions de francs de lignes de crédit, dont 13 384 millions sont confirmées.

### FLUX FINANCIERS DE L'EXERCICE

L'évolution de l'endettement financier net du Groupe peut s'expliquer comme suit :

Capacité d'autofinancement	5 221
Variation du besoin en fonds de roulement	178
<b>Trésorerie générée par l'exploitation</b>	<b>5 399</b>
Investissements opérationnels nets	(2 272)
<b>Cash flow libre opérationnel</b>	<b>3 127</b>
Investissements financiers nets	(5 959)
Augmentations de capital et conversions d'obligations	59
Dividendes versés	(1 066)
Variations de périmètre et de change	(2 510)
<b>Variation de l'endettement financier net</b>	<b>(6 349)</b>

En augmentation de plus de 32 % par rapport à l'exercice précédent, essentiellement du fait des opérations d'exploitation, la capacité d'auto-financement atteint les 5 221 millions de francs. Ces ressources, conjuguées à la trésorerie dégagée surtout par la compression du besoin en fonds de roulement d'exploitation, ont permis de financer les investissements opérationnels à hauteur de 2 272 millions de francs.

En 1998, le Groupe a poursuivi sa politique de rénovation, d'innovation et d'ouverture de points de vente en consacrant 2 272 millions de francs aux investissements opérationnels, dont 514 millions de francs aux ouvertures de points de vente et projets innovants, 670 millions aux investissements de transformation et de rénovation et 967 millions aux investissements logistiques et informatiques.

Le cash flow libre opérationnel à 3 127 millions de francs, en augmentation de 1 757 millions de francs par rapport à l'an passé, conjugué au recours à l'endettement externe pour 3 839 millions de francs (hors financement externe des sociétés acquises), a permis de servir un dividende de 1 066 millions de francs, dont 913 millions aux actionnaires de Pinault-Printemps-Redoute, et d'assurer le financement d'un programme conséquent d'acquisitions externes de 5 959 millions de francs.

Le flux d'investissement financier net résulte :

- d'acquisitions de titres de participation pour 6 338 millions de francs, qui concernent le pôle Grand Public pour 3 596 millions de francs, le pôle Professionnel pour 1 821 millions de francs et les holdings pour 892 millions de francs,

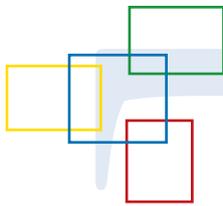
- de cessions nettes d'actifs financiers pour 275 millions de francs,
- d'encaissement des créances nettes sur cessions de titres réalisées en 1997 pour 256 millions de francs,
- d'augmentation nette d'autres immobilisations pour 152 millions de francs, représentant essentiellement les financements accordés aux nouveaux concepts non consolidés.

En 1998, le montant des investissements réalisés (investissements opérationnels et financiers) par le Groupe à l'étranger est de 6 504 millions et représente plus de 69 % des investissements bruts du Groupe en 1998.

#### POLITIQUE DE GESTION DE L'EXPOSITION AUX RISQUES DE CHANGE ET DE TAUX D'INTÉRÊT

Le Groupe utilise divers instruments financiers pour réduire son exposition aux risques de change et de taux. Il s'agit d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré, négociés avec des contreparties de premier plan.

Les contrats d'achats à terme et les options sur devises sont les instruments généralement utilisés pour la couverture du risque de change. La gestion des risques de taux d'intérêt est assurée principalement par le biais de contrats de swaps et d'options, instruments dont les encours représentés par leur notionnel s'élèvent respectivement à 10 875 et 4 652 millions de francs au 31 décembre 1998.



## Le passage à l'an 2000

**L**e problème du passage à l'an 2000 est lié aux programmes informatiques conçus pour traiter deux chiffres au lieu des quatre chiffres qui désignent l'année concernée. En l'absence d'actions correctives, certains programmes informatiques, traitant des données comprenant des dates, pourraient lire l'année 00 comme étant l'année 1900 au lieu de 2000, ce qui pourrait donner lieu à des dysfonctionnements ou des erreurs susceptibles d'engendrer des perturbations dans le déroulement des activités opérationnelles.

### CHAMP D'APPLICATION ET PLANS D' ACTIONS

Les trois domaines d'attention majeurs pour le Groupe sont :

- les matériels et logiciels utilisés pour les systèmes d'information, de paiement (caisses ...), de ressources humaines, de gestion et de comptabilité. Sont également inclus tous les systèmes informatiques des enseignes qui ont externalisé leurs services informatiques, tels que la Fnac et le Printemps,
- les produits commercialisés par le Groupe,
- les interfaces avec les fournisseurs et autres partenaires commerciaux.

Pour chacun de ces domaines, les plans d'actions définis comportent quatre phases :

- identification des systèmes et composants susceptibles d'être affectés,
- évaluation et classification des problèmes par ordre de priorité,
- remplacement et/ou adaptation des systèmes et composants non compatibles et détermination des solutions pour les fournisseurs non compatibles,
- tests post-remplacement et/ou adaptation.

De plus, une certification d'aptitude au passage à l'an 2000 a été demandée systématiquement à chacun des fournisseurs.

### ORGANISATION ET MISE EN ŒUVRE DES PLANS D' ACTIONS

Dès 1997, le Groupe s'est engagé dans une démarche visant à maîtriser les risques informatiques résultant du passage à l'an 2000. Un comité

informatique a été créé afin de suivre plus particulièrement l'avancement des projets informatiques. Dans certaines enseignes, la problématique an 2000 a été intégrée dans la refonte globale des systèmes d'information entreprise. Afin d'élargir le périmètre du projet au-delà de l'informatique, un comité a été constitué durant le premier trimestre 1998 dans la plupart des enseignes.

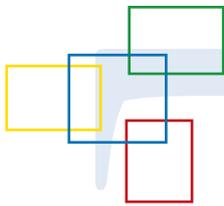
A fin 1998, la réalisation de ces plans d'actions s'inscrit dans le calendrier prévu. Ainsi, le Groupe se situe en fin de phase 3 pour tous les matériels et logiciels. La phase 4 a déjà été engagée en parallèle pour vraisemblablement s'achever fin octobre 1999. Conformément au calendrier prévu, la phase 2 vient de s'achever pour les produits vendus aux clients. Enfin, à ce stade, le Groupe n'a connaissance d'aucun dysfonctionnement lié au changement de millénaire des systèmes ou produits de ses principaux partenaires, ni d'aucun retard dans la mise en œuvre de leurs propres plans d'actions. Le Groupe ne peut toutefois garantir que les systèmes de ces derniers seront convertis à temps.

### RISQUES POTENTIELS

Malgré les efforts entrepris par le Groupe, celui-ci pourrait connaître des problèmes liés au passage à l'an 2000 en raison de matériels et équipements dotés de microprocesseurs non identifiés, d'un manque ou d'une insuffisance de personnel qualifié, de contraintes de temps et de difficultés imprévues rencontrées par nos partenaires commerciaux. Néanmoins, l'étendue des domaines visés par cette procédure et le caractère de ces activités permettent à la Direction d'estimer que les incidences éventuelles ne seront que résiduelles.

### COÛT

Le coût total de ce programme, en charges et en investissements, est estimé à environ 210 millions de francs d'ici à l'an 2000, dont 48,4 millions de francs constatés en charge sur l'exercice 1998 et 18 millions de francs sur les exercices 1996 et 1997. Ce coût de passage n'inclut pas les dépenses an 2000 engagées dans le cadre des refontes globales de systèmes informatiques.



## L'introduction de l'euro

**A** compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, onze des quinze pays membres de l'Union Européenne ont retenu des taux de conversion fixes entre leurs monnaies existantes et l'euro. Cette nouvelle monnaie est dorénavant cotée sur le marché des devises et peut être utilisée pour les transactions commerciales. A partir de janvier 2002, les nouveaux billets de banques et pièces de monnaie libellés en euros seront mis en circulation et les monnaies locales disparaîtront au plus tard le 30 juin 2002.

Dès fin 1996, un comité euro a été constitué réunissant une équipe multi-fonctionnelle et présidé par le Secrétaire Général du Groupe. Ce comité s'est réuni régulièrement depuis cette date afin d'assurer la coordination des plans d'actions entre les différentes enseignes du Groupe.

En 1998, Pinault-Printemps-Redoute a mis en place un baromètre clients Ipsos, permettant de mesurer deux à trois fois par an :

- l'évolution des mentalités de nos clients, enseigne par enseigne, face à l'arrivée de l'euro, et de façon très concrète,
- leur intention de "pratiquer" l'euro pendant la période de transition pour l'appréciation du prix, des produits, des services et pour le paiement,
- leurs souhaits en matière de service clients et d'éducation, de façon générale, à l'euro.

Ce baromètre va continuer à guider le groupe Pinault-Printemps-Redoute dans l'accompagnement de ses clients au passage à l'euro au cours des prochaines années.

### **PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE S'EST ENGAGÉ SUR PLUSIEURS PRINCIPES :**

**>> Une réelle préparation face aux différentes échéances de l'euro doublée du souci d'aider les consommateurs**

- double affichage des prix sur les étiquettes, les catalogues (progressivement, selon les dates de publication) et les tickets de caisse,
- moyens d'accompagnement à la conversion (tables, calculettes, conseils...),
- acceptation de paiements en euros dès le 4 janvier 1999\*.

*\*sous réserve de la problématique spécifique des cartes bancaires, liée aux problèmes d'accréditation tardive des logiciels par le GIE.*

**>> Le strict respect des règles de conversion**

- les prix en francs seront convertis et arrondis en euros selon les règles strictes dictées par la Banque Centrale Européenne,
- le passage à l'euro n'aura aucune conséquence sur les prix pratiqués par les enseignes.

Sous la supervision d'un comité de pilotage dans chacune des enseignes, des équipes multi-fonctionnelles ont élaboré des plans identifiant les adaptations nécessaires, tant pour les systèmes informatiques et les processus opérationnels que pour les programmes de formation, afin de préparer les enseignes à accepter l'euro en tant que moyen de paiement dès le 4 janvier 1999.

Les modifications devant être apportées à nos systèmes informatiques et à nos procédures se font en deux étapes. La première étape concerne l'aspect clientèle afin d'assurer nos engagements décrits ci-avant. La réalisation de cette étape du plan d'action s'inscrit dans le calendrier prévu, et sera complètement achevée fin 1999.

La seconde étape commencera en l'an 2000, et devra mettre en œuvre toutes les modifications nécessaires pour que l'euro devienne la monnaie de référence pour Pinault-Printemps-Redoute en l'an 2001. Cette adaptation comprend des modifications apportées aux systèmes informatiques des services administratifs (tels que les services comptable, financier, de la paye, des achats...) et la conversion des données historiques.

La Direction ne prévoit aucun risque significatif du fait de l'adoption de l'euro telle qu'elle est envisagée.

Le budget alloué à la mise en place de l'euro en charges et investissements est estimé pour l'ensemble du Groupe à 272 millions de francs sur la période 1997 à 2002, dont 16,7 millions de francs constatés en charges sur l'exercice 1998. Sur la période, approximativement 100 millions de francs correspondent à des améliorations de systèmes informatiques et d'acquisition de nouveaux matériels. Le solde couvre les dépenses liées à la coordination, la formation, la communication et le double affichage des prix, qui sont comptabilisées en charges dès qu'elles sont encourues.

# STRATÉGIE ET POLITIQUES DU GROUPE



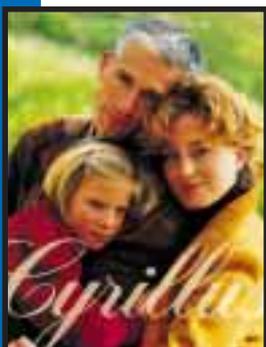
**COMITÉ EXÉCUTIF** De gauche à droite ● assis : **Alain Redheuil**, *Président-Directeur Général de Rexel* – **Serge Weinberg**, *Président du Directoire de Pinault-Printemps-Redoute* ● Debout : **Jean-Pierre Letranchant**, *Président-Directeur Général du pôle Crédit et Services Financiers* – **Jean-Paul Giraud**, *Directeur Général de la Fnac* – **Patrice Marteau**, *Secrétaire Général du Groupe* – **François-Henri Pinault**, *Président-Directeur Général de la Fnac* – **Per Kaufmann**, *Président du Directoire de France Printemps* – **Jacques Suart**, *Directeur de la Communication du Groupe* – **Hartmut Krämer**, *Président-Directeur Général de Redcats* – **François Potier**, *Directeur des Ressources Humaines du Groupe* – **Jean-Claude Darrouzet**, *Président du Directoire de Conforama* – **Thierry Falque-Pierrotin**, *Président-Directeur Général de Pinault Bois & Matériaux* – **Bruno Cremel**, *Directeur du Plan et de la Stratégie du Groupe* – **Jean-Charles Pauze**, *Président du Directoire de Guibert* – **Alain Viry**, *Président-Directeur Général de CFAO*.

**L**e Groupe ambitionne d'être l'un des premiers groupes mondiaux de distribution spécialisée et de services. Il construit son leadership sur deux principes fondamentaux :

- la croissance grâce à la prise de parts de marché, à l'ouverture de magasins, au lancement de nouveaux catalogues et à une innovation permanente. S'ajoutant à la croissance organique, la croissance externe permet au Groupe d'accélérer son développement ou d'élargir son champ d'action, croissance interne et croissance externe se conjuguant pour permettre une internationalisation soutenue de la plupart de nos activités ;
- parallèlement à l'objectif de croissance, toutes nos entreprises doivent accroître régulièrement leur rentabilité, seule garantie à court et à moyen termes de notre capacité de développement. Rigueur de gestion, souplesse dans l'adaptation des organisations, modernisation des systèmes d'information et de logistique se conjuguent pour permettre à nos entreprises de dégager des ressources croissantes pour financer un développement ambitieux.



L'ouverture de boutiques  
Cyrillus illustre la complé-  
mentarité des formats  
de distribution  
magasins/catalogues.



Catalogue Cyrillus  
Automne/Hiver 98/99.

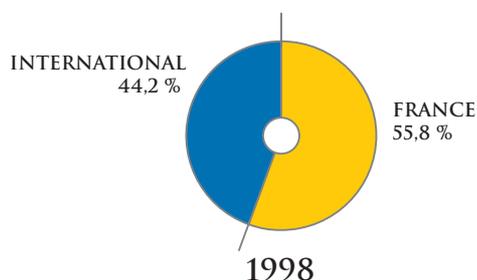
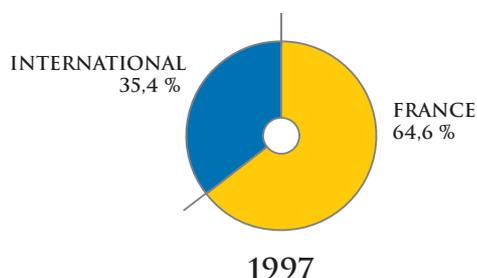
**UNE POLITIQUE DYNAMIQUE  
DE CROISSANCE PAR LA CONQUÊTE  
DE PARTS DE MARCHÉ, L'OUVERTURE  
DE MAGASINS, LE LANCEMENT  
DE NOUVEAUX CATALOGUES  
ET L'INNOVATION PERMANENTE.**

**Développement des enseignes existantes**

En 1998 encore, les ouvertures de magasins ont été nombreuses pour le pôle grand public : Printemps (ouverture de deux nouvelles boutiques Brummell) ; Orcanta (ouverture de six nouvelles

**PRÈS DE 2 000  
POINTS DE VENTES  
PLUSIEURS MILLIONS  
DE CATALOGUES  
ENVOYÉS CHAQUE ANNÉE**

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES



boutiques) ; Fnac (ouverture d'un magasin Fnac à Barcelone, à Lisbonne, à Porto et à Paris ainsi que de 25 FnacTélécom et de deux Fnac Service Plus) ; Conforama (ouverture d'un magasin à Chartres et transfert de deux magasins à Montpellier et Mulhouse pour augmenter la surface de vente). Rexel a également procédé à l'ouverture de plusieurs points de vente en 1998 et en ouvrira davantage au cours de l'année 1999.

Un même client pouvant être séduit par différents types de commercialisation, le Groupe a mis en œuvre une approche conjuguant vente par correspondance et vente en magasin pour le grand public. Ainsi en 1998, Cyrillus, Somewhere et Vertbaudet ont ouvert douze boutiques. Pour sa part, Brummell a suivi un parcours inverse en créant un premier catalogue de vente à distance.

Au total, en comptant les agrandissements de magasins et les ouvertures de nouveaux concepts, ce sont plus de 24 000 m<sup>2</sup> de surface de vente supplémentaire qui ont été ouverts en 1998 par les enseignes grand public du Groupe.

Pinault-Printemps-Redoute a développé des offres de vente par correspondance spécialisée pour les professionnels afin de mieux pénétrer le marché des petites et moyennes entreprises. Ainsi, Rexel a lancé le catalogue Webco en 1997 pour les produits de connectique et les réseaux informatiques, alors que Redcats et Guilbert se sont associés pour lancer Sundex, un catalogue de matériel de bureau.

Pour sa part, Finaref a non seulement repris depuis février 1998 la gestion des offres de crédits et de cartes du Printemps et de la Fnac mais a aussi fait son entrée sur la péninsule ibérique ainsi qu'en Scandinavie. Ces reprises ont été réalisées avec succès et traduisent la volonté de Pinault-Printemps-Redoute de faire jouer un rôle central au pôle Crédit et Services Financiers au sein du Groupe.

Au total la croissance des enseignes existantes aura permis de prendre de nombreuses parts de marché tant dans le pôle grand public que dans le pôle professionnel.

#### **Lancement d'activités et de nouveaux concepts**

Des innovations ciblées pour la Jeunesse :

- fin 1997 et courant 1998, la Fnac a ouvert trois magasins dédiés aux enfants, sous une nouvelle enseigne, **Fnac Junior** ;
- l'acquisition en 1998 d'**Eveil & Jeux**, entreprise spécialisée dans la vente par correspondance de produits ludo-éducatifs vient compléter cette offre enfants ;
- **Made in Sport** : au cours de l'année 1998, le Groupe a lancé un nouveau concept de magasins sur le thème du sport destiné aux 15-25 ans. Les trois magasins Made in Sport mettent en scène l'actualité sportive en présentant les produits périphériques et événementiels (accessoires de mode, produits issus du merchandising des clubs, livres sur le sport...) témoins de "toute l'émotion du sport". Après Fnac Junior, il s'agit du second concept thématique lancé par le Groupe.

Des offres ciblées pour les Seniors :

- lancement du nouveau catalogue **Celaïa**, pour les femmes actives de + de 50 ans ;
- test d'une carte **Fnac Senior** proposée avec une plaquette explicative adaptée, un convertisseur euro et offrant de nombreux services spécifiques.

Une déclinaison de concepts :

- Conforama a ouvert son premier **Confo-Cuisine** à Boulogne-Billancourt afin d'atteindre une clientèle de centre ville ;
- en lançant au Printemps Haussmann le 12 octobre 1998 un premier **Espace Finaref** distribuant des produits financiers et d'assurance, le pôle Crédit et Services Financiers marque son ambition de développer une activité multi-produits. L'année 1999 sera l'occasion pour Finaref de développer cette approche sur une plus grande échelle.

#### **UNE POLITIQUE ACTIVE D'INTERNATIONALISATION**

Il y a deux ans, l'objectif était de réaliser 40 % de notre chiffre d'affaires à l'international d'ici l'an 2000. Il est d'ores et déjà dépassé cette année. Même si le degré d'internationalisation reste inégal entre le pôle grand public et le pôle professionnel, la progression du chiffre d'affaires à l'international en 1998 est de 51,8 %. La part du chiffre d'affaires à l'international passe donc de 35,4 % à 44,2 %.

Cette progression provient en partie des acquisitions faites durant l'année : 56,5 % de Guilbert, leader européen de la distribution de fournitures et de mobilier de bureau et bureautique, et 49,9 % de Brylane, 4<sup>e</sup> société américaine de vente par correspondance. L'acquisition de Brylane a permis à Redcats d'accélérer son internationalisation en prenant pied sur le premier marché mondial de la vente par correspondance. Ainsi, Redcats a réalisé près d'un quart de son chiffre d'affaires sur le continent nord américain en 1998.

Au cours de l'année 1998, Rexel a réalisé huit acquisitions dans cinq pays différents (Australie, Autriche, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande et Portugal) dont GEC Australia et GEC New-Zealand rachetées au groupe General Electric Company plc.

En acquérant et convertissant les neuf sites de Brico Hogar en Espagne, Conforama devient le numéro un dans la distribution d'équipement de la maison dans ce pays.



Boutique Orcanta de la place de l'Opéra à Paris.

# 6,9 MILLIONS DE PORTEURS DE CARTES PRIVATIVES PLUSIEURS MILLIONS DE VISITES SUR LES SITES INTERNET DU GROUPE EN 1998

Enfin, la Fnac a acquis Atica, société brésilienne de distribution exploitant trois magasins de livres et disques à Saõ Paulo, qui ne sera consolidée qu'en 1999.

## LA FORTE POSITION DU GROUPE DANS DES MÉTIERS COMPLÉMENTAIRES ET AU SERVICE D'UNE CLIENTÈLE LARGE LUI OFFRE DE NOMBREUX LEVIERS DE VALORISATION DE SES ACTIFS

En conjuguant nos savoir-faire et la complémentarité de nos enseignes, nous pouvons développer de nouvelles activités.

Notamment dans le domaine de la vente par correspondance, le Groupe a entrepris plusieurs projets. Bernard SA et Guilbert ont lancé en partenariat une nouvelle activité de vente par correspondance de fournitures et de mobilier de bureau avec le catalogue Sundex. Ce projet s'appuie sur les forces de chacun. Redcats et Fnac, pour leur part, s'appuient sur leurs expertises respectives pour développer l'activité d'Eveil & Jeux.

La forte croissance de notre activité de crédits à la consommation est également l'illustration des fruits du partenariat entre nos enseignes.

Le nombre et la diversité de nos points de contacts avec la clientèle, et le nombre élevé

de nos clients fidèles favorisent le développement de nouveaux produits ou de nouveaux services.

Le lancement de Kertel a ainsi pleinement bénéficié de l'accès direct immédiat à notre clientèle avant de poursuivre son développement dans d'autres réseaux hors Groupe.

De même, le développement de la distribution de nouveaux services financiers, de nouveaux catalogues ou de catalogues existants dans de nouveaux pays sera facilité.

Notre présence auprès de la clientèle sera renforcée lorsque les cartes privatives de chacune de nos enseignes seront utilisables dans l'ensemble du réseau grand public du Groupe, projet qui devrait s'achever dans les prochains mois.

## UN TRAVAIL CONSTANT DE CONVERGENCE DES MOYENS AFIN DE BÉNÉFICIER D'IMPORTANTES ÉCONOMIES D'ÉCHELLE

L'organisation du Groupe repose sur la recherche du meilleur équilibre entre une réelle décentralisation opérationnelle, permettant de favoriser l'initiative et la responsabilité de chacun, et la mise en commun des ressources, chaque fois que cela est pertinent. Elle permet de tirer le meilleur parti de la richesse et de la diversité de nos activités. Fidèle à ses valeurs fondatrices,

Pinault-Printemps- Redoute constitue aujourd'hui un Groupe mondial favorisant l'esprit d'entreprise. Dans un environnement marqué par la disparition des frontières et par l'accélération des évolutions technologiques, la richesse et la diversité de métiers et de compétences du Groupe sont un atout permettant d'articuler croissance et innovation.

Des groupes de travail permanents, sur des thématiques ou des métiers divers (marketing, commerce électronique, moyens généraux, etc.), réunissent régulièrement des collaborateurs du Groupe et de chaque enseigne pour favoriser les échanges de savoir-faire et de compétences et mener des opérations communes. L'un des objectifs poursuivis est de tirer parti du potentiel de nos bases de données clients pour améliorer le marketing client et l'efficacité commerciale. D'autres travaux visent à réduire nos coûts d'achat et de gestion et à optimiser les flux physiques et la circulation de l'information pour augmenter notre productivité et notre marge brute. Nous souhaitons profiter de l'expérience et du professionnalisme de nos enseignes pour identifier des possibilités d'amélioration de la qualité de service et faire émerger des axes de développement pour le Groupe.

Le développement international du Groupe dans de nouvelles régions s'est ainsi appuyé sur des structures communes telles que PPR Asie. Les équipes de développement recherchent à la fois des sites pour Conforama et la Fnac. A l'occasion, des opportunités pour d'autres enseignes peuvent aussi apparaître.

Pactel, un contrat de service global de gestion de télécommunications pour le Groupe, est un exemple de projet transverse qui a vu le jour en 1998. Un appel d'offre auprès d'opérateurs de télécommunications internationaux pour optimiser la gestion des besoins de télécommunications du Groupe a été lancé. L'atteinte d'une masse critique doit nous permettre de réduire nos coûts et d'accéder à des technologies plus performantes et évolutives. Ce contrat doit également permettre d'accompagner l'expansion internationale des enseignes et leur assurer toute la souplesse et la réactivité nécessaires.

## UN SOUCI PERMANENT DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET DE CRÉATION D'ENTREPRISE

### Commerce électronique

Pinault-Printemps-Redoute s'est lancé très tôt dans la création de sites Internet marchands en France et à l'étranger, pour acquérir une expérience et participer activement à l'essor de ce nouveau mode de distribution.

Dès septembre 1995, Redcats a lancé un premier site Internet marchand en français. Depuis, le Groupe a développé une vingtaine de sites Internet marchands permettant aux enseignes grand public comme aux enseignes professionnelles de mieux servir leurs clients actuels et de développer des relations avec des clients potentiels. Selon les cas, ces sites permettent de consulter les offres (sélection et visualisation des produits, écoute d'extraits musicaux) ou de passer des commandes. Au total, nos sites Internet ont reçu plusieurs millions de visites au cours de l'année 1998.

En mars 1997, la Fnac a lancé un site qui propose plus de 400 000 produits culturels ou de loisirs (livres, disques, vidéos, logiciels et cédéroms). Avec près de deux millions de visites en 1998, ce site est devenu l'un des sites français les plus fréquentés.

En 1999, le commerce électronique devrait profiter de l'effet conjugué :

- d'une forte croissance du nombre de professionnels et de foyers connectés à Internet dans le monde, et en particulier en France (2 millions de foyers connectés en fin 1999 selon GfK) grâce à l'apparition d'offres de matériel plus accessibles et au développement de nouveaux modes d'accès via la télévision ou le téléphone ;
- d'une croissance de la consommation sur Internet grâce au développement de l'offre et à l'évolution des comportements d'achat.

Ces perspectives devraient profiter pleinement au Groupe et se traduire par une très forte croissance du chiffre d'affaires généré par le commerce électronique dans les trois prochaines années. Elles permettront également au Groupe de développer des programmes de marketing personnalisés.



Centre d'appels Kertel à Paris.



Première boutique Made in Sport dans le quartier des Halles à Paris.

### Kertel

Avec la création de Kertel est né un nouvel opérateur de télécommunications pour le marché grand public (et les petites entreprises) appelé à devenir dans les prochains mois un acteur de référence. En avril 1998, Kertel a obtenu une licence d'opérateur de réseaux et une licence d'opérateur de services auprès de l'ART (Autorité de Régulation des Télécommunications) à partir desquelles il a créé une offre et un positionnement unique en France, à la croisée de la distribution et des télécommunications.

L'objectif de Kertel est de devenir l'opérateur privilégié pour les enseignes de distribution tous secteurs confondus au travers d'une politique active de partenariats. Kertel a déjà signé des accords de distribution avec Casino, Conforama, Continent, Carrefour, Fnac, La Poste (en test), La Redoute, Monoprix-Prisunic, Printemps, Relais H, Shell et Télécîel. Kertel propose des cartes prépayées rechargeables d'une valeur de 50, 100, 150 et 200 francs, utilisables à partir de n'importe quel téléphone à touches sonores ainsi qu'une gamme complète de services (Service Etoile 24h/24 et 7j/7, l'annuaire Eclair, le radioguidage, la météo...). Kertel a d'ores et déjà prouvé qu'elle était l'entreprise de télécommunications la plus innovante sur le plan commercial et marketing. A l'issue de l'année 1998, Kertel compte déjà plus de 150 collaborateurs qui gèrent un parc de plus de 400 000 cartes actives.

En 1999, Kertel fait son entrée sur le marché de la téléphonie résidentielle avec Kerbox, le routeur télécom. A chaque appel, le boîtier reconnaît automatiquement et sans que l'utilisateur n'ait à changer ses habitudes de numérotation, le numéro composé. Il choisit alors, pour chaque appel qu'il soit longue distance, vers un mobile ou vers l'international, l'opérateur offrant le tarif le plus compétitif. Cette offre de téléphonie fixe sera une véritable innovation sur le marché français et devrait devenir le second axe de développement pour Kertel.

### Club de développement

Parce que l'esprit entrepreneurial est un moteur essentiel de la dynamique de développement du Groupe, Pinault-Printemps-Redoute a créé en fin 1997 une société de capital risque qui a vocation à investir dans le domaine de la distribution ou des services en France et à l'étranger. Ce club de développement, dont l'Union Européenne de CIC (UECIC) détient 40 % du capital, prend des participations, aux côtés d'autres investisseurs, dans des projets qui sont analysés sous trois aspects : la qualité et l'engagement de leur porteur, leur originalité et leur potentiel de développement et enfin, leur crédibilité financière.

En 1998, ce club a réalisé trois investissements : Artès (une enseigne de distribution d'objets et de produits dérivés d'œuvres des plus beaux musées) ; NewWorks (une société de mise à disposition d'un espace de travail et de services associés pour les entreprises et les particuliers) ; Terre et Décoration (une enseigne de distribution de petits objets de décoration). D'autres dossiers sont en cours d'étude et devraient voir le jour prochainement.

# UNE POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES AMBITIEUSE

*Pour atteindre les objectifs de croissance rentable et d'internationalisation qu'il s'est fixés, le Groupe a poursuivi en 1998 une politique de ressources humaines ambitieuse.*

Les Hommes constituent l'épine dorsale de nos métiers. Communication, réactivité, capacité d'engagement sont autant de qualités incontournables pour satisfaire nos clients et relever les grands défis de demain.

La qualité du management et le développement des collaborateurs ont donc été en 1998 les deux axes majeurs de la politique de ressources humaines du Groupe, levier essentiel pour la mise en œuvre de sa stratégie.

## ACCÉLÉRER LA MOBILITÉ INTER-ENSEIGNES ET INTERNATIONALE

Les métiers de nos enseignes sont multiples et diversifiés. La force du Groupe réside dans sa capacité à mutualiser ces savoir-faire, en encourageant les carrières transversales sur la base de valeurs et de référentiels communs.

Ainsi, la mobilité inter-enseignes a plus que doublé en 1998, notamment grâce au succès de la publication interne *Moove*, distribuée à 11 000 collaborateurs en France.

D'autre part, après la définition d'une politique de mobilité internationale en 1997, deux outils importants ont vu le jour en 1998 : le Guide de la Mobilité internationale destiné à la fonction Ressources Humaines, et le guide "Embarquement pour l'international" destiné aux collaborateurs partant à l'étranger. En 1998, le nombre d'expatriés (hors CFAO) a triplé.

## SÉDUIRE LES MEILLEURS ÉLÉMENTS

Pour porter son ambition au plus haut, le Groupe doit recruter des jeunes diplômés et des collaborateurs confirmés au profil varié, sachant tous faire preuve d'engagement, de loyauté et de responsabilité. Le programme de recrutement s'est ainsi accéléré avec le lancement d'une campagne de relations avec les grandes écoles, autour d'un stand de présentation du Groupe.

Pinault-Printemps-Redoute a participé avec ses enseignes à plus d'une vingtaine de forums en 1998. Plus de 200 jeunes diplômés ont ainsi rejoint le Groupe.

L'ouverture du site Internet en mars 1998 a permis aux jeunes diplômés d'obtenir toutes les informations sur la politique du Groupe, les stages, l'accueil de CSNE, les offres d'emploi dans les différentes sociétés. Plus de 4 000 candidatures ont transité sur le site depuis sa création.

## GARANTIR LE DÉVELOPPEMENT INDIVIDUEL

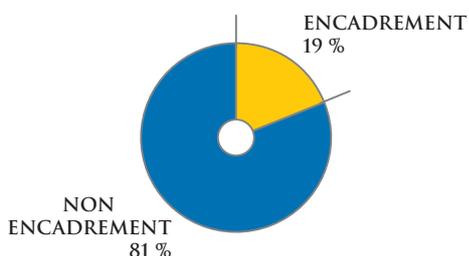
Pour améliorer l'accueil de nouveaux cadres et leur donner une vision claire du Groupe, des journées baptisées *Agora* se déroulent quatre fois par an. A chaque session, plus de 200 nouveaux collaborateurs découvrent la stratégie du Groupe et ses politiques, et réfléchissent sur les comportements du management.

D'autre part, l'Université PPR a été lancée en octobre 1998. Lieu d'échanges et de réflexion pour les dirigeants du Groupe, elle permet la diffusion des meilleures pratiques internes et externes, et le développement de valeurs communes. Un premier cycle de conférences comprend une série de réunions débats sur la nouvelle carte du monde. Animés par des personnalités internationales et des experts reconnus, ces rendez-vous présentent aux managers du Groupe des analyses économiques, des études géopolitiques de différentes régions du monde, illustrés par des témoignages d'entreprises.

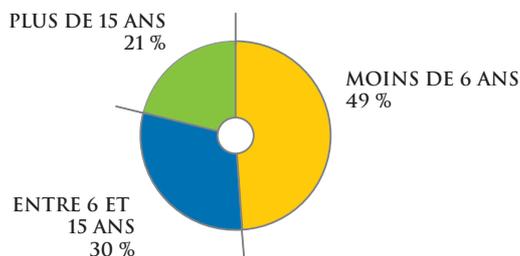
De plus, *U know*, le premier séminaire de formation est actuellement en préparation. Il est construit autour de trois modules sur le management, les finances et le marketing.

Enfin la première convention Ressources Humaines a réuni, en octobre 1998, 200 responsables internationaux. Après avoir présenté les politiques de ressources humaines des enseignes, ensemble, ils ont évoqué les axes essentiels pour le développement des ressources humaines et travaillé sur 3 thèmes importants pour le Groupe : la mobilité, la communication, et le développement des hommes.

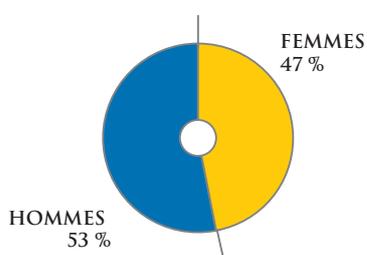
RÉPARTITION DES EFFECTIFS  
PAR CATÉGORIE



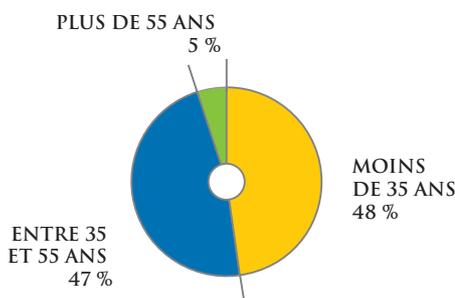
RÉPARTITION DES EFFECTIFS  
PAR ANCIENNETÉ



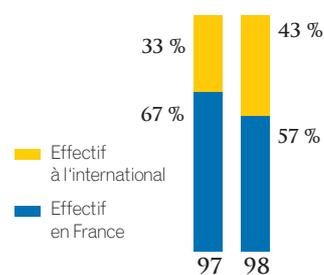
RÉPARTITION DES EFFECTIFS  
PAR SEXE



RÉPARTITION DES EFFECTIFS  
PAR ÂGE



ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF  
À L'INTERNATIONAL



## DES PERSPECTIVES POSITIVES

*Le contexte économique français en 1998 a été favorable à l'ensemble de nos activités. Selon CNC|Point de vente, la progression globale du marché français a été de + 3 % alors que l'équipement du foyer a progressé de + 4,6 %, l'équipement de la personne de + 3,7 % et les loisirs de + 3,3 %. Alors que le moral des ménages reste à un niveau significativement plus élevé que durant la période 1996-1997, les perspectives de croissance se situent pour l'année 1999 entre 1,6 % et 2,7 % selon les sources.*

### DÉVELOPPEMENT DU MARKETING INTÉGRANT TOUTE LA DIVERSITÉ DES ATTENTES CLIENT

Le Groupe est engagé dans le développement de techniques fines de marketing clients, notamment au travers du développement du commerce électronique, des systèmes de fidélisation et des

services de crédit qui reposent sur la gestion et l'exploitation de multiples bases de données de plus en plus qualifiées.

L'analyse de l'attente des clients à qui il faut offrir une relation personnalisée peut apparaître antinomique avec les préoccupations de standardisation des processus, d'efficacité et de réduction des coûts qui sont légitimes pour tout groupe de distribution. L'un des enjeux pour Pinault-Printemps-Redoute sera de réussir à associer une stratégie de personnalisation avec une industrialisation de ses process.

### UN PROGRAMME DE MODERNISATION TRÈS IMPORTANT

A l'image de l'année 1998, où les investissements opérationnels ont représenté plus de 40 % de la capacité d'autofinancement totale du Groupe, Pinault-Printemps-Redoute va poursuivre ses efforts de modernisation. Ces investissements

correspondent à plusieurs programmes de rénovation de nos infrastructures et de développement de nos outils de gestion. A titre d'exemple, nous pouvons citer : la modernisation des outils logistiques de Rexel, Conforama et Guilbert ; la modernisation des outils de gestion en matière d'information, d'approvisionnement et de logistique pour la Fnac et le Printemps ; la rénovation de magasins notamment pour Printemps.

Par ailleurs, le Printemps prépare la création d'une grande surface de sport, rue de Provence à Paris, dont l'ouverture est programmée pour fin 2000.

### LA POURSUITE DE L'INTERNATIONALISATION

Notre effort d'internationalisation doit être poursuivi dans les années qui viennent, notamment pour certaines de nos enseignes grand public telles que la Fnac et Conforama, ainsi que pour Rexel et Guilbert dans la distribution professionnelle.

### ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

#### **Pôle Professionnel**

Le 24 février, Rexel, poursuivant sa politique de croissance externe, a annoncé l'acquisition de cinq sociétés. Rexel consolide ainsi de façon significative sa présence en Europe par l'acquisition de Transelectro (Suisse), Matelgro (Belgique), Rolff (Pays-Bas), et confirme sa volonté de croissance sur les marchés de la connectique et des automatismes par la reprise de Page (Océanie) et Prat (France). Ces sociétés réalisent un chiffre d'affaires de 562 millions de francs.

#### **Pôle Grand Public**

Pinault-Printemps-Redoute a initié, en décembre 1998, une offre publique d'achat pour l'acquisition des intérêts minoritaires dans Brylane, *via* Empire Stores, filiale de Redcats qui détient déjà 49,9 % du capital.

Cette offre a été approuvée le 9 mars 1999 par le Conseil d'Administration de Brylane et à l'unanimité des administrateurs indépendants. Le prix de l'offre s'élève à 24,5 US dollars par action et représente un investissement maximal d'environ 211 millions d'US dollars (environ 1 265 millions de francs). L'offre, qui expirait le 12 avril, confère à Pinault-Printemps-Redoute 8,3 millions d'actions représentant un investissement de 203,7 millions d'US dollars. Sa participation dans le capital de Brylane est ainsi portée à 98,1 %, ce qui lui permettra de racheter le complément à 100 % sans procédure particulière.

#### **Pinault-Printemps-Redoute**

Après l'arrêté des comptes, Pinault-Printemps-Redoute a annoncé le 19 mars 1999, un investissement stratégique de 2 925 millions d'US dollars dans Gucci, un des leaders mondiaux dans l'univers du Luxe. Cette opération s'inscrit dans le cadre du développement stratégique du Groupe et conduit à la création d'un nouveau pôle de distribution de produits de luxe. Le même jour, Artémis (actionnaire principal de Pinault-Printemps-Redoute) a annoncé l'acquisition de Sanofi-Beauté qui regroupe des marques de luxe et notamment Yves-Saint-Laurent. Cet ensemble sera proposé ultérieurement au Conseil de Surveillance de Gucci pour rejoindre ce nouveau pôle.

L'investissement dans Gucci a été réalisé par la souscription à une augmentation de capital réservée de Gucci portant sur 39 millions d'actions représentant 40 % du capital post émission sur la base d'un prix de 75 US dollars par action.

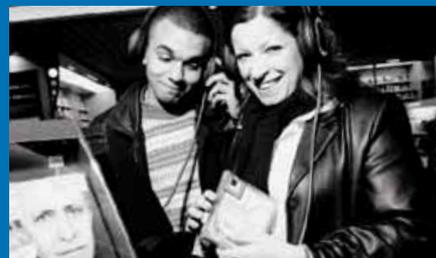
Cet investissement a été financé par l'utilisation des lignes de crédit actuellement disponibles de Pinault-Printemps-Redoute et la mise en place d'un crédit relais pour le complément.



# DISTRIBUTION GRAND PUBLIC



**L**e pôle Distribution Grand Public est composé d'enseignes prestigieuses qui bénéficient toutes d'une forte notoriété en France. Le pôle regroupe la plupart des formes de vente de la distribution spécialisée : grands magasins, vente par correspondance et grandes surfaces spécialisées. Il fournit par ailleurs à ses clients une large gamme de biens de consommation : l'équipement de la personne et du foyer, les loisirs et les services.





Les arts de la table  
du Printemps Haussmann.



La magasin Conforama de Montpellier.

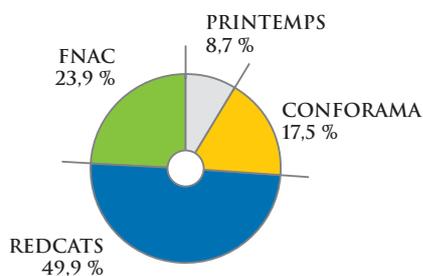


La Fnac du centre commercial Parinor 2 en région parisienne.

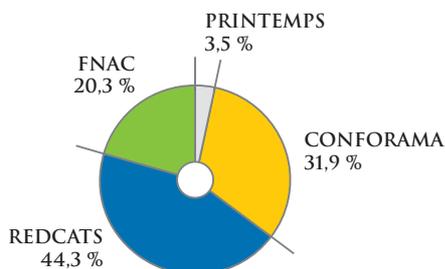


Deux boutiques  
Somewhere ont été  
inaugurées en 1998.

#### CHIFFRE D'AFFAIRES PRO FORMA



#### RÉSULTAT D'EXPLOITATION PRO FORMA



#### CHIFFRE D'AFFAIRES

	en millions de francs		Var. réelle	Var. pro forma	en millions d'euros	
	1998	1997	%	%	1998	1997
Printemps	5 074	4 814	5,4	5,4	773,5	733,9
Prisunic		3 990				608,3
Conforama	10 237	9 377	9,2	9,1	1 560,6	1 429,5
Redcats	26 927	18 832	43,0	1,8	4 105,0	2 870,9
Fnac	13 969	11 974	16,7	15,8	2 129,6	1 825,4
Distribution Grand Public	56 207	48 987	14,7	-	8 568,7	7 468,0
Éliminations	(58)	(82)			(8,8)	(12,5)
<b>Total</b>	<b>56 149</b>	<b>48 905</b>	<b>14,8</b>	<b>6,4</b>	<b>8 559,9</b>	<b>7 455,5</b>

#### RÉSULTAT D'EXPLOITATION

	en millions de francs		Var. réelle	Var. pro forma	en millions d'euros	
	1998	1997	%	%	1998	1997
Printemps	106	49	116,3	117,8	16,2	7,5
Prisunic	0	65				9,9
Conforama	947	745	27,1	26,8	144,4	113,6
Redcats	1 113	676	64,6	1,2	169,7	103
Fnac	604	478	26,4	23,4	92,1	72,9
<b>Total</b>	<b>2 770</b>	<b>2 013</b>	<b>37,6</b>	<b>15,0</b>	<b>422,3</b>	<b>306,9</b>

**E**n 1998, le pôle Distribution Grand Public contribue pour 51,8 % à la formation du chiffre d'affaires du Groupe et pour 46,3 % à celle du résultat d'exploitation.

La part du chiffre d'affaires réalisé par le pôle à l'international (29,3 %) reflète la volonté des enseignes de renforcer leur présence hors de France, par l'ouverture de nouveaux magasins ou par acquisitions. Présentes essentiellement en Europe, les enseignes Fnac et Conforama ont des perspectives de croissance en Amérique Latine et en Asie. Redcats a, quant à lui, fait ses premiers pas aux États-Unis avec l'acquisition de Brylane. L'année 1998 a bénéficié d'un environnement économique favorable marqué par une augmentation de la consommation notamment liée à une inflation proche de zéro, des gains de pouvoir d'achat et une légère baisse du taux d'épargne.



# Printemps

**Le Printemps, première enseigne de grands magasins à Paris et en région parisienne, s'affirme comme un distributeur multi-spécialiste. Fort de sa notoriété en France et à l'étranger, le Printemps évoque l'élégance, l'esprit couture et le luxe parisiens.**

**A** fin d'améliorer significativement sa rentabilité, l'enseigne s'implique dans le développement de sa clientèle par 4 orientations majeures :

● **Le recentrage sur les activités cœur d'un Grand Magasin.** Le Printemps s'attache à clarifier son positionnement commercial avec un concept qui s'articule autour de cinq univers : Mode et Accessoires pour la femme, Brummell pour l'homme, Beauté et Parfumerie, Décoration et Arts de la table, et Loisirs et Culture.

	en millions de francs		en % variation	en millions d'euros	
	1998	1997		1998	1997
Chiffre d'affaires	5 074	4 814	5,4	773,5	733,9
Résultat d'exploitation	106	49	116,3	16,2	7,5
Rentabilité d'exploitation	2,1 %	1,0 %	1,1 pt	2,1 %	1,0 %



L'Espace Parfumerie du Printemps Nation.



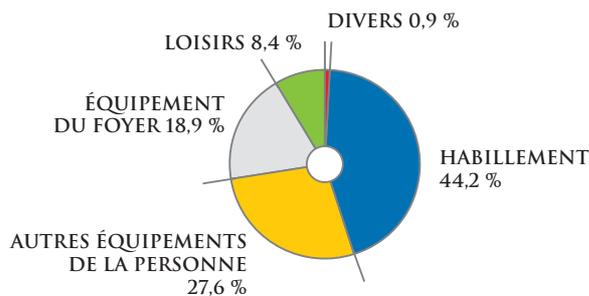
La Boutique Or du Printemps Haussmann.

L'enrichissement de l'offre, par le développement de concepts ou de lignes de produits exclusives et innovantes, constitue un enjeu majeur pour le Printemps qui souhaite se démarquer et personnaliser davantage son image de modernité. Ce recentrage, débuté il y a quelques années, repose sur une clarification de l'offre.

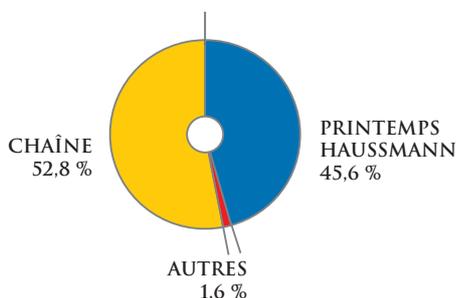
60 000  
VISITEURS

# CHAQUE JOUR AU PRINTEMPS HAUSSMANN

## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS



## RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES



● **La poursuite des investissements de rénovation et de modernisation.** Ce vaste programme a démarré en 1996 au Printemps Haussmann avec l'univers Mode féminine et s'est poursuivi en 1997 avec l'univers Accessoires. En 1998, il a concerné l'espace Loisirs situé au sous-sol du magasin. Cette rénovation, qui a nécessité trois mois de travaux pour créer le concept "Esprit libre", permet au magasin de proposer dans un espace clair et convivial des lignes de produits aux tendances actuelles.

C'est dans cet univers que l'enseigne Loisirs et Création a choisi d'implanter sa première unité en grand magasin.

Du fait des résultats positifs obtenus par le Printemps Haussmann en 1997, le programme de rénovation a été élargi à l'ensemble de la chaîne. Le concept Accessoires de Printemps Haussmann a été décliné au Printemps Nation ainsi qu'au Printemps Poitiers. Ces deux magasins ont complètement rénové les départements Beauté en

créant un univers propre à la beauté, pour en faire des "shop-in-the-shop". Les magasins de Lille, Parly, Strasbourg, Italie 2, Nation, Metz, Le Havre et Deauville ont également bénéficié de l'amélioration du concept Mode.

● **L'évolution de l'activité promotionnelle et publicitaire, vers l'image d'une femme moderne d'esprit.**



## Printemps rénove ses magasins

En 1998, le Printemps Nation a réalisé un véritable repositionnement commercial avec la rénovation de ses 10 000 m<sup>2</sup> de surface de vente. Le rez-de-chaussée est réorganisé en trois espaces: les Accessoires féminins, la Lingerie et la Parfumerie qui présente un nouveau merchandising qui servira de test pour de futurs développements. Le deuxième étage consacré à la Mode a aussi fait l'objet de travaux qui permettront de positionner le Printemps Nation comme le magasin de Mode de l'Est parisien.



Le nouvel espace Accessoires du Printemps Nation.

● **La poursuite de la modernisation des outils de gestion tant en matière d'informatique que d'approvisionnement et de logistique.**

Pour une meilleure gestion de l'offre et une connaissance plus précise des clients, des investissements importants en outils informatiques ont été opérés au sein de l'organisation depuis plusieurs années.

> Le nouveau mode d'encaissement était entièrement déployé dans tous les magasins en octobre 1998, avec l'installation de 1 300 terminaux points de vente. Une nouvelle version, qui doit préparer le passage à l'Euro, l'an 2000 et l'interopérabilité des cartes de paiement, est en test sur deux sites et sera complètement opérationnelle fin 1999.

> Le déploiement du suivi unitaire permet une approche et une connaissance de plus en plus fine de la répartition du chiffre d'affaires et des goûts de nos clients, facilitant ainsi une meilleure productivité ainsi qu'une plus grande réactivité.

> La modernisation des outils de gestion a également porté sur le déploiement de la messagerie interne afin de faciliter les échanges de données et d'informations entre les magasins et les services du siège.

> Dans le domaine de la logistique et des modes d'approvisionnement des magasins, la transformation des dépôts actuels en véritables centres de répartition des marchandises pour l'ensemble des magasins est en cours. L'ambition de cette nouvelle organisation est une meilleure maîtrise des flux, l'amélioration des modes opératoires avec les fournisseurs et de la rotation des stocks.

Au total, l'ensemble des programmes d'investissements de toute nature engagés par le Printemps en 1998 s'élève à 216 millions de francs.

**UNE NOUVELLE ADRESSE  
POUR LE PRINTEMPS :**  
<http://www.printemps.fr>

Le site Internet du Printemps, qui a vu le jour fin juin 1998, reçoit aujourd'hui plusieurs milliers de visites par jour. Avant tout pratique, le site permet de comprendre le fonctionnement du magasin et de profiter simplement de son actualité commerciale et de ses nombreux services.

Les cybers clients peuvent déjà réaliser des achats en ligne sur quelques centaines d'articles et trouver un guide pratique du Grand Magasin sur le site.

Ainsi, Internet est pour le Printemps un moyen complémentaire d'enrichir et d'améliorer la relation entre le magasin et ses clients.

## LES BOUTIQUES BRUMMELL

En terme de diversification, après l'ouverture en 1997 d'une première boutique Brummell à Ivry, le Printemps a ouvert en 1998 deux boutiques dans les centres commerciaux de Créteil et de Cergy. Ces boutiques illustrent un concept merchandising spécifique qui vient compléter la vente à distance, les espaces Brummell des magasins et Brummell Haussmann.

## CHIFFRE D'AFFAIRES

La progression du chiffre d'affaires est de 5,4 % pour s'établir à 5 074 millions de francs (773,5 millions d'euros). Sur un marché textile en hausse de 2,6 % selon les différents organismes de conjoncture en France, Printemps a réalisé une progression de 7,2 % de son chiffre d'affaires. L'équipement de la Maison et du Loisir et la Parfumerie sont pour leur part respectivement en hausse de 2 % et de 7 %.

Printemps Haussmann a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 6,3 %, tiré par les secteurs de la confection et des accessoires Femme respectivement en hausse de 11 % et 10 %. La part de l'activité réalisée avec les étrangers a baissé à 16 % du chiffre d'affaires par rapport à 18 % l'année précédente sous l'effet de la crise qui a touché de nombreux pays asiatiques. Printemps Haussmann représente dorénavant 45,6 % du total du chiffre d'affaires du Printemps.

Les efforts de rénovation et de réassortiment déployés dans les magasins de la chaîne ont porté leurs fruits. Le chiffre d'affaires est en hausse de 4,9 %, également tiré par la confection et les accessoires femme, en hausse de 8 %, tout comme la confection homme.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation a plus que doublé en 1998 pour atteindre 106 millions de francs (16,2 millions d'euros). Le taux de rentabilité passe ainsi de 1 % à 2,1 %. Cette amélioration résulte de la croissance du chiffre d'affaires de l'enseigne conjuguée à une maîtrise des coûts.

La marge brute, en hausse de 5,2 %, s'est stabilisée en pourcentage du chiffre d'affaires malgré des réductions de prix notamment en Parfumerie et Lingerie. Le ratio frais de personnel sur marge brute s'améliore. Les amortissements ont pour leur part augmenté de 19,2 % en raison du programme soutenu d'investissements.

## PERSPECTIVES

La principale ambition du Printemps reste l'amélioration de la rentabilité de l'enseigne. Pour cela, la modernisation des outils de gestion et les efforts de rénovation des magasins se poursuivent. 1999 sera marquée par la transformation et l'agrandissement du magasin Brummell du Printemps Haussmann et le début des travaux destinés à la création d'un nouveau concept de magasin de sport à la place du Prisunic Caumartin, dont l'ouverture est prévue en l'an 2000.

Le développement du site Internet se poursuivra durant l'année avec notamment l'ouverture de la Boutique Blanche en janvier 1999, donnant accès en libre service aux listes de mariage du Printemps.

Enfin, suite au succès remporté par le concept Boutique Or développé dans les grands magasins en 1997 et 1998, 3 boutiques Or indépendantes situées en centre-ville seront ouvertes à titre de test durant l'année 1999.



# Conforama

**Conforama est le leader français de la distribution des biens d'équipement de la maison. Positionnée en entrée ou milieu de gamme, l'enseigne propose au sein d'un même magasin l'offre la plus complète du marché en matière d'équipement et de décoration de la maison.**

**L**e succès de Conforama s'appuie sur un concept commercial fondé sur la distribution de produits présentant un rapport qualité/prix très étudié, dont la disponibilité est immédiate et le choix est significatif. L'enseigne complète son offre avec un service après-vente de qualité et des propositions de financement adaptées.

	en millions de francs		en % variation	en millions d'euros	
	1998	1997		1998	1997
Chiffre d'affaires	10 237	9 377	9,2	1 560,6	1 429,5
Résultat d'exploitation	947	745	27,1	144,4	113,6
Rentabilité d'exploitation	9,2 %	7,9 %	1,3 pt	9,2 %	7,9 %



L'espace Téléphonie  
du Conforama  
de Montpellier...

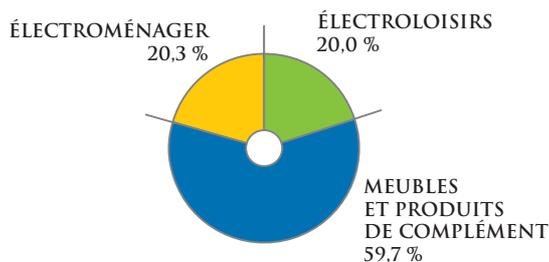


... et le rayon "habillage de la fenêtre".

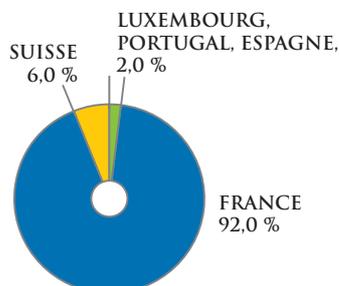
Conforama a bénéficié d'un marché français en plein essor en 1998, dynamisé par l'effet Coupe du Monde de Football, une reprise de la consommation sur les biens d'équipement, et une forte croissance de la demande sur les marchés de la micro-informatique et de la téléphonie.

# PLUS DE 9 MILLIONS DE FOYERS S'ÉQUIPENT CHEZ CONFORAMA

## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS



## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PAYS



## CONFORAMA PREND DES PARTS DE MARCHÉ EN FRANCE...

### UNE ACTION COMMERCIALE PLUS ACCENTUÉE

L'année 1998 a été marquée par le lancement de cahiers publicitaires originaux centrés sur certaines familles de produits et sur des événements spéciaux tels que la Coupe du monde. Les produits "Top-Confo" ont été repositionnés mettant en avant la notion de "meilleur rapport qualité/prix". D'autre part, dans un souci d'innovation, Conforama a lancé "Confo-cuisine", spécialisé dans l'aménagement et la décoration des cuisines. Le premier magasin test a ouvert en juillet à Boulogne-Billancourt. Enfin, l'enseigne a mis en place en avril son site Web, [www.conforama.fr](http://www.conforama.fr) qui, au-delà d'une présentation institutionnelle de l'entreprise, est une boutique virtuelle de vente à distance. L'internaute peut y trouver une sélection de micro-ordinateurs et accessoires à prix magasins. Le nombre de visites s'est élevé à 300 par jour.



**LE RENFORCEMENT  
DE LA QUALITÉ  
DE SERVICE**

La qualité de service est renforcée par la mise en place des "Espaces Services" à l'intérieur des magasins. Ce nouvel espace s'articule autour de trois axes : l'accueil et l'information, la vente et le conseil sur les services d'abonnements (GSM, bouquets satellites et cartes d'opérateurs téléphoniques) et les facilités de paiement et crédit.

**L'OUVERTURE  
DE NOUVEAUX MAGASINS  
EN FRANCE**

En avril, l'enseigne a ouvert un magasin en propre à Chartres sur une surface de vente de 3 400 m<sup>2</sup>. Deux transferts ont été opérés à la fin de l'année dans les villes de Montpellier et Mulhouse afin d'étoffer le réseau dans ces régions. Ces trois magasins présentent les dernières innovations en terme d'offre commerciale, de merchandising et de service. Du rayon textile à la photographie, en passant par le "Home cinéma" avec le tout dernier écran à plasma, Conforama reste fidèle à son concept "tout sous un même toit pour équiper la maison".

Fin décembre, Conforama a acquis auprès des groupes Chaillier et Lévêque neuf magasins affiliés représentant 27 400 m<sup>2</sup> de surface de vente. Implantés dans la région Champagne-Picardie,

ces magasins, dont la reprise a été effective au 1<sup>er</sup> janvier 1999, ont généré un chiffre d'affaires de 750 millions de francs en 1998 (non consolidé). Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie d'expansion de Conforama qui détient ainsi 98 magasins en propre.

**LE LANCEMENT  
DE NOUVELLES FAMILLES  
DE PRODUITS**

Fin mars, Conforama a mis en place dans ses magasins un nouveau rayon consacré à "l'habillage de la fenêtre", proposant rideaux, voilages, stores et tringles, qui a rencontré un vif succès auprès de la clientèle. Par ailleurs, un test a été lancé courant juin sur 34 magasins, situés à Paris et dans les grandes villes de province, en vue de l'introduction d'un rayon dédié à la photo (appareils compacts, APS, prêts à photographier et pellicules). Devant le succès de ce test, cette nouvelle offre commerciale sera étendue à l'ensemble du réseau pour la fin d'année 1999.

**L'INTERNATIONAL,  
UN AXE MAJEUR  
DE DÉVELOPPEMENT**

Comptant déjà un magasin au Luxembourg, un au Portugal, deux en Espagne et cinq en Suisse, Conforama a doublé le nombre de ses points de vente hors de France avec l'acquisition en juillet

**Le nouvel  
Espace Service de  
Conforama**

Un concept d'espace services est en phase de test dans deux magasins Conforama : Montpellier et Mulhouse. Partie intégrante d'une véritable réflexion stratégique sur le développement de nouveaux services, ce concept s'articule autour de trois axes : l'accueil et l'information, la vente et le conseil sur les services, les facilités de paiement et le crédit. Ces espaces font l'objet d'une communication et d'une signalétique spécifiques. Situé dans un emplacement du magasin facilement repérable et accessible pour les clients, ces îlots constituent un espace à la fois convivial et moderne.



de neuf magasins de la chaîne de bricolage espagnole Brico Hogar. Ces magasins ont été mis à l'enseigne et aux normes de Conforama et seront ouverts progressivement durant le premier semestre 1999. Au total, la surface de vente de ces magasins s'élève à 24 200 m<sup>2</sup>. Cette acquisition permet à Conforama de devenir leader sur le marché espagnol de l'équipement de la maison. En 1998, l'enseigne a réalisé 11 % de son chiffre d'affaires à l'international.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de Conforama a progressé de 9,2 % pour atteindre 10 237 millions de francs (1 560,6 millions d'euros).

En France, Conforama a pris des parts de marché dans tous les domaines avec une hausse du chiffre d'affaires de 9,6 %, dans un marché estimé à + 6,1 %. Dans le meuble, Conforama a vu son chiffre d'affaires progresser de 9,6 % par rapport à un marché en hausse de 6,6 %. La demande en France est restée forte pour les produits bruns, tirée par la télévision couleur, la vidéo (sous l'effet de la Coupe du Monde de Football), la micro-informatique et la téléphonie mobile. Malgré la déflation sur les produits bruns, l'enseigne a réalisé une progression du chiffre d'affaires de 16,4 % contre une hausse du marché de 9,2 %.

En Suisse, le chiffre d'affaires augmente de 1,9 % en devise locale par rapport à une croissance du marché de 3,5 %. L'activité reste perturbée par la déréglementation des soldes en 1997 et par le renforcement de la concurrence.

En Espagne, le chiffre d'affaires des deux magasins a progressé de 26 % en devise locale. Ces chiffres n'incluent aucune contribution des nouveaux magasins Brico Hogar qui ne seront consolidés qu'à partir de 1999. Au Portugal, le chiffre d'affaires du magasin a progressé de 10,4 % en devise locale, bénéficiant en particulier de la performance de l'ameublement.

### RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation a progressé de 27,1 % en 1998 pour s'établir à 947 millions de francs (144,4 millions d'euros). La rentabilité d'exploitation augmente de plus d'un point s'élevant à 9,2 %. Les gains à l'achat, ainsi que le développement des gammes Top Confo permettent à nouveau d'améliorer la marge brute de 0,33 point, malgré un contexte déflationniste et un effet mix-produits défavorable dû à la poussée des ventes de produits bruns. Au-delà de la croissance du chiffre d'affaires et de l'amélioration de la marge brute, l'augmentation de la rentabilité est obtenue grâce à une maîtrise des coûts. D'autre part, le ratio frais de personnel sur marge brute continue à baisser, traduisant les améliorations constantes de la productivité.

### PERSPECTIVES

En France, la stratégie de développement des gammes de produits et d'amélioration du service se poursuivra. Trois magasins supplémentaires seront ouverts.

L'intégration des 9 magasins franchisés au 1<sup>er</sup> janvier permettra au groupe de renforcer sa présence dans les régions Champagne, Picardie et Ardennes.

À l'international, la croissance s'accélénera grâce au démarrage des neuf magasins convertis à l'enseigne Conforama en Espagne et à l'ouverture de trois autres magasins en Espagne, Suisse et à Taiwan. Des ouvertures de magasins sont programmées pour l'an 2000 au Portugal et en Pologne.

Afin de réduire les taux de rupture et le niveau de stocks, Conforama va investir en 1999 dans la mise en place de plates-formes logistiques régionales. Cette nouvelle organisation permettra aux fournisseurs de faire leurs livraisons à des centres de stockage qui, à leur tour, approvisionneront les magasins selon leurs besoins.



# Redcats

**A la suite de l'acquisition en 1998 de 49,9 % de Brylane, quatrième VPCiste aux États-Unis, Redcats a considérablement augmenté la part de son activité à l'international. Avec un chiffre d'affaires de près de 27 milliards de francs (4 milliards d'euros), dont plus de la moitié hors de France, Redcats est dorénavant le n° 3 mondial de la VPC, après Otto Versand et Quelle.**

	en millions de francs		en %	en %	en millions d'euros	
	1998	1997	var. réelle	var. pro forma	1998	1997
Chiffre d'affaires	26 927	18 833	43,0	1,8	4 105,0	2 871,1
Éliminations	(43)	(45)			(6,6)	(6,9)
Chiffre d'affaires contributif	26 884	18 788	43,1	1,8	4 098,4	2 864,2
Résultat d'exploitation	1 113	676	64,6	1,2	169,7	103
Rentabilité d'exploitation	4,1 %	3,6 %	0,5 pt	=	4,1 %	3,6 %



En 1998, La Redoute compte un réseau de 33 magasins en France.



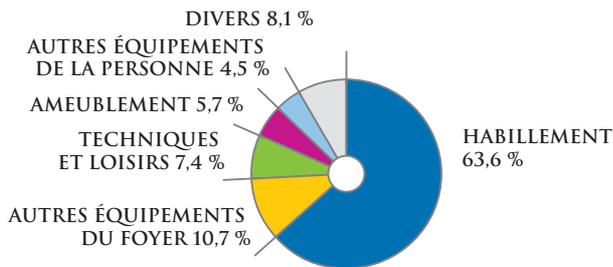
Vertbaudet a ouvert trois magasins en 1998, amenant le total à cinq.

## ACQUISITION DE BRYLANE, PREMIÈRE ÉTAPE AUX ÉTATS-UNIS

Très fragmenté, le marché américain de la VPC est estimé à 540 milliards de francs (82 milliards d'euros), soit 51,3 % du marché mondial. Brylane a réalisé un chiffre d'affaires annualisé de 8,9 milliards de francs (1,4 milliards d'euros) et détient une part de marché de 1,5 % avec 10 millions de clients actifs. Brylane est plus particulièrement

# 93 MILLIARDS DE PAGES DE CATALOGUE

### CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS



spécialisé dans les catalogues de moins de 100 pages renouvelés jusqu'à 50 fois par an. Ses 10 catalogues couvrent la mode standard féminine, hommes et enfants, ainsi que les grandes tailles et les seniors. La société a lancé, en août, un nouveau catalogue consacré à la Maison, Brylane Home, qui a été bien accueilli.

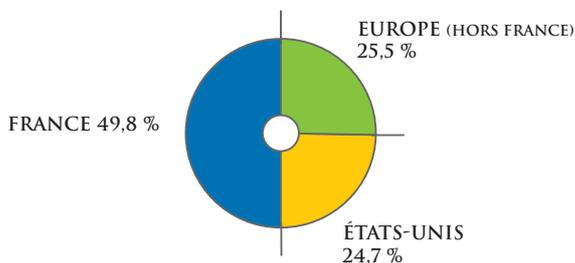
### POURSUITE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL EN EUROPE

Le catalogue Redoute est distribué dans 10 pays, Cyrillus dans 7 pays, Daxon dans 4 pays et Vertbaudet dans deux pays.

#### ● En Scandinavie

Ellos, acquis mi-1997, a augmenté la diffusion de ses catalogues afin de mieux couvrir ses marchés et d'affermir sa position de n° 1 en Suède, Norvège, Danemark, Estonie et Finlande. Le secteur Maison du catalogue généraliste d'Ellos s'est vu attribuer une nouvelle boutique consacrée aux

### CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PAYS



enfants. Un repositionnement important des prix et des services a contribué à une amélioration de la marge brute. Le lancement du catalogue Redoute, de 688 pages, au mois de septembre 1998 met en évidence la stratégie de croissance internationale de Redcats.

● **En Grande-Bretagne**

La présence de Redcats en Grande-Bretagne progresse notamment grâce au succès des catalogues Redoute, Cyrillus, Vertbaudet, Daxon et Bernard. De par leur taille et leur positionnement, ces catalogues complètent harmonieusement le positionnement de généraliste d'Empire Stores. Avec l'arrivée de nombreuses marques dans le catalogue Empire Stores cette année, la pagination a dépassé le millier de pages pour la première fois.

● **En Allemagne et en Suisse**

Sur le marché allemand, deuxième marché mondial avec un chiffre d'affaires de 135 milliards de francs (21 milliards d'euros), la position de Redcats reste modeste. Néanmoins, la présence de Redcats avec les catalogues Redoute, Cyrillus

et Daxon, s'intensifie chaque année, dopée en 1998 par l'ouverture de trois magasins Cyrillus à Düsseldorf, Hambourg et Lausanne.

● **Au Benelux**

Le nombre de points colis a continué d'augmenter afin d'améliorer le service livraison en partenariat avec Delhaize.

● **Au Portugal**

La Redoute a célébré son dixième anniversaire, avec un fort développement du réseau de relais. Le catalogue Somewhere a été traduit en portugais en avril.

**DES ACHATS  
DE PLUS EN PLUS  
INTERNATIONAUX**

Le bureau d'achats de Hong Kong, ouvert en janvier 1998, facilite le contact avec les fournisseurs de toute la région. Le travail de proximité doit permettre de créer des relations avec de nouveaux partenaires et d'améliorer la qualité des importations.

**EN FRANCE,  
UNE ORGANISATION ADAPTÉE  
A UN MARCHÉ PLUS CONCURRENTIEL**

Redoute France a repensé son organisation en modifiant en profondeur sa logique commerciale. Ainsi ont été créées six directions de marché (Femme, Homme/Sport, Maison/Linge de maison, Enfant, Lingerie et Produits techniques) de même qu'une direction marketing clients et une direction logistique, regroupant l'ensemble des fonctions transversales.

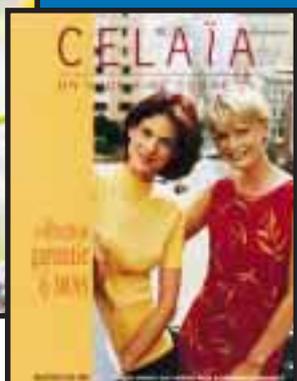
En 1998, alors que le réseau des 34 magasins La Redoute s'est doté d'une nouvelle stratégie de développement, cinq magasins ont fait l'objet de rénovation.

**DÉVELOPPEMENT DE CATALOGUES  
ET OUVERTURE DE MAGASINS  
POUR LES ENSEIGNES SPÉCIALISÉES**

La politique de croisement de format de vente continue d'apporter aux enseignes une source de croissance. Ainsi, Somewhere a ouvert deux nouveaux magasins à Paris et à Montpellier.

**De nouveaux catalogues spécialisés**

Vie Privée est le nouveau catalogue de lingerie lancé par La Redoute en septembre. Véritable boutique de lingerie féminine à domicile, ce nouveau catalogue de 44 pages, dont le cœur de cible est la femme de 25-40 ans se positionne sur un créneau moyen haut de gamme. Movitex, filiale de Redcats, a lancé en septembre une troisième enseigne : Celaïa. En s'adressant aux "nouveaux seniors", ce catalogue de 60 pages vient compléter l'offre de Daxon et d'Edmée de Roubaix.



Vertbaudet a ouvert trois magasins en 1998 amenant le total à cinq. Cyrillus a ouvert ou rénové neuf magasins en Europe et a ouvert son premier magasin au Japon.

Le catalogue maison AM/PM continue son développement en France. Daxon, spécialisé dans une offre senior, a élargi sa gamme d'articles non-textiles. La Maison de Valérie a lancé un Club Fidélité proposant à ses meilleurs clients des services spéciaux et un traitement prioritaire de leurs commandes. Un catalogue des "Astucieux" de 32 pages a été lancé en 1998 proposant une gamme de produits spécifiques à petits prix et attractifs.

### UNE FORTE CROISSANCE DE LA VPC AUX ENTREPRISES

Bernard a continué d'améliorer son activité avec une refonte du catalogue (nouveau format, 700 nouveaux produits ...), un élargissement des horaires de prise de commandes et une offre livraison en 24 heures sur toute la France.

### AMÉLIORATION DE L'OUTIL LOGISTIQUE

Afin d'améliorer la productivité, d'optimiser la gestion des stocks et de faciliter le développement international, Redcats a poursuivi le programme de rationalisation de sa logistique.

A titre d'exemple, Movitex a agrandi son centre logistique en juillet 1998 pour rassembler toutes les unités sur un seul site. Les fonctions logistiques de Vertbaudet et les magasins Redoute sont également en cours de regroupement.

D'autre part, à la Martinoire, le centre de production de la Redoute, un vaste programme d'amélioration du processus de ramassage et d'emballage des colis a été entrepris depuis octobre 1998.

La présence de Redcats dans le Commerce électronique se développe avec 11 sites on-line, traduits pour certains dans quatre langues différentes. A ce stade, le chiffre d'affaires généré par le commerce électronique reste marginal.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Redcats a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 26 927 millions de francs (4 105 millions d'euros), en hausse de 43 %. Cette hausse est principale-

ment liée à l'acquisition de Brylane en 1998 et à l'effet report des acquisitions d'Ellos et Bernard en 1997. En pro forma, le chiffre d'affaires est en augmentation de 1,8 %.

En France, le marché de la vente par correspondance a augmenté de 4,1 %. La moindre performance de Redoute, en baisse de 1,6 %, s'explique par une concurrence accrue, nécessitant une adaptation de la politique marketing. Toutes les autres enseignes ont progressé. En particulier, grâce à une conjoncture favorable, Bernard a réalisé une hausse de son chiffre d'affaires de 16,2 % en pro forma.

En Scandinavie, le chiffre d'affaires a baissé en pro forma de 8,2 % en raison d'une concurrence accrue et d'un repositionnement de prix favorisant la croissance de la marge brute plutôt que l'augmentation du chiffre d'affaires.

En Grande-Bretagne, la croissance du chiffre d'affaires a été tirée par le développement des catalogues Redoute, Vertbaudet (lancé en 1997), Cyrillus et Daxon tandis qu'Empire Stores a connu une faible croissance, à taux de change comparable dans un contexte économique moins favorable et fortement concurrentiel.

Le catalogue Redoute a progressé dans le reste de l'Europe grâce à une forte croissance de l'activité au Portugal et un démarrage en Allemagne.

L'activité de Bernard en Belgique et en Grande-Bretagne continue de progresser tout comme le nouveau catalogue Edmée en Belgique.

Aux États-Unis, Brylane a réalisé une progression de 2 % en pro forma, malgré une baisse de l'activité au dernier trimestre, sur les catalogues Lerner et Chadwick's, d'habillement classique. Les catalogues grandes tailles ont réalisé une progression satisfaisante.

### RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation s'élève à 1 113 millions de francs (169,7 millions d'euros) en hausse de 64,6 %. La rentabilité a augmenté de 0,5 point pour atteindre 4,1 % grâce notamment à l'acquisition de Brylane qui a un taux de marge plus élevé. En pro forma, le résultat d'exploitation augmente de 1,2 % et la rentabilité d'exploitation est stable.

Cette stabilité de la rentabilité pro forma s'explique par une hausse du taux de marge brute principalement sur Ellos et Brylane. Cela a été compensé par une hausse des dépenses commerciales liée au lancement de nouveaux catalogues, à l'ouverture de plusieurs sites Internet ainsi qu'à un effort commercial plus intense. Une gestion rigoureuse des frais de personnel a permis au ratio de frais de personnel sur marge brute de rester stable en pro forma.

### PERSPECTIVES

Au travers de ses différentes filiales, Redcats dispose aujourd'hui d'une large panoplie de catalogues généralistes et de catalogues spécialisés, couvrant les principaux domaines de la consom-

mation. Grâce à une position forte sur les marchés français, scandinave (avec Ellos), britannique (avec Empire Stores) et américain (avec Brylane), la stratégie d'expansion est basée sur le lancement de catalogues existants dans des nouveaux pays, afin d'exploiter au mieux les fichiers clients. Ainsi, le catalogue Redoute est lancé depuis septembre en Scandinavie et sera lancé aux États-Unis en avril 1999.

L'amélioration de la productivité passe par un investissement soutenu dans les systèmes informatiques et logistiques afin d'optimiser l'envoi des catalogues et d'assurer un service toujours plus efficace et rapide.

L'innovation est fondamentale pour l'un des leaders de la vente par correspondance dans le monde. En avril 1999, un nouveau catalogue de VPC professionnel de fournitures et mobilier de bureau, Sundex, sera lancé conjointement par Bernard et Guilbert. Ce lancement démontre la capacité du Groupe à croiser les différents formats de vente pour se développer.

La réussite de l'OPA sur les actions Brylane non encore détenues par le Groupe va permettre d'accélérer le développement international croisé de Brylane et de Redcats.

## Une collection de Trophées

**Vertbaudet :** En France, le Téléphone d'Or, pour la qualité de son accueil téléphonique

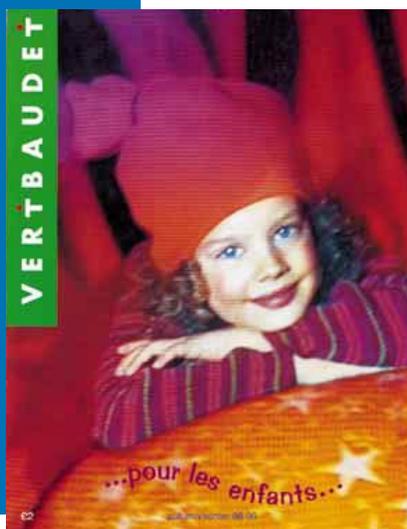
En Angleterre, une "Gold Medal" pour la qualité de son offre commerciale, par le magazine anglais "Mother and Baby"

**Magasins La Redoute :** Prix du meilleur accueil pour l'équipe du magasin La Redoute du centre commercial des 4 Temps, à la Défense

**La Redoute UK :** Prix du meilleur catalogue de VPC par le magazine féminin britannique "SHE"

**Cyrillus :** Trophée e-business du meilleur site web catégorie Grand Public du Nord-Pas-de-Calais, offert par IBM/Les Echos

**Brylane :** S'est vu décerner le titre de "Catalogue de l'Année 1998" par le magazine "Catalogue Age", en association avec la Direct Marketing Association (Fédération du Marketing Direct). Il s'agit de la plus haute distinction du secteur de la vente par correspondance aux États-Unis.





# Fnac

**Premier distributeur de produits culturels et de loisirs en France, la Fnac connaît une forte croissance de son activité domestique et poursuit activement son développement international.**

	en millions de francs		en % variation	en millions d'euros	
	1998	1997		1998	1997
Chiffre d'affaires	13 969	11 974	16,7	2 129,6	1 825,4
Éliminations	(16)	(5)		(2,4)	(0,8)
Chiffre d'affaires contributif	13 953	11 969	16,6	2 127,2	1 824,6
Résultat d'exploitation	604	478	26,4	92,1	72,9
Rentabilité d'exploitation	4,3 %	4,0 %	0,3 pt	4,3 %	4,0 %

**L**e concept Fnac, réunissant au sein d'un même magasin une gamme complète de produits hi-fi, micro-informatique, téléphonie et photographie ainsi que tous supports culturels tels que livres, disques, Cd-Roms et vidéos, bénéficie d'une forte notoriété en France. L'étendue de l'offre, la compétence des vendeurs et la mise en avant permanente des toutes dernières nouveautés confèrent à la Fnac un esprit unique.



Le réseau Fnac Telecom compte 36 magasins à fin 1998.



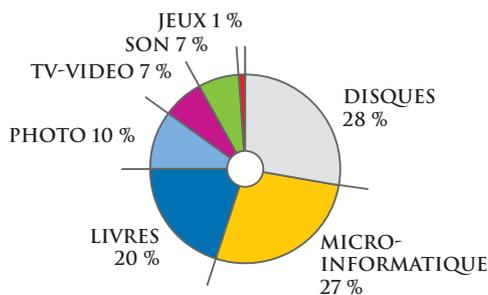
Forum Fnac du magasin de Parinor 2.

### LE CONCEPT FNAC S'EXPORTE

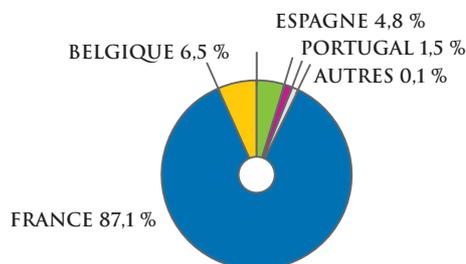
L'année 1998 a été riche en événements qui ont contribué à accélérer les implantations de l'enseigne hors de France. **Au Portugal**, le vif succès remporté par le premier magasin ouvert en mars à Lisbonne a entraîné l'ouverture d'un magasin à Porto en novembre. La Fnac poursuit également son expansion **en Espagne** avec l'ouverture en novembre d'une deuxième implantation à Barcelone, portant à quatre le nombre de magasins dans ce pays. Le magasin inauguré à Valence en novembre 1997 a connu une croissance significative de son activité. Au mois de juillet, l'enseigne

# 12 MILLIONS DE PERSONNES ACHÈTENT UN PRODUIT FNAC CHAQUE ANNÉE EN FRANCE

#### CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS



#### CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PAYS



a fait ses premiers pas en Amérique Latine avec l'acquisition **au Brésil** d'Atica Shopping Cultural qui distribue livres et disques à travers trois magasins situés à Sao Paulo. Le plus grand de ces trois magasins est en cours de transformation aux normes de la Fnac et réouvrira sous le nom de l'enseigne mi-1999. L'équipe Fnac en Amérique Latine a poursuivi ses recherches en vue d'une première ouverture en Argentine. Quant à l'équipe d'Asie, elle s'est mobilisée pour permettre l'ouverture en 1999 du premier magasin Fnac à Taiwan.

#### LES NOUVEAUX OUTILS LOGISTIQUES DE LA FNAC SE METTENT EN PLACE : LE PROGRAMME "ARIANE"

Ce programme vise à mettre en place une gestion centralisée des produits qui constituent le "cœur de l'offre" de l'enseigne. Les magasins assureront pour leur part l'assortiment complémentaire. Cette nouvelle organisation logistique et commerciale

permettra ainsi aux vendeurs d'accorder plus de temps à leurs clients. Le site de Massy, par lequel transiteront tous les flux produits, sera l'un des premiers centres logistiques de ce genre en Europe avec ses 55 000 m<sup>2</sup> et ses chaînes automatisées. Il doit être opérationnel au second semestre 1999. Ce projet illustre la volonté d'améliorer l'efficacité commerciale des magasins afin de disposer "du bon produit, au bon moment, au bon endroit, en bonne quantité et au prix de revient le plus bas".

## ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT EN FRANCE

En 1998, l'enseigne a poursuivi son programme d'ouvertures de magasins avec l'inauguration d'une Fnac multi-produits dans le centre commercial Parinor 2. Par ailleurs, pour conforter ses positions sur le territoire national, la Fnac met l'accent sur la rénovation et l'agrandissement de magasins existants (Caen, Montpellier, Metz et Annecy).

## La Fnac mise sur le concept junior

En créant la nouvelle enseigne Fnac Junior et en prenant le contrôle avec Redcats de la société

Eveil & Jeux, la Fnac s'intéresse à une nouvelle cible : les enfants. L'acquisition par ailleurs du catalogue Bien Joué par Eveil & Jeux confère à la Fnac une position de leader en France dans la vente par correspondance de jeux et jouets éducatifs, lui permettant ainsi de compléter son réseau de distribution dédié aux enfants.



Fnac Junior a inauguré deux magasins en 1998.

## LE CONCEPT FNAC SE DÉCLINE ...

Avec le lancement de Fnac Junior, l'enseigne a misé sur un nouveau concept qui rencontre un vif succès auprès de sa jeune clientèle. Un troisième magasin a ainsi ouvert ses portes à Saint-Germain-en-Laye en décembre. Par ailleurs, l'enseigne a pris le contrôle avec Redcats de 70 % de la société Eveil & Jeux et a fait l'acquisition du catalogue Bien Joué.

Le réseau Fnac Télécom, quant à lui, compte à fin décembre 36 magasins, et le réseau Fnac Service (Travaux photos) 110 magasins en France et 35 en Belgique.

## CHIFFRE D'AFFAIRES

En 1998, le chiffre d'affaires a augmenté de 16,7 % et s'est établi à 13 969 millions de francs (2 129,6 millions d'euros). Cette augmentation s'explique par une croissance de la demande sur tous les produits techniques, tirée par les achats de télévisions pendant la Coupe du monde de football et les nouvelles technologies telles que les télévisions 16/9<sup>e</sup>, les caméscopes numériques, les lecteurs de DVD, ainsi que les baladeurs mini-disc et micro-chaînes. D'autre part, le disque et la vidéo ont réalisé une bonne performance sous l'effet des opérations médiatisées telles que la vidéo du film Titanic. La très forte progression des ventes en micro-informatique et téléphonie GSM a permis à ce secteur d'atteindre le quart du chiffre d'affaires de l'enseigne. En 1998, avec l'ouverture de trois magasins supplémentaires en Espagne et au Portugal, le chiffre d'affaires à l'international a progressé de 35,9 % et représente près de 13 % du total contre 11 % en 1997.

En France, le chiffre d'affaires a augmenté de 12 %. La Fnac a réalisé une performance supérieure au marché sur tous les secteurs. Les secteurs de la télévision et du son sont en hausse de plus de 15 %, contre un marché qui n'a crû respectivement que de 9,1 % et 7,1 %. Dans les secteurs du livre, du disque et de la photo, le chiffre d'affaires de la Fnac est respectivement en hausse de 7,1 %, 10 % et 6,2 % contre des marchés en hausse d'environ 3 %.

### RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation a augmenté de 26,4 % pour atteindre 604 millions de francs (92,1 millions d'euros). La marge d'exploitation a atteint 4,3 % contre 4,0 % en 1997. Cette hausse s'explique par une amélioration de la marge brute de 0,5 point grâce aux secteurs du livre et du disque et par une forte contribution des nouvelles activités telles que Eveil & Jeux, la billetterie et Fnac Service qui compensent une légère baisse sur les produits techniques. Les ouvertures de magasins, le lancement de nouveaux concepts et le renforcement des équipes à l'international ont pesé sur les ratios de frais de personnel et de fonctionnement. Néanmoins, le ratio de productivité frais de personnel sur marge brute continue de s'améliorer.

### PERSPECTIVES

La stratégie de la Fnac porte en tout premier lieu sur l'expansion internationale de l'enseigne. Son ambition est de réaliser dans les 5 ans 25 % de son chiffre d'affaires hors de France. Le développement de l'enseigne va s'accélérer en Europe, avec l'ouverture de magasins en Belgique, Espagne, Portugal, Italie et Suisse et Pologne. Dès 1999, la Fnac va exporter son concept original en Asie et en Amérique latine.

Parallèlement au développement hors de France, avec la montée en puissance d'Ariane, la Fnac va compléter sa couverture nationale avec une vingtaine d'ouvertures dans les villes moyennes. Dans ce cadre, l'ouverture de trois magasins à Cannes, Bourges et au Havre est prévue.

L'enseigne Fnac Junior prévoit d'ouvrir six magasins en 1999. Pour sa part, Eveil & Jeux poursuivra sa progression pour devenir la référence en matière de vente par correspondance de jeux et jouets éducatifs. Enfin, un nouveau concept de chaîne dédiée à la micro-informatique qui a pour cible une clientèle grand public avertie et une clientèle professionnelle sera lancée.

En terme de productivité, l'enjeu majeur pour 1999 sera le démarrage du projet Ariane tant au niveau logistique qu'au niveau des systèmes d'information qui l'accompagnent.

Enfin, à la fin de l'année, Fnac Direct lancera son nouveau site de commerce électronique dans le but d'accentuer son avance dans ce format sur le marché francophone et de rivaliser avec les meilleurs sites mondiaux.

## Fnac Direct

Avec plus de 15 000 connexions par jour, le site web de la Fnac, [www.fnac.fr](http://www.fnac.fr), est d'ores et déjà le premier site commercial de produits éditoriaux français.

La Fnac qui entend bien être leader sur le marché francophone des ventes de produits sur Internet, a prévu un développement majeur de son site fin 1999.



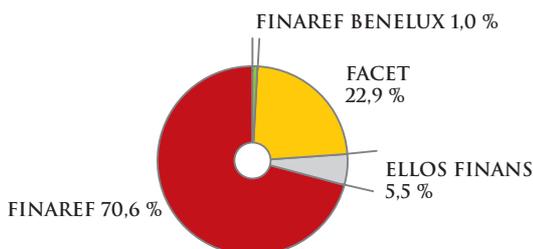
# CRÉDIT ET SERVICES FINANCIERS



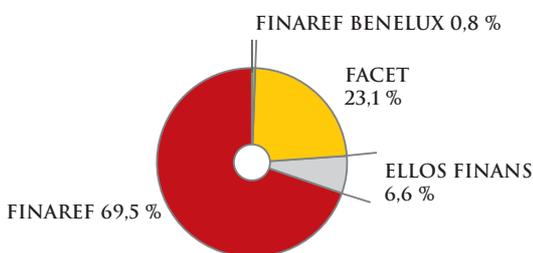
**L**e pôle **Crédit et Services Financiers** a pour mission d'optimiser les ventes des enseignes grand public du Groupe par la vente de produits de crédit, d'assurance et d'épargne, et de fidéliser leur clientèle.



PRODUCTION PAR ENSEIGNE



ENCOURS PRODUCTIF MOYEN PAR ENSEIGNE



	en millions de francs		en % variation	en millions d'euros	
	1998	1997		1998	1997
<b>Production</b>					
Finaref*	16 553	14 853	11,4	2 523,5	2 264,3
Facet (Conforama)	5 376	4 868	10,4	819,6	742,1
Ellos Finans**	1 281	818	56,6	195,3	124,7
Finaref Benelux	240	166	44,6	36,6	25,3
<b>Total</b>	<b>23 450</b>	<b>20 705</b>	<b>13,3</b>	<b>3 575,0</b>	<b>3 156,4</b>
<b>Encours clients productif moyen</b>					
Finaref	15 210	13 469	13,0	2 318,8	2 053,3
Facet	5 056	4 621	9,4	770,8	704,5
Ellos Finans**	1 444	1 441	0,2	220,1	219,7
Finaref Benelux	172	135	28	26,2	20,6
<b>Total</b>	<b>21 882</b>	<b>19 666</b>	<b>11,3</b>	<b>3 335,9</b>	<b>2 998,1</b>

\* les chiffres des sociétés Finédis et UCCM sont inclus dans les chiffres 1997.  
\*\* sur 6 mois en 1997.

Le Pôle comprend les sociétés de crédit Finaref, Facet (détenue à 59,15 % par le Groupe, en partenariat avec Cetelem), Ellos Finans (en Scandinavie) et Finaref Benelux, ainsi que les compagnies d'assurances Finaref Vie et Finaref Risques Divers (sociétés détenues à 60 %, en partenariat avec Cardif), et une société de courtage d'assurances, Finaref Assurances. En raison de la structure des comptes du Pôle, spécifique aux activités financières, ceux-ci ne sont pas intégrés globalement dans les comptes de Pinault-Printemps-Redoute, mais consolidés par mise en équivalence.

L'activité crédit du Pôle développe son activité autour de trois types de produits :

- le crédit permanent facilitant le financement d'achats dans une enseigne avec pour supports les cartes Kangourou (Redoute), Printemps, Fnac, ainsi que la carte Conforama, produit de Facet,
- le crédit permanent par la mise à disposition de fonds, grâce au compte Mistral,
- le prêt personnel classique, Espace, pour financer tout projet personnel tel que des études supérieures ou l'achat d'une maison.

Parallèlement, le Pôle propose une gamme de produits d'assurance et d'épargne.

Pour l'assurance, la gamme comprend l'assurance classique des emprunteurs, ainsi qu'une large gamme d'offres d'assurances vie, santé, maison et automobile.

En ce qui concerne l'épargne, les produits offerts sont, d'une part, un codévi classique et, d'autre part, le livret Cigogne spécialement conçu pour préparer l'avenir des enfants.

Ellos Finans, filiale du groupe Ellos, gère au travers de ses propres filiales les crédits relatifs aux achats effectués sur les catalogues Ellos et Josefssons sur l'ensemble des pays scandinaves.

Parallèlement, Ellos Finans développe une activité de prêts personnels sous forme de crédit amortissable.

## FAITS MARQUANTS 1998

● **La reprise fin février par Finaref de la gestion des cartes Printemps (société Finédis) et Fnac (société UCCM)** gérées auparavant par la Sovac. Cette opération a été réalisée grâce au rachat des participations minoritaires (49 %) des deux sociétés qui ont été absorbées par Finaref. Cette reprise de gestion par Finaref permet de faciliter la mise en commun des produits et l'optimisation de la gestion des activités de crédit, d'assurances et d'épargne. De plus, elle permet de faire bénéficier les enseignes de l'expertise de Finaref dans des actions de fidélisation pour développer leur chiffre d'affaires.

## ● Ouverture du premier "Espace Finaref".

Situé au rez-de-chaussée du Printemps de la Mode, boulevard Haussmann, le premier corner assurance et produits financiers a été inauguré en octobre.

## ● Le développement des activités assurances.

L'équipe a été renforcée durant l'année afin de promouvoir les activités assurances. Ce développement s'appuie sur l'exploitation des fichiers clients existants, la mise en place des nouveaux "Espaces Finaref", ainsi que sur le catalogue Finaref, édité en 1998.

## Ouverture des "Espace Finaref"

Ces espaces mettent à la disposition des clients un conseiller et une borne interactive afin de les informer sur toute la gamme de services financiers offerts par le pôle. Ce nouveau concept est en test et sera déployé dans d'autres magasins du Groupe.



Le pôle compte 6,9 millions de porteurs de cartes en 1998.

● **Le Pôle développe son activité hors de France.** Des équipes ont été recrutées pour suivre le développement des enseignes commerciales du Groupe sur la péninsule ibérique, avec des produits de crédit adaptés aux besoins de la clientèle espagnole et portugaise. D'autres équipes développent le réseau des pays nordiques (Suède, Norvège, Finlande et Danemark).

● **L'élargissement de la clientèle.** Afin de toucher un public plus large, Finaref a lancé sa première campagne publicitaire télévisée sous forme de spots qui ont pour objectif d'accroître la notoriété de Finaref et de ses produits.

## GESTION DES RISQUES

Les risques inhérents aux métiers du pôle Crédit et Services Financiers sont gérés avec des outils et des méthodes dont la pertinence fait l'objet d'une recherche permanente.

L'exposition au risque de taux est limitée par une politique de couverture visant à protéger la marge financière contre les évolutions futures des taux. Le risque de liquidité est couvert par des lignes de crédit bancaire confirmées à moyen terme et par le respect permanent du coefficient de liquidité. La carte de scoring des clients existants ou potentiels de Finaref est constamment examinée afin de trouver le meilleur équilibre entre le niveau de risque client acceptable et le développement du chiffre d'affaires. Le risque client est suivi par des analyses statistiques fines intégrant les infor-

mations historiques disponibles. Ces analyses servent notamment de base à la constitution de la provision pour créances douteuses. De plus, au 31 décembre 1998, hors Ellos Finans, le ratio de solvabilité, qui établit une relation entre les fonds propres et l'ensemble des risques, ressort à 9,5 % sur une base consolidée.

### PRODUCTION ET ENCOURS DES ACTIVITÉS CRÉDIT

En 1998, la production s'est élevée à 23 450 millions de francs (3 575,0 millions d'euros), en hausse de 13,3 % à périmètre réel (Ellos Finans consolidé sur 6 mois en 1997 et sur 12 mois en 1998). Ainsi, en 1998, les encours productifs moyens atteignent 21 882 millions de francs (3 335,9 millions d'euros), en augmentation de 11,3 %. Cette performance se compare avec une hausse de la production et des encours du secteur des crédits renouvelables (hors véhicules de tourisme) de respectivement 9 % et 5,8 % (source : Association Française des Sociétés Financières).

L'augmentation de la production s'explique par une forte croissance de la carte Fnac, avec + 36,5 %, et une activité soutenue des cartes Printemps et Conforama, en hausse de 9 % et 8,3 % respectivement. La carte Kangourou a enregistré une hausse de sa production de 8,9 %. Le compte Mistral a vu son activité se développer. Sa production et ses encours productifs moyens augmentent respectivement de 14,9 % et de 14,8 %. L'activité directe de Facet au travers de ses agences avec une production de 2,3 milliards de francs, marque une progression de 13,4 %. La production des prêts Espace dépasse pour la première fois le milliard de francs, en progression de 21,5 %. Les encours productifs moyens sont en hausse de 46,1 %.

Ellos Finans affiche une production de 1 281 millions de francs (195,3 millions d'euros) et un encours productif moyen de 1 444 millions de francs (220,1 millions d'euros).

### PRIMES D'ASSURANCES ENCAISSÉES

En 1998, les primes encaissées par Finaref et par Facet se sont élevées à 476 millions de francs, en hausse de 19,2 %.

### RÉSULTATS

Le produit net bancaire atteint 3 522 millions de francs (536,9 millions d'euros), en progression de 27,7 %. Hors l'effet de report de l'acquisition d'Ellos Finans, cette hausse s'explique par l'augmentation de la production et de la marge financière. Le résultat net part du groupe augmente de 24,8 % et s'établit à 785 millions de francs (119,7 millions d'euros).

	en millions de francs		en % variation	en millions d'euros	
	1998	1997*		1998	1997*
Produit net bancaire	3 522	2 757	27,7	536,9	420,3
Résultat net – Part du Groupe	785	629	24,8	119,7	95,9
Marge nette (%)	22,3	22,8		22,3	22,8

\* Ellos Finans sur 6 mois en 1997.

### PERSPECTIVES

L'accélération des ouvertures de magasins Fnac et Conforama et le lancement de catalogues de Redcats à l'international offrent au Pôle une opportunité de développement important sur les prochaines années. D'autre part, le Pôle développe sa complémentarité avec les enseignes, en enrichissant sa gamme de produits, en particulier dans le domaine des assurances et de l'épargne. En 1999, le déploiement des Espaces Finaref sera mis en œuvre. Un deuxième espace a été ouvert au Printemps Vélizy en janvier 1999. Enfin, les investissements dans les structures et les équipes se poursuivront afin de répondre à la croissance et à l'élargissement des activités du Pôle.



# DISTRIBUTION PROFESSIONNELLE

**P**inault-Printemps-Redoute a renforcé son pôle de **Distribution Professionnelle** en entrant sur le marché de fournitures et mobilier de bureau avec l'acquisition de **Guilbert**.

En 1998, la **Distribution Professionnelle** a ainsi contribué pour 41,8 % à la formation du chiffre d'affaires du Groupe et pour 42,6 % à celle du résultat d'exploitation.





Avec l'acquisition de Coan en 1997, Rexel est devenu le leader de la distribution de matériel électrique au Brésil.



Agence de Pinault Quimper.



120 000 colis Guilbert sont livrés chaque jour en Europe.

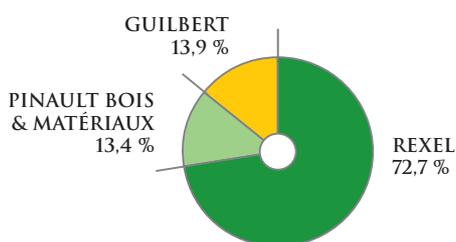
CHIFFRE D'AFFAIRES

	en millions de francs		Var. réelle %	Var. pro forma %	en millions d'euros	
	1998	1997			1998	1997
Rexel	32 484	27 738	13,0	3,7	4 952,2	4 381,1
Pinault Bois & Matériaux	6 296	5 068	24,2	0,1	959,8	772,6
Guilbert	6 510			15,9	992,4	
Distribution Professionnelle	45 290	33 806	34,0		6 904,4	5 153,7
Éliminations	(67)	(38)			(10,2)	(5,8)
<b>Total</b>	<b>45 223</b>	<b>33 768</b>	<b>33,9</b>	<b>4,7</b>	<b>6 894,2</b>	<b>5 147,9</b>

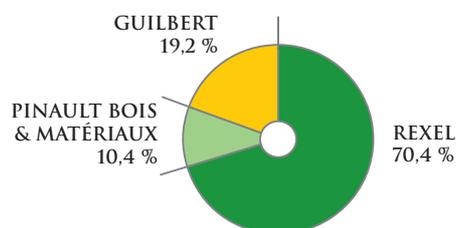
RÉSULTAT D'EXPLOITATION

	en millions de francs		Var. réelle %	Var. pro forma %	en millions d'euros	
	1998	1997			1998	1997
Rexel	1 771	1 483	19,4	11,6	270,0	226,1
Pinault Bois & Matériaux	272	212	28,3	2,2	41,5	32,3
Guilbert	503			18,1	76,7	
<b>Total</b>	<b>2 546</b>	<b>1 695</b>	<b>50,2</b>	<b>11,7</b>	<b>388,2</b>	<b>258,4</b>

CHIFFRE D'AFFAIRES PRO FORMA



RÉSULTAT D'EXPLOITATION PRO FORMA



La poursuite des acquisitions de Rexel hors de France (Australie et Nouvelle-Zélande), ainsi que la part importante de l'activité de Guilbert à l'international, ont permis de renforcer significativement la part du chiffre d'affaires du Pôle à l'international (55,6 % contre 53,2 % en 1997). Le Groupe a profité d'une conjoncture favorable sur ses différents marchés. Ainsi, en France, les ventes de logements neufs ont progressé en 1998 de plus de 16 % par rapport à 1997 avec une reprise des autorisations (+ 26 %) et des mises en chantier (+ 11 %) (Source Ministère du logement). Pour la construction non-résidentielle, les autorisations et mises en chantier étaient en hausse de respectivement + 15 % et + 13 % en 1998. La demande des matériaux de construction a progressé de + 5 %. D'après le FGME, la demande du matériel électrique a enregistré en 1998 une croissance de + 4 %.

Sur le marché des fournitures de bureau, la tendance annuelle des ventes reste favorable avec un cumul glissant à fin décembre 98 de + 5,5 %.



# Rexel

Présent dans 23 pays, Rexel est le leader mondial de la distribution de matériel électrique basse tension. La poursuite d'une stratégie de croissance externe s'est traduite en 1998 par l'entrée de Rexel sur les marchés australien et néo-zélandais.

	en millions de francs		en % var. réelle	en % var. pro forma	en millions d'euros	
	1998	1997			1998	1997
Chiffre d'affaires consolidé	32 484	28 738	13,0	3,7	4 952,2	4 381,1
Éliminations	(13)	(10)			( 2,0)	(1,5)
Chiffre d'affaires contributif	32 471	28 728	13,0	3,6	4 950,2	4 379,6
Résultat d'exploitation	1 771	1 483	19,4	11,6	270,0	226,1
Rentabilité d'exploitation	5,5 %	5,2 %	0,3 pt	0,4 pt	5,5 %	5,2 %



Point de vente Rexel Inc. aux États-Unis.

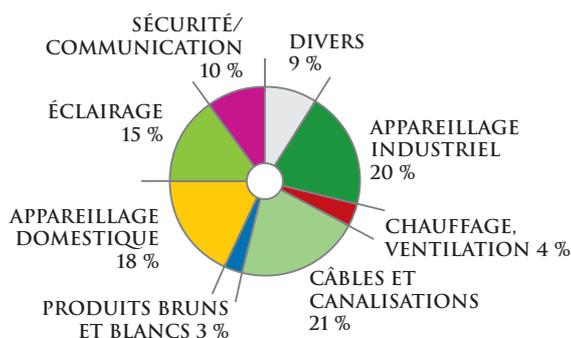


Électro-Distribution, le centre logistique de Marne-la-Vallée.

Présent au travers d'un large réseau de points de vente en Europe, aux États-Unis, au Brésil, ainsi qu'en Australie et Nouvelle-Zélande, le groupe fournit l'ensemble des matériels nécessaires à l'installation et l'utilisation de l'électricité dans les bâtiments résidentiels, tertiaires ou industriels. Le cœur de la clientèle est composé principalement d'artisans électriciens, d'installateurs, d'entreprises industrielles et tertiaires, d'administrations et de revendeurs.

# 1,6 MILLION DE KM DE CÂBLES VENDUS CHAQUE ANNÉE

## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS



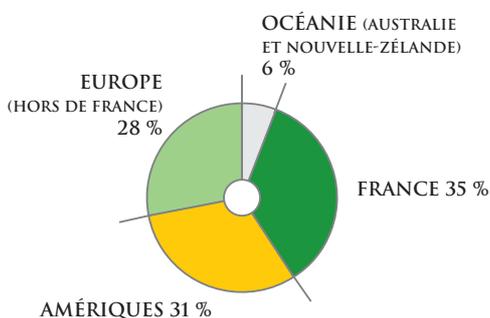
En 1998, Rexel a réalisé une croissance de 13 % de son chiffre d'affaires et de 19,4 % de son résultat d'exploitation grâce à un important développement interne, un engagement majeur en matière de logistique et une poursuite de la croissance externe.

## UN IMPORTANT DÉVELOPPEMENT INTERNE

Le rythme d'ouverture des points de vente a été accéléré dans toutes les zones géographiques, avec 69 ouvertures en 1998, contre 37 en 1997. Le développement des gammes de produits spécialisés s'est poursuivi. Dans la connectique, l'activité de Conectis a été étendue aux principaux pays européens. L'acquisition de Gardiner, société britannique, a plus que doublé le chiffre d'affaires dans le secteur de la sécurité.

Pour la première fois, en 1998, Rexel devient une enseigne commerciale en France et aux États-Unis. Le réseau Rexel sera progressivement élargi aux autres pays.

## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE





Points de vente Rexel Inc. aux États-Unis.

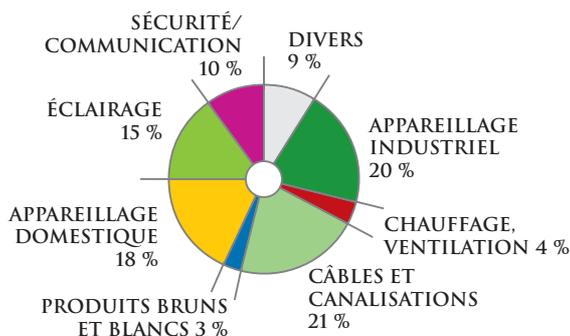


Électro-Distribution, le centre logistique de Marne-la-Vallée.

Présent au travers d'un large réseau de points de vente en Europe, aux États-Unis, au Brésil, ainsi qu'en Australie et Nouvelle-Zélande, le groupe fournit l'ensemble des matériels nécessaires à l'installation et l'utilisation de l'électricité dans les bâtiments résidentiels, tertiaires ou industriels. Le cœur de la clientèle est composé principalement d'artisans électriciens, d'installateurs, d'entreprises industrielles et tertiaires, d'administrations et de revendeurs.

# 1,6 MILLION DE KM DE CÂBLES VENDUS CHAQUE ANNÉE

## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS



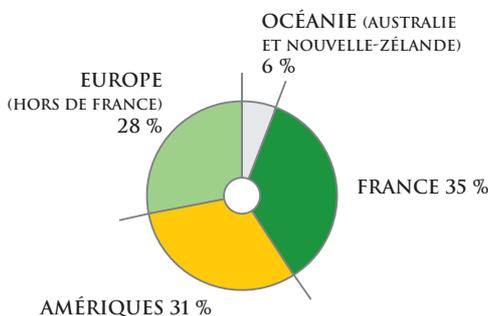
En 1998, Rexel a réalisé une croissance de 13 % de son chiffre d'affaires et de 19,4 % de son résultat d'exploitation grâce à un important développement interne, un engagement majeur en matière de logistique et une poursuite de la croissance externe.

## UN IMPORTANT DÉVELOPPEMENT INTERNE

Le rythme d'ouverture des points de vente a été accéléré dans toutes les zones géographiques, avec 69 ouvertures en 1998, contre 37 en 1997. Le développement des gammes de produits spécialisés s'est poursuivi. Dans la connectique, l'activité de Conectis a été étendue aux principaux pays européens. L'acquisition de Gardiner, société britannique, a plus que doublé le chiffre d'affaires dans le secteur de la sécurité.

Pour la première fois, en 1998, Rexel devient une enseigne commerciale en France et aux États-Unis. Le réseau Rexel sera progressivement élargi aux autres pays.

## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



### CHIFFRE D'AFFAIRES

Rexel a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 32 484 millions de francs (4 952,2 millions d'euros), en progression de 13 %. La part à l'international est encore en hausse passant de 62 % à 65 %. La progression du chiffre d'affaires intègre des variations de périmètre à hauteur de 2 929 millions de francs (447 millions d'euros) et une évolution défavorable des changes, notamment sur les monnaies en Océanie, à hauteur de 321 millions de francs (48,9 millions d'euros). L'effet report des

En France, le chiffre d'affaires atteint 11 450 millions de francs (1 745,5 millions d'euros), en augmentation de 4,3 % à périmètre comparable grâce au développement des gammes de produits liés à la connectique, à l'éclairage et aux courants faibles qui compensent l'effet déflationniste sur le marché des câbles.

En Europe (hors France), le chiffre d'affaires, à structure comparable et jours constants, est en hausse de 1,6 % pour atteindre 10 106 millions de francs (1 540,7 millions d'euros), soit 31,1 % du

## Une innovation permanente dans les agences

L'innovation se poursuit dans l'aménagement des points de vente, qui privilégie la mise en avant des produits dans des univers adaptés et des linéaires attrayants, stimulant les achats d'impulsion. Bellion a ainsi rénové les points de vente de Quimper et Lorient qui, notamment mettent en situation les produits grâce à des halls d'exposition, facilitant ainsi la démarche commerciale de l'installateur.



L'outillage en libre circulation à l'agence de Lorient.

acquisitions intervenues en 1997 représente 986 millions de francs de chiffre d'affaires et celui des sociétés acquises ou intégrées en 1998, 2 657 millions de francs (405,1 millions d'euros). A structure pro forma, l'activité progresse de 3,7 %. Rexel a profité en 1998 d'une conjoncture favorable sur ses principaux marchés européens et américains. L'activité a été soutenue sur le premier semestre et a enregistré un ralentissement de la croissance au deuxième semestre.

total. De bonnes performances sur presque tous les marchés européens ont été enregistrées grâce à une demande bien orientée, à des prises de parts de marchés et au développement des nouveaux produits à meilleure valeur ajoutée. Cela a permis de compenser un marché terne en Allemagne (- 4,0 % à structure comparable et jours constants) en raison d'un marché de la construction en baisse, d'une grande sélectivité de la prise de risque sur les clients, notamment dans l'Est, et de la réduction voulue des ventes de produits bruns et blancs.

Aux États-Unis, le chiffre d'affaires a atteint 8 602 millions de francs (1 311,4 millions d'euros) soit 26,5 % du total, en progression de 6,0 % à jours constants avec, en particulier, une bonne progression de l'activité connectique.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Rexel a généré en 1998 un résultat d'exploitation de 1 771 millions de francs (270 millions d'euros), en hausse de 19,4 % par rapport à celui de 1997.

Au-delà de l'augmentation du chiffre d'affaires, cette progression traduit une politique de gestion rigoureuse et donc une augmentation de son taux de rentabilité à 5,5 % en progression de 0,3 point.

La quasi-totalité de l'amélioration du taux de rentabilité provient de la progression de 0,3 point de la marge brute qui passe à 24,1 % du chiffre d'affaires. Cette progression reflète les effets de l'amélioration du mix-produit et mix-client, l'introduction de nouveaux produits et la gestion rigoureuse des flux d'achat. Elle se retrouve dans tous les pays hormis l'Italie et l'Espagne qui ont, quant à eux, souffert d'un environnement déflationniste des prix de vente.

Les frais de personnel, stables à 11,4 % du chiffre d'affaires, s'élèvent à 3 718 millions de francs (566,8 millions d'euros). L'effectif moyen à structure 1997 est globalement en baisse de 0,7 %, et plus particulièrement en Allemagne. Ainsi, le ratio des frais de personnel sur marge brute s'améliore nettement.

## PERSPECTIVES

La poursuite de la croissance externe vise à permettre à Rexel d'atteindre une part de marché d'au moins 10 % dans les principaux pays européens où le groupe est présent, et d'élargir ses gammes de produits spécialisés. Déjà, en février 1999, Rexel a annoncé la signature d'accords pour l'acquisition de trois sociétés en Suisse, en Belgique et aux Pays-Bas, qui portent ses parts de marché à 12 % dans chacun de ces pays, et de deux sociétés Prat, en France, et Page, en Océanie, respectivement spécialisées dans les produits d'automatismes industriels et de connexion informatique.

En 1999, la croissance interne se poursuivra avec l'ouverture de nouveaux points de vente, une politique de développement des grands comptes et le lancement d'actions de fidélisation. Une carte de crédit professionnelle spécialement conçue pour les artisans sera introduite. D'autre part, avec l'intégration de Gardiner, ainsi que de Prat et de Page, le développement de la connectique, des automatismes, de l'éclairage et de la sécurité, qui nécessitent un niveau de conseil et de service de qualité, se poursuivra.



# Pinault Bois & Matériaux

**Né du rapprochement de Pinault Distribution et de Becob, Pinault Bois & Matériaux occupe une position stratégique et de leader dans le domaine de la distribution du bois en France.**

	en millions de francs		en % var. réelle	en % var. pro forma	en millions d'euros	
	1998	1997			1998	1997
Chiffre d'affaires	6 296	5 068	24,2	0,1	959,8	772,6
Éliminations	(36)	(28)			(5,3)	(4,3)
Chiffre d'affaires contributif	6 260	5 040	24,2	=	954,5	768,3
Résultat d'exploitation	272	212	28,6	2,2	41,5	32,3
Rentabilité d'exploitation	4,3 %	4,2 %	0,1 pt	0,1 pt	4,3 %	4,2 %



Stockage de panneaux de bois à l'agence Pinault Quimper.

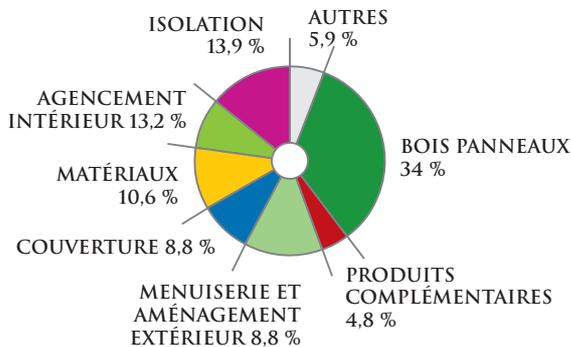


Agence de Pinault Guérande.

**P**inault Bois & Matériaux est le premier importateur et transformateur de bois en France, et le numéro deux de la distribution professionnelle de bois et matériaux de construction avec 178 points de vente. Pinault Bois & Matériaux exerce également une activité de services aux entreprises (affrètement maritime, manutention portuaire, gestion de flottes de véhicules) et possède des activités d'emballage et de distribution au Maroc.

# 20 MILLIONS DE M<sup>2</sup> DE PANNEAUX VENDUS CHAQUE ANNÉE

## CHIFFRE D'AFFAIRES DISTRIBUTION PAR FAMILLE DE PRODUITS



## NAISSANCE DE

## PINAULT BOIS & MATÉRIAUX ...

Après l'acquisition de Becob par Pinault-Printemps-Redoute en octobre 1997, le rapprochement avec Pinault Distribution s'est effectué autour de l'élaboration d'un projet d'entreprise. La convention du mois d'octobre 1998 a permis de faire connaître ce projet à tous les cadres de l'entreprise. Un nouveau nom, Pinault Bois & Matériaux, et un nouveau logo, ont enfin permis de symboliser ces orientations. Chaque enseigne commerciale de l'entreprise continuera cependant d'utiliser son propre nom.

Ce projet s'articule autour de plusieurs axes majeurs :

- Conserver le leadership dans l'importation du bois en capitalisant sur le savoir-faire en ce qui

concerne les achats à l'étranger, les techniques de rabotage, l'innovation produit et la logistique,

- Optimiser le périmètre d'activité de la distribution en se focalisant sur ses métiers de base, et en renforçant site par site l'adéquation entre le positionnement des agences, les attentes des clients et la performance opérationnelle,
- Développer des équipes professionnelles au niveau de Pinault Bois & Matériaux.



## La modernisation des outils de rabotage...

Une raboteuse à commande numérique a été installée en Normandie chez Pinault Normandie Import. Cette technologie, assistée par ordinateur, offre une fiabilité et une régularité de haut niveau dans la transformation des produits.

Les réglages de chaque client sont mémorisés dans la machine, qui adapte immédiatement

le pointage de ses rabots en fonction des spécificités demandées



En 1998, l'action menée a posé les premiers fondements de cette stratégie, avec en priorité le **cadre de la politique commerciale à trois ans** :

- **Une politique qualitative de produits et de services** en dépassant la simple concurrence par le prix par la recherche de valeur ajoutée, basée sur la spécialisation et le conseil.

- **Un positionnement commercial clair de chaque agence**, fondé sur le renforcement de ses points forts. Une segmentation des points de vente a été introduite avec cinq catégories d'agences allant de "généraliste" dans des zones rurales à "spécialiste" ou "multi-spécialiste" dans des zones de chalandise importante. Cette segmentation permettra en effet à Pinault Bois & Matériaux de capitaliser sur la diversité existante des points de vente, tout en inscrivant les orientations commerciales dans des axes clairs, avec une offre produit adaptée au positionnement du fonds de commerce et aux besoins des clients.

**Et la mise en place de structures communes :**

- **Lancement d'une structure marketing commune, PBM Développement.** PBM Développement. Cette structure a pour mission de construire une politique fournisseurs cohérente avec chacun des segments et d'assister les points de vente dans l'optimisation de leur développement commercial.

- **Mise en place d'un Secrétariat Général** afin de fusionner les fonctions administratives.

- **Création de l'École des Métiers, PBM Compétence.** Ce centre de formation de Pinault Bois & Matériaux est né de la fusion des deux écoles de Pinault-Distribution et de Becob. La première promotion a démarré en octobre avec 24 jeunes embauchés en contrat de qualification. Parallèlement, PBM Compétence conçoit, formalise et met en œuvre les plans de formation continue pour l'ensemble des salariés.

- **Introduction d'outils informatiques communs.** Dès 1998, les systèmes de reporting et de consolidation ont été harmonisés. Le nouveau système de paie a été introduit en janvier 1999. Un nouveau système d'information commercial a été choisi.

## CHIFFRE D'AFFAIRES

En 1998, le chiffre d'affaires de Pinault Bois & Matériaux a progressé de 24,2 % pour atteindre 6 296 millions de francs (959,8 millions d'euros). Cette hausse est principalement due à la consolidation de Becob sur seulement six mois en 1997. Sur une base pro forma, le chiffre d'affaires est stable.

L'activité de distribution est en hausse de 1,1 % aidée par une reprise du marché du bâtiment après deux années de baisses successives.

L'activité des Professionnels est en augmentation de 3,3 % alors que l'activité des Particuliers baisse de 1,7 %.

L'activité Importation et Transformation est en baisse de 0,3 % du fait du recul des activités traditionnelles pénalisées par la baisse des prix des résineux et les effets de la crise asiatique (notamment par l'arrivée sur le marché des produits décotés). Les activités de transformation et de spécialité, notamment Cerland, ont cependant connu une bonne progression.

Le Maroc a connu une saison agricole médiocre au 1<sup>er</sup> semestre et plutôt bonne sur le deuxième semestre, qui a permis aux activités d'emballage de progresser en 1998.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation de Pinault Bois & Matériaux s'est élevé en 1998 à 272 millions de francs (41,5 millions d'euros), en hausse de 28,3 % principalement en raison de l'intégration de Becob sur une année pleine. En structure pro

forma, l'augmentation est de 2,2 %. Cette augmentation masque une hausse de 32 % du résultat d'exploitation sur l'activité de Distribution et une baisse de 15 % pour l'Importation et la Transformation, liée à la baisse des prix du bois à l'importation. A structure pro forma, la rentabilité d'exploitation a progressé de 0,1 point à 4,3 % du chiffre d'affaires.

La Branche a enregistré à structure pro forma, une amélioration de son taux de marge brute de 0,1 point, malgré les pressions déflationnistes sur les activités d'importation. Des actions volontaristes sur la marge ont en effet permis aux activités de Distribution d'améliorer leurs performances malgré l'évolution défavorable du mix-clients, et d'augmenter leur taux de marge de 0,3 point.

## PERSPECTIVES

Lancée en 1998, l'application concrète du plan commercial à trois ans dans les activités de distribution produira ses premiers effets en 1999 avec le repositionnement des premières agences.

Le déploiement du nouveau système d'information commerciale démarrera en janvier 1999, tandis que les efforts d'amélioration de la productivité et de rationalisation logistique seront poursuivis dans toutes les activités.

Au cours des années à venir, Pinault Bois & Matériaux portera une attention particulière aux opportunités de croissance externe qui lui permettraient de renforcer ses positions de spécialiste ainsi que sa couverture du territoire national.



# Guilbert

**Guilbert est le leader européen dans la distribution de fournitures et mobilier de bureau destinés aux professionnels. Acquis en janvier 1998, cette activité vient renforcer le pôle professionnel.**

**G**uilbert est présent en France, en Grande-Bretagne à travers les filiales Ofrex et Niceday, en Belgique, en Italie, en Allemagne, et en Espagne.

	en millions de francs		en % var. pro forma	en millions d'euros	
	1998	1997*		1998	1997*
Chiffre d'affaires	6 510	5 619	15,9	992,4	856,6
Éliminations	(18)	(2)		(2,7)	(0,3)
Chiffre d'affaires contributif	6 492	5 617	15,6	989,7	856,3
Résultat d'exploitation	503	426	18,1	76,7	64,9
Rentabilité d'exploitation	7,7 %	7,6 %	0,1 pt	7,7 %	7,6 %

\* Pro forma

**GUILBERT**  
**ENTRE DANS LE GROUPE**  
**PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE**

En janvier 1998, les fondateurs de la société Guilbert ont signé un contrat d'apport concernant leurs actions Guilbert, soit 47,2 % du capital, en



Siège de Guilbert à Senlis.



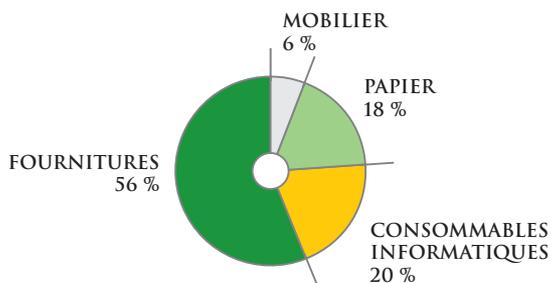
Préparation des commandes en temps réel grâce au tapis roulant qui serpente entre les rayonnages.

rémunération de 5,3 millions actions Pinault-Printemps-Redoute créées à cette occasion. Suite à cet accord, une offre publique d'achat a été lancée en bourse sur le solde du capital et les obligations convertibles. A la fin de cette opération, Pinault-Printemps-Redoute détenait 55 % du capital de Guilbert.

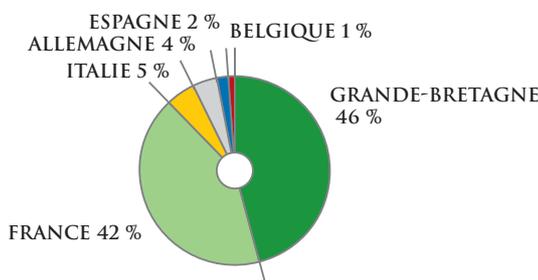
Créé à Roubaix en 1959, Guilbert est devenu le numéro un en Europe sur le marché des fournitures et mobilier de bureau. De 1992 à 1997, son chiffre d'affaires a été multiplié par trois, passant de 1,8 milliard à 5,6 milliards de francs. Le groupe a démarré son internationalisation en 1993 en

# 1 200 TONNES DE FOURNITURES LIVRÉES CHAQUE JOUR EN EUROPE

## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS



## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PAYS



rachetant depuis lors plusieurs entreprises en Grande-Bretagne, où il occupe aujourd'hui une position de leader avec les deux marques Guilbert Ofrex et Guilbert Niceday. Il a également franchi les frontières de l'Allemagne, de l'Espagne et de la Belgique. Guilbert s'est également implanté sur le marché italien. Après l'acquisition en décembre 1997 de Mondoffice, spécialiste de la vente par correspondance de mobilier et de fournitures de bureau (200 millions de francs de chiffre d'affaires), Guilbert a pris le contrôle en juin 1998 d'Archingeo (100 millions de francs en année pleine). Cette société vend sous marque propre – Titanedi – au travers de représentants. En 1998, 58,5 % du chiffre d'affaires proviennent de l'international, contre 1 % en 1992.

## UNE ACTIVITÉ DE VENTE EN DIRECT

Fournituriste, Guilbert vend ses produits en direct à travers un réseau de 1 325 représentants en Europe utilisant un catalogue comme support pour

la prise de commande. La gamme de produits offerte comprend les produits d'écriture, le papier, l'équipement et petit matériel de bureau, le classement, les consommables informatiques et le mobilier de bureau. Au total, plus de 8 000 références, dont 1 500 en marque propre représentant près de 50 % du chiffre d'affaires, figurent sur les catalogues de Guilbert et ses filiales.

En 1998, un travail de coordination a démarré en Grande-Bretagne afin de fusionner l'offre de Niceday et Ofrex. L'activité mobilier a ainsi été regroupée et une entité commune est désormais chargée de la centralisation des commandes, de la livraison aux entrepôts et de l'installation chez le client. D'autre part, les services marketing ont fusionné en milieu d'année dans le but de revoir la politique des marques propres, de préparer un catalogue commun pour 1999 et d'intégrer les relations fournisseurs.

### VENTE PAR CORRESPONDANCE

La VPC représente un mode de distribution complémentaire à la vente directe. Elle vise une clientèle constituée d'entreprises plus petites et de professions libérales. Depuis 1996, Guilbert a

initié une stratégie de développement s'appuyant sur ce mode de distribution.

Après la cession de sa participation de 31 % dans JM Bruneau en 1998, Guilbert redémarre en France cette activité en partenariat avec Bernard, filiale de Redcats, spécialisée dans la vente par correspondance des produits d'hygiène et d'entretien aux professionnels. Le catalogue Sundex sera ainsi lancé en mars 1999 sur le marché français. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie de développement de la complémentarité entre les différents vecteurs de vente au sein du groupe Pinault-Printemps-Redoute.

### UNE POLITIQUE DE SERVICE ET D'APPROVISIONNEMENT DYNAMIQUE

En France, Guilbert possède un entrepôt de 45 000 m<sup>2</sup> à Senlis. La mécanisation de la chaîne de préparation des commandes de l'entrepôt a été mise en place entre juin et octobre. La certification ISO 9002 a été renouvelée en décembre après un contrôle de la conformité des nouveaux processus. Les livraisons et le service sont assurés sous 48 heures, voire 24 heures par une flotte de véhicules et des équipes Guilbert. La logistique s'appuie sur un ensemble d'agences et de plates-formes couvrant le territoire.

En Angleterre, les enjeux des livraisons en moins de 12 heures dans les grandes métropoles conduisent Guilbert à posséder un réseau de centres de distribution plus maillé. Néanmoins, en 1998, le groupe a initié une phase de réorganisation conduisant à terme à la mise en commun des logistiques Ofrex et Niceday. Les centres de Newcastle et Glasgow sont aujourd'hui partagés.

Les liaisons électroniques avec les clients, notamment "grands comptes" (EDI, Intranet, Internet) se développent et viennent enrichir la palette de services offerte.

### UNE CLIENTÈLE CIBLÉE

Fournisseur principal de 60 % des grandes entreprises françaises du secteur privé, Guilbert fidélise ses clients par une gamme de services la plus large possible. Chaque client peut ainsi décliner ses propres besoins selon sa taille et sa diversité géographique. Il peut décider entre une centralisation ou une décentralisation du processus de

## Mécanisation de l'entrepôt de Senlis

En mettant en place l'automatisation de l'entrepôt de Senlis, l'enseigne se dote de nouveaux moyens afin d'optimiser le service client. Un tapis roulant serpente entre les rayonnages où sont rangés les articles à prélever, les commandes peuvent être préparées en temps réel et l'emballage est optimisé avec des cartons plus résistants, dont le modèle est déterminé dès la commande informatique, selon le poids, le volume et la quantité des articles.



commande, entre un catalogue de produits personnalisés ou le catalogue complet, une facturation individuelle par commande ou par mois, et une livraison directement dans les bureaux sur chacun de ses sites ou des livraisons regroupées.

Au cours de l'année 1998, 145 représentants supplémentaires ont été embauchés sur l'ensemble de l'Europe. Cet effort permettra à Guilbert de mieux couvrir les différentes clientèles sur les marchés où il est présent.

### UN MARCHÉ PORTEUR

Très fragmenté, avec plus de mille intervenants, le marché des fournitures de bureau représente 150 milliards de francs (22,9 milliards d'euros) de chiffre d'affaires en Europe. De plus, la demande est en hausse. Cette situation offre une opportunité de croissance à Guilbert par acquisition de petites entreprises ou par extension du réseau. Guilbert a profité d'une conjoncture particulièrement soutenue sur tous ses marchés durant l'année 1998. En France, les ventes des papetiers ont augmenté de plus de 2 % et les ventes de fournitures ont progressé de 5,5 %. La demande de fournitures de bureau en Grande-Bretagne s'est maintenue au niveau de 1997, malgré une économie maussade. La croissance des marchés a été accompagnée par des actions et investissements commerciaux entrepris dans tous les pays. Ainsi, Guilbert a pris des parts de marché malgré une concurrence vive de nouveaux acteurs internationaux arrivant en Europe, pratiquant une politique de prix bas et un haut niveau de service. La baisse généralisée des prix et une surenchère de services a contribué à dynamiser le marché.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Guilbert a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 6 510 millions de francs (992,4 millions d'euros), en progression de 15,3 % par rapport au chiffre d'affaires publié l'année précédente et 15,9 % en pro forma.

En France, le chiffre d'affaires atteint 2 701 millions de francs (413,1 millions d'euros), en augmentation de 15,9 %, dopé par un dynamisme commercial très fort. Sur le marché du papier, Guilbert a vu sa part de marché progresser de 11,8 % à 13,3 %. D'autre part, l'activité mobilier de bureau a progressé de 25 %.

Malgré un marché stable en Grande-Bretagne, Guilbert a réalisé une hausse du chiffre d'affaires de 14,1 %. La hausse était particulièrement forte chez Niceday.

En Allemagne, le chiffre d'affaires a progressé de 12,8 %. En Espagne, la hausse de plus de 36 % du chiffre d'affaires s'explique par un développement important des effectifs commerciaux et une couverture devenue nationale. En Belgique, le passage de la livraison à 24 heures au lieu de 48 heures a permis de gagner de grands comptes, le chiffre d'affaires progressant ainsi de 36 %.

En Italie, le chiffre d'affaires a progressé de 24 % en pro forma en particulier grâce à la forte croissance de l'activité Vente par Correspondance de Mondoffice, et ce malgré l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché.

### RÉSULTAT D'EXPLOITATION

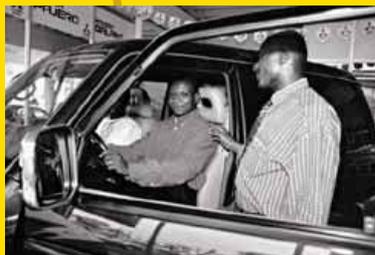
En 1998, le résultat d'exploitation s'est établi à 503 millions de francs (76,7 millions d'euros), en hausse de 18,1 % en pro forma. En pro forma, la rentabilité d'exploitation a progressé de 0,1 point. Le taux de marge brute a baissé de 0,1 point principalement à cause du recul significatif de la marge en France et de la détérioration du mix-produits au premier semestre. Une reprise a eu lieu au second semestre grâce à une action engagée sur les prix d'achat et une meilleure appréciation des services rendus.

Les frais de personnel sont en hausse de 17,9 % en raison de l'augmentation des effectifs chez Niceday en Grande-Bretagne et des renforcements commerciaux importants en Espagne et en Allemagne.

### PERSPECTIVES

La mise en commun des systèmes informatiques, des catalogues, des achats et de la prospection auprès des clients durant les prochaines années permet à Guilbert de fournir le meilleur service à ses clients locaux, régionaux et internationaux. Le développement passe par une qualité de service faisant la différence avec celle des concurrents, par une segmentation des clients suivant leur taille et leurs besoins de service et par l'élargissement de la gamme des produits bureautiques distribués.

Par croissance externe, Guilbert cherche à consolider ses parts de marchés en France et en Grande-Bretagne et à atteindre une taille critique dans les autres pays européens.



# COMMERCE INTERNATIONAL

**P**ar l'étendue de son réseau commercial, sur le continent africain ainsi que dans les **DOM-TOM**, **CFAO** assure à ses partenaires industriels une présence durable au cœur des marchés avec pour ambition de satisfaire toujours plus ses clients, particuliers ou institutionnels. Le groupe est leader de la distribution automobile et pharmaceutique en Afrique. **CFAO** commercialise aussi sur ses marchés des produits grand publics et professionnels.





# CFAO

**Implanté dans 19 pays d'Afrique, à Madagascar, à l'île Maurice ainsi que dans les DOM-TOM, CFAO, leader de la distribution spécialisée en Afrique sub saharienne, distribue des produits de marques internationales reconnues. Le groupe est de plus, grâce à sa filiale Eurapharma, le premier répartiteur de produits pharmaceutiques en Afrique.**

	en millions de francs		en % var. réelle	en % var. pro forma	en millions d'euros	
	1998	1997			1998	1997
Chiffre d'affaires	6 967	6 519	6,9	8,2	1 062,1	993,8
Éliminations	(10)	(13)			(1,5)	(2)
Chiffre d'affaires contributif	6 957	6 506	6,9	8,3	1 060,6	991,8
Résultat d'exploitation	641	574	11,7	12,1	97,7	87,5
Rentabilité d'exploitation	9,2 %	8,8 %	0,4 pt	0,3 pt	9,2 %	8,8 %



Préparation d'une commande de produits pharmaceutiques chez Laborex, grossiste-répartiteur au Cameroun.

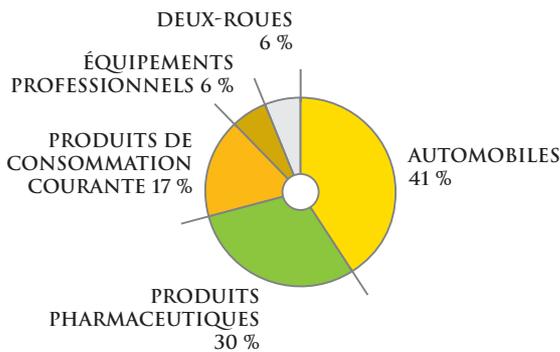


SARI, une des trois concessions automobiles de CFAO en Côte d'Ivoire.

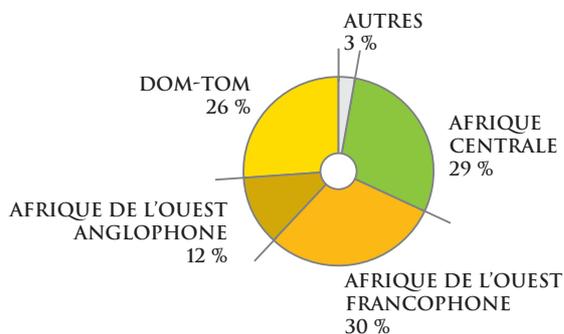
L'activité de distribution concerne avant tout la représentation de marques de renommée mondiale, comme Toyota, Peugeot, Mitsubishi, RVI, Yamaha, Sharp, Otis et Bic, dont CFAO assure, dans les pays où il est présent en Afrique et dans les DOM-TOM, la distribution exclusive. Le service après-vente constitue une partie essentielle de cette activité. Le groupe commercialise également des produits assemblés ou fabriqués par ses propres filiales industrielles. Les quatre domaines couverts par

# 15 200 VÉHICULES VENDUS EN 1998 SOIT 20 % DE PARTS DE MARCHÉ

## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS



## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



CFAO sont le transport avec l'automobile et les deux-roues, la santé avec une fonction de grossiste-répartiteur pharmaceutique, les biens de consommation alimentaires et non alimentaires et l'équipement professionnel. La réputation et le succès de CFAO reposent sur sa capacité à fournir un produit de qualité, avec le service après-vente nécessaire à ses clients. Sa clientèle est composée aux 2/3 de clients professionnels (entreprises, administrations, ONG) et de clients grand public, spécialement dans les DOM-TOM. Les 111 années d'expérience de service, l'étendue géographique des activités et la mise en place de plates-formes logistiques au Havre permettent au groupe de conserver une position forte malgré des situations économiques et politiques instables.

### LA MISE EN PLACE DE LA PLATE-FORME LOGISTIQUE AU HAVRE S'EST POURSUIVIE...

CFAO intervient sur toute la chaîne logistique, de l'achat auprès des fournisseurs jusqu'à la mise à disposition des filiales de distribution grâce à cinq

filiales qui assurent la fonction de négociant international. Depuis 1996, CFAO a ainsi entrepris un programme de centralisation des stocks de marchandise sur trois plates-formes logistiques basées au Havre en France. Pour une plus grande optimisation de ce programme, un travail a été mené dans chacun des pays pour rationaliser et homogénéiser l'offre.

L'optimisation des flux repose aussi sur la poursuite du déploiement du système d'information dans l'ensemble des filiales. En 1998, les filiales de la Réunion, du Togo, Mali, Nigeria et du Congo ont été dotées du nouveau système CFAO. En septembre 99, toutes les filiales de CFAO en seront équipées. Parallèlement à ces installations, CFAO a accru les échanges de données informatisées tant avec ses fournisseurs qu'avec ses filiales et a mis en place un réseau Intranet en septembre 1998.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

En 1998, le chiffre d'affaires a augmenté de 6,9 % et s'est établi à 6 967 millions de francs (1 062,1 millions d'euros). Hors les effets de change et changement de périmètre, le chiffre d'affaires est en hausse de 8,2 %.

## Une nouvelle plate-forme pour CFAO

La troisième et dernière phase du projet de centralisation des stocks a été initiée en 1998 avec le regroupement des pièces de rechange (dont Toyota) sur la plate-forme Alizés. Ces plates-formes génèrent une amélioration notable de l'approvisionnement des filiales et du service client.

Plate-forme de stockage et consolidation Harmattan au Havre.



Après un premier semestre 1998 en hausse de 9,1 % sur 1997, l'activité de la zone africaine a commencé à ressentir les effets de la crise asiatique et donc de la baisse du prix de certaines matières premières importantes pour cette région : pétrole, bois, coton... Dans le même temps, l'approche de la date du passage du franc à l'euro a créé un climat psychologique de défiance vis-à-vis du franc CFA, ralentissant ainsi la capacité des entreprises à investir.

Des problèmes locaux, de nature économique ou politique, ont marqué certains pays où CFAO intervient. En particulier, le Togo, le Bénin et le Ghana ont souffert de l'insuffisance de production électrique, liée au manque de pluie. Au Tchad, la faiblesse du prix du baril de pétrole a ralenti les investissements dans le pays. Au Nigeria, la nouvelle situation politique, liée au décès du Président, a aussi pesé sur l'économie. L'activité au Congo a pour sa part bénéficié d'une reprise après la guerre civile de 1997. L'activité en Nouvelle-Calédonie et dans les autres pays de la zone DOM-TOM est restée soutenue.

### RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation est en augmentation de 11,7 % et s'établit à 641 millions de francs (97,7 millions d'euros). Ainsi, la marge d'exploitation a augmenté de 0,4 point pour atteindre 9,2 %. Cette hausse s'explique par des gains de productivité et une progression du taux de marge brute de 0,2 point. Le ratio frais de personnel sur marge brute est en amélioration de 0,7 point. Les frais de fonctionnement sont davantage en hausse que le chiffre d'affaires, en raison du programme de remise à niveau informatique. Une gestion rigoureuse de tous les autres coûts s'est poursuivie.

### PERSPECTIVES

Avec le faible prix du baril de pétrole et la baisse constante du prix des matières premières, l'évolution de l'activité en Afrique risque d'être difficile en 1999. Néanmoins, CFAO mise sur le développement géographique de la distribution automobile et pharmaceutique ainsi que sur l'ouverture à de nouveaux métiers dans des pays où le groupe est déjà présent. Le renouvellement des systèmes informatiques se poursuivra en 1999 dans les filiales du Bénin, du Niger, de Madagascar, du Maroc, de Gambie, du Ghana, et de Centrafrique.



# ÉLÉMENTS FINANCIERS

# COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES CONSOLIDÉS EN EUROS <sup>(*)</sup>	83
COMPTES CONSOLIDÉS EN FRANCS	
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	88
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	89
BILAN CONSOLIDÉ	90
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	92
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉE	93
INFORMATIONS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ	94
INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	95
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	96
LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES	117

**(\*) Comptes en euros donnés à titre d'information, les comptes ayant été arrêtés et certifiés en francs.**

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ EN EUROS<sup>(\*)</sup>

Pour les exercices clos les 31 décembre 1998, 1997 et 1996

en millions d'euros	notes	1998	1997	1996
<b>Chiffre d'affaires, net</b>		<b>16 514,7</b>	<b>13 595,2</b>	<b>12 256,0</b>
Coût d'achat des marchandises vendues		(10 826,8)	(9 134,1)	(8 252,2)
<b>Marge brute</b>		<b>5 687,9</b>	<b>4 461,1</b>	<b>4 003,8</b>
Charges de personnel	3	(2 199,8)	(1 827,1)	(1 678,8)
Autres produits et charges d'exploitation	3	(2 576,9)	(1 978,9)	(1 785,3)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>911,2</b>	<b>655,1</b>	<b>539,7</b>
<b>Résultat financier</b>	4	<b>(63,3)</b>	<b>(24,7)</b>	<b>(33,7)</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>847,9</b>	<b>630,4</b>	<b>506,0</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	5	<b>(13,6)</b>	<b>53,7</b>	<b>(36,4)</b>
Impôt sur les bénéfices	6	(243,8)	(216,8)	(118,8)
Participation des salariés		(43,1)	(39,5)	(35,2)
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>547,4</b>	<b>427,8</b>	<b>315,6</b>
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	12	126,7	102,3	86,9
Amortissement des écarts d'acquisition		(68,7)	(39,8)	(34,3)
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>605,4</b>	<b>490,3</b>	<b>368,2</b>
Intérêts minoritaires	18	97,6	55,4	53,4
<b>Résultat net de l'exercice - Part du Groupe</b>	7	<b>507,8</b>	<b>434,9<sup>(1)</sup></b>	<b>314,8</b>
Résultat net par action (en francs) <sup>(2)</sup>	7	4,3	3,9	2,8
Résultat net dilué par action (en francs) <sup>(2)</sup>	7	4,3	3,9	2,8

(1) Ce résultat intègre 66,6 millions d'euros d'éléments exceptionnels non récurrents avant impôts (voir note 5), soit 34 millions d'euros après impôts. Ainsi, hors éléments non récurrents, la progression des résultats nets s'établit comme suit :

	1998	1997	1996
Résultat net de l'exercice	507,8	400,9	314,8
Résultat net par action (en euros)	4,3	3,6	2,8

(2) Après division du nominal par 5 le 17 juillet 1998.

(\*) Comptes en euros donnés à titre d'information, les comptes ayant été arrêtés et certifiés en francs.

## BILAN CONSOLIDÉ EN EUROS<sup>(\*)</sup>

aux 31 décembre 1998, 1997 et 1996

en millions d'euros

ACTIF	notes	1998	1997	1996
<b>Actif immobilisé</b>				
Écarts d'acquisition	9	2 474,1	1 471,9	1 106,5
Autres immobilisations incorporelles	10	1 733,8	1 686,7	1 744,6
Immobilisations corporelles	11	1 255,7	1 031,3	913,3
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence	12	522,6	406,6	283,7
Titres de participation	13	78,1	55,0	133,4
Autres immobilisations financières <sup>(1)</sup>	14	104,1	45,9	40,7
		704,8	507,5	457,8
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		<b>6 168,4</b>	<b>4 697,4</b>	<b>4 222,2</b>
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours nets	15	2 501,7	2 043,0	1 780,2
Créances d'exploitation <sup>(2)</sup>	16	2 579,0	2 191,0	1 816,1
Créances hors exploitation <sup>(2)</sup>	16	494,8	469,8	360,4
Trésorerie	17	867,4	916,1	570,0
<b>Total de l'actif circulant</b>		<b>6 442,9</b>	<b>5 619,9</b>	<b>4 526,7</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>12 611,3</b>	<b>10 317,3</b>	<b>8 748,9</b>
(1) Dont à moins d'un an :		21,3	5,0	8,8
(2) Dont à plus d'un an :		93,1	68,4	107,9
<b>PASSIF</b>				
<b>Capitaux propres</b>				
Capital		358,1	341,8	341,5
Primes d'émission		1 190,6	663,9	661,0
Écart de conversion		(138,7)	(37,5)	(77,9)
Réserves consolidées		1 167,9	1 278,3	1 072,8
Résultat de l'exercice - Part du Groupe		507,8	434,9	314,8
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>		<b>3 085,7</b>	<b>2 681,4</b>	<b>2 312,2</b>
Intérêts minoritaires	18	622,2	359,0	393,9
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>		<b>3 707,9</b>	<b>3 040,4</b>	<b>2 706,1</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Retraites et engagements assimilés <sup>(1)</sup>	19	83,5	80,8	60,3
Autres risques et charges <sup>(1)</sup>	20	409,6	317,9	297,0
		493,1	398,7	357,3
<b>Dettes</b>				
Dettes financières <sup>(2)</sup>	21	3 949,3	3 029,9	2 226,4
Dettes d'exploitation <sup>(3)</sup>	22	4 062,3	3 343,4	3 138,3
Dettes hors exploitation <sup>(3)</sup>	22	398,7	504,9	320,8
		8 410,3	6 878,2	5 685,5
<b>Total du passif</b>		<b>12 611,3</b>	<b>10 317,3</b>	<b>8 748,9</b>
(1) Dont à moins d'un an :		213,1	139,8	195,9
(2) Dont à moins d'un an :		2 091,6	1 936,6	1 282,2
(3) Dont à plus d'un an :		123,8	108,1	98,9

(\*) Comptes en euros donnés à titre d'information, les comptes ayant été arrêtés et certifiés en francs.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ EN EUROS<sup>(\*)</sup>  
aux 31 décembre 1998, 1997 et 1996

en millions d'euros	notes	1998	1997	1996
Résultat net des sociétés intégrées		547,4	427,8	315,6
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		63,6	56,1	32,7
Dotations nettes aux amortissements & provisions		192,1	181,2	131,4
Autres éléments sans effet sur les flux d'exploitation		(7,2)	(63,7)	27,3
<b>Capacité d'autofinancement</b>	8	<b>795,9</b>	<b>601,4</b>	<b>507,0</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	8	<b>27,2</b>	<b>(141,5)</b>	<b>113,3</b>
<b>Variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation</b>		<b>823,1</b>	<b>459,9</b>	<b>620,3</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(368,5)	(268,0)	(204,0)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		22,1	16,9	16,8
<b>Investissement net d'exploitation</b>	8	<b>(346,4)</b>	<b>(251,1)</b>	<b>(187,2)</b>
Investissement financier net	8	(808,7)	(402,3)	(211,6)
<b>Variation de trésorerie issue des opérations d'investissement</b>		<b>(1 155,1)</b>	<b>(653,4)</b>	<b>(398,8)</b>
Variation des emprunts et dettes financières		456,3	632,1	(296,5)
Augmentations de capital	8	9,0	34,3	19,4
Dividendes versés par Pinault-Printemps-Redoute, Société Mère		(139,2)	(109,3)	(82,8)
Dividendes versés aux minoritaires des filiales consolidées		(23,3)	(19,4)	(12,8)
<b>Variation de trésorerie issue des opérations de financement</b>		<b>302,8</b>	<b>537,7</b>	<b>(372,7)</b>
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie		(19,5)	1,9	2,9
<b>Variation nette de la trésorerie</b>		<b>(48,7)</b>	<b>346,1</b>	<b>(148,3)</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture de l'exercice</b>	17	<b>916,1</b>	<b>570,0</b>	<b>718,3</b>
<b>Trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	17	<b>867,4</b>	<b>916,1</b>	<b>570,0</b>

(\*) Comptes en euros donnés à titre d'information, les comptes ayant été arrêtés et certifiés en francs.

INFORMATIONS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ EN EUROS<sup>(\*)</sup>  
 Rappel : les sociétés du pôle Crédit et Services Financiers  
 sont consolidées par mise en équivalence

en millions d'euros	Distribution grand public	Distribution professionnelle	Commerce international	Sociétés sorties	Holdings et divers	Total consolidé
<b>1998</b>				(1)		
Chiffre d'affaires	8 559,9	6 892,4	1 060,6	1,8		<b>16 514,7</b>
Résultat d'exploitation	422,3	388,0	97,7	0,2	3,0	<b>911,2</b>
Capacité d'autofinancement d'exploitation	526,7	452,5	108,2	0,2	8,8	<b>1 096,4</b>
Investissement net d'exploitation	(239,7)	(97,0)	(8,8)		(0,9)	<b>(346,4)</b>
Actif immobilisé d'exploitation	3 414,1	1 841,6	139,0		68,9	<b>5 463,6</b>
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(244,7)	1 076,8	197,1		(11,0)	<b>1 018,2</b>
Effectifs moyens	38 552	25 849	5 194	8	87	<b>69 690</b>
<b>1997</b>				(2)		
Chiffre d'affaires	6 852,3	5 024,4	981,6	736,9		<b>13 595,2</b>
Résultat d'exploitation	296,8	253,2	87,5	15,3	2,3	<b>655,1</b>
Capacité d'autofinancement d'exploitation	381,4	307,8	97,1	19,7	6,4	<b>812,4</b>
Investissement net d'exploitation	(171,3)	(47,7)	(8,4)	(16,8)	(6,9)	<b>(251,1)</b>
Actif immobilisé d'exploitation	2 685,2	1 288,7	141,5	1,8	72,7	<b>4 189,9</b>
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(295,5)	1 003,0	184,9	10,1	(11,9)	<b>890,6</b>
Effectifs moyens	32 252	17 956	5 114	4 107	72	<b>59 501</b>
<b>1996</b>				(3)		
Chiffre d'affaires	6 161,4	4 179,2	937,1	978,3		<b>12 256,0</b>
Résultat d'exploitation	232,9	208,9	78,7	19,2		<b>539,7</b>
Capacité d'autofinancement d'exploitation	332,8	265,7	88,1	17,5	6,9	<b>711,0</b>
Investissement net d'exploitation	(112,1)	(41,6)	(13,4)	(15,4)	(4,7)	<b>(187,2)</b>
Actif immobilisé d'exploitation	2 459,5	901,6	154,3	179,1	69,9	<b>3 764,4</b>
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(442,5)	769,7	186,9	(47,1)	(9,0)	<b>458,0</b>
Effectifs moyens	29 893	16 625	5 089	5 567	67	<b>57 241</b>

(1) Pour 1998, sociétés déconsolidées dans l'exercice.

(2) Pour 1997, correspond aux chiffres publiés en 1997, corrigés de l'incidence des sociétés sorties en 1998.

(3) Pour 1996, correspond aux chiffres publiés en 1996, corrigés de l'incidence des sociétés sorties en 1998 et 1997.

(\*) Comptes en euros donnés à titre d'information, les comptes ayant été arrêtés et certifiés en francs.

## INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE EN EUROS<sup>(\*)</sup>

Les informations ci-dessous correspondent aux zones d'implantation des sociétés du Groupe consolidées par intégration globale. La répartition des chiffres d'affaires par zone de commercialisation est très proche de celle par zone d'implantation des sociétés.

en millions d'euros	France	Europe occidentale	Amérique du Nord	Afrique	Autres pays	Total consolidé
<b>1998</b>						
Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup>	9 210,4	3 622,2	2 325,8	701,6	654,7	<b>16 514,7</b>
Résultat d'exploitation	554,2	141,6	128,1	60,7	26,6	<b>911,2</b>
Actif immobilisé d'exploitation	3 347,3	926,6	989,9	52,3	147,5	<b>5 463,6</b>
Effectifs moyens	40 598	14 192	7 329	5 164	2 407	<b>69 690</b>
<b>1997</b>						
Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup>	8 782,3	2 671,8	1 228,7	625,7	286,7	<b>13 595,2</b>
Résultat d'exploitation	428,8	97,9	55,6	58,2	14,6	<b>655,1</b>
Actif immobilisé d'exploitation	3 146,9	606,6	352,8	52,9	30,7	<b>4 189,9</b>
Effectifs moyens	40 943	9 899	3 088	4 923	648	<b>59 501</b>
<b>1996</b>						
Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup>	8 497,4	2 013,7	907,7	579,8	257,4	<b>12 256,0</b>
Résultat d'exploitation	353,7	71,3	38,9	56,7	19,1	<b>539,7</b>
Actif immobilisé d'exploitation	3 081,1	470,8	142,2	54,9	15,4	<b>3 764,4</b>
Effectifs moyens	40 505	8 548	2 868	4 805	515	<b>57 241</b>

(1) Les exportations de la France vers l'Afrique et les DOM-TOM s'élèvent à 391 millions d'euros en 1998 contre 353,4 millions d'euros en 1997 et 242,1 millions d'euros en 1996 et ont été éliminées dans la colonne "France".

(\*) Comptes en euros donnés à titre d'information, les comptes ayant été arrêtés et certifiés en francs.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés, établis en francs français, de la Société Pinault-Printemps-Redoute relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1998, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit

consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 10 mars 1999

Les Commissaires aux comptes

KPMG AUDIT  
Fiduciaire de France

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Gérard RIVIÈRE

Didier TAUPIN

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Pour les exercices clos les 31 décembre 1998, 1997 et 1996

en millions de francs	notes	1998	1997	1996
<b>Chiffre d'affaires, net</b>		<b>108 329</b>	<b>89 179</b>	<b>80 394</b>
• Coût d'achat des marchandises vendues		(71 019)	(59 916)	(54 131)
<b>Marge brute</b>		<b>37 310</b>	<b>29 263</b>	<b>26 263</b>
Charges de personnel	3	(14 430)	(11 985)	(11 012)
Autres produits et charges d'exploitation	3	(16 903)	(12 981)	(11 711)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>5 977</b>	<b>4 297</b>	<b>3 540</b>
<b>Résultat financier</b>	4	<b>(415)</b>	<b>(162)</b>	<b>(221)</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>5 562</b>	<b>4 135</b>	<b>3 319</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	5	<b>(89)</b>	<b>352</b>	<b>(239)</b>
Impôt sur les bénéfices	6	(1 599)	(1 422)	(779)
Participation des salariés		(283)	(259)	(231)
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>3 591</b>	<b>2 806</b>	<b>2 070</b>
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	12	831	671	570
Amortissement des écarts d'acquisition		(451)	(261)	(225)
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>3 971</b>	<b>3 216</b>	<b>2 415</b>
Intérêts minoritaires	18	640	363	350
<b>Résultat net de l'exercice-Part du Groupe</b>	7	<b>3 331</b>	<b>2 853 <sup>(1)</sup></b>	<b>2 065</b>
Résultat net par action (en francs) <sup>(2)</sup>	7	28,4	25,5	18,4
Résultat net dilué par action (en francs) <sup>(2)</sup>	7	28,3	25,3	18,4

(1) Ce résultat intègre 437 millions de francs d'éléments exceptionnels non récurrents avant impôts (voir note 5), soit 223 millions de francs après impôts. Ainsi, hors éléments non récurrents, la progression des résultats nets s'établit comme suit :

	1998	1997	1996
Résultat net de l'exercice	3 331	2 630	2 065
Résultat net par action (en francs)	28,4	23,5	18,4

(2) Après division du nominal par 5 le 17 juillet 1998.

## BILAN CONSOLIDÉ

aux 31 décembre 1998, 1997 et 1996

ACTIF				
en millions de francs	notes	1998	1997	1996
<b>Actif immobilisé</b>				
Écarts d'acquisition	9	16 229	9 655	7 258
Autres immobilisations incorporelles	10	11 373	11 064	11 444
Immobilisations corporelles	11	8 237	6 765	5 991
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence	12	3 428	2 667	1 861
Titres de participation	13	512	361	875
Autres immobilisations financières <sup>(1)</sup>	14	683	301	267
		4 623	3 329	3 003
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		<b>40 462</b>	<b>30 813</b>	<b>27 696</b>
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et en-cours nets	15	16 410	13 401	11 677
Créances d'exploitation <sup>(2)</sup>	16	16 917	14 372	11 913
Créances hors exploitation <sup>(2)</sup>	16	3 246	3 082	2 364
Trésorerie	17	5 690	6 009	3 739
<b>Total de l'actif circulant</b>		<b>42 263</b>	<b>36 864</b>	<b>29 693</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>82 725</b>	<b>67 677</b>	<b>57 389</b>
(1) Dont à moins d'un an :		140	33	58
(2) Dont à plus d'un an :		611	449	708

PASSIF	notes	1998	1997	1996
en millions de francs				
<b>Capitaux propres</b>				
Capital		2 349	2 242	2 240
Primes d'émission		7 810	4 355	4 336
Écarts de conversion		(910)	(246)	(511)
Réserves consolidées		7 661	8 385	7 037
Résultat de l'exercice - Part du Groupe		3 331	2 853	2 065
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>		<b>20 241</b>	<b>17 589</b>	<b>15 167</b>
Intérêts minoritaires	18	4 081	2 355	2 584
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>		<b>24 322</b>	<b>19 944</b>	<b>17 751</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Retraites et engagements assimilés <sup>(1)</sup>	19	548	530	396
Autres risques et charges <sup>(1)</sup>	20	2 687	2 085	1 948
		3 235	2 615	2 344
<b>Dettes</b>				
Dettes financières <sup>(2)</sup>	21	25 906	19 875	14 604
Dettes d'exploitation <sup>(3)</sup>	22	26 647	21 931	20 586
Dettes hors exploitation <sup>(3)</sup>	22	2 615	3 312	2 104
		55 168	45 118	37 294
<b>Total du passif</b>		<b>82 725</b>	<b>67 677</b>	<b>57 389</b>
(1) Dont à moins d'un an :		1 398	917	1 285
(2) Dont à moins d'un an :		13 720	12 703	8 411
(3) Dont à plus d'un an :		812	709	649

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ  
aux 31 décembre 1998, 1997 et 1996

en millions de francs	notes	1998	1997	1996
Résultat net des sociétés intégrées		3 591	2 806	2 070
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		417	368	215
Dotations nettes aux amortissements & provisions		1 260	1 189	862
Autres éléments sans effet sur les flux d'exploitation		(47)	(418)	179
<b>Capacité d'autofinancement</b>	8	<b>5 221</b>	<b>3 945</b>	<b>3 326</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	8	<b>178</b>	<b>(928)</b>	<b>743</b>
<b>Variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation</b>		<b>5 399</b>	<b>3 017</b>	<b>4 069</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(2 417)	(1 758)	(1 338)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		145	111	110
<b>Investissement net d'exploitation</b>	8	<b>(2 272)</b>	<b>(1 647)</b>	<b>(1 228)</b>
Investissement financier net	8	(5 305)	(2 639)	(1 388)
<b>Variation de trésorerie issue des opérations d'investissement</b>		<b>(7 577)</b>	<b>(4 286)</b>	<b>(2 616)</b>
Variation des emprunts et dettes financières		2 993	4 146	(1 945)
Augmentations de capital	8	59	225	127
Dividendes versés par Pinault-Printemps-Redoute, société mère		(913)	(717)	(543)
Dividendes versés aux minoritaires des filiales consolidées		(153)	(127)	(84)
<b>Variation de trésorerie issue des opérations de financement</b>		<b>1 986</b>	<b>3 527</b>	<b>(2 445)</b>
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie		(127)	12	19
<b>Variation nette de la trésorerie</b>		<b>(319)</b>	<b>2 270</b>	<b>(973)</b>
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	17	6 009	3 739	4 712
Trésorerie à la clôture de l'exercice	17	5 690	6 009	3 739

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉE

Avant affectation du résultat en millions de francs	(1) Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Écart de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 1996</b>	<b>22 385 369</b>	<b>2 239</b>	<b>4 245</b>	<b>(614)</b>	<b>7 659</b>	<b>13 529</b>	<b>2 965</b>	<b>16 494</b>
Augmentation de capital	14 609	1	12			13		13
Fusion de SFE et SAMAG dans Pinault- Printemps-Redoute	20		79		(79)	0		0
Dividendes versés					(543)	(543)	(94)	(637)
Écarts de conversion				103		103	64	167
<b>Résultat de l'exercice</b>					<b>2 065</b>	<b>2 065</b>	<b>350</b>	<b>2 415</b>
Variations de périmètre						0	(701)	(701)
<b>Au 31 décembre 1996</b>	<b>22 399 998</b>	<b>2 240</b>	<b>4 336</b>	<b>(511)</b>	<b>9 102</b>	<b>15 167</b>	<b>2 584</b>	<b>17 751</b>
Augmentations de capital	20 587	2	19			21		21
Dividendes versés					(717)	(717)	(122)	(839)
Écarts de conversion				265		265	130	395
<b>Résultat de l'exercice</b>					<b>2 853</b>	<b>2 853</b>	<b>363</b>	<b>3 216</b>
Variations de périmètre						0	(600)	(600)
<b>Au 31 décembre 1997</b>	<b>22 420 585</b>	<b>2 242</b>	<b>4 355</b>	<b>(246)</b>	<b>11 238</b>	<b>17 589</b>	<b>2 355</b>	<b>19 944</b>
Division du nominal par 5	112 102 925							
Augmentations de capital	35 000	1	6			7		7
Apport Guilbert	5 299 665	106	3 449		(2 664)	891		891
Dividendes versés					(913)	(913)	(127)	(1 040)
Écarts de conversion				(664)		(664)	(137)	(801)
<b>Résultat de l'exercice</b>					<b>3 331</b>	<b>3 331</b>	<b>640</b>	<b>3 971</b>
Variations de périmètre						0	1 350	1 350
<b>Au 31 décembre 1998</b>	<b>117 437 590</b>	<b>2 349</b>	<b>7 810</b>	<b>(910)</b>	<b>10 992</b>	<b>20 241</b>	<b>4 081</b>	<b>24 322</b>

(1) Valeur nominale des actions après division par 5 le 17 juillet 1998 : 20 francs.

INFORMATIONS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ  
Rappel : les sociétés du pôle Crédit et Services Financiers  
sont consolidées par mise en équivalence

en millions de francs	Distribution grand public	Distribution professionnelle	Commerce international	Sociétés sorties	Holdings et divers	Total consolidé
<b>1998</b>				(1)		
Chiffre d'affaires	56 149	45 211	6 957	12		<b>108 329</b>
Résultat d'exploitation	2 770	2 545	641	1	20	<b>5 977</b>
Capacité d'autofinancement d'exploitation	3 455	2 968	710	1	58	<b>7 192</b>
Investissement net d'exploitation	(1 572)	(636)	(58)		(6)	<b>(2 272)</b>
Actif immobilisé d'exploitation	22 395	12 080	912		452	<b>35 839</b>
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(1 605)	7 063	1 293		(72)	<b>6 679</b>
Effectifs moyens	38 552	25 849	5 194	8	87	<b>69 690</b>
<b>1997</b>				(2)		
Chiffre d'affaires	44 948	32 958	6 439	4 834		<b>89 179</b>
Résultat d'exploitation	1 947	1 661	574	100	15	<b>4 297</b>
Capacité d'autofinancement d'exploitation	2 502	2 019	637	129	42	<b>5 329</b>
Investissement net d'exploitation	(1 124)	(313)	(55)	(110)	(45)	<b>(1 647)</b>
Actif immobilisé d'exploitation	17 614	8 453	928	12	477	<b>27 484</b>
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(1 938)	6 579	1 213	66	(78)	<b>5 842</b>
Effectifs moyens	32 252	17 956	5 114	4 107	72	<b>59 501</b>
<b>1996</b>				(3)		
Chiffre d'affaires	40 416	27 414	6 147	6 417		<b>80 394</b>
Résultat d'exploitation	1 528	1 370	516	126		<b>3 540</b>
Capacité d'autofinancement d'exploitation	2 183	1 743	578	115	45	<b>4 664</b>
Investissement net d'exploitation	(735)	(273)	(88)	(101)	(31)	<b>(1 228)</b>
Actif immobilisé d'exploitation	16 133	5 914	1 012	1 175	459	<b>24 693</b>
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(2 903)	5 049	1 226	(309)	(59)	<b>3 004</b>
Effectifs moyens	29 893	16 625	5 089	5 567	67	<b>57 241</b>

(1) Pour 1998, sociétés déconsolidées dans l'exercice.

(2) Pour 1997, correspond aux chiffres publiés en 1997, corrigés de l'incidence des sociétés sorties en 1998.

(3) Pour 1996, correspond aux chiffres publiés en 1996, corrigés de l'incidence des sociétés sorties en 1998 et 1997.

## INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Les informations ci-dessous correspondent aux zones d'implantation des sociétés du Groupe consolidées par intégration globale. La répartition des chiffres d'affaires par zone de commercialisation est très proche de celle par zone d'implantation des sociétés.

en millions de francs	France	Europe occidentale	Amérique du Nord	Afrique	Autres pays	Total consolidé
<b>1998</b>						
Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup>	60 416	23 760	15 256	4 602	4 295	<b>108 329</b>
Résultat d'exploitation	3 635	929	840	398	175	<b>5 977</b>
Actif immobilisé d'exploitation	21 957	6 078	6 493	343	968	<b>35 839</b>
Effectifs moyens	40 598	14 192	7 329	5 164	2 407	<b>69 690</b>
<b>1997</b>						
Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup>	57 608	17 526	8 060	4 104	1 881	<b>89 179</b>
Résultat d'exploitation	2 813	642	365	382	95	<b>4 297</b>
Actif immobilisé d'exploitation	20 642	3 979	2 314	347	202	<b>27 484</b>
Effectifs moyens	40 943	9 899	3 088	4 923	648	<b>59 501</b>
<b>1996</b>						
Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup>	55 739	13 209	5 954	3 803	1 689	<b>80 394</b>
Résultat d'exploitation	2 320	468	255	372	125	<b>3 540</b>
Actif immobilisé d'exploitation	20 211	3 088	933	360	101	<b>24 693</b>
Effectifs moyens	40 505	8 548	2 868	4 805	515	<b>57 241</b>

(1) Les exportations de la France vers l'Afrique et les DOM-TOM s'élèvent à 2 565 millions de francs en 1998 contre 2 318 millions de francs en 1997 et 1 588 millions en 1996 et ont été éliminées dans la colonne "France".

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### 1 / RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

*Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1985 et du décret d'application du 17 février 1986 et selon les règles et principes du Plan Comptable Général.*

*Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités afin d'appliquer ces principes.*

#### 1.1. Consolidation

Les entreprises d'importance significative contrôlées de manière exclusive par le groupe Pinault-Printemps-Redoute sont intégrées globalement.

Toutefois, les entreprises exerçant une activité financière du pôle Crédit et Services Financiers, ou d'assurance, et contrôlées majoritairement sont consolidées par mise en équivalence en raison de la structure particulière de leurs comptes.

Les entreprises dans lesquelles le groupe Pinault-Printemps-Redoute exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont mises en équivalence.

Les participations répondant aux critères ci-dessus, mais qui ne présentent pas à leur date d'acquisition de caractère durable de détention, ne sont pas consolidées. Elles sont évaluées à leur prix de revient, diminué d'une dépréciation si nécessaire. Les participations dans lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence sont déconsolidées et les titres correspondants sont évalués au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie du périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les entreprises consolidées par intégration globale sont éliminés. Les résultats sur les opérations internes entre les sociétés contrôlées sont intégralement éliminés. Les résultats sur les opérations internes avec les participations mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage de participation du Groupe dans ces sociétés.

La consolidation est réalisée à partir des comptes (ou de situations intermédiaires) arrêtés au 31 décembre pour toutes les sociétés, à l'exception du groupe Brylane (société cotée qui clôture ses comptes à fin janvier) acquis en 1998 qui est consolidé sur 9 mois sur la base d'une situation arrêtée à fin octobre 1998.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

Afin de faciliter la comparaison, les informations par pôle d'activité sont présentées après retraitement de l'impact des sociétés sorties sur les exercices considérés, et les informations concernant les principales acquisitions sont mentionnées dans la Note 2.2.

#### 1.2. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en francs français comme suit :

- les postes du bilan sont convertis sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les postes du compte de résultat sont convertis sur la base du cours moyen de change de l'exercice,
- les écarts de conversion résultant de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours, ainsi que ceux provenant de la différence entre taux de change moyen et taux de change à la clôture, sont portés en "Écarts de conversion" inclus dans les capitaux propres consolidés,
- les écarts de conversion relatifs à des emprunts en devises couvrant un investissement en monnaie étrangère ou à des avances permanentes aux filiales sont portés en "Écarts de conversion" inclus dans les capitaux propres consolidés.

### 1.3. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant.

En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les gains de change latents résultant de ces conversions sont inclus en produits financiers.

### 1.4. Instruments financiers de change et de taux

Le Groupe utilise divers instruments financiers pour réduire son exposition aux risques de change et de taux. Il s'agit d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré négociés avec des contreparties de premier rang.

Ces instruments financiers sont comptabilisés comme suit :

#### a) Contrats de change à terme :

Les contrats de change à terme sont négociés afin de couvrir des transactions commerciales comptabilisées au bilan ou des opérations futures ayant un caractère d'engagement ferme.

Ils sont comptabilisés de façon symétrique aux éléments couverts.

#### b) Swaps de taux d'intérêts :

Les charges et les produits générés par les swaps de taux d'intérêt qui couvrent des éléments d'actif et de passif financiers sont comptabilisés de façon symétrique aux éléments couverts.

Les swaps de taux d'intérêt dont le caractère de couverture ne peut être démontré sont évalués à leur valeur de marché et font l'objet d'une provision pour risques en cas de moins-value latente ; les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

#### c) Autres instruments financiers :

La comptabilisation en résultat des produits et charges sur instruments financiers de couverture est symétrique à celle de l'instrument couvert.

Les instruments financiers de gré à gré qui ne répondent pas aux critères de couverture sont évalués à leur valeur de marché et font l'objet d'une provision pour risques en cas de moins-value latente.

Le montant nominal des contrats souscrits sur instruments financiers à terme ou optionnels figure dans les engagements hors bilan (Note 25). Les principes appliqués dans les sociétés financières sont résumés en Note 1.19.

### 1.5. Écarts d'acquisition

Lors de l'acquisition des titres d'une filiale consolidée, la totalité des éléments identifiables de l'actif acquis et du passif pris en charge est évaluée à sa valeur d'utilité pour le Groupe. Celui-ci dispose de l'année qui suit l'exercice de l'acquisition pour finaliser ces évaluations. Les intérêts minoritaires sont également évalués en fonction des justes valeurs de l'actif net identifiable de la filiale.

L'écart entre le prix d'acquisition des titres, y compris les frais accessoires, et la quote-part correspondante dans l'actif net identifiable à la date de la prise de participation est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique "Écarts d'acquisition" (Note 9).

Les écarts d'acquisition sont généralement amortis linéairement sur une période de 40 ans, sauf lorsque les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition motivent une durée inférieure.

### 1.6. Autres immobilisations incorporelles

Compte tenu des secteurs d'activité du Groupe, les marques, enseignes, parts de marché et fonds de commerce peuvent constituer une affectation significative des écarts de première consolidation résultant des prises de contrôle d'entreprises consolidées.

Dans ce cas, il s'agit d'éléments de notoriété reconnue, identifiables, dont il est possible de vérifier l'évolution de la valeur. Leur valeur immobilisée repose sur des rapports d'experts indépendants, faisant référence à des critères appropriés aux activités concernées et directement en relation avec leur chiffre d'affaires et leur rentabilité (Note 10).

Le Groupe assure le maintien de la valeur de ces éléments incorporels par les actions appropriées ; une provision pour dépréciation est comptabilisée dans les résultats si la valeur d'utilité d'un élément incorporel vient à décliner de façon durable.

Cette estimation fait l'objet d'une revue périodique selon des méthodes constantes.

Le Groupe s'assure également de la cohérence de ces éléments incorporels (écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles) en vérifiant que la valeur nette comptable, dans les comptes consolidés, de l'entité à laquelle ils se rapportent est inférieure à sa valeur d'utilité pour le Groupe. Celle-ci est déterminée selon les méthodes classiques multicritères : valeur de capitalisation boursière théorique, actualisation des flux futurs de liquidités et actif net réévalué (déduction faite des immobilisations incorporelles).

### 1.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe, à l'exclusion de toute charge financière capitalisée. Les effets des réévaluations d'actifs sont extournés à l'exception de ceux résultant de la réévaluation légale française de 1976.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location longue durée ne sont pas capitalisés. Les engagements y afférant sont présentés dans la Note 24.

Le mode d'amortissement principalement utilisé dans le Groupe est le mode linéaire. Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Constructions	20 à 40 ans
Agencements et aménagements des terrains et constructions	10 à 20 ans
Installations techniques et matériels	3 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 8 ans
Matériel et mobilier de bureau	7 à 10 ans

### 1.8. Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation des sociétés non consolidées et autres titres immobilisés figurant au bilan est constituée par leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe ; celle-ci est notamment déterminée en tenant compte de la quote-

part de situation nette détenue (éventuellement réévaluée), des perspectives de rentabilité et, pour les sociétés cotées, des cours de bourse lorsque ceux-ci sont significatifs (Note 13).

### 1.9. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition ; celui-ci est déterminé selon des règles adaptées aux métiers exercés :

- valorisation selon une méthode assimilable à celle du "premier entré, premier sorti" (FIFO) dans la majorité des entités du Groupe,
- valorisation au prix de vente après abattement correspondant à la marge et à la démarque (méthode définie par le guide des "Entreprises à commerces multiples") chez Printemps et Chadwick's (groupe Brylane).

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de remplacement ou de réalisation des stocks est inférieure à leur coût de revient et chaque fois qu'ils présentent des risques de non-écoulement à des conditions normales (Note 15).

### 1.10. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur prix d'acquisition ou leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. Dans le cas de titres cotés, cette valeur de marché est déterminée sur la base des cours de bourse à la date de clôture de l'exercice.

#### Obligations

Les obligations sont comptabilisées à leur date d'acquisition pour le montant nominal corrigé de la prime ou décote. Le montant des intérêts courus et non échus est enregistré dans la rubrique "Créances hors exploitation".

#### Sicav

Les actions de Sicav sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors droit d'entrée. Elles sont estimées à la clôture de l'exercice à leur valeur liquidative. Toutefois, les plus-values latentes ne sont pas constatées.

#### Titres de créances négociables

Ces titres (certificats de dépôts et bons des sociétés financières notamment) sont souscrits sur le marché primaire, ou acquis sur le marché secon-

daire. Dans ce cas, ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition sous déduction des intérêts courus à cette date.

Les intérêts précomptés sont inscrits en produits financiers *prorata temporis* au titre de l'exercice.

#### 1.11. Titres Pinault-Printemps-Redoute auto-détenus

Les actions de la société Pinault-Printemps-Redoute détenues par les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont inscrites :

- en valeurs mobilières de placement, à l'actif du bilan consolidé, lorsque ces titres auto-détenus sont, dès l'origine, affectés explicitement à l'attribution aux salariés ou destinés à régulariser les cours,

- en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés dans les autres cas.

Le traitement comptable du résultat de cession des actions auto-détenues résulte également de l'intention attribuée à leur détention. Seules les cessions de titres destinés aux salariés ou aux régularisations de cours sont portées dans le compte de résultat. Dans les autres cas, le résultat de cession ainsi que les effets d'impôts correspondants sont enregistrés dans les capitaux propres consolidés.

#### 1.12. Frais d'émission d'emprunts et d'augmentation de capital -

##### Primes de remboursement d'emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont comptabilisés en charges lors de l'émission. Les frais d'augmentation de capital et de fusion de la société Pinault-Printemps-Redoute sont prélevés sur les primes d'émission ou de fusion.

Les emprunts sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Les primes d'émission ou de remboursement éventuelles sont portées dans la rubrique du bilan correspondant à ces emprunts et amorties en mode financier (sur la durée de vie de l'emprunt). En cas d'emprunt obligataire convertible, l'enregistrement de la prime de remboursement est lié à la probabilité de conversion de l'emprunt.

#### 1.13. Imposition différée

Des impôts différés sont calculés sur les différences temporaires entre le résultat imposable et le résultat comptable selon la méthode du report variable.

Les soldes nets d'impositions différées sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans les périmètres d'intégration fiscale. Les actifs nets d'impôts différés ne sont comptabilisés que si la société ou l'ensemble intégré fiscalement a une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années ultérieures ; les actifs correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont inscrits au bilan qu'en cas de certitude quasi absolue d'imputation sur des bénéfices fiscaux futurs.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves des sociétés consolidées ou non.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels reconnus lors des acquisitions ne sont pas provisionnés lorsque leur cession n'est pas envisagée (Note 6).

#### 1.14. Provisions pour indemnités de fin de carrière et engagements assimilés

Les sociétés du Groupe participent, selon les lois et usages de chaque pays, à la constitution des retraites de leurs salariés.

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées. Pour les régimes à prestations définies, les droits acquis par le personnel présent à la clôture de l'exercice au titre des compléments et autres indemnités de retraite, non couverts par des fonds de pension ou d'assurance, font l'objet d'une provision.

Ces engagements font l'objet d'une évaluation actuarielle selon une méthode prospective. L'ensemble de la charge correspondant aux pensions restant à verser aux retraités et aux droits acquis par les salariés est déterminé sur la base des conventions ou accords en vigueur dans

chaque société. Pour les indemnités de départ en retraite, le calcul est effectué en linéarisant la charge sur la durée totale de la vie active du salarié dans le Groupe.

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, de projection des salaires et d'actualisation tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou filiale du Groupe. Les taux d'actualisation nets utilisés pour calculer la valeur des engagements futurs sont généralement compris entre 4 % et 4,5 % (Note 19). La charge future relative aux frais médicaux des personnels en retraite ou appelés à la prendre est couverte par des fonds d'assurance.

#### 1.15. Autres provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains (Note 20).

##### a) Provisions pour risques sur activités africaines

L'implantation du Groupe sur des zones géographiques à risques a pour corollaire une politique prudente en matière de provisions pour risques et charges, appliquée de façon constante.

Les comptes individuels des filiales africaines sont retraités au niveau consolidé de provisions statistiques complémentaires pour dépréciation des stocks et des comptes clients, enregistrées à l'actif du bilan en regard des comptes auxquels elles se rapportent.

Sont également couverts dans les comptes consolidés, en complément des provisions mentionnées ci-dessus :

- les risques monétaires : des provisions sont enregistrées à hauteur de 10 % des dettes financières (y compris les comptes courants intra-groupe) et en-cours fournisseurs libellés en devises étrangères des filiales consolidées par intégration globale de la zone franc CFA,
- le risque pays : une provision est constituée pour le compte des filiales africaines consolidées par intégration globale sur la base du total du bilan social de celles-ci ; le taux de provision est fixé à partir d'une estimation du risque propre à chaque pays :

- 5 % pour les pays à contraintes géographiques modérées,
- 7 % pour les pays à contraintes géographiques moyennes,
- 10 % pour les pays à contraintes géographiques fortes.

##### b) Provisions pour vérifications fiscales

Le montant des redressements notifiés (ou en cours de notification) par l'administration ne fait pas l'objet d'une provision si la société concernée estime que les points soulevés ne sont pas fondés et s'il existe une probabilité satisfaisante de faire valoir le bien-fondé de sa position dans le contentieux en cours l'opposant à l'administration.

La part des redressements qui ne fait pas l'objet d'un contentieux avec l'administration est enregistrée en dettes dès que le montant en est connu.

##### c) Autres provisions

Elles incluent notamment :

- le coût estimé des restructurations (coûts sociaux, fermetures d'exploitations, mises au rebut d'immobilisations, stocks et autres actifs...) enregistré dès la prise de décision des opérations concernées,
- les débours, estimés par les sociétés et leurs conseils, au titre de litiges, contentieux et actions de réclamations de la part de tiers,
- l'effet probable des garanties données par le Groupe lors de cessions d'immobilisations ou de filiales.

#### 1.16. Tableau des flux de trésorerie

Les dotations nettes aux provisions pour dépréciation des actifs circulants sont maintenues en déduction de la capacité d'autofinancement parce qu'elles ont la nature de charges décaissables.

#### 1.17. Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat consolidé incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement (Note 5).

### 1.18. Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Tous les titres donnant un droit illimité aux bénéfices sont pris en considération. Les actions de la société consolidante détenues par les sociétés consolidées sont exclues du nombre moyen pondéré d'actions en circulation. En revanche, les actions propres destinées aux salariés ou à des régularisations de cours et classées en valeurs mobilières de placement sont maintenues au dénominateur (Note 1.11.)

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments antidilutifs.

Lorsque les fonds correspondant à la création potentielle d'actions sont recueillis dès la date d'émission des instruments dilutifs (cas des obligations convertibles), le numérateur est égal au résultat net avant dilution augmenté des économies de frais financiers réalisées en cas de conversion, pour leur montant net d'impôt. Les frais financiers nets d'impôts supportés dans le cadre des financements des actions destinées aux salariés font également l'objet d'une correction au numérateur.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des bons de souscriptions et des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché – à la date de clôture de l'exercice ou au cours moyen du dernier mois s'il est jugé plus représentatif – et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte *prorata temporis* lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour de l'exercice pour les années suivantes.

### 1.19. Principes comptables applicables dans les sociétés du pôle Crédit et Services Financiers

Les comptes consolidés synthétiques du pôle Crédit et Services Financiers (sociétés financières mises en équivalence dans le groupe Pinault-Printemps-Redoute) sont présentés en Note 12.1. Les entreprises à caractère financier contrôlées de manière exclusive sont consolidées par intégration globale ; les sociétés d'assurance contrôlées sont consolidées par mise en équivalence.

Les contrats d'échange à terme de change et de taux sont comptabilisés conformément au règlement 90-15 modifié du Comité de la Régulation Bancaire et Financière (CRBF). Les charges et les produits sont inscrits au compte de résultat *prorata temporis* et font l'objet d'un enregistrement pour leur montant net. Les pertes latentes des contrats d'échange de taux d'intérêt classés en opération spéculative font l'objet d'une provision déterminée en fonction de la valeur de marché estimée à l'arrêté. Les pertes et gains latents des contrats classés en gestion globale du risque de taux ne sont pas comptabilisés.

Les opérations sur titres et les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées conformément au règlement CRBF 90-01 modifié et à l'instruction 94-07 de la Commission Bancaire. Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la clôture au prix du marché.

Les provisions pour dépréciation des comptes clients sont constituées en fonction de la perte estimée probable, sur base statistique. Un fonds pour risques bancaires généraux a été constitué conformément au règlement CRBF 90-02 en vue de faire face aux risques globaux de l'activité de crédit non individuellement identifiés.

## 2 / ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### 2.1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du groupe Pinault-Printemps-Redoute établis au 31 décembre 1998 regroupent les comptes des sociétés dont la liste est donnée en annexe.

## 2.2. Principales variations du périmètre de consolidation

Les principales acquisitions et cessions de sociétés de l'exercice 1998 sont décrites dans la partie "Faits marquants 1998" du rapport de gestion Groupe.

### Acquisitions

L'effet sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 1998 des principales acquisitions peut être résumé comme suit :

en millions de francs		Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Capitaux engagés*	Endettement financier net
Redcats	Brylane	6 654	446	4 032	2 169
Rexel	REC Australie	1 151	37	220	25
	REC Nouvelle-Zélande	266	11	83	42
	Ideal Australie	229	2	89	59
	Ideal Nouvelle-Zélande	196	21	76	(15)
	Turk Australie	183	15	57	94
	Gardiner UK	155	7	208	89
	Gernay				
	(achats minoritaires)	119	4	33	(5)
	Divers	68		3	
Fnac	Éveil & Jeux	186	15	(34)	(50)
Guilbert		6 510	503	2 912	292

\* Capitaux engagés = Actif immobilisé + Besoin en Fonds de Roulement.

### Cessions

L'impact global des sociétés cédées dans l'exercice sur les principaux éléments des comptes consolidés est présenté dans le tableau des informations par pôle d'activité.

### Autres opérations significatives ayant affecté le périmètre

Dans le pôle Grand Public, Conforama a procédé au cours de l'exercice à une restructuration juridique de son périmètre pour accompagner l'évolution de l'enseigne : Conforama SA a apporté l'exploitation des magasins France à une entité juridique qui a pris le nom de Conforama France, Conforama SA devenant une holding financière. Par ailleurs, la Sodépac (activité Centrale d'achats et logistique) a été absorbée en 1998 par Fnac SA.

Dans le pôle Crédit et Services Financiers, les sociétés Finédis et UCCM ont été fusionnées rétroactivement dans Finaref au 1<sup>er</sup> janvier 1998, suite aux rachats des participations minoritaires de la Sovac dans ces sociétés.

## 2.3. Comptes de résultat comparables pro forma

Afin de permettre une meilleure comparaison des comptes 1998 et 1997, des comptes de résultat pro forma ont été préparés selon les principes suivants :

- les sociétés cédées ou déconsolidées en 1998 ont été déconsolidées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997,
- les sociétés acquises ou consolidées par intégration globale pour la première fois en 1998 ont été intégrées sur 12 mois en 1998 ; les éléments du compte de résultat 1997 ont été également pris en compte,
- pour les filiales étrangères, les postes du compte de résultat de l'exercice 1997 ont été convertis au cours de change moyen de l'exercice 1998.

en millions de francs	1998 publié	1998 pro forma	1997 pro forma	1997 publié
<b>Chiffre d'affaires, net</b>	<b>108 329</b>	<b>112 055</b>	<b>105 914</b>	<b>89 179</b>
Coût d'achat des marchandises vendues	(71 019)	(73 143)	(69 320)	(59 916)
<b>Marge brute</b>	<b>37 310</b>	<b>38 912</b>	<b>36 594</b>	<b>29 263</b>
Charges de personnel	(14 430)	(14 876)	(14 068)	(11 985)
Autres produits et charges d'exploitation	(16 903)	(17 779)	(17 005)	(12 981)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5 977</b>	<b>6 257</b>	<b>5 521</b>	<b>4 297</b>
Amortissement des écarts d'acquisition	(451)	(486)	(477)	(261)

## 3 / RÉSULTAT D'EXPLOITATION

### 3.1. Charges de personnel

La décomposition des charges de personnel par enseigne est la suivante :

en millions de francs	1998	1997
Printemps	(1 024)	(1 009)
Conforama	(1 393)	(1 301)
Redcats	(3 654)	(2 720)
Fnac	(2 039)	(1 770)
<b>Distribution Grand Public</b>	<b>(8 110)</b>	<b>(6 800)</b>
Rexel	(3 718)	(3 239)
Pinault Bois & Matériaux	(878)	(710)
Guilbert	(1 127)	
<b>Distribution Professionnelle</b>	<b>(5 723)</b>	<b>(3 949)</b>
<b>Commerce International - CFAO</b>	<b>(526)</b>	<b>(491)</b>
<b>Holdings et divers</b>	<b>(69)</b>	<b>(60)</b>
<b>Sous-total</b>	<b>(14 428)</b>	<b>(11 300)</b>
Sociétés sorties	(2)	(685)
<b>Total</b>	<b>(14 430)</b>	<b>(11 985)</b>

Les charges de personnel comprennent 13 929 millions de francs en 1998 au titre du personnel propre au Groupe (11 641 millions de francs en 1997), le solde étant essentiellement constitué de charges de personnel externe au Groupe (intérimaires...).

### 3.2. Autres produits et charges d'exploitation

Ils se décomposent comme suit :

en millions de francs	1998	1997
Investissements commerciaux et publicitaires	(6 320)	(4 318)
Frais de fonctionnement	(10 059)	(8 117)
Coûts immobiliers <sup>(1)</sup>	(2 670)	(2 461)
Autres frais de fonctionnement	(7 389)	(5 656)
Produits et charges d'exploitation divers	(524)	(546)
<b>Total</b>	<b>(16 903)</b>	<b>(12 981)</b>

(1) Les coûts immobiliers comprennent des charges de loyers et de crédit-bail de 1 630 millions de francs en 1998 (1 487 millions en 1997).

En 1998, les "Autres produits et charges d'exploitation" comprennent les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles pour 1 400 millions de francs (1 168 millions en 1997).

## 4 / RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

en millions de francs	1998	1997
Frais financiers générés par l'endettement	(1 209)	(825)
Résultat financier sur actifs de trésorerie	123	74
Résultat financier sur immobilisations financières	47	50
Résultat financier sur opérations d'exploitation	624	539
<b>Total</b>	<b>(415)</b>	<b>(162)</b>

Le poste "Résultat financier sur opérations d'exploitation" inclut les escomptes fournisseurs pour paiement comptant pour 788 millions de francs en 1998 (764 millions en 1997).

Le poste "Résultat financier sur immobilisations financières" inclut les dividendes reçus des sociétés non consolidées pour 11 millions de francs en 1998 (16 millions en 1997).

## 5 / RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel s'analyse de la façon suivante :

en millions de francs	1998	1997
Éléments non récurrents		437
Cessions d'immobilisations opérationnelles	24	42
Cessions d'actifs financiers et opérations connexes	175	40
Coût des restructurations (1)	(207)	(138)
Coût des litiges et contentieux	(23)	(11)
Autres profits / (pertes) exceptionnels	(58)	(18)
<b>Total</b>	<b>(89)</b>	<b>352</b>

(1) Ils concernent notamment les pôles Distribution Grand Public pour 151 millions de francs (101 millions en 1997), Distribution Professionnelle pour 63.6 millions de francs (37 millions en 1997).

Le résultat exceptionnel du Groupe intègre en 1997, 437 millions de francs de profits nets liés à des opérations non récurrentes (plus-value de cession Prisunic de 693 millions partiellement compensée par la dotation immédiate de provisions à caractère exceptionnel, notamment la reconstitution des provisions pour risques africains, rendue nécessaire suite aux événements au Congo en 1997).

## 6 / IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

### 6.1. Analyse de la charge d'impôt

La charge d'impôt sur les bénéfices s'analyse comme suit :

en millions de francs	1998	1997
<b>Résultat avant impôt*</b>	<b>5 190</b>	<b>4 228</b>
Charge d'impôt courant	(1 432)	(1 370)
Impôt de distribution	(14)	(14)
(Charge) / Produit d'impôt différé	(153)	(38)
<b>Charge totale d'impôt</b>	<b>(1 599)</b>	<b>(1 422)</b>
<b>Taux effectif d'imposition</b>	<b>30,81 %</b>	<b>33,63 %</b>

\* Résultat net des sociétés intégrées augmenté de la charge d'impôt sur les bénéfices.

### 6.2. Rationalisation de la charge d'impôt

L'écart entre le taux normal d'imposition en France et le taux effectif d'imposition du Groupe s'analyse ainsi :

en % du résultat avant impôt	1998	1997
<b>Taux d'impôt en France</b>	<b>33,33</b>	<b>33,33</b>
Contribution exceptionnelle de 10 % et 15 %	5,07	5,18
Effet des différences permanentes et des éléments taxés à taux réduits	0,04	-2,80
Effet des différences temporaires non comptabilisées	0,83	1,06
Effet de l'imposition des filiales étrangères	-2,02	0,55
Création/(utilisation) de reports fiscaux déficitaires nette de l'effet des intégrations fiscales	-6,44	-3,69
<b>Taux effectif d'imposition</b>	<b>30,81</b>	<b>33,63</b>

En France, le Groupe a opté pour l'intégration fiscale au sein de trois entités : Pinault-Printemps-Redoute SA (85 sociétés), CFAO SA (18 sociétés) et Rexel SA (46 sociétés).

### 6.3. Déficit fiscal reportable

La variation des déficits fiscaux reportables, non enregistrés en impôts différés actifs, peut être résumée de la façon suivante :

en millions de francs	1998	1997
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>2 873</b>	<b>3 157</b>
Déficits créés au titre de l'exercice	367	125
Déficits imputés sur l'exercice	(451)	(582)
Déficits prescrits dans l'exercice		(40)
Variations de périmètre et de change	240	213
<b>Au 31 décembre</b>	<b>3 029</b>	<b>2 873</b>

Au 31 décembre 1998, les économies d'impôt potentielles liées à ces déficits sont reportables selon l'échéancier suivant :

en millions de francs	1998	1997
<b>Déficits reportables avec une échéance :</b>		
À moins de cinq ans	439	519
À plus de cinq ans	255	229
<b>Sous-total</b>	<b>694</b>	<b>748</b>
<b>Déficits indéfiniment reportables</b>	<b>283</b>	<b>218</b>
<b>Total</b>	<b>977</b>	<b>966</b>

## 7 / RÉSULTAT NET PART DU GROUPE ET RÉSULTAT PAR ACTION

### 7.1. Résultat net - Part du Groupe

Le résultat net - Part du Groupe, avant amortissement des écarts d'acquisition, est de 3 712 millions de francs en 1998 contre 2 871 millions de francs en 1997 avant éléments exceptionnels non récurrents.

### 7.2. Calcul du nombre d'actions retenues (après division du nominal par 5)

en actions	1998	1997
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	117 423 840	112 040 690
<b>Total avant dilution</b>	<b>117 423 840</b>	<b>112 040 690</b>
Nombre moyen pondéré d'équivalents actions résultant des options de souscription	542 569	632 630
<b>Total après dilution</b>	<b>117 966 409</b>	<b>112 673 320</b>

Pour le calcul des équivalents actions au 31 décembre 1998, c'est le cours à la clôture de l'exercice (1 068 francs) qui a été utilisé comme au 31 décembre 1997 (le cours était de 642,2 francs après division du nominal par 5).

### 7.3. Calcul du résultat net corrigé

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997*
<b>Avant correction</b>	<b>3 331</b>	<b>2 630</b>
Correction des frais financiers nets d'impôts sur financement des actions destinées aux salariés	4	-
<b>Après correction</b>	<b>3 335</b>	<b>2 630</b>

\* Avant éléments non récurrents 1997.

Le résultat dilué net par action s'élève à 28,27 francs contre 23,34 francs en 1997 hors éléments exceptionnels 1997 non récurrents, soit une progression de 21,1 %.

## 8 / TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

### 8.1. Capacité d'autofinancement

Elle se décompose comme suit :

en millions de francs	1998	1997
Capacité d'autofinancement d'exploitation	7 192	5 329
Autres éléments	(1 971)	(1 384)
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>5 221</b>	<b>3 945</b>

### 8.2. Variation du Besoin en Fonds de Roulement

Cette variation s'analyse de la façon suivante :

en millions de francs	1998	1997
Variation du BFR d'exploitation	868	(1 374)
Variation du BFR hors exploitation	(690)	446
<b>Total</b>	<b>178</b>	<b>(928)</b>

### 8.3. Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les investissements opérationnels nets s'analysent par enseigne comme suit :

en millions de francs	1998	1997
Printemps	(211)	(260)
Conforama	(312)	(158)
Redcats	(426)	(279)
Fnac	(623)	(427)
<b>Distribution Grand Public</b>	<b>(1 572)</b>	<b>(1 124)</b>
Rexel	(340)	(259)
Pinault Bois & Matériaux	(93)	(54)
Guilbert	(203)	
<b>Distribution Professionnelle</b>	<b>(636)</b>	<b>(313)</b>
<b>Commerce International - CFAO</b>	<b>(58)</b>	<b>(55)</b>
<b>Holdings et divers</b>	<b>(6)</b>	<b>(45)</b>
<b>Sous-total</b>	<b>(2 272)</b>	<b>(1 537)</b>
Sociétés sorties	-	(110)
<b>Total</b>	<b>(2 272)</b>	<b>(1 647)</b>

### 8.4. Investissement financier net

L'investissement financier net se compose des éléments suivants :

en millions de francs	1998	1997
Acquisitions de titres de participation	(6 338)	(4 952)
Trésorerie acquise	660	923
Cessions de titres de participation	275	1 602
Trésorerie cédée	(6)	(134)
<b>Sous-total</b>	<b>(5 409)</b>	<b>(2 561)</b>
Flux net sur autres immobilisations financières	(152)	(10)
Décalage de trésorerie	256	(68)
<b>Total</b>	<b>(5 305)</b>	<b>(2 639)</b>

### 8.5. Augmentations du capital

Les flux de trésorerie sur augmentations de capital s'analysent de la façon suivante :

en millions de francs	1998	1997
Augmentations de capital de Pinault-Printemps-Redoute <sup>(1)</sup>	(8)	21
Augmentations de capital des filiales non suivies par la maison mère	67	204
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>225</b>

(1) Après imputation sur la prime des frais d'acquisition des titres Guilbert financés par émission de titres Pinault-Printemps-Redoute.

## 9 / ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition se décomposent comme suit :

en millions de francs			31.12.1998	31.12.1997
	Brut	Amortissement	Net	Net
<b>Distribution Grand Public</b>				
Printemps	245	(45)	200	207
Conforama	1 100	(194)	906	933
Redcats	5 586	(470)	5 116	1 398
Fnac	2 800	(273)	2 527	2 537
<b>Crédit et Services Financiers</b>	<b>160</b>	<b>(28)</b>	<b>132</b>	<b>136</b>
<b>Distribution Professionnelle</b>				
Rexel	4 767	(330)	4 437	3 666
Pinault Bois & Matériaux	436	(96)	340	341
Guilbert	2 391	(227)	2 164	
<b>Commerce International</b>	<b>565</b>	<b>(158)</b>	<b>407</b>	<b>437</b>
<b>Total</b>	<b>18 050</b>	<b>(1 821)</b>	<b>16 229</b>	<b>9 655</b>

Les principales variations s'analysent de la façon suivante (en millions de francs) :

<b>Valeur nette au 31 décembre 1997</b>		<b>9 655</b>
Augmentations		
PPR : Guilbert		2 228
Rexel : Gardiner		194
Rexel : REC Australie		238
Rexel : Turk Australie		167
Rexel : Ideal Nouvelle-Zélande		97
Redcats : Brylane		3 875
Autres		372
Écart de conversion		(138)
Dotations aux amortissements (hors reprises d'écarts d'acquisition négatifs)		(459)
<b>Valeur nette au 31 décembre 1998</b>		<b>16 229</b>

Les écarts d'acquisitions dégagés sur les filiales acquises durant l'exercice 1998 sont en instance d'affectation à la clôture de l'exercice.

L'écart d'acquisition dégagé sur la quote-part de Guilbert financée au moyen d'émission d'actions Pinault-Printemps-Redoute a fait l'objet d'une imputation sur la prime d'émission à hauteur de 2 664 millions de francs. La charge d'amortissement théorique (sur 40 ans) afférente à cet écart d'acquisition est de 66,6 millions de francs.

### 10 / AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles s'analysent de la façon suivante :

en millions de francs	Amortissement		31.12.1998	31.12.1997
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Enseignes et parts de marché	9 670	(133)	9 537	9 607
Fonds de commerce et droit au bail	1 366	(76)	1 290	1 144
Autres immobilisations incorporelles	1 072	(526)	546	313
<b>Total</b>	<b>12 108</b>	<b>(735)</b>	<b>11 373</b>	<b>11 064</b>

Elles se décomposent comme suit :

en millions de francs	1998	1997
<b>Pôle Grand Public</b>		
Printemps	1 157	1 144
Conforama	3 125	3 120
Redcats	3 904	3 788
Fnac	273	182
<b>Pôle Professionnel</b>		
Rexel	2 655	2 657
Pinault Bois & Matériaux	36	35
Guilbert	87	
<b>Commerce International</b>	<b>130</b>	<b>131</b>
<b>Holdings</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
<b>Total</b>	<b>11 373</b>	<b>11 064</b>

### 11 / IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

en millions de francs	Terrains et constructions	Matériels et installations	Autres	Total
<b>Valeurs brutes</b>				
<b>31 décembre 1997</b>	<b>5 247</b>	<b>8 237</b>	<b>2 137</b>	<b>15 621</b>
Acquisitions	187	1 126	735	2 048
Sorties	(120)	(436)	(137)	(693)
Écarts de conversion	(77)	(82)	(51)	(210)
Variations de périmètre	538	791	213	1 542
Reclassifications	223	167	(390)	0
<b>31 décembre 1998</b>	<b>5 998</b>	<b>9 803</b>	<b>2 507</b>	<b>18 308</b>
<b>Amortissements et provisions</b>				
<b>31 décembre 1997</b>	<b>(2 264)</b>	<b>(5 233)</b>	<b>(1 359)</b>	<b>(8 856)</b>
Dotations	(200)	(899)	(235)	(1 334)
Reprises sur cessions	60	438	128	626
Écarts de conversion	20	51	24	95
Variations de périmètre	(107)	(391)	(104)	(602)
Reclassifications	(49)	24	25	0
<b>31 décembre 1998</b>	<b>(2 540)</b>	<b>(6 010)</b>	<b>(1 521)</b>	<b>(10 071)</b>
<b>Valeurs nettes</b>				
<b>31 décembre 1997</b>	<b>2 983</b>	<b>3 004</b>	<b>778</b>	<b>6 765</b>
<b>31 décembre 1998</b>	<b>3 458</b>	<b>3 793</b>	<b>986</b>	<b>8 237</b>

Le poste "Matériels et installations" inclut notamment le montant du parc de matériels donnés en location pour une valeur brute de 424 millions de francs et des amortissements de 138 millions de francs en 1998 (valeur nette de 214 millions en 1997).

Les variations de périmètre s'expliquent essentiellement par les acquisitions de l'exercice.

### 12 / TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

La part du Groupe dans la situation nette et le résultat des sociétés consolidées par mise en équivalence, après ajustements de consolidation, est présentée ci-après :

en millions de francs	31.12.1998		31.12.1997	
	Réserves	Résultat	Total	Total
<b>Pôle Crédit et Services Financiers</b>				
<b>31 décembre 1997</b>	<b>2 396</b>	<b>785</b>	<b>3 181</b>	<b>2 427</b>
Sodice	83	14	97	86
Autres (inférieurs à 50 MF)	118	32	150	154
<b>Total</b>	<b>2 597</b>	<b>831</b>	<b>3 428</b>	<b>2 667</b>

Le montant des écarts d'acquisition nets inclus dans les titres mis en équivalence du pôle Crédit et Services Financiers s'élève à 1 114 millions de francs au 31 décembre 1998.

### 12.1. Comptes consolidés simplifiés du Pôle Crédit et Services Financiers

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
<b>Compte de résultat</b>		
Produit net bancaire	3 522	2 757
Résultat brut d'exploitation	2 371	1 838
Dotations nettes aux provisions	(957)	(728)
Résultat net de l'ensemble consolidé	855	722
Résultat net - Part du Groupe	785	629
<b>Bilan</b>		
Crédits à la clientèle	28 890	25 131
Autres créances	1 340	1 407
Actifs immobilisés	1 630	1 547
<b>Total de l'actif</b>	<b>31 860</b>	<b>28 085</b>
Opérations de trésorerie et interbancaires	21 917	20 419
Autres dettes	5 240	3 955
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	250	250
Dettes subordonnées	924	667
Capitaux propres consolidés :		
Part du Groupe	3 181	2 427
Intérêts minoritaires	348	367
<b>Total du passif</b>	<b>31 860</b>	<b>28 085</b>

Le compte de résultat 1997 intègre 6 mois de l'activité financière du groupe Ellos consolidé à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle s'élèvent à 47,4 milliards de francs au 31 décembre 1998 (42,4 milliards au 31 décembre 1997). Les opérations de couverture sur instruments financiers sont décrites dans la Note 25.1.

### 12.2. Opérations réalisées par le Groupe avec les sociétés mises en équivalence

Les opérations les plus significatives sont les suivantes :

- opérations commerciales : le chiffre d'affaires réalisé par la SFCE, centrale d'achat de la CFAO, avec CFAO Nigeria et les sociétés malgaches de distribution automobile, participations mises en

équivalence, s'est élevé à 163 millions de francs en 1998 (173 millions en 1997). Le chiffre d'affaires réalisé par Continental Pharmaceutique avec ses sociétés mises en équivalence s'élève à 147 millions de francs (108 millions en 1997).

- opérations financières : les sociétés de crédit et services financiers, dont le rôle exclusif est la distribution de crédit et de services aux clients des enseignes du Groupe, participent au développement commercial des sociétés exploitantes sans intervenir dans le financement de celles-ci.

## 13 / TITRES DE PARTICIPATION

Ils s'analysent de la façon suivante :

en millions de francs	31.12.1998		31.12.1997	
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
(1) Titres de participation dans des sociétés non consolidées détenues à plus de 50 %	598	(293)	305	43
non consolidées détenues de 20 à 50 %	72	(62)	10	14
(2) Autres titres immobilisés et participations non consolidés détenus à moins de 20 %	428	(231)	197	304
<b>Total</b>	<b>1 098</b>	<b>(586)</b>	<b>512</b>	<b>361</b>

(1) Il s'agit soit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité du Groupe dans le cadre de relations durables avec les sociétés émettrices, mais qui ne présentent pas une importance significative pour le Groupe, soit de titres qui ne présentent pas un caractère durable de détention, soit des titres acquis fin 1998 (Atica Shopping Cultural au Brésil et Brico Hogar en Espagne) qui seront consolidés en 1999.

(2) Ils incluent notamment, pour 100 millions de francs, aux 31 décembre 1998 et 1997, de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée émis par Finaref, filiale consolidée par mise en équivalence.

## 14 / AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Elles s'analysent de la façon suivante :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Prêts et créances rattachées à des participations	525	152
Autres <sup>(1)</sup>	158	149
<b>Total</b>	<b>683</b>	<b>301</b>

(1) Essentiellement constitués de dépôts de garantie.

## 15 / STOCKS ET EN-COURS

Ils s'analysent de la façon suivante :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Stocks commerciaux	17 268	14 026
Stocks industriels	283	255
<b>Valeur brute</b>	<b>17 551</b>	<b>14 281</b>
Provision pour dépréciation	(1 141)	(880)
<b>Total</b>	<b>16 410</b>	<b>13 401</b>

## 16 / CRÉANCES D'EXPLOITATION ET HORS EXPLOITATION

Ces postes s'analysent de la façon suivante :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Créances clients et comptes rattachés - Brut	12 420	10 896
Autres créances d'exploitation - Brut	5 622	4 569
Provision pour dépréciation	(1 125)	(1 093)
<b>Créances d'exploitation</b>	<b>16 917</b>	<b>14 372</b>
Créances sur cessions d'actifs immobilisés - Brut	302	1 025
Créances diverses - Brut	2 813	2 097
Impôt différé actif	396	293
Provision pour dépréciation	(265)	(333)
<b>Créances hors exploitation</b>	<b>3 246</b>	<b>3 082</b>
<b>Total</b>	<b>20 163</b>	<b>17 454</b>

Au 31 décembre 1998, le poste "Créances diverses" inclut une créance de 898 millions de francs (945 millions au 31 décembre 1997) sur la société Empire Finance Ltd (filiale consolidée par mise en équivalence).

## 17 / TRÉSORERIE

Ces postes s'analysent de la façon suivante :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Obligations		102
Titres de créances négociables	1 052	491
Sicav et Fonds communs de placement	130	120
Actions et assimilées <sup>(1)</sup>	467	7
Provision pour dépréciation	(5)	(36)
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>1 644</b>	<b>684</b>
Dépôts à court terme	3 700	4 986
Autres disponibilités	346	339
<b>Disponibilités</b>	<b>4 046</b>	<b>5 325</b>
<b>Trésorerie débitrice</b>	<b>5 690</b>	<b>6 009</b>

Le montant des valeurs mobilières de placement inscrites au bilan peut être considéré comme la valeur de marché la plus représentative.

(1) Les titres Pinault-Printemps-Redoute auto-détenus et destinés aux salariés figurent dans cette rubrique pour 377 millions de francs représentant 400 000 actions au 31 décembre 1998.

## 18 / CAPITAUX PROPRES

### 18.1. Capitaux propres Groupe

Les informations concernant la composition et l'évolution du capital de Pinault-Printemps-Redoute sont désormais intégrées dans la partie "Renseignements divers" du rapport annuel.

Le montant des écarts de conversion figurant en capitaux propres part du Groupe pour les filiales étrangères de la zone Euro est de - 72,3 millions de francs au 31 décembre 1998.

### 18.2. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées par intégration globale se décomposent comme suit :

en millions de francs	Capitaux propres*	31.12.1998		31.12.1997
		Résultat	Total	Total
Groupe Rexel	1 826	264	2 090	1 964
Groupe Guilbert	833	184	1 017	
Groupe CFAO	318	109	427	349
Groupe Redcats	424	78	502	
Autres	40	5	45	42
<b>Total</b>	<b>3 441</b>	<b>640</b>	<b>4 081</b>	<b>2 355</b>

\* Y compris les écarts de conversion afférents aux intérêts minoritaires.

Les principales variations de périmètre, mises en évidence dans l'analyse de la variation des capitaux propres consolidés résultent de l'acquisition des titres Brylane et Guilbert réalisée en 1998.

## 19 / PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILÉS

La situation en matière d'engagements de retraite et de prévoyance ou d'indemnités de fin de carrière est la suivante :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Engagements du Groupe en matière d'indemnités de départ à la retraite	1 116	786
Valeur des fonds d'assurance	(568)	(256)
<b>Total</b>	<b>548</b>	<b>530</b>

## 20 / AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Elles se décomposent comme suit :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Provisions pour risques sur activités africaines	385	313
Provisions pour restructurations	989	695
Provisions pour litiges et contentieux	772	690
Autres provisions	541	387
<b>Total</b>	<b>2 687</b>	<b>2 085</b>

Les principales variations s'analysent de la façon suivante (en millions de francs) :

<b>Solde au 31 décembre 1997</b>	<b>2 085</b>
Écart de conversion	(17)
Variations de périmètre	604
Dotations nettes aux provisions	15
<b>Solde au 31 décembre 1998</b>	<b>2 687</b>

## 21 / DETTES FINANCIÈRES

### 21.1. Analyse par catégorie de dettes

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Emprunts obligataires convertibles	1 048	385
Autres emprunts obligataires	4 297	719
Lignes de crédit confirmées	3 974	4 751
Utilisation de lignes de crédit non confirmées	3 183	3 016
Autres emprunts auprès des établissements de crédit	4 756	2 917
Découverts bancaires et avances en devises	2 763	3 152
<b>Dettes bancaires et assimilées</b>	<b>20 021</b>	<b>14 940</b>
Billets de trésorerie	5 132	4 384
Participation des salariés	518	458
Dettes financières diverses	235	93
<b>Total</b>	<b>25 906</b>	<b>19 875</b>

La variation des dettes financières résulte à hauteur de 3,4 milliards de francs des variations de périmètre.

Au 31 décembre 1998, les dettes financières sont garanties par des sûretés réelles à hauteur de 835 millions de francs (674 millions au 31 décembre 1997).

### 21.2. Analyse par échéance de remboursement

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
1998		12 703
1999	13 720	1 062
2000	765	402
2001	834	1 410
2002	2 351	4 060
2003 et au-delà	8 236	238
<b>Total</b>	<b>25 906</b>	<b>19 875</b>

*N.B. - Les tirages à court terme sur des lignes adossées à des crédits confirmés à plus d'un an sont classés dans les échéances à plus d'un an.*

### 21.3. Analyse par devise de remboursement

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Euro	20 508	17 086
Dollar américain	2 576	468
Livre Sterling	1 373	200
Franc CFA	458	393
Couronne suédoise	392	1 479
Autres devises	599	249
<b>Total</b>	<b>25 906</b>	<b>19 875</b>

Ces informations tiennent compte des opérations de couverture en cours (voir Note 25).

**21.4. Analyse par taux d'intérêt**

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Endettement financier moyen à taux fixe	5 229	4 807
Endettement financier moyen à taux variable	16 924	9 963
<b>Endettement financier moyen</b>	<b>22 153</b>	<b>14 770</b>
Taux d'intérêt moyen - fixe	5,1 %	6,7 %
Taux d'intérêt moyen - variable	4,5 %	3,9 %
<b>Taux d'intérêt moyen de l'exercice</b>	<b>4,6 %</b>	<b>4,9 %</b>

Ces données correspondent aux encours moyens de l'endettement financier et aux taux moyens de financement sur l'exercice concerné.

Les données sur les taux d'intérêt tiennent compte des opérations de couverture en cours (voir Note 25).

**21.5. Caractéristiques des principaux emprunts obligataires**

Les caractéristiques des principaux emprunts obligataires peuvent être résumées ainsi :

**• Emprunt obligataire indexé émis le 30 janvier 1998 (Pinault-Printemps-Redoute SA) :**

*Prix d'émission* : 700 000 000 francs représentés par 70 000 obligations de 10 000 francs nominal.

*Intérêt annuel* : zéro coupon.

*Durée totale de l'emprunt* : 7 ans.

*Remboursement* : le 31 janvier 2005 à un prix de remboursement qui ne pourra en aucun cas être inférieur à 100 % ni supérieur à 228 % de la valeur nominale de l'obligation. Le prix de remboursement compris entre ces deux bornes découle d'une formule d'indexation sur le taux de croissance du titre Pinault-Printemps-Redoute SA.

*Taux de rendement actuariel brut* : entre 0 % et 12,5 % selon le cours de l'action Pinault-Printemps-Redoute SA.

*Solde au 31 décembre 1998* : 700 000 000 francs.

Cet emprunt a fait simultanément l'objet d'un swap contre PIBOR 3 mois, pour sa totalité.

**• Emprunt obligataire émis le 27 mai 1998 (Pinault-Printemps-Redoute SA) :**

*Prix d'émission* : 2 000 000 000 francs représentés par 400 000 obligations de 5 000 francs nominal.

*Intérêt annuel* : 5,20 %.

*Durée totale de l'emprunt* : 7 ans.

*Remboursement* : en totalité le 27 mai 2005.

*Taux de rendement actuariel brut* : 4,99 %.

*Solde au 31 décembre 1998* : 2 000 000 000 francs.

Cet emprunt a fait simultanément l'objet d'un swap contre PIBOR 3 mois, pour sa totalité.

**• Emprunt obligataire convertible émis le 3 décembre 1997 (Rexel SA) :**

*Prix d'émission* : 1 357 942 550 francs représentés par 662 411 obligations de 2 050 francs nominal.

*Intérêt annuel* : zéro coupon.

*Durée totale de l'emprunt* : 4 ans et 13 jours.

*Conversion des obligations en actions* : la conversion est possible à tout moment pendant la durée de l'emprunt à raison de 4 actions pour 1 obligation depuis le 6 juillet 1998.

*Amortissement normal* : amortissement en totalité le 1<sup>er</sup> janvier 2002 par remboursement de 2 401,83 francs par obligation.

*Taux de rendement actuariel brut en cas d'absence de conversion* : 4 %.

*Solde au 31 décembre 1998* : 373 853 150 francs.

**• Emprunt obligataire indexé émis le 11 mai 1998 (Rexel SA) :**

*Prix d'émission* : 300 000 000 francs représentés par 300 000 obligations de 1 000 francs nominal.

*Intérêt annuel* : zéro coupon.

*Durée totale de l'emprunt* : 10 ans.

*Remboursement* : le 11 mai 2008 à un prix de remboursement qui ne pourra en aucun cas être inférieur à 121,9 % ni supérieur à 260 % de la valeur nominale de l'obligation ; le prix de remboursement compris entre ces deux bornes découle d'une formule d'indexation sur le taux de croissance du titre Rexel.

*Taux de rendement actuariel brut* : entre 2 % et 10,03 % selon le cours de l'action Rexel.

*Solde au 31 décembre 1998* : 300 000 000 francs.

Cet emprunt a fait simultanément l'objet d'un swap contre PIBOR 3 mois pour sa totalité.

**• Emprunt obligataire émis le 15 juillet 1998 (Rexel SA) :**

*Prix d'émission* : 1 200 000 000 francs représentés par 240 000 obligations de 5 000 francs nominal.

*Intérêt annuel* : 4,80 %.

*Durée totale de l'emprunt* : 6 ans.

*Remboursement* : en totalité au pair le 3 août 2004.

*Taux de rendement actuariel brut* : 4,62 %.

*Solde au 31 décembre 1998* : 1 200 000 000 francs.

Cet emprunt a fait simultanément l'objet d'un swap contre PIBOR 3 mois, à hauteur de 800 000 000 francs.

• **Emprunt obligataire convertible émis le 28 mai 1996 (Guilbert SA) :**

*Prix d'émission* : 855 839 760 francs représentés par 935 344 obligations émises au prix de 915 francs, dont un emprunt de 77 775 000 francs ont été émis en janvier 1997 représentés par 85 000 obligations assimilables aux obligations anciennes émises le 28 mai 1996.

*Intérêt annuel* : 3,50 %.

*Durée totale de l'emprunt* : 7 ans, 6 mois et 20 jours.

*Conversion des obligations en actions* : à tout moment à dater du 11 juin 1996, à raison de 1 action pour 1 obligation.

*Amortissement normal* : amortissement en totalité le 1<sup>er</sup> janvier 2004 par remboursement au prix de 1 081 francs par obligation.

*Taux de rendement actuariel brut en cas d'absence de conversion* : 5,50 %.

*Solde au 31 décembre 1998* : 855 834 270 francs.

Cet emprunt a fait l'objet d'un swap le 17 septembre 1997 contre PIBOR 3 mois, pour un montant de 850 000 000 francs.

**21.6. Principaux emprunts à long et moyen terme et lignes de crédit confirmées**

a) **Détail des principaux emprunts à long et moyen terme**

Le Groupe dispose :

- d'un emprunt de 202 millions de francs, mis en place en décembre 1996, à échéance 2 décembre 2001, à taux fixe et simultanément swapé à taux variable contre PIBOR 3 mois.
- d'un emprunt de 100 millions de francs, mis en place le 27 mars 1997, à échéance 27 mars 2002, à taux fixe et simultanément swapé à taux variable contre PIBOR 3 mois.
- d'un emprunt syndiqué de 222 millions de francs, mis en place le 16 juin 1998, à échéances échelonnées du 16 juin 2003 au 16 juin 2006, à taux fixe et simultanément swapé à taux variable contre PIBOR 3 mois.

- de deux emprunts syndiqués d'un montant total de 545 millions de francs, mis en place respectivement le 1<sup>er</sup> décembre 1998 pour 445 millions de francs à échéance du 1<sup>er</sup> décembre 2006, et le 15 septembre 1998 pour 100 millions de francs à échéance du 15 septembre 2006. Ces deux emprunts émis à taux fixe ont été simultanément swapés à taux variable contre PIBOR 3 mois.

- d'un emprunt à long terme ("senior dette") contracté en avril 1991 par Rexel Inc., d'un montant global de 50 millions de dollars des États-Unis, remboursable sur 7 ans à partir du 15 mars 1995, au taux d'intérêt annuel de 9,78 % payable semestriellement, soit un solde de 21,4 millions de dollars au 31 décembre 1998.

b) **Lignes de crédit confirmées à disposition du Groupe**

Le Groupe, hors pôle Crédit et Services Financiers, dispose au 31 décembre 1998 de 13 384 millions de francs de lignes de crédit confirmées contre 12 984 millions de francs au 31 décembre 1997.

- Le solde des lignes de crédit confirmées non utilisées au 31 décembre 1998 s'élève à 7 224 millions de francs contre 8 233 millions de francs au 31 décembre 1997.

- Certaines lignes de crédit sont assorties de "covenants" dont les termes sont habituels, tous ces covenants sont respectés au 31 décembre 1998.

c) **Répartition des lignes de crédits confirmées**

- Pinault-Printemps-Redoute et PPR Finance : 8 803 millions de francs, dont 6 800 millions de francs à plus d'un an et dont la durée de vie moyenne est de 3,5 ans.

- Rexel : 1 162 millions de francs en totalité à plus d'un an, avec une durée de vie moyenne de 2,2 ans. Ces lignes sont réparties entre Rexel SA (600 millions de francs) et Rexel Inc. (562 millions de francs).

- Ellos group : 609 millions de francs à plus d'un an et dont la durée de vie moyenne est de 3,9 ans.

- Brylane : 2 810 millions de francs à plus d'un an et dont la durée de vie moyenne est de 5 ans.

## 22 / DETTES D'EXPLOITATION ET HORS EXPLOITATION

Elles s'analysent de la façon suivante :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 297	14 575
Avances et acomptes reçus	890	1 147
Autres dettes d'exploitation	7 460	6 209
<b>Dettes d'exploitation</b>	<b>26 647</b>	<b>21 931</b>
Dettes sur immobilisations	766	1 280
Dettes diverses hors exploitation	1 428	1 680
Impôt différé passif	421	352
<b>Dettes hors exploitation</b>	<b>2 615</b>	<b>3 312</b>
<b>Total</b>	<b>29 262</b>	<b>25 243</b>

Les autres dettes d'exploitation comprennent un montant de 356 millions de francs correspondant aux provisions pour garanties données aux clients, pour retour et colis à traiter.

## 23 / EFFECTIF ET RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

### 23.1. Effectifs par enseigne

L'effectif moyen du Groupe, en équivalent temps plein, se décompose par enseigne de la façon suivante :

	1998	1997
Printemps	4 639	4 718
Conforama	6 163	5 978
Redcats	18 565	13 542
Fnac	9 185	8 014
<b>Distribution Grand Public</b>	<b>38 552</b>	<b>32 252</b>
Rexel	16 298	14 087
Pinault Bois & Matériaux	4 710	3 869
Guilbert	4 841	
<b>Distribution Professionnelle</b>	<b>25 849</b>	<b>17 956</b>
<b>Commerce International - CFAO</b>	<b>5 194</b>	<b>5 114</b>
<b>Holdings et divers</b>	<b>87</b>	<b>72</b>
<b>Sous-total</b>	<b>69 682</b>	<b>55 394</b>
Sociétés sorties	8	4 107
<b>Total consolidé</b>	<b>69 690</b>	<b>59 501</b>
<b>Pôle Crédit et Services Financiers</b>	<b>882</b>	<b>787</b>
<b>Total Groupe</b>	<b>70 572</b>	<b>60 288</b>

L'effectif moyen du pôle Crédit et Services Financiers intègre en 1997 et 1998 les effectifs de l'ensemble des sociétés du pôle quelle que soit leur méthode de consolidation.

Les effectifs moyens des sociétés acquises dans l'exercice sont retenus sur la période de consolidation de l'exercice 1998.

L'effectif inscrit du Groupe au 31 décembre 1998 par enseigne est le suivant :

	1998	1997
Printemps	5 776	5 647
Conforama	7 255	6 902
Redcats	22 894	15 660
Fnac	11 461	10 263
<b>Distribution Grand Public</b>	<b>47 386</b>	<b>38 472</b>
Rexel	17 221	14 591
Pinault Bois & Matériaux	4 992	5 073
Guilbert	5 289	
<b>Distribution Professionnelle</b>	<b>27 502</b>	<b>19 664</b>
<b>Commerce International - CFAO</b>	<b>5 144</b>	<b>5 086</b>
<b>Holdings et divers</b>	<b>97</b>	<b>79</b>
<b>Total consolidé</b>	<b>80 129</b>	<b>63 301</b>
<b>Pôle Crédit et Services Financiers</b>	<b>944</b>	<b>834</b>
<b>Total Groupe</b>	<b>81 073</b>	<b>64 135</b>

### 23.2. Rémunération des organes de direction

Les rémunérations et avantages en nature alloués au titre de l'exercice 1998 aux membres du Directoire de la société Pinault-Printemps-Redoute, à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées, s'élèvent à 20,2 millions de francs (17,4 millions de francs en 1997).

Les rémunérations et avantages en nature alloués aux membres du Conseil de Surveillance de la société Pinault-Printemps-Redoute au titre de l'exercice 1998 s'élèvent à 6 millions de francs (5,4 millions de francs pour l'exercice 1997).

## 24 / ENGAGEMENTS DE LOCATION ET CRÉDIT-BAIL

### 24.1. Informations relatives aux contrats de crédit-bail

La valeur des biens financés par contrats de crédit-bail s'élève à :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Terrains et constructions	1 201	1 144
Autres immobilisations	584	547
<b>Valeur brute</b>	<b>1 785</b>	<b>1 691</b>
Dotation aux amortissements de l'exercice	62	100
Dotation aux amortissements des exercices antérieurs	522	457
<b>Amortissements théoriques cumulés</b>	<b>584</b>	<b>557</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>1 201</b>	<b>1 134</b>

Les redevances de crédit-bail s'élèvent à 205 millions de francs pour l'exercice 1998 (180 millions de francs pour l'exercice 1997).

Les engagements du Groupe au titre, d'une part, du prix d'achat résiduel et, d'autre part, des redevances restant à payer représentent :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Redevances :		
- à moins d'un an	184	184
- à plus d'un an et moins de cinq ans	659	665
- à plus de cinq ans	568	654
<b>Redevances restant à payer</b>	<b>1 411</b>	<b>1 503</b>
<b>Prix d'achat résiduel</b>	<b>26</b>	<b>46</b>
<b>Sous-total</b>	<b>1 437</b>	<b>1 549</b>
<b>Dont partie correspondant aux intérêts</b>	<b>436</b>	<b>496</b>
<b>Dettes sur crédit-bail</b>	<b>1 001</b>	<b>1 053</b>

### 24.2. Contrats de location non capitalisables

Certaines sociétés du Groupe sont locataires d'ensembles immobiliers et/ou d'équipements selon des contrats de location irrévocables, d'une durée supérieure à un an, et pouvant comporter une clause d'indexation des loyers.

Les loyers futurs minima selon ces contrats s'analysent comme suit au 31 décembre 1998 :

en millions de francs	31.12.1998
1999	1 276
2000	1 020
2001	760
2002	611
2003	511
2004 et suivantes	1 930
<b>Total</b>	<b>6 108</b>

## 25 / EXPOSITIONS AUX RISQUES DE CHANGE ET DE TAUX D'INTÉRÊT

Les engagements hors bilan au 31 décembre 1998 liés aux activités de trésorerie du Groupe s'analysent de la façon suivante :

### 25.1. Exposition aux risques de taux d'intérêt

Le groupe Pinault-Printemps-Redoute utilise pour la gestion du risque de taux d'intérêt de ses actifs et passifs financiers, en particulier de sa dette financière, des instruments dont les en-cours représentés par leur notionnel sont les suivants :

	31.12.1998	31.12.1997
Swaps prêteurs "taux fixe"	9 162	4 902
Swaps emprunteurs "taux fixe"	1 713	2 493
Contrats à terme	-	60
Options, caps, floors, collars	4 652	3 301

Ces instruments peuvent avoir différents objets :

- fixer le taux des dettes financières à taux variables : dans ce cadre, le Groupe a conclu des opérations de swaps emprunteurs du taux fixe pour 1 713 millions de francs ;
- rendre notamment variable le taux des billets de trésorerie émis à taux révisables : dans ce cadre, le Groupe a conclu des opérations de swaps prêteurs du taux fixe pour 3 445 millions de francs ;
- rendre variable le taux des emprunts obligataires à taux fixe : dans ce cadre, le Groupe a conclu des opérations de swaps prêteurs du taux fixe pour 4 650 millions de francs ;
- rendre variable le taux d'emprunt à taux fixe : dans ce cadre, le Groupe a conclu des opérations de swaps prêteurs du taux fixe pour 1 067 millions de francs ;

- gérer le risque de taux des dettes financières au travers d'opérations conditionnelles : dans ce cadre, le Groupe a conclu des options pour 4 652 millions de francs ;

- Pinault-Printemps-Redoute a également traité 12 605 millions de francs de swaps avec Finaref (filiale mise en équivalence), et 2 550 millions de francs de caps et floors immédiatement adossés à hauteur du même montant sur le marché.

Compte tenu de ces opérations de couverture, l'exposition aux risques de taux d'intérêt du Groupe peut être présentée comme suit en distinguant :

- les actifs et passifs financiers à taux fixe, exposés à un risque de prix :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997	Échéancier pour 1998		
			Moins d'un	Un à cinq ans	Plus de cinq ans
<b>Actifs financiers à taux fixe</b>	<b>1 522</b>	<b>1 825</b>	<b>1 348</b>	<b>139</b>	<b>35</b>
Emprunts obligataires	(885)	(1 104)	-	(485)	(400)
Billets de trésorerie	(3 000)		(3 000)		
Autres dettes financières	(710)	(4 406)	(197)	(511)	(2)
<b>Passifs financiers à taux fixe</b>	<b>(4 595)</b>	<b>(5 510)</b>	<b>(3 197)</b>	<b>(996)</b>	<b>(402)</b>

## 25.2. Exposition aux risques de change

en millions de francs	Dollar américain	Lire italienne	Mark allemand	Livres anglaise	Couronne suédoise	Peseta espagnole	Autres devises
Actifs monétaires	255	22	66	191	10	1	741
Passifs monétaires	(72)	(18)	(36)	(15)	(3)	(20)	(971)
<b>Exposition brute</b>	<b>183</b>	<b>4</b>	<b>30</b>	<b>176</b>	<b>7</b>	<b>(19)</b>	<b>(230)</b>
<b>Couvertures sur créances et dettes 1998</b>	<b>1 197</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>(725)</b>	<b>191</b>	<b>(1)</b>	<b>(32)</b>
<b>Couvertures sur engagements pris en 1998</b>							
Achats à terme et swap de change	1 121	102		(336)	(2)		38
Options							105
<b>Total</b>	<b>1 226</b>	<b>102</b>	<b>0</b>	<b>(336)</b>	<b>(2)</b>	<b>0</b>	<b>38</b>

Les actifs monétaires sont constitués des créances et prêts ainsi que des Valeurs Mobilières de Placement et disponibilités.

Les passifs monétaires sont constitués des dettes financières ainsi que des dettes d'exploitation et dettes diverses.

- les actifs et passifs à taux variable, exposés à un risque de cash flow :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997	Échéancier pour 1998		
			Moins d'un	Un à cinq ans	Plus de cinq ans
<b>Actifs financiers à taux variable</b>	<b>3 316</b>	<b>2 028</b>	<b>3 316</b>		
Emprunts obligataires	(4 461)				(4 461)
Billets de trésorerie	(2 132)	(4 384)	(2 132)		
Autres dettes financières	(14 718)	(9 981)	(8 392)	(5 376)	(950)
<b>Passifs financiers à taux variable</b>	<b>(21 311)</b>	<b>(14 365)</b>	<b>(10 524)</b>	<b>(5 376)</b>	<b>(5 411)</b>

Les actifs et passifs financiers sont constitués des éléments du bilan qui portent intérêt.

Dans ces conditions, une variation instantanée de 1% des taux d'intérêt aurait un impact de 141 millions de francs sur le résultat consolidé avant impôt du Groupe.

## 25.3. Autres risques de marché - Risques de crédit

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan, sans risque de contrepartie. L'incidence de

l'utilisation de produits dérivés sur les résultats du Groupe n'est pas significative pour l'exercice 1998. Les plus ou moins-values différées nées des engagements et transactions futures couvertes par des produits dérivés ne sont pas significatives au 31 décembre 1998.

Les titres de placement, en raison de leur nature ainsi que de la durée de leur détention et n'étant que pour une faible partie de leur montant investis en titres cotés en bourse, ne sont au total que peu sensibles aux fluctuations boursières par rapport à leur valeur d'inventaire.

Compte tenu du grand nombre de clients répartis dans plusieurs types d'activité, il n'y a pas de concentration du risque de crédit sur les créances détenues par le Groupe. De façon générale, le Groupe considère qu'il n'est pas exposé à un risque de crédit particulier.

## 26 / AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN ET RISQUES ÉVENTUELS

### 26.1. Engagements donnés

Ceux-ci comprennent :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Effets escomptés non échus	77	61
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	835	674
Avals, cautions et garanties	1 456	938
<b>Total</b>	<b>2 368</b>	<b>1 673</b>

Des conventions de garantie de passif comportant des conditions normales ont été établies au profit des acquéreurs des sociétés cédées.

Au 31 décembre 1998, le Groupe était engagé au titre de crédits documentaires pour 492 millions de francs (305 millions au 31 décembre 1997) et de commandes fermes d'immobilisations pour 4 millions de francs (132 millions au 31 décembre 1997). Au 31 décembre 1998, les engagements du Groupe en faveur de la société Finaref, consolidée par mise en équivalence, s'élèvent à 815 millions de francs (465 millions au 31 décembre 1997).

### 26.2. Dépendance du Groupe à l'égard de brevets, licences ou contrats d'approvisionnements

Brylane a conclu un "trademark licence agreement" avec le groupe The Limited (ex société mère de Brylane) lui conférant les droits d'utilisation des marques Lane Bryant et Lerner sans royalties jusqu'au 20 octobre 2007 (jusqu'au 31 mars 1999 pour l'habillement homme dont le chiffre d'affaires n'est pas significatif à l'échelle du Groupe). Le chiffre d'affaires réalisé en 1998 par ces catalogues est de 1 864 millions de francs sur 9 mois. Par ailleurs, Brylane dispose d'une licence exclusive pour distribuer aux clients du fichier Sear's une sélection d'articles Brylane dans les catalogues "Women's View", "Smart Choice" et "Big and Tall". Ce contrat est renouvelable chaque année par tacite reconduction. Le chiffre d'affaires réalisé en 1998 sur ces catalogues est de 396 millions de francs sur 9 mois.

Hormis les deux contrats précités, il n'existe pas de dépendance du Groupe à l'égard de brevets, de licences ou de contrats d'approvisionnement.

### 26.3. Procès et litiges

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de procès ou de litiges dans le cours normal des opérations, dont des contentieux avec les administrations fiscales ou douanières. Les charges pouvant en découler, estimées probables par les sociétés et leurs experts, ont fait l'objet de provisions pour risques et charges.

Le Groupe, à l'instar de la plupart des autres actionnaires de Comipar dont il détient 3,39 % du capital, faisait l'objet d'une action en comblement de passif du groupe Comipar-Pallas Stern. Conformément à l'homologation du 7 septembre 1998 par le Tribunal de Commerce de Paris du concordat amiable du groupe Pallas Stern, Pinault-Printemps-Redoute a soldé sa participation au comblement de passif de Comipar par un versement de 103 millions de francs, montant provisionné dans les comptes arrêtés au 31 décembre 1997. Il n'existe aucun autre litige connu de la Direction et comportant des risques significatifs, susceptibles d'affecter le résultat ou la situation financière du Groupe, qui n'ait fait l'objet des provisions estimées nécessaires à la clôture de l'exercice.

### 27 / RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ MÈRE

Les transactions du Groupe avec des parties liées concernent quasi exclusivement les opérations enregistrées avec sa maison mère, la société Artémis.

Les principales opérations de l'exercice 1998, entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Pinault-Printemps-Redoute et la société Artémis, sont les suivantes :

- versement du dividende de l'exercice 1997 soit 338 millions de francs (277 millions de francs pour 1996) ;
- versement, pour l'exercice 1998, d'une redevance de 46 millions de francs (34 millions de francs en 1997) au titre, d'une part, d'une mission de conseil et d'étude en matière de développement et d'appui dans la réalisation d'opérations complexes et, d'autre part, de la fourniture d'opportunités de développement, d'affaires ou de facteurs de réduction des coûts ; cette rémunération, qui fait l'objet d'une convention autorisée par le Conseil de Surveillance, a été examinée par le Comité Financier.

### 28 / PASSAGE À L'EURO ET L'AN 2000

Les charges générées, pour l'ensemble du Groupe, par le passage à l'Euro sont de 16.7 millions de francs en 1998. Celles générées par le passage à l'an 2000 sont de 48,4 millions de francs.

Certains coûts de passage à l'Euro ou l'an 2000 sont inclus dans les dépenses engagées dans le cadre des refontes globales des systèmes d'information du Groupe. Un point spécifique sur l'Euro et l'an 2000 figure dans le rapport de gestion du Groupe.

### 29 / ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Ils sont désormais présentés dans le rapport de gestion du Groupe.

## LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31.12.1998

### Consolidation

Par intégration globale : G - Par mise en équivalence : E

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
<b>Nombre de sociétés consolidées</b>	<b>* 545</b>	<b>478</b>
<b>PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE</b>		<b>Société Mère</b>
<b>DISTRIBUTION GRAND PUBLIC</b>		
<b>PRINTEMPS</b>		
France Printemps	G 99,96	G 99,96
<b>France</b>		
Feralis	G 100,00	G 100,00
Magasins Réunis de l'Est	G 90,61	G 89,79
SA de Logistique Printemps	G 100,00	G 100,00
Sage	G 100,00	G 100,00
SA Magasins Réunis	G 91,05	G 90,28
Sapac Printemps	G 100,00	G 100,00
SVAN	G 100,00	G 100,00
Usseloise	G 100,00	G 100,00
<b>CONFORAMA</b>		
Conforama	G 99,95	G 99,95
<b>France</b>		
Cogedem	G 100,00	G 100,00
Conforama France SA	G 100,00	Création
Conforama Management	G 100,00	Création
Sodice Expansion	E 31,88	E 31,88
<b>Espagne</b>		
Conforama España	G 100,00	G 100,00
<b>Luxembourg</b>		
Conforama Luxembourg	G 100,00	G 100,00
<b>Portugal</b>		
Hipermovei	G 100,00	G 100,00
<b>Suisse</b>		
Conforama Suisse	G 100,00	G 100,00
<b>REDCATS</b>		
La Redoute	G 100,00	G 100,00
<b>France</b>		
Bernard SA	G 100,00	G 100,00
Cyrellus	G 100,00	G 100,00
Cyrellus rue de Sèvres (Men Sport)	G 100,00	G 100,00
Daxon shop SARL	G 99,87	G 99,87
Diam SA	G 100,00	G 100,00
Havrafi	G 100,00	G 100,00
Ingeneering Gie	G 99,98	G 100,00
La Maison de Valérie	G 100,00	G 100,00
Les Défis	G 100,00	G 100,00
Movitex	G 99,87	G 99,87
Redinvest	G 100,00	G 100,00
Redoute France	G 100,00	G 100,00
Redoute Voyages	G 100,00	G 100,00
Sadas	G 100,00	G 100,00
SARL Filature du Vert Tuquet	G 99,83	G 100,00
SCI Le Ferrain	G 99,00	G 100,00
SCI Le Tuquet	G 99,90	G 100,00
SNC Les Aubaines	G 100,00	G 100,00
Sogep	G 100,00	G 100,00
Sologne Routage	G 90,00	G 90,00

\* dont détail REXEL INC. = 12 sociétés en 1998 et 1997.

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
Ste Nvelle d'Expansion Redoute (SNER)	G 100,00	G 100,00
Sundex	G 51,00	Création
<b>Allemagne</b>		
Alma	G 100,00	Création
Cyrellus Deutschland GmbH	G 100,00	G 100,00
Fnac Deutschland GmbH	G 100,00	G 100,00
Loga	G 100,00	Création
Movitex Allemagne	G 100,00	Création
Redoute Allemagne	G 100,00	Création
<b>Belgique</b>		
Bernard Belgium	G 100,00	G 100,00
Cyrellus Benelux	G 100,00	G 100,00
Movitex Belgique	G 99,87	G 99,87
Redoute Catalogue Benelux	G 100,00	G 100,00
SNER	G 100,00	G 100,00
<b>Danemark</b>		
Ellos A/S	G 100,00	G 100,00
<b>Espagne</b>		
Redoute Catalogo SA	G 100,00	G 100,00
<b>Estonie</b>		
Ellos Oy	G 100,00	G 100,00
<b>Finlande</b>		
Ellos Postimynti Oy	G 100,00	G 100,00
Ellos Oy	G 100,00	G 100,00
Josefssons Oy	G 100,00	G 100,00
<b>Grande-Bretagne</b>		
Bernard Supplies Ltd UK	G 100,00	G 100,00
Cozy Ltd	G 100,00	G 100,00
Cyrellus UK	G 100,00	G 100,00
Empire Catalogues Ltd	G 100,00	G 100,00
Empire Direct Ltd	G 100,00	G 100,00
Empire Home Shopping Ltd	G 100,00	G 100,00
Empire Shopper Ltd	G 100,00	G 100,00
Empire Stores Bradford Ltd	G 100,00	G 100,00
Empire Stores Group Plc	G 100,00	G 100,00
Empire Stores Ltd	G 100,00	G 100,00
Empire Stores Merchandise Ltd	G 100,00	G 100,00
Holdsworth Collections Ltd	G 100,00	G 100,00
Movitex UK	G 99,94	G 100,00
Redoute UK	G 100,00	G 100,00
Sports & Pastimes Ltd	G 100,00	G 100,00
The Bargain Street Shop Ltd	G 100,00	G 100,00
Vertbaudet UK	G 100,00	G 100,00
<b>Norvège</b>		
Ellos A/S	G 100,00	G 100,00
Ellos Holding A/S	G 100,00	G 100,00
<b>Pays-Bas</b>		
BBV	G 100,00	G 100,00
<b>Portugal</b>		
Redoute Portugal	G 100,00	G 100,00
<b>Suède</b>		
Enjoy Entertainment Club Ellos	G 100,00	G 100,00
Ellos AB	G 100,00	G 100,00
Ellos Gruppen AB	G 100,00	G 100,00
Josefssons Postorder AB	G 100,00	G 100,00

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
Ordex AB	G 100,00	G 100,00
Redoute Scandinavie	G 100,00	Création
<b>Suisse</b>		
Cyrrillus Suisse SA	G 99,75	G 99,75
Etol Finance	G 100,00	G 100,00
<b>USA</b>		
Brylane Inc.	G 49,98	Acquisition
Empusa	G 100,00	Création
<b>FNAC</b>		
Fnac SA	G 100,00	G 100,00
<b>France</b>		
Billetel	G 100,00	G 100,00
Fnac 1	G 80,00	Création
Fnac 2	G 55,00	Création
Eveil et Jeux	G 70,00	Acquisition
Fnac Champs-Élysées	G 100,00	G 100,00
Fnac Direct	G 100,00	G 100,00
Fnac Distribution SA	G 100,00	G 100,00
Fnac Junior SA	G 100,00	G 100,00
Fnac Logistique SAS	G 100,00	Création
Fnac Paris SA	G 100,00	G 100,00
Fnac Service SARL	G 100,00	G 100,00
Fnac Telecom SAS	G 100,00	Création
Fnac Tourisme SARL	G 100,00	G 100,00
Fnac Video Entreprise SNC	G 100,00	G 100,00
SNC Codirep	G 100,00	G 100,00
SAS Relais Fnac	G 100,00	G 100,00
<b>Belgique</b>		
Fnac International	G 100,00	G 100,00
Fnac Belgium (ex Sodal SA)	G 100,00	G 100,00
<b>Espagne</b>		
Fnac España SA	G 100,00	G 100,00
<b>Monaco</b>		
SAM Fnac Monaco	G 100,00	G 100,00
<b>Portugal</b>		
Fnac Portugal	G 100,00	G 100,00
<b>FINANCE</b>		
Finaref	E 100,00	E 100,00
Argence Investissements	E 100,00	E 100,00
Argence Management GEIE	E 100,00	Création
Facet	E 59,15	E 59,15
Finaref Assurances	E 99,93	E 99,93
Finaref Risques Divers	E 60,00	E 60,00
Finaref Vie	E 60,00	E 60,00
Gecca	E 100,00	E 100,00
SFGM	E 100,00	E 100,00
Finaref Benelux (Belgique)	E 99,90	E 99,90
Ellos Tili Oy (Finlande)	E 100,00	E 100,00
Ellos Finans Oy (Finlande)	E 100,00	E 100,00
Ellos Finans Holding Oy (Finlande)	E 100,00	E 100,00
Empire Finance Ltd (Grande-Bretagne)	E 100,00	E 100,00
Space Holding (Irlande)	E 100,00	Création
Space Rea (Irlande)	E 100,00	Création
Space Lux (Luxembourg)	E 100,00	Création
Printemps Réassurance (Luxembourg)	E 85,00	E 85,00
Ellos Finans A/S (Norvège)	E 100,00	E 100,00
Ellos Konto AB (Suède)	E 100,00	E 100,00
Ellos Finans AB (Suède)	E 100,00	E 100,00
Ellos Finans Holding AB (Suède)	E 100,00	E 100,00
Josefssons Konto AB (Suède)	E 100,00	E 100,00
Josefssons Finans AB (Suède)	E 100,00	E 100,00

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
<b>DISTRIBUTION PROFESSIONNELLE</b>		
<b>REXEL</b>		
Rexel*	G 71,33	G 71,65
<b>France</b>		
Adelec	G 99,99	G 99,99
Afcim	G 95,86	G 95,67
Agei	G 99,72	G 99,69
Ape	G 99,99	G 99,99
Asfordis Association	G 100,00	G 100,00
Barnier Ondia	G 95,82	G 95,63
Bellion	G 99,97	G 99,97
Bievrelec	G 74,90	G 74,93
Bureau de Représentation Pékin	G 100,00	Création
CCE - ECN	G 95,77	G 95,58
CDME	G 100,00	G 100,00
CDME Sud	G 100,00	G 100,00
CDME UK New	G 100,00	Création
CEA	G 98,25	G 97,76
Cedeco	G 100,00	G 100,00
Ceim	G 99,96	G 99,93
Celm	G 99,99	G 99,99
CFP	G 99,99	G 99,99
Comptoir Électrique Aixoïis	G 99,60	G 99,64
Comptoir Électro Basque	G 99,95	G 99,60
Ceno	G 99,98	G 99,96
Depa	G 99,92	G 78,47
Dismo France	G 98,88	Création
Distrilux	G 100,00	G 85,00
DXI	G 99,95	G 99,96
Eco	G 99,99	G 99,99
Electro Distribution	G 99,86	G 98,45
Electro Midi	G 99,92	G 99,84
Ets Mesnier	G 99,88	G 99,88
Facen	G 95,85	G 95,66
Facon	G 74,95	G 74,97
Fagon	G 99,97	G 99,97
Flagelectric	G 99,98	G 99,98
GIE Conectis	G 99,12	G 98,98
GIE Dismo	G 98,84	G 98,50
G.N.E.	G 99,94	G 99,90
Grapin	G 99,99	G 99,99
Groupelec Distribution	G 99,98	G 99,99
Guerbert Bonvoisin	G 99,92	G 99,70
Isnard	G 99,99	G 99,99
La Voltampère	G 95,73	G 95,64
Lienard Soval	G 100,00	G 99,99
LMEE	G 99,78	G 99,43
LMEI SA	G 99,92	G 99,46
Midi Matériel	G 99,92	G 99,96
Morin Industrie	G 99,89	G 98,45
Nollet	G 96,49	G 96,20
Oeso	G 95,00	G 95,00
Rémy	G 99,48	G 99,45
Revimex	G 100,00	G 100,00
Rexcourta	G 100,00	G 100,00
Rexel Développement	G 100,00	G 100,00
Rinaldi	G 99,89	G 99,89
Rodrigue	G 99,99	G 99,99
SCI Adour Bastillac	G 69,97	G 69,72
SCI Ciel Immo	G 99,88	G 99,88
SCI du Commandant Rivière	G 99,92	G 99,46
SCI Frères Lumière	G 71,80	G 47,82
SCI Jupiter	G 99,88	G 99,88
SCI La Grange Noire	G 99,94	G 99,89
SCI Les Auréats	G 99,92	G 84,57
SCI Lorraine	G 95,63	G 47,91

\* Pourcentage de contrôle : 82,06 % en 1998 et 81,38 % en 1997.

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
SCI Ravet	G 99,99	G 99,99
SCI Sèvres Europe	G 99,98	G 98,39
SCI Vergne	G 99,92	G 99,73
SDEN	G 74,97	G 74,97
Société de Logistique Appliquée	G 100,00	Création
Société d'Investissements		
Immobilière Parisienne	G 100,00	Création
Société Ile-de-France	G 100,00	Création
Société Nord-Est	G 100,00	Création
Société Ouest	G 100,00	Création
Société Sud-Est	G 100,00	Création
Société Sud-Ouest	G 100,00	Création
Sotel	G 100,00	G 99,99
Stentor Import	G 92,07	G 92,07
Stentorius	G 92,13	G 92,13
Web - Co	G 100,00	G 100,00
<b>Allemagne</b>		
Rexel GmbH	G 100,00	G 100,00
Böhm Hennes	G 100,00	G 100,00
Conectis GmbH	G 100,00	Création
Elektra	G 100,00	G 100,00
Elektro Union Nuremberg	G 100,00	G 100,00
Elektro Union Postdam	G 100,00	G 100,00
Franz Hügler Verwaltung GmbH	G 70,00	G 70,00
HÜGLER GmbH	G 100,00	G 70,00
HÜGLER GmbH & Co KG	G 70,05	G 70,00
HTF GmbH	G 100,00	G 100,00
Stara	G 100,00	G 100,00
Tech Support GmbH	G 100,00	G 100,00
T.H.U. Neu	G 100,00	G 100,00
Valentin Klein Hanovre	G 100,00	G 100,00
<b>Australie</b>		
Ideal Australie	G 100,00	Acquisition
Rexel Pacific	G 100,00	Acquisition
Rec Australia Limited	G 100,00	Acquisition
Rec Graphix Systems	G 100,00	Acquisition
Turk	G 100,00	Acquisition
<b>Autriche</b>		
Regro & Co HG	G 100,00	G 100,00
Regro GmbH	G 100,00	G 100,00
Schäcke	G 100,00	G 100,00
<b>Belgique</b>		
Bonelec	G 51,06	E 35,07
CDME Belgium	G 100,00	G 100,00
DCA Belgique	G 90,00	G 90,00
Flogelux	G 50,95	E 34,82
Groupelec Distribution Benelux	G 99,95	G 99,95
Henry de Frahan	G 50,38	E 34,44
Henry Gernay	G 51,15	E 34,96
Rexel Belgium	G 99,99	G 99,99
SA Bernard & Cie	G 51,25	E 34,97
<b>Brésil</b>		
Coan Brasileira	G 100,00	G 100,00
<b>Chypre</b>		
CDME Middle East	G 100,00	G 100,00
<b>Espagne</b>		
IEMSA	G 100,00	G 100,00
Novoelectric	G 100,00	G 100,00
Rexel Logistica	G 100,00	G 100,00
Rexel Management España	G 100,00	G 100,00
Thermofrigid	G 100,00	G 100,00
Utsan SA	G 100,00	G 100,00

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
<b>Grande-Bretagne</b>		
Derek Lane	G 100,00	G 100,00
John Godden	G 100,00	G 100,00
Senate Group	G 100,00	G 100,00
Sew	G 100,00	G 100,00
Sunbridge Ltd	G 100,00	G 100,00
Sunbridge Trading Company	G 100,00	G 100,00
Whitworth Electric Co Ltd	G 100,00	G 100,00
Gardiner	G 100,00	Acquisition
<b>Italie</b>		
Belli Italia Spa	G 100,00	G 100,00
CDME Italiana	G 100,00	G 100,00
Celsa	G 100,00	G 100,00
Cepi	G 56,00	G 56,00
Cobel	G 100,00	E 100,00
Confordis	G 97,78	Création
Electra	G 100,00	G 100,00
Elettrotecnor	G 100,00	G 85,00
Elfin	G 99,99	G 99,99
Imer Spa	G 100,00	G 100,00
Relco Srl	G 100,00	G 100,00
Seci	G 80,00	G 80,00
Vestro Italia Spa	G 99,99	G 99,99
<b>Luxembourg</b>		
HTF GmbH	G 100,00	G 100,00
Mexel SA	G 95,47	G 95,28
<b>Nouvelle-Zélande</b>		
Ideal	G 100,00	Acquisition
Impel New Zealand	G 100,00	Acquisition
NZ Lighting	G 100,00	Acquisition
Rec New Zealand	G 100,00	Acquisition
Rec NZ Pension	G 100,00	Acquisition
Rexel New Zealand	G 100,00	Acquisition
<b>Pays-Bas</b>		
Bolderheij BV	G 100,00	G 100,00
Bolderheij Holding BV	G 100,00	G 100,00
CDME BV	G 100,00	G 100,00
Electrometaal BV	G 100,00	G 100,00
Eltema	G 100,00	G 100,00
Finelec BV	G 100,00	G 100,00
Rexel Nederland BV	G 100,00	G 100,00
Spes Vera BV	G 100,00	G 100,00
Wolff Keuken	G 100,00	G 100,00
Wolff NV	G 100,00	G 100,00
Wta	G 100,00	G 100,00
Zeefat Behermaatsch	G 100,00	G 100,00
Zeefat BV	G 100,00	G 100,00
Zebo BV	G 100,00	G 100,00
<b>Portugal</b>		
Dinimel	G 100,00	Acquisition
Mectel LDA	G 99,99	G 99,99
Somil Zeguranza LDA	G 99,99	G 99,99
Tecnitel	G 100,00	G 100,00
Tecnitel Norte	G 100,00	G 100,00
TLD	G 99,99	G 99,99
<b>République tchèque</b>		
Blik	G 100,00	G 100,00
T.H.U. Budweis	G 74,00	G 74,00
<b>Suède</b>		
El-Material AB	G 100,00	G 100,00
Elektriska Standardkatalogen	G 100,00	G 100,00
John Martensson Elmaterial AB	G 100,00	G 100,00

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
Mellansvenska Elektriska AB	G 100,00	G 100,00
Svenska Elektroengros AB	G 100,00	G 100,00
Svenska Elgrossist AB Selga	G 100,00	G 100,00
<b>Suisse</b>		
Cida Electra	G 99,60	G 88,00
<b>USA</b>		
Rexel Inc.	G 100,00	G 100,00
Cable Connector Warehouse	G 100,00	G 100,00
Chemco	G 100,00	G 100,00
Consolidated Electric Supply Division	G 100,00	G 100,00
Midwest Division	G 100,00	G 100,00
Pacific	G 100,00	G 100,00
Southern Electric Supply Division	G 100,00	G 100,00
Southland	G 100,00	G 100,00
Summers Central Division	G 100,00	G 100,00
Summers Southern Division	G 100,00	G 100,00
Summers Western Division	G 100,00	G 100,00
Taylor	G 100,00	G 100,00
<b>PINALUT BOIS &amp; MATÉRIAUX</b>		
Pinault Bois & Matériaux SA (ex Sepia)	G 100,00	G 100,00
<b>France</b>		
A. Moreau SA	G 100,00	G 89,33
Agence Maritime de Bretagne	G 100,00	G 100,00
Barjonnet	G 100,00	G 100,00
Barrier Bois Panneaux	G 96,85	G 96,85
Bati Francois	G 96,85	G 96,85
Becob Conseil	G 100,00	G 100,00
Becob SA	G 100,00	G 79,51
Bergère	G 100,00	G 100,00
BMC	G 100,00	G 100,00
Bois de La Manche	G 100,00	G 100,00
Bonnichon	G 100,00	G 100,00
Bortot	G 100,00	G 100,00
Bosni	G 100,00	G 100,00
Cantrelle et Prevost	G 100,00	G 100,00
Centrale des Bois	G 100,00	G 100,00
Cerland	G 99,99	G 100,00
CGB	G 100,00	G 100,00
Distribat	G 100,00	G 100,00
Duprez SA	G 96,85	G 96,85
Ets Baudry	G 100,00	G 100,00
Ets Chabot	G 100,00	G 70,02
Ets Gueguen	G 100,00	G 100,00
Ets Guimier	G 100,00	G 100,00
Finordis	G 100,00	G 100,00
Flamand	G 100,00	G 100,00
Florin	G 96,85	G 96,85
Fomipa	G 100,00	G 100,00
Foussier	G 100,00	G 100,00
Galopin et ses Fils	G 96,85	G 96,86
Générale des Panneaux	G 96,85	G 96,85
Immo-Loire	G 100,00	G 100,00
Immonor	G 100,00	G 100,00
Lehoucq	G 100,00	G 100,00
Lepelletier Brico	G 100,00	G 95,42
Lepelletier Drouard	G 100,00	G 95,41
Maillaud	G 96,85	G 96,85
Meyer	G 100,00	G 100,00
Midas	G 100,00	G 100,00
Panofrance	G 96,85	G 96,85
PBM Compétence (ex CAP Compétence)	G 100,00	G 100,00
PBM Conseil	G 100,00	Seuil
PBM Développement (ex CAP Distribution)	G 100,00	G 100,00

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
Pinault Aquitaine	G 100,00	G 100,00
Pinault Aquitaine Import	G 100,00	G 100,00
Pinault Bretagne	G 100,00	G 100,00
Pinault Centre Ouest	G 100,00	G 100,00
Pinault Distribution	G 99,99	G 99,99
Pinault Levy Investissements	G 100,00	G 100,00
Pinault Méditerranée	G 100,00	G 100,00
Pinault Nord Est	G 100,00	G 100,00
Pinault Normandie Import	G 100,00	G 100,00
Pinault Ouest	G 100,00	G 100,00
Pinault Poids Lourds	G 99,23	G 100,00
Prestations Location Maintenance	G 100,00	G 100,00
Radou	G 100,00	G 99,90
Recappe	G 100,00	G 100,00
SA Garnier	G 100,00	G 95,43
SCI Bleco	G 100,00	G 100,00
SCI Cali	G 96,85	Acquisition
SCI Charlade et Fils	G 96,85	G 96,85
SCI de L'Houmaille	G 52,63	G 52,63
SCI Erbe	G 100,00	G 100,00
SCI Les Effamiers	G 100,00	G 100,00
SCI Lesquin Distribution	G 96,85	G 96,85
SCI Moreau Oudin	G 100,00	G 89,33
SCI Scial	G 100,00	G 100,00
SCI Véronique	G 100,00	G 100,00
Scob	G 100,00	G 100,00
Sinbpla	G 100,00	G 96,42
Société Nouvelle Cantrelle	G 99,62	G 99,62
Société Nouvelle Vivet Bois	G 98,00	G 98,00
Sodib	G 100,00	G 100,00
Somabois	G 100,00	G 100,00
Terminal Frigorifique St-Malo	G 100,00	G 100,00
<b>Maroc</b>		
Comamussy	G 75,36	G 75,24
Fantasia	G 78,03	G 78,03
Fantasud	G 55,00	G 55,00
Manorbois	G 53,08	G 52,92
Mussy Bois	G 75,34	G 75,22
Sud Participations	G 100,00	G 100,00
<b>Suisse</b>		
Finabois Sa	G 99,90	G 100,00
<b>GUILBERT</b>		
Guilbert SA	G 56,48	Acquisition
<b>France</b>		
Guilbert France SA	G 100,00	Acquisition
Codipac	G 100,00	Acquisition
Diffusion Inter Papeteries	G 100,00	Acquisition
Excelsior SA	G 66,26	Acquisition
Gie Commercial Guilbert	G 100,00	Acquisition
Gie Groupe Guilbert	G 100,00	Acquisition
Hugueniot	G 100,00	Acquisition
Lumoplan	G 100,00	Acquisition
Papeteries de Cronenbourg	G 100,00	Acquisition
Provence Service Bureau	G 100,00	Acquisition
Repro Diffusion	G 100,00	Acquisition
SEF SA	G 100,00	Acquisition
<b>Allemagne</b>		
Guilbert Deutschland	G 100,00	Acquisition
Linke	G 100,00	Acquisition
Linke Verwaltungsgesellschaft	G 100,00	Acquisition
Parklane	G 100,00	Acquisition
Rotstift	G 100,00	Acquisition
Schacht & Westerich	G 100,00	Acquisition
Schacht & Westerich Büroeinrichtungen	G 100,00	Acquisition

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
Schacht & Westerich		
Kommunikationssysteme	G 100,00	Acquisition
Schacht & Westerich Papierhaus	G 100,00	Acquisition
Walter & Sohn	G 100,00	Acquisition
<b>Belgique</b>		
Guilbert Belgium	G 100,00	Acquisition
<b>Espagne</b>		
Guilbert España	G 80,10	Acquisition
<b>Grande-Bretagne</b>		
Guilbert UK	G 100,00	Acquisition
Arkle Office Supplies	G 100,00	Acquisition
Esse Infoprint	G 100,00	Acquisition
Esse Business Supplies	G 100,00	Acquisition
Esse Furniture	G 100,00	Acquisition
Esse Interiors	G 100,00	Acquisition
Guilbert Niceday	G 100,00	Acquisition
Guilbert Niceday (Horsham)	G 100,00	Acquisition
Guilbert Ofrex	G 100,00	Acquisition
<b>Irlande</b>		
Guilbert Ireland Ltd	G 100,00	Acquisition
<b>Italie</b>		
Vpc System (Holding de Mondoffice)	G 100,00	Acquisition
Mondoffice	G 100,00	Acquisition
<b>Saint-Marin</b>		
Archingeo	G 100,00	Acquisition
<b>Luxembourg</b>		
Richill Investments Sa	G 100,00	Acquisition
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>		
<b>CFAO</b>		
CFAO	G 92,83	G 92,82
<b>France</b>		
Continental Pharmaceutique	G 72,28	G 72,25
Cotafi	G 100,00	G 100,00
Covimo	G 100,00	G 100,00
Cyclcx	G 100,00	G 100,00
Dephi	G 99,62	G 99,51
Domafi	G 100,00	G 100,00
Eurapharma	G 99,62	G 99,51
Gerefi	G 100,00	G 100,00
Holdefi	E 35,00	Création
Holdinter	G 99,98	G 99,99
Metrovin	G 100,00	G 100,00
SECA	G 100,00	G 100,00
SEI	G 100,00	G 100,00
SEP	E 49,00	E 49,00
Serom	G 99,90	G 99,90
SFCE	G 100,00	G 100,00
Sogeco	G 100,00	G 100,00
Sophidex	G 99,08	G 98,97
SPI Grenelle	G 99,62	G 99,51
<b>Dom-Tom</b>		
SPA (Antilles)	G 45,68	G 45,63
NCCIE (Guyane)	G 100,00	G 100,00
SPG (Guyane)	G 52,11	G 52,06
IMC (Ile Maurice)	G 51,00	Création
Société Meto SA (Nouvelle-Calédonie)	G 50,00	G 50,00
O.C.D.P. (Nouvelle-Calédonie)	E 31,85	E 31,81
CMM (Réunion)	G 97,66	G 97,66
CMM UD (Réunion)	E 49,00	E 49,00
Seigneurie Océan Indien (Réunion)	E 49,00	E 49,00
Soredip (Réunion)	G 70,43	G 70,36

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
<b>Bénin</b>		
Promopharma	G 56,75	G 52,92
Sobepat	G 88,56	G 90,00
<b>Burkina Faso</b>		
Cica Burkina	G 73,08	G 73,09
Laborex Burkina	G 77,00	G 78,84
Sifa	G 58,71	G 58,71
<b>Cameroun</b>		
Cami	G 62,82	G 59,96
CEP	E 24,19	E 24,19
Icrafon	G 52,23	G 52,23
Laborex Cameroun	G 52,93	G 52,38
Socada	G 100,00	G 100,00
Socabail	E 24,60	E 22,66
Socca	E 26,37	E 28,01
<b>Centrafrique</b>		
CFAO Centrafrique	G 100,00	G 100,00
<b>Congo</b>		
CFAO Congo	G 100,00	G 99,66
Laborex Congo	G 67,46	G 67,32
Les Brasseries du Congo	G 50,00	G 50,00
Sovinco	G 100,00	G 100,00
<b>Côte d'Ivoire</b>		
CFAO Côte d'Ivoire	G 96,20	G 96,20
CIDP	G 100,00	G 100,00
Compagnie Pharmaceutique et Médicale	E 40,35	E 46,28
MAC	G 89,77	G 89,77
Mipa	G 99,98	G 99,97
Safca	E 27,42	E 30,98
Sari	G 89,77	G 89,77
Sovinci	G 100,00	G 100,00
<b>Égypte</b>		
Sicep	E 30,77	E 30,77
<b>Gabon</b>		
CFAO Gabon	G 96,87	G 96,87
Pharmagabon	G 50,13	G 50,11
Sogabail	E 40,18	Seuil
Sogaca	E 49,50	E 26,83
Sovingab	G 81,00	G 81,00
<b>Gambie</b>		
CFAO Gambia	G 78,95	G 78,95
<b>Ghana</b>		
CFAO Ghana	G 60,00	G 60,00
Pens & Plastics	G 58,00	G 58,00
<b>Guinée-Bissau</b>		
Laborex Guinée	G 83,00	G 82,91
<b>Guinée équatoriale</b>		
SEGAMI	G 100,00	Création
<b>Mali</b>		
Diana	G 90,00	G 90,00
Imacy	G 100,00	G 100,00
Laborex Mali	G 54,50	G 54,18
<b>Maroc</b>		
Dimac	G 66,52	G 66,52
<b>Niger</b>		
CFAO Niger	G 99,85	G 99,85
<b>Nigeria</b>		
CFAO Nigeria	E 41,91	E 41,91
Galvanizing Industry Limited	E 24,00	E 24,00

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
<b>Sénégal</b>		
CFAO Sénégal	G 79,59	G 79,59
Laborex Sénégal	G 59,54	G 57,57
Sofravin	G 50,00	G 50,00
<b>Tchad</b>		
Brasseries du Logone	G 50,00	G 50,00
Laborex Tchad	G 78,27	G 86,65
Tchami	G 60,00	G 60,00
<b>Togo</b>		
CFAO Cica Togo	G 69,66	G 69,66
Stoca	E 39,04	E 50,31
<b>Grande-Bretagne</b>		
Eurafric Trading	G 100,00	G 100,00
Massilia Holding	G 100,00	G 100,00
<b>Madagascar</b>		
Sicam	E 27,40	E 27,39
Sigm	E 49,04	E 49,00
Sirh	E 49,17	E 49,02
SME	E 49,00	E 49,04
Socimex	E 48,80	E 48,80
Somada	E 27,85	Création
Somaphar	G 60,71	G 60,64
<b>HOLDING ET DIVERS</b>		
<b>France</b>		
Caumartin Participations	G 100,00	G 100,00
Discodis	G 100,00	G 100,00
Marothi	G 100,00	G 100,00
PPR Finance	G 100,00	G 100,00
Saprodis	G 100,00	G 100,00

Sociétés	% d'intérêt	
	1998	1997
<b>CESSIONS</b>		
<b>REXEL</b>		
Itecom	G	59,99
<b>PINAULT BOIS &amp; MATÉRIAUX</b>		
ANC France	G	75,00
Intwood	G	100,00
Sivobois (Côte d'Ivoire)	G	100,00
<b>CFAO</b>		
Eurotec (Grande-Bretagne)	G	100,00
Campbell Co (États-Unis)	E	31,87
<b>FUSIONS</b>		
<b>REDCATS</b>		
Ellos Home Entertainment A/S	G	100,00
<b>FNAC</b>		
Sodepac SNC	G	100,00
<b>FINANCE</b>		
Finedis	E	51,00
UCCM	E	51,00
<b>REXEL</b>		
Comptoir Électrique Orléanais	G	99,10
Mateli	G	99,94
<b>CFAO</b>		
Liffel Cameroun	G	100,00
<b>PINAULT BOIS &amp; MATÉRIAUX</b>		
Bâti Décor Bertin Mandal SA	G	89,34
Bâti Décor Soissons	G	89,43
Bloc'h Guyot	G	100,00
Finadis	G	100,00
SARL Charlade et Fils	G	96,85
Socaser	G	100,00
Soparhin	G	96,85
<b>LIQUIDATIONS</b>		
<b>REXEL</b>		
Centra GmbH (Allemagne)	G	100,00
<b>DÉCONSOLIDATIONS</b>		
<b>REDCATS</b>		
Daxon UK	G	99,87

# SOCIÉTÉ MÈRE

RAPPORT DE GESTION	124
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	127
COMPTE DE RÉSULTAT	128
BILAN	129
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	130
ANNEXE RÉSUMÉE	131
FILIALES ET PARTICIPATIONS DIRECTES	132
RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	134
INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES	135
RÉSUMÉ DES RÉOLUTIONS	136

## AVERTISSEMENT

Les comptes de la société Pinault-Printemps-Redoute ne donnent qu'une image partielle de la situation financière de l'ensemble du groupe Pinault-Printemps-Redoute. Celle-ci est décrite dans la partie "Comptes consolidés" du présent rapport annuel. Les informations présentées ci-après ne regroupent donc que les données les plus significatives et les plus utiles aux lecteurs, résumées sur la base des comptes de la société mère Pinault-Printemps-Redoute. L'ensemble des documents annuels est disponible à l'adresse suivante :

**GROUPE PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE**  
Direction de la Communication et des Relations Financières  
18, place Henri-Bergson - 75381 PARIS CEDEX 08  
Tél. : 01.44.90.63.23 - Télécopie : 01.44.90.62.23

## RAPPORT DE GESTION

Les ressources de votre Société ont été essentiellement constituées au cours de l'exercice des dividendes reçus de ses filiales, des loyers encaissés sur ses immeubles, des résultats de son activité financière et des redevances de conseil et d'assistance à ses filiales dans des conditions conformes aux usages en la matière (fixées en pourcentage de leur chiffre d'affaires).

Nous vous rappelons que votre Société a pris, en 1998, le contrôle de la société Guilbert qui a été réalisé par l'apport de 47,2 % du capital de cette Société, approuvé par votre Assemblée Générale du 9 mars 1998, ainsi que par l'acquisition de titres dans le cadre de l'Offre Publique d'Achat initiée en février/mars 1998. Compte tenu des acquisitions réalisées depuis cette date, votre Société détenait 56,5 % du capital à la clôture de l'exercice.

### Activité financière

Au cours de l'exercice, votre Société a émis deux emprunts obligataires à échéance 2005 l'un de 700 millions de francs, à coupon zéro, dont le prix de remboursement est indexé sur le taux de croissance du titre Pinault-Printemps-Redoute, l'autre de 2 milliards de francs, à taux fixe annuel de 5,20 % remboursé au pair à l'échéance finale.

Ces deux emprunts ont fait l'objet d'un swap contre Pibor 3 mois.

Compte tenu de ces deux émissions, la Société Mère a progressivement cessé son refinancement sur le marché des BILLETS de Trésorerie (encours au 31 décembre 1998 égal à 0 contre 644 millions de francs au 31 décembre 1997). L'encours moyen des BILLETS de Trésorerie Pinault-Printemps-Redoute en 1998 s'est élevé à 546 millions de francs contre 5 823 millions de francs en 1997.

La trésorerie nette prêteuse de la Société Mère a été intégralement placée en compte courant financier chez PPR Finance, pour un montant moyen de 191 millions de francs. La société PPR Finance, constituée par votre Société fin 1996, a mis en place courant 1997 la gestion de la salle des marchés Groupe et a repris en 1998 la gestion centralisée des excédents et des besoins de financement à court et moyen terme des filiales du Groupe et le traitement des opérations de marchés du Groupe : émission de Titres de Créances Négociables et opérations de change ou de taux systématiquement adossées sur le marché. L'endettement financier net au 31 décembre 1998 de la Société Mère est de 2 070 millions de francs contre 2 978 millions de francs l'année précédente. Cette évolution s'explique d'une part par le règlement de l'OPA relative à l'acquisition de la société Guilbert et d'autre part par le reclassement du prêt participatif de 1 500 millions de francs accordé à Conforama auprès de sa filiale PPR Finance.

### Résultats

Le résultat d'exploitation de la Société Mère s'établit à - 5 millions de francs en 1998 contre 46 millions de francs l'exercice précédent.

Le résultat financier de 878 millions de francs tient compte principalement de l'augmentation des dividendes reçus des filiales (972 millions de francs contre 679 millions de francs l'exercice précédent) et de la mise en place de la gestion financière centralisée chez PPR Finance.

Le résultat exceptionnel s'établit à - 131 millions de francs contre 902 millions de francs l'exercice précédent qui comprenait essentiellement le résultat sur la cession de Prisunic.

L'intégration fiscale de certaines filiales françaises du Groupe dont Pinault-Printemps-Redoute est la Société Mère a dégagé un profit de 943 millions de francs en 1998.

#### Affectation des résultats

Après affectation à la réserve légale, il est proposé de distribuer un dividende net de 9,45 francs (1,44 €) par action, assorti le cas échéant d'un avoir fiscal à 50 % ou à 45 %, conformément aux dispositions fiscales en vigueur, qui sera mis en paiement le 1<sup>er</sup> juillet 1999.

En conséquence, l'affectation proposée du résultat est la suivante :

en francs	
<b>Origine</b>	
Report à nouveau	1 324 474 903
Résultat de l'exercice	1 554 629 846
<b>Total Montant à affecter</b>	<b>2 879 104 749</b>
<b>Affectation</b>	
Réserve légale	10 669 330
Dividendes	1 109 785 225
Report à nouveau	1 758 650 194
<b>Total Affectation</b>	<b>2 879 104 749</b>

#### Distribution des dividendes au cours des trois derniers exercices

Année de mise en distribution	Dividende net (ajusté action de 20 F)	Dividende net (action de 100 F)	Avoir fiscal à 50 % (action de 100 F)	Dividende brut (action de 100 F)
1996	4,90	24,50	12,25	36,75
1997	6,40	32,00	16,00	48,00
1998	7,80	39,00	19,50	58,50

#### Régularisation des cours

Dans le cadre de l'autorisation d'intervention en Bourse pour régulariser les cours, il a été acquis, au cours de l'exercice 1998, 144 925 actions de 20 francs pour un cours moyen de 928,99 francs et cédé 144 925 actions de 20 francs pour un cours moyen de 967,88 francs. Le montant total des frais de négociation s'est élevé à 794 870,78 francs. A la clôture de l'exercice, aucune action n'était plus détenue dans ce cadre.

#### Plans d'options

Au cours de l'exercice, 4 000 actions de 100 francs ont été souscrites au titre du plan d'options de souscription 1994 et 15 000 actions de 20 francs ont été souscrites au titre du plan d'options de souscription 1995.

Il a été acquis, au cours de l'exercice 1998, dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, 80 000 actions de 100 francs (400 000 actions de 20 francs) pour un cours moyen de 4 714,24 francs. Le montant total des frais de négociation s'est élevé à 814 893 francs. À la clôture de l'exercice, 400 000 actions de 20 francs représentant 0,34 % du capital social, étaient détenues dans ce cadre pour un montant de 377 139 175 francs.

Les informations concernant les plans d'options de la Société et des filiales du Groupe sont regroupées en annexe renseignements divers.

#### Autorisation d'achat d'actions par la Société

Il vous est proposé, dans le cadre de la nouvelle réglementation des achats d'actions par les sociétés cotées, d'autoriser votre Directoire à acquérir des actions de votre Société dans la limite de 10 % du capital social.

Cette autorisation permettrait :

- la régularisation des cours des actions par intervention sur le marché,
- la mise en œuvre de plans d'options d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux mandataires sociaux du Groupe.
- la réalisation d'investissements ou de financements par la remise d'actions dans le cadre, soit d'opérations de croissance externe à titre de règlement, d'échange ou d'apport, soit d'émissions de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société à titre de remboursement, d'échange, d'attribution ou de toute autre manière.

Les acquisitions pourront être effectuées par tous moyens y compris par utilisation de produits dérivés ou par voie d'acquisition de blocs de titres.

Les actions acquises dans ce cadre pourront être ensuite soit conservées, soit cédées ou transférées, par tous moyens, notamment par voie d'apport ou d'échange, soit attribuées dans le cadre de plans d'options.

Le prix d'achat ne pourra être supérieur à 230 euros par action et le prix de vente ou de transfert ne pourra être inférieur à 115 euros par action. Le montant global maximal des acquisitions serait ainsi fixé à 2 701 millions d'euros en prenant pour référence le capital au 31 décembre 1998.

L'autorisation aura une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée.

#### **Conventions**

Vous trouverez dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes les informations concernant les conventions prévues aux articles 143 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales.

#### **Capital social**

La Société n'a été informée d'aucune déclaration nouvelle de franchissement de seuils en 1998.

Le personnel de la Société et de son Groupe détenait à la clôture de l'exercice 173 458 actions de 20 francs dans le cadre des dispositions de l'article 157-2 de la loi du 24 juillet 1966 représentant 0,15 % du capital.

Les informations concernant la répartition du capital social et son évolution au cours de l'exercice, figurent en annexe renseignements divers.

#### **Directoire**

Par suite de nominations intervenues en 1998, votre Directoire est désormais composé de sept membres : Messieurs Serge Weinberg, Président, Jean-Claude Darrouzet, André Guilbert, Per Kaufmann, Hartmut Krämer, François-Henri Pinault et Alain Redheuil.

#### **Filiales et participations**

Votre Société a constitué diverses sociétés au cours de l'exercice dans le cadre de son activité de holding : les sociétés Balzan, Baryum, Variante, Fairbank, et PPR Services.

L'activité et les résultats des filiales et participations, les prises de contrôle et les modifications apportées aux pourcentages de détention des sociétés du Groupe figurent dans la partie Groupe du rapport et dans les annexes aux comptes consolidés (liste des sociétés consolidées).

Les informations concernant le développement, les perspectives et les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice sont indiquées dans la partie Groupe du rapport et dans les différentes annexes.

Les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices sont annexés au présent rapport.

## RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES POUR LA SOCIÉTÉ MÈRE

### RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE

Les Commissaires aux comptes Deloitte Touche Tohmatsu et KPMG Audit ont certifié sans réserve les comptes de la Société Pinault-Printemps-Redoute .

### RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 117 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article 143 de la loi du 24 juillet 1966.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Artémis réalise pour le compte de Pinault-Printemps-Redoute des missions d'études et de conseil qui portent sur :

- la stratégie de développement du groupe Pinault-Printemps-Redoute et l'appui dans la réalisation d'opérations complexes de nature juridique, fiscale, financière ou immobilière ;
- la fourniture d'opportunités de développement d'affaires, en France et à l'étranger, ou de facteur de réduction des coûts.

La rémunération de ces prestations est de quatre dix millièmes du chiffre d'affaires net, hors taxe, consolidé (soit 45 871 600 francs pour l'exercice 1998).

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris, le 10 mars 1999

Les Commissaires aux comptes

KPMG AUDIT  
Fiduciaire de France

Gérard RIVIÈRE

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Didier TAUPIN

## COMPTE DE RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Pour les exercices clos les 31 décembre 1998, 1997 et 1996

en millions de francs	1998	1997	1996
Redevances Groupe	187	195	182
Revenus des immeubles donnés en location	89	92	84
Frais de personnel	(52)	(42)	(41)
Autres charges d'exploitation	(229)	(199)	(204)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(5)</b>	<b>46</b>	<b>21</b>
Charges d'intérêt sur endettement financier	(141)	(206)	(392)
Produits et charges sur immobilisations financières	1 007	778	1 030
Autres produits/charges financiers	12	12	18
<b>Résultat financier</b>	<b>878</b>	<b>584</b>	<b>656</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>873</b>	<b>630</b>	<b>677</b>
Résultat sur cessions d'actifs	5	888	25
Coûts des restructurations	0	0	0
Coûts des litiges et contentieux	(4)	(3)	(2)
Autres produits/charges exceptionnels	(132)	17	(70)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(131)</b>	<b>902</b>	<b>(47)</b>
Impôt	(126)	(580)	(169)
Boni d'intégration fiscale	943	790	715
Participation des salariés	(4)	(4)	(2)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>1 555</b>	<b>1 738</b>	<b>1 174</b>

## BILAN DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Aux 31 décembre 1998, 1997 et 1996

en millions de francs

ACTIF	1998	1997	1996
<b>Actif immobilisé</b>			
Immobilisations financières <sup>(1)</sup>	20 227	17 168	17 317
Autres immobilisations	189	205	181
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>20 416</b>	<b>17 373</b>	<b>17 498</b>
<b>Actif circulant</b>			
Créances <sup>(2)</sup>	1 121	1 064	793
Valeurs mobilières de placement	377	229	344
Disponibilités	640	2 081	4 927
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>2 138</b>	<b>3 374</b>	<b>6 064</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>22 554</b>	<b>20 747</b>	<b>23 562</b>
(1) Dont à moins d'un an :	13	35	46
(2) Dont à plus d'un an :	94	168	309

## PASSIF

<b>Capitaux propres</b>			
Capital	2 349	2 242	2 240
Primes d'émission, de fusion, d'apport	7 810	4 355	4 336
Réserves et report à nouveau	6 530	5 704	5 246
Résultat de l'exercice	1 555	1 738	1 174
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>18 244</b>	<b>14 039</b>	<b>12 996</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>660</b>	<b>473</b>	<b>246</b>
<b>Dettes</b>			
Dettes financières (hors intérêts) <sup>(1)</sup>	3 087	5 286	9 500
Autres dettes <sup>(2)</sup>	563	949	820
	<b>3 650</b>	<b>6 235</b>	<b>10 320</b>
<b>Total du passif</b>	<b>22 554</b>	<b>20 747</b>	<b>23 562</b>
(1) Dont à plus d'un an :	3 083	4 627	4 002
(2) Dont à plus d'un an :	81	99	182

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Avant affectation du résultat en millions de francs	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission, fusion,...	Réserves et report à nouveau	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
<b>Au 31 décembre 1996</b>	<b>22 399 998</b>	<b>2 240</b>	<b>4 336</b>	<b>5 246</b>	<b>1 174</b>	<b>12 996</b>
Levée de stock options	20 587	2	19			21
Affectation du résultat 1996				1 174	(1 174)	0
Dividendes versés				(717)		(717)
Variation des provisions réglementées				1		1
Résultat de l'exercice					1 738	1 738
<b>Au 31 décembre 1997</b>	<b>22 420 585</b>	<b>2 242</b>	<b>4 355</b>	<b>5 704</b>	<b>1 738</b>	<b>14 039</b>
Apport Guilbert	1 059 933	106	3 449			3 555
Levée de stock options	4 000	1	3			4
Affectation du résultat 1997				1 738	(1 738)	0
Dividendes versés				(913)		(913)
Au 16 juillet 1998	23 484 518					
Au 17 juillet 1998 <sup>(1)</sup>	117 422 590					
Levée de stock options	15 000		3			3
Variation des provisions réglementées				1		1
Résultat de l'exercice					1 555	1 555
<b>Au 31 décembre 1998</b>	<b>117 437 590</b>	<b>2 349</b>	<b>7 810</b>	<b>6 530</b>	<b>1 555</b>	<b>18 244</b>

(1) Le 17 juillet 1998, division par 5 du nominal des actions par voie d'échange d'une action ancienne de 100 francs contre 5 actions nouvelles de 20 francs.

## IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Ce poste se décompose comme suit :

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Impôt	(126)	(580)
Boni d'intégration fiscale	943	790
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>817</b>	<b>210</b>

Au terme d'une convention d'intégration fiscale prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 1988, Pinault-Printemps-Redoute fait son affaire de l'impôt dû par le Groupe intégré et des obligations fiscales qui pèsent sur celui-ci.

Le périmètre d'intégration fiscale comprend 85 sociétés en 1998 contre 71 en 1997. La société filiale supporte une charge d'impôt sur les sociétés calculée sur ses résultats propres comme en l'absence d'intégration fiscale. Les économies d'impôt réalisées par le Groupe à raison de l'intégration sont appréhendées par Pinault-Printemps-Redoute, société mère du Groupe intégré.

## DETTES FINANCIÈRES

### Analyse par catégorie de dettes

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Autres emprunts obligataires	2 781	—
Lignes de crédit confirmées	—	4 325
Emprunt long et moyen terme	302	302
Crédits spots	—	—
Billets de trésorerie	—	644
Concours bancaires courants	4	14
<b>Dettes bancaires et assimilées</b>	<b>3 087</b>	<b>5 285</b>
Comptes courants de trésorerie	—	1
<b>Total</b>	<b>3 087</b>	<b>5 286</b>

Aux 31 décembre 1998 et 1997, les dettes financières ne font l'objet d'aucune garantie par des sûretés réelles.

### Analyse par échéance de remboursement

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
À moins d'un an	4	659
À plus d'un an et à moins de cinq ans*	3 083	4 627
<b>Total</b>	<b>3 087</b>	<b>5 286</b>

\* Les tirages à court terme sur les lignes adossées à des crédits confirmés à plus d'un an sont classés dans les échéances à plus d'un an.

### Endettement financier net

en millions de francs	31.12.1998	31.12.1997
Dettes financières	3 087	5 286
Valeurs mobilières de Placement	(377)	(227)
Disponibilités	(640)	(2 081)
<b>Endettement financier net</b>	<b>2 070</b>	<b>2 978</b>

Au 31 décembre 1997, l'endettement financier net de la société Pinault-Printemps-Redoute tenait compte d'un prêt participatif de 1 500 millions de francs accordé à sa filiale Conforama, qui a été cédé au pair en mai 1998 à sa filiale PPR Finance.

## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS DIRECTES

31 Décembre 1998	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation	Quote-part du capital détenu  en %	Valeur comptable des titres détenus	
en millions de francs				Brute	Nette

### I - RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS

#### A - Filiales (détenues à + 50 %)

Caumartin Participations <sup>(1)</sup>	44	486	100	540	540
Conforama <sup>(1)</sup>	461	1 711	93	1 655	1 655
Discodis <sup>(1)</sup>	1 024	35	100	1 966	1 966
Finaref <sup>(2)</sup>	96	1 071	90	1 153	1 153
France Printemps <sup>(1)</sup>	359	519	99	825	825
La Redoute <sup>(1)</sup>	300	494	100	5 570	5 570
Saprodis <sup>(1)</sup>	4 132	720	82	3 731	3 731
S.F.G.M. <sup>(2)</sup>	30	37	99	48	48
Guilbert <sup>(1)</sup>	91	1 430	56	4 390	4 390
Kertel <sup>(3)</sup>	38		100	38	38

### II - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX

#### A - Filiales non reprises au paragraphe I

a) Filiales françaises (ensemble)				32	32
b) Filiales étrangères					
Fairbank					
Autres				9	9

#### B - Participations non reprises au paragraphe I

a) Dans des sociétés françaises (ensemble)				2	2
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble)				4	4

(1) Filiales consolidées par intégration globale.

(2) Filiales consolidées par mise en équivalence.

(3) Filiales non consolidées.

Prêts consentis par la société et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte ( ) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
			62	11
			93	130
			19	
	815	2 818	546	354
		5 051	(21)	
		137	(1 446)	295
			123	111
				3
		40	353	67
		61	NC	
489				1
	56			

## RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	1994	1995	1996	1997	1998
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social ( <i>en milliers de francs</i> )	2 190 370	2 238 537	2 240 000	2 242 059	<b>2 348 752</b>
Nombre d'actions ordinaires existantes	21 903 704	22 385 369	22 399 998	22 420 585	<b>117 437 590</b> <sup>(1)</sup>
Nombre maximal d'actions futures à créer	637 038	185 302	189 693	191 756	<b>685 030</b>
- par conversion d'obligations	350 292	-	-	-	-
- par exercice de bons de souscription	-	-	-	-	-
- par exercice d'options de souscription	286 746	185 302	189 693	191 756	<b>685 030</b> <sup>(1)</sup>
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b> ( <i>en milliers de francs</i> )					
Produits des activités courantes	150 262	175 896	182 341	195 345	<b>186 928</b>
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	330 984	1 368 580	(454 875)	1 684 046	<b>788 141</b>
Impôt sur les bénéficiaires (charge)/boni	399 869	276 627	546 181	209 611	<b>816 464</b>
Participation des salariés due au titre de l'exercice	2 268	2 600	2 802	4 068	<b>4 093</b>
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	658 663	1 481 999	1 173 522	1 738 336	<b>1 554 630</b>
Résultat distribué	492 833	548 442	716 800	915 740	<b>1 109 785</b> <sup>(2)</sup>
<b>Données par action</b> ( <i>en francs</i> )					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	33,26	73,38	3,95	84,28	<b>13,63</b>
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	30,07	66,20	52,39	77,53	<b>13,24</b>
Dividende :					
- dividende net attribué à chaque action	22,50	24,50	32,00	39,00	<b>9,45</b> <sup>(2)</sup>
- revenu global pour chaque action (avoir fiscal à 50 %)	33,75	36,75	48,00	58,50	<b>14,175</b> <sup>(3)</sup>
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	86	80	64	66	<b>80</b>
Montant de la masse salariale de l'exercice ( <i>en milliers de francs</i> )	33 368	35 821	26 814	28 366	<b>36 077</b>
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) ( <i>en milliers de francs</i> )	14 237	15 452	14 044	13 278	<b>15 829</b>

(1) Le 17 juillet 1998, division par 5 du nominal des actions par voie d'échange d'une action ancienne de 100 francs contre 5 actions nouvelles de 20 francs.

(2) Soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1999.

(3) 13,702 francs, avec avoir fiscal à 45 % pour les personnes morales visées à l'article 41 de la loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998.

N.B. En 1994, Redoute SA a fusionné avec Pinault-Printemps ; les différents postes ne sont donc plus comparables avec les exercices précédents.

## INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DÉTENUES EN PORTEFEUILLE AU 31 DÉCEMBRE 1998

Dénomination de la Société  en millions de francs	Participations détenues				
	Nombre de titres	%	Valeur brute	Dépréciation	<b>Valeur nette comptable</b>
1 - Titres de placement et participation dans les sociétés françaises dont la valeur d'inventaire par catégorie de titres ou participation est supérieure ou égale à 100 000 francs :					
Guilbert	5 144 284	56,48	4 389,7		<b>4 389,7</b>
PPR Finance	9 990	99,90	1,0		<b>1,0</b>
Discodis Sa	3 199 302	100,00	1 966,1		<b>1 966,1</b>
Saprodis	33 920 227	82,09	3 731,2		<b>3 731,2</b>
Société Financière de Grands Magasins	298 467	99,49	48,0		<b>48,0</b>
Société Civile de Gestion Marothi	40 572	96,60	11,5		<b>11,5</b>
France Printemps	3 547 964	98,79	824,5		<b>824,5</b>
Conforama	4 284 501	92,88	1 655,0		<b>1 655,0</b>
Gecca	995	99,50	6,8		<b>6,8</b>
Caumartin Participations	875 701	99,97	540,1		<b>540,1</b>
Aloris	2 998	99,93	0,5		<b>0,5</b>
La Redoute	300 100	99,99	5 569,7		<b>5 569,7</b>
Finaref	860 364	89,58	1 153,0		<b>1 153,0</b>
Prodistri	14 994	99,96	1,5		<b>1,5</b>
Sapardis	2 493	99,76	0,2		<b>0,2</b>
Artes	18 499	14,19	1,8		<b>1,8</b>
PPR Latin America	2 494	99,76	0,2		<b>0,2</b>
Club de Développement Pinault-Printemps-Redoute	89 994	60,00	9,0		<b>9,0</b>
Kertel	382 494	99,99	38,2		<b>38,2</b>
Teamtel	2 494	99,76	0,2		<b>0,2</b>
Tremi	2 494	99,76	0,2		<b>0,2</b>
Variante	2 494	99,76	0,2		<b>0,2</b>
Baryum	2 494	99,76	0,2		<b>0,2</b>
Balzan	2 494	99,76	0,2		<b>0,2</b>
Projet Arts	1 000	10,00	0,1		<b>0,1</b>
2 - Titres de placement et participation dont la valeur d'inventaire par catégorie de titres ou par participation est inférieure à 100 000 francs.					
3 - Autres sociétés de services, immobilières et diverses			3,1	1,2	<b>1,9</b>
4 - Titres de sociétés étrangères			12,7		<b>12,7</b>

## RÉSUMÉ DES RÉOLUTIONS

présentées à l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1999

### PREMIÈRE RÉOLUTION

Approbation des comptes annuels de l'exercice 1998.

### DEUXIÈME RÉOLUTION

Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles 143 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 et des opérations qui y sont relatées.

### TROISIÈME RÉOLUTION

Après dotation à la réserve légale de 10 669 330,00 francs, affectation du bénéfice distribuable de 2 868 435 419,92 francs, aux actions à titre de dividende pour 1 109 785 225,50 francs, le solde en report à nouveau.

Le dividende de 9,45 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 50 % ou de 45 % selon les dispositions législatives en vigueur, est mis en paiement le 1<sup>er</sup> juillet 1999.

### QUATRIÈME RÉOLUTION

Ratification de la nomination de Monsieur Philippe Lagayette en qualité de membre du Conseil de Surveillance.

### CINQUIÈME RÉOLUTION

Ratification de la nomination de Monsieur Jean Pollet en qualité de Censeur.

### SIXIÈME À HUITIÈME RÉOLUTION

Renouvellement des fonctions de Censeur de Messieurs Léon Cligman, Jean-Louis de Roux et du Crédit Lyonnais.

### NEUVIÈME RÉOLUTION

Autorisation de procéder à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital social, en vue de régulariser les cours de Bourse, consentir des options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe et permettre la réalisation d'investissements ou de financements par la remise d'actions dans le cadre, soit d'opérations de croissance externe, soit d'émissions de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société.

Les actions acquises pourront être conservées, cédées ou transférées par tous moyens. Elles pourront être utilisées dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions consentis à des salariés et mandataires sociaux du Groupe.

Le prix maximum d'achat est fixé à 230 euros par action et le prix minimum de cession ou de transfert est fixé à 115 euros par action. Le montant maximal de l'opération est fixé à 2 701 064 570 euros.

### DIXIÈME RÉOLUTION

Pouvoirs à conférer à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

# RENSEIGNEMENTS DIVERS

## RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

### Dénomination et siège social

Dénomination sociale : Pinault-Printemps-Redoute  
Siège social : 18, place Henri-Bergson - Paris 8<sup>e</sup>

### Forme juridique

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance soumise à la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et au décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

### Législation

Législation française.

### Dates de constitution et d'expiration

La Société a été constituée le 24 juin 1881 pour une durée de 99 ans, prorogée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 mai 1967 jusqu'au 26 mai 2066, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

### Objet social (Article 5 des statuts)

La Société a pour objet :

- l'achat, la vente au détail ou en gros, directement ou indirectement, par tous moyens et selon toutes techniques créées ou à créer, de toutes marchandises, produits, denrées ou services,
- la création, l'acquisition, la location, l'exploitation ou la vente, directement ou indirectement, de tous établissements, magasins ou entrepôts de vente au détail ou en gros, par tous moyens et selon toutes techniques créées ou à créer, de toutes marchandises, produits, denrées ou services,
- la fabrication, directe ou indirecte, de toutes marchandises, produits ou denrées utiles à l'exploitation,
- la prestation, directe ou indirecte, de tous services,
- l'achat, l'exploitation, la vente de tous immeubles utiles à l'exploitation,

- la création, de toutes affaires commerciales, civiles, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, de services ou de toute nature, la prise de participation par tous moyens, souscription, acquisition, apport, fusion ou autrement dans de telles affaires, la gestion de ses participations, - et généralement, toutes opérations commerciales, civiles, industrielles, financières, immobilières ou mobilières, de services ou de toute nature pouvant se rattacher, directement ou indirectement, aux objets ci-dessus spécifiés ou à tous objets similaires, complémentaires ou connexes ou susceptibles d'en favoriser la création ou le développement.

### Registre du Commerce et des Sociétés

552 075 020 RCS Paris  
Code APE : 741J

### Consultation des documents juridiques

Les statuts, procès-verbaux d'assemblées générales et autres documents sociaux peuvent être consultés au siège social dans les conditions légales.

### Exercice social

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et s'achève le 31 décembre de la même année.

### Répartition statutaire des bénéfices

(Article 22 des statuts)

Il est fait sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement de un vingtième minimum affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsqu'il atteint le dixième du capital social.

Sur le bénéfice distribuable – constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement ci-dessus, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi, et augmenté des reports bénéficiaires – l'Assemblée Générale, sur la proposition du Directoire,

peut prélever toutes sommes qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrites à un ou plusieurs fonds de réserve extraordinaire, généraux ou spéciaux dont elle règle l'affectation et l'emploi. Le solde, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividendes mis en distribution, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les dividendes sont prescrits tous les cinq ans au profit de l'État.

#### **Assemblées générales** (*Article 20 des statuts*)

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le Directoire ou par le Conseil de Surveillance et délibèrent sur leur ordre du jour dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, dans les conditions fixées par la loi, aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses titres sous la forme, soit d'une inscription nominative, soit du dépôt aux lieux indiqués dans l'avis de convocation du certificat de l'intermédiaire habilité, conformément à la réglementation en vigueur, constatant l'indisponibilité des actions au porteur inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée ; le délai au cours duquel ces formalités doivent être accomplies expire cinq jours avant la date de réunion de l'assemblée. Tout actionnaire pourra voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur dès son application. Ce formulaire devra être reçu par la Société trois jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée pour qu'il en soit tenu compte.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil de Surveillance, en son absence, par le membre du Conseil spécialement délégué à cet effet. À défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Dans toutes les assemblées générales, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

Ce droit de vote double pourra être supprimé purement et simplement, à toute époque, en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, et après ratification par une assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires.

Les dispositions légales et réglementaires relatives aux franchissements de seuils par les actionnaires s'appliquent. Les statuts de la Société ne contiennent aucune clause particulière à cet égard.

## RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL

### **Modifications du capital et des droits sociaux**

Toute modification du capital ou des droits attachés aux titres qui le composent est soumise aux prescriptions légales et aux dispositions spécifiques prévues par les statuts décrites ci-dessous. En application de l'article 17 des statuts, dans l'organisation interne de la Société, sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance les décisions du Directoire relatives aux émissions de valeurs mobilières, quelle qu'en soit la nature, susceptibles d'entraîner une modification du capital social.

### **Capital social**

Au 31 décembre 1998, le capital social était de 2 348 751 800 francs divisé en 117 437 590 actions de 20 francs de valeur nominale chacune, entièrement libérées. Le nombre de droits de vote total était à la même date de : 165 934 523.

La division par cinq de la valeur nominale des actions, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 juin 1998 a été réalisée le 17 juillet 1998.

La Société est autorisée à faire usage des dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi et par les dispositions de l'article 20 des statuts, chaque action donne droit à une quotité, proportionnellement au nombre et à la valeur nominale des actions existantes, de l'actif social, des bénéfices après déduction des prélèvements légaux et statutaires, ou du boni de liquidation.

Afin que toutes les actions reçoivent, sans distinction, la même somme nette et puissent être cotées sur la même ligne, la Société prend à sa charge, à moins d'une prohibition légale, le montant de tout impôt proportionnel qui pourrait être dû par certaines actions seulement, notamment à l'occasion de la dissolution de la Société ou d'une réduction de capital ; toutefois, il n'y aura pas lieu à cette prise en charge lorsque l'impôt s'appliquera dans les mêmes conditions à toutes les actions d'une même catégorie, s'il existe plusieurs catégories d'actions auxquelles sont attachés des droits différents.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

En cas de liquidation de la Société, le partage des capitaux propres, subsistant après rembourse-

ment du nominal des actions, est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

Au 31 décembre 1998, à la connaissance de la Société :

- les membres du Conseil de Surveillance et du Directoire détenaient directement 2,89 % du capital représentant 2,06 % des droits de vote ;
- il n'existait pas d'action d'autocontrôle (hormis les actions détenues dans le cadre des plans d'options d'achat) ;
- il n'existait pas de pactes portant sur des actions ou des droits de vote qui auraient dû, conformément à l'article 356-1-4 de la loi du 24 juillet 1966 être transmis au Conseil des Marchés Financiers. Concomitamment à l'opération d'apport d'actions de la société Guilbert, réalisée en mars 1998, les familles Guilbert et Cuvelier se sont engagées à conserver la majorité de leurs titres pendant deux ans. MM André Guilbert et Philippe Cuvelier ont conjointement consenti à PPR une garantie d'actif et de passif.

Au 15 mars 1999, la société détenait 409 500 actions dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions et de la régularisation des cours. À cette date, il n'existait pas de titres donnant accès au capital.

#### Répartition du capital et des droits de vote

	31.12.1998		31.12.1997		31.12.1996	
	% du capital	% droits de vote	% du capital	% droits de vote	% du capital	% droits de vote
Artémis	42,7	58,5	42,5	58,1	42,6	58,1
Guilbert-Cuvelier	4,1	2,9	-	-	-	-
PPR	0,3	-	-	-	-	-
Public	52,9	38,6	57,5	41,9	57,4	41,9
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	100	100	100	100

Au 15 mars 1999 :

Artémis	43,1	58,8
Public	52,5	38,3

**Évolution du capital**

Année	Opérations	Primes d'émission, d'apport ou de fusion	Montant nominal des variations de capital	Montants successifs du capital de la Société	Nombre cumulé d'actions ordinaires
1998	Exercice d'options, apport d'actions Guilbert	3 455 099 603	106 693 300	2 348 751 800	117 437 590 <sup>(1)</sup>
1997	Exercice d'options	18 576 182	2 058 700	2 242 058 500	22 420 585 <sup>(2)</sup>
1996	Exercice d'options, fusions	90 703 792	1 462 900	2 239 999 800	22 399 998 <sup>(2)</sup>
1995	Exercice d'options, conversion d'OC	267 415 764	48 166 500	2 238 536 900	22 385 369 <sup>(2)</sup>
1994	Exercice de bons et d'options, conversions d'OC, attribution gratuite, fusion Redoute	4 064 917 951	761 776 200	2 190 370 400	21 903 704 <sup>(2)</sup>
1993	Exercice de bons et d'options, conversions d'OC,	474 549 636	84 591 200	1 428 594 200	14 285 942 <sup>(2)</sup>

(1) Actions de 20 francs.

(2) Actions de 100 francs.

**Capital autorisé non émis, engagements d'augmentation du capital (au 15 mars 1999)**

Le Directoire, en vertu de diverses décisions conférées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a reçu les autorisations suivantes :

Autorisations	Montant maximal de l'augmentation de capital	Date de l'autorisation	Durée de l'autorisation
Augmentation du capital par émission d'actions de numéraire avec droit préférentiel de souscription des actionnaires <sup>(4)</sup>	600 millions de francs <sup>(1) (6)</sup>	AGE du 5 juin 1998	5 ans
Augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes <sup>(4)</sup>	600 millions de francs <sup>(1) (6)</sup>	AGE du 5 juin 1998	5 ans
Émission d'actions à bons de souscription d'actions avec droit préférentiel de souscription des actionnaires <sup>(4)</sup>	600 millions de francs <sup>(1) (6)</sup>	AGE du 5 juin 1998	5 ans
Émission d'obligations convertibles en actions sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, à concurrence d'un montant de 3 milliards de francs <sup>(4)</sup>	600 millions de francs <sup>(2) (7)</sup>	AGE du 5 juin 1998	2 ans
Émission d'obligations avec bons de souscription d'actions sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, à concurrence d'un montant de 3 milliards de francs <sup>(4)</sup>	600 millions de francs <sup>(2) (7)</sup>	AGE du 5 juin 1998	2 ans
Émission d'obligations remboursables en actions sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, à concurrence d'un montant de 3 milliards de francs <sup>(4)</sup>	600 millions de francs <sup>(2) (7)</sup>	AGE du 5 juin 1998	2 ans
Émission de valeurs mobilières composées sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, à concurrence d'un montant de 3 milliards de francs <sup>(3) (4)</sup>	600 millions de francs <sup>(2) (7)</sup>	AGE du 5 juin 1998	2 ans
Augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes résultant de la conversion du capital en euros <sup>(4)</sup>	733 millions de francs <sup>(8)</sup>	AGE du 5 juin 1998	4 ans
Plan d'options de souscription ou d'achat pour un montant de 1 500 000 actions de 20 francs <sup>(5)</sup>	30 millions de francs	AGE du 5 juin 1997	5 ans

(1) Montant global d'augmentation de capital de ces autorisations : 600 millions de francs.

(2) Montant global d'augmentation de capital de ces autorisations : 600 millions de francs.

(3) 600 millions de francs pour les actions à bons de souscription d'actions.

(4) Autorisations non utilisées.

(5) Autorisation utilisée pour des plans d'options de souscription d'actions à concurrence de 13 250 actions. En outre 685 030 actions de 20 francs provenant de plans d'options de souscription antérieurs pouvaient encore être souscrites à la clôture de l'exercice.

(6) Autorisations soumises au renouvellement de l'AGE du 27 mai 1999 pour un montant global d'augmentation de capital de 100 millions d'euros.

(7) Autorisations soumises au renouvellement de l'AGE du 27 mai 1999 pour un montant global d'augmentation de capital de 100 millions d'euros (un milliard d'euros pour chacune des émissions primaires).

(8) Sur le capital au 31 décembre 1998.

PRINCIPALES FONCTIONS EXERCÉES  
PAR LES ORGANES DE SURVEILLANCE  
ET DE DIRECTION (au 15 mars 1999)

**Conseil de Surveillance**

**Ambroise Roux †**

(11 décembre 1992)

Administrateur Président d'Honneur d'Alcatel  
Président du Conseil de Surveillance de Pinault-Printemps-Redoute  
Vice-Président de Vivendi  
Vice-Président du Conseil de Surveillance de la Société Financière des Terres Rouges  
Membre du Conseil de Surveillance de la Société du Louvre  
Administrateur de la Fnac  
Représentant permanent de la Société Financière des Terres Rouges au Conseil de Surveillance de Mines De Kali Sainte-Thérèse

**François Pinault**

(5 mai 1993)

Président d'Artémis  
Gérant de Financière Pinault  
Vice-Président du Conseil de Surveillance de Pinault-Printemps-Redoute

**Patricia Barbizet**

(11 décembre 1992)

Administrateur Directeur Général d'Artémis  
Président de :  
Sefimeg  
La Fourmi  
Administrateur de :  
Rexel  
Fnac  
Crédit Lyonnais  
New California Life Holding Inc. (USA)  
Anlac (USA)  
Christies (UK)  
Membre du Conseil de Surveillance de :  
Pinault-Printemps-Redoute  
Financière Pinault  
Conforama  
Guilbert  
Représentant Permanent d'Artémis au Conseil d'Administration de :  
Bouygues  
Le Monde Investisseurs  
Sebdo le Point  
Membre du Conseil de Gérance de SC Vignoble de Château-Latour

**Jean-Yves Durance**

(18 septembre 1996)

Membre du Comité Exécutif du Crédit Lyonnais  
Président de Slivarente  
Administrateur de Sopartech  
Membre du Conseil de Surveillance de :  
Clinvest  
Pinault-Printemps-Redoute  
Représentant permanent du Crédit Lyonnais au Conseil de :  
Usinor Sacilor  
Finalion

**Patrick Duverger**

(17 janvier 1996)

Directeur Général de la Société Générale  
Président de la SG investments Uk Ltd (UK)  
Administrateur de :  
Commercial Union France  
Commercial Union Participation  
Faurecia  
Geneval  
SG Asset Management  
Membre du Conseil de Surveillance de Pinault-Printemps-Redoute  
Représentant permanent de la Société Générale au Conseil de Surveillance d'Accor  
Représentant permanent de la Société Générale au Conseil d'Administration de :  
Salvepar  
Sogébaïl  
TF1  
Représentant permanent de Geneval au Conseil d'Administration de Sopartech

**François Henrot**

(20 septembre 1995)

Associé-gérant de :  
Rothschild et Cie Banque  
Rothschild et Cie

Gérant de Rothschild IFM

Administrateur de :  
BP France  
Montupet  
Carrefour

Membre du Conseil de Surveillance de :  
Société Française de Factoring  
Pinault-Printemps-Redoute

**Philippe Lagayette**

(20 janvier 1999)

Président de JP Morgan et Cie SA

Administrateur de :  
Dexia France  
Eurotunnel

Membre du Conseil de Surveillance de :  
Club Méditerranée  
Pinault-Printemps-Redoute

**Alain Minc**

(27 novembre 1991)

Président de :  
Société des Lecteurs du Monde  
AM Conseil

Président du Conseil de Surveillance du Monde

Administrateur de :  
Valeo  
Yves Saint Laurent SA  
Fnac  
Groupe Moulinex

Membre du Conseil de Surveillance de Pinault-Printemps-Redoute

**Patrick Pollet**

(18 mai 1994)

Directeur des Assurances du Crédit Commercial de France

Président Directeur Général de :  
Erisa  
Erisa Iard  
Foncapi

Administrateur de :  
CCF Capital Managements

Membre du Conseil de Surveillance de :  
CCF Banque Privée Internationale  
Elysées Fonds  
Pinault-Printemps-Redoute

**Baudouin Prot**

(11 mars 1998)

Directeur général de la Banque Nationale de Paris  
Président de Compagnie Immobilière de France  
Président du Conseil de Surveillance de Meunier  
Promotion

Administrateur de :  
Banque Nationale de Paris Intercontinentale  
Pechiney  
Rhône-Poulenc  
Visa International

Membre du Conseil de Surveillance de :  
Banque pour l'Expansion Industrielle  
Pinault-Printemps-Redoute

Représentant permanent de la BNP au Conseil de :  
Accor  
Cofinoga

**Bruno Roger**

(18 février 1994)

Associé Gérant, General Partner ou Managing  
Director de :

Lazard Frères et Cie Paris, (Associé-Gérant)  
Lazard Frères & Co LLC, New York, (Managing  
Director)  
Lazard Partners Limited Partnership, USA,  
(General Partner)

Président Directeur Général de Financière et  
Industrielle Gaz et Eaux

Vice-Président Directeur Général de Eurafrance

Administrateur de :  
Compagnie de Saint-Gobain  
Sofina (Belgique)  
Thomson CSF

Membre du Conseil de Surveillance de :  
Axa  
Cap Gemini  
Pinault-Printemps-Redoute

Président d'Honneur de la Société Française des  
Analystes Financiers

**Directoire**

**Serge Weinberg** Président  
(17 juin 1993)

**Jean-Claude Darrouzet**  
(21 janvier 1998)  
Président du Directoire de Conforama

**André Guilbert**  
(5 juin 1998)

**Per Kaufmann**  
(21 janvier 1998)  
Président du Directoire de France-Printemps

**Hartmut Krämer**  
(5 juin 1998)  
Président de Redcats

**François-Henri Pinault**  
(17 juin 1993)  
Président de Fnac SA

**Alain Redheuil**  
(22 janvier 1997)  
Président de Rexel

**RÉMUNÉRATION DES ORGANES  
DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE**

D'une façon générale, les rémunérations versées à l'équipe de direction générale du Groupe (Comité exécutif) comportent une part fixe et une part variable : la part variable représentant généralement, à objectifs atteints, 30 % de la part fixe, est calculée en prenant en compte l'évolution par rapport au budget de certains indicateurs de rentabilité tels que résultat d'exploitation et rentabilité des capitaux engagés.

Le montant global des rémunérations versées au Comité exécutif a ainsi été établi pour l'exercice 1998 à 35,5 millions de francs pour la part fixe et à 5 millions de francs pour la part variable.

Le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance par l'Assemblée Générale des actionnaires s'élève à 3 millions de francs. Ceux-ci ont perçu, au titre de l'année 1998, un montant global de jetons de présence de 2,7 millions de francs. La répartition fixée par le Conseil comporte une part fixe attribuée à tous les membres du Conseil et une part variable attribuée en fonction de leur présence aux réunions du Conseil. Les membres du Comité Financier reçoivent, en outre, une demi-part fixe et une demi-part variable établie selon les mêmes modalités.

**PLANS D'OPTIONS**

**1. Pinault-Printemps-Redoute**

La Société a consenti en 1998 un plan d'options d'achat d'actions à certains cadres dirigeants du Groupe portant sur 69 410 actions de 100 francs, soit 347 050 actions de 20 francs après division du nominal, au prix de 892 francs l'action de 20 francs. La Société a également consenti en 1999 un plan d'options d'achat d'actions à certains cadres dirigeants du Groupe portant sur 24 795 actions de 20 francs, au prix de 1 014 francs l'action de 20 francs. La politique d'attribution des plans a été élargie depuis 1998 aux cadres de direction du Groupe et des enseignes qui bénéficient d'un nombre d'options dépendant des fonctions et des responsabilités exercées.

Le rabais consenti, lors des plans d'options, est égal au rabais déterminé par la loi fiscale (actuellement 95 %). Les plans qui ont en moyenne une périodicité annuelle comportent des restrictions de levée des options au cours des cinq premières années. Au cours de cette période les levées d'options sont fixées par tranche de 20 % en fonction de la durée de présence dans le Groupe. Le départ du Groupe par les bénéficiaires entraîne généralement la perte du bénéfice des options.

Les options consenties aux membres du Directoire sont fixées par le Conseil de Surveillance, après consultation de la Commission des rémunérations nommée par le Conseil.

	Plan 1993 Options de souscription	Plan 1994 Options de souscription	Plan 1995 Options de souscription	Plan 1996 Options de souscription	Plan 1997/1 Options de souscription	Plan 1997/2 Options de souscription	Plan 1998 Options d'achat	Plan 1999 Options d'achat
Date de l'Assemblée	18.06.1992	18.06.1992	18.06.1992	18.06.1992	18.06.1992	5.06.1997	5.06.1997	5.06.1997
Date du Directoire	24.06.1993	21.09.1994	20.09.1995	27.03.1996	22.01.1997	5.06.1997	5.06.1998	20.01.1999
Nombre d'options consenties à l'origine <sup>(1)</sup>	325 020	947 500	170 000	95 000	100 000	13 250	347 050	24 795
dont membres du Comité exécutif dans sa composition actuelle	8 255	165 000	145 000	35 000	80 000	10 000	141 300	5 900
Nombre d'options exercées au 31.12.1998 <sup>(1)</sup>	308 510	348 480	20 000	50 000	0	0	0	0
dont membres du Comité exécutif dans sa composition actuelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'options restant à exercer au 31.12.1998 <sup>(1)(2)</sup>	16 510	361 520	150 000	45 000	98 750	13 250	347 050	24 795
dont membres du Comité exécutif dans sa composition actuelle	8 255	165 000	145 000	35 000	80 000	10 000	141 300	5 900
Date de départ d'exercice	1.08.1993	1.11.1994	1.11.1995	1.05.1996	1.04.1997	1.08.1997	1.08.1998	1.04.1999
Date d'expiration	31.07.2003	31.10.2004	31.10.2005	30.04.2006	31.03.2007	31.07.2007	31.07.2008	31.03.2009
Prix d'exercice <sup>(1)</sup>	121,52 F	180,88 F	192,25 F	221,20 F	402,80 F	466,80 F	892,00 F	1 014,00 F

(1) Après ajustement résultant de la réduction de la valeur nominale des actions et d'opérations antérieures sur le capital.

(2) Après ajustement résultant d'annulations d'options.

Nota : chaque option donne droit à la souscription d'une action.

## 2. Filiales

La Société Rexel a consenti cinq plans d'options de souscriptions d'actions et un plan d'options d'achat d'actions au profit de cadres et dirigeants de son groupe :

	Plan 1991	Plan 1992	Plan 1993	Plan 1994	Plan 1996	Plan 1998 <sup>(3)</sup>
Nombre d'options consenties <sup>(1)</sup>	520 000	140 800	44 800	423 120	44 000	98 000
Nombre d'options exercées au 31.12.1998 <sup>(1)</sup>	436 400	127 800	37 000	164 650	4 000	–
Nombre d'options restant à exercer au 31.12.1998 <sup>(1)(2)</sup>	26 800	4 000	4 000	247 850	40 000	98 000
Date de départ d'exercice	12.02.1991	23.06.1992	8.06.1993	20.09.1994	17.09.1996	4.06.1998
Date d'expiration	11.02.2001	22.06.2002	7.06.2003	19.09.2004	16.09.2006	3.06.2008
Prix d'exercice <sup>(1)</sup>	63 F	93,50 F	108,25 F	163,75 F	296,16 F	608,75 F

(1) Après ajustement résultant de la réduction de la valeur nominale.

(2) Après ajustement résultant d'annulation d'options.

(3) Plan d'options d'achat d'actions.

Nota : chaque option donne droit à la souscription d'une action.

La Société Guilbert a consenti sept plans d'options de souscriptions d'actions au profit de cadres et dirigeants de son Groupe :

	Plan 1994	Plan 1996/1	Plan 1996/2	Plan 1997/1	Plan 1997/2	Plan 1997/3	Plan 1998
Nombre d'options consenties	10 043	43 121	851	120	110 540	1 216	100
Nombre d'options exercées au 31.12.1998 <sup>(1)</sup>	6 446	2 037	30	–	–	–	–
Nombre d'options restant à exercer au 31.12.1998 <sup>(1)</sup>	2 324	2 723	190	108	101 040	82	100
Date de départ d'exercice	8.02.1996	19.01.1998	13.09.1999	10.01.1999	3.06.1999	22.09.1999	30.01.2000
Date d'expiration	7.02.1999	18.01.2001	12.09.2002	9.01.2002	2.06.2002	21.09.2002	29.01.2003
Prix d'exercice	405 F	460F	585 F	800 F	710 F	618 F	744 F

(1) Après ajustement résultant d'annulation d'options.

Nota : chaque option donne droit à la souscription d'une action.

- La société Redcats a consenti deux plans d'options de souscription d'actions en 1997 et 1998 au profit de cadres et dirigeants de son groupe portant respectivement sur 419 options (du 2 décembre 1997 au 1<sup>er</sup> décembre 2005) au prix de 20 312 francs l'action et sur 449 options (du 2 avril 1998 au 1<sup>er</sup> avril 2006) au prix de 22 277 francs. Chaque option donne droit à la souscription d'une action. Aucune option n'avait été levée au 31 décembre 1998.

- La société Fnac a consenti deux plans d'options de souscription d'actions en 1997 et 1998 au profit de cadres et dirigeants de son groupe portant respectivement sur 4 870 options (du 29 septembre 1997 au 28 septembre 2007) au prix de 3 523 francs l'action et sur 3 160 options (du 13 mars 1998 au 12 mars 2008) au prix de 4 077 francs l'action. Chaque option donne droit à la souscription d'une action. Aucune option n'avait été levée au 31 décembre 1998.

## INTÉRESSEMENT DU PERSONNEL

(Société Mère)

(Contrats d'intéressement et de participation)

### 1. Contrat de participation aux résultats de l'entreprise :

Un contrat a été signé le 2 décembre 1988 au titre de l'exercice 1988. Conclu pour une durée d'un an, il se renouvelle depuis par tacite reconduction.

Le calcul de la réserve spéciale de participation est effectué de la façon suivante :

Le montant de la réserve de participation de l'exercice est égal à 0,8 % des dividendes distribués par la Société après clôture de cet exercice, plafonné en fonction de la progression du dividende. La réserve de participation est répartie entre les salariés bénéficiaires proportionnellement aux salaires perçus par chaque salarié au cours de l'exercice de référence. Les bénéficiaires sont les salariés comptant au moins 6 mois d'ancienneté dans le Groupe à la clôture de cet exercice.

Les montants distribués au titre de ce contrat au cours des cinq dernières années ont été les suivants : 1 777 465 francs en 1994, 2 386 069 francs en 1995, 2 629 925 francs en 1996, 3 160 768 francs en 1997 et 3 506 887 francs en 1998.

### 2. Contrat d'intéressement : néant.

## RESPONSABLE DU DOCUMENT ET RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

### Responsable du document de référence

Serge Weinberg  
Président du Directoire de Pinault-Printemps-Redoute

### Attestation du responsable du document de référence

“À notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée”.

### Le Président du Directoire

Serge Weinberg

### Responsables du contrôle des comptes

#### Commissaires aux comptes titulaires

KPMG Audit Fiduciaire de France 1, cours Valmy - 92923 Paris-La-Défense Gérard Rivière	Deloitte Touche Tohmatsu 185, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine Didier Taupin
--	--

#### Date de début de premier mandat

AGO du 18 juin 1992

AGO du 18 mai 1994

#### Durée et date d'expiration des mandats

du 5 juin 1998 jusqu'à l'Assemblée Générale  
statuant sur les comptes de l'exercice 2003

du 6 juin 1996 jusqu'à l'Assemblée Générale  
statuant sur les comptes de l'exercice 2001

#### Commissaires aux comptes suppléants

Jean-Marc Decléty 1, cours Valmy - 92923 Paris-La-Défense	Deloitte Touche Tohmatsu-Audit 185, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine
--	---

#### Date de début de premier mandat

AGO du 18 juin 1992

AGO du 18 mai 1994

#### Durée et date d'expiration des mandats

du 5 juin 1998 jusqu'à l'Assemblée Générale  
statuant sur les comptes de l'exercice 2003

du 6 juin 1996 jusqu'à l'Assemblée Générale  
statuant sur les comptes de l'exercice 2001

### Attestation des commissaires aux comptes

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans le présent document en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession. Les comptes annuels et les comptes consolidés des exercices 1996, 1997 et 1998 ont fait l'objet d'un audit par nos soins. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées.

KPMG Audit  
Fiduciaire de France  
Gérard Rivière

Deloitte Touche Tohmatsu  
Didier Taupin

Responsable de la communication financière  
Virginia Jeanson - Tél. : 01 44 90 63 23



Document de référence établi en application du règlement 98-01 de la COB. Ce document a été enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse, le 26 avril 1999 sous le n° R. 99 - 145. Le présent document de référence ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission.

## TABLEAU DE CONCORDANCE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

(en application du règlement 98-01 de la Commission des Opérations de Bourse)

Sections	Rubriques	Pages
1.1	Noms et fonctions des responsables du document	147
1.2	Attestation des responsables	147
1.3	Noms et adresses des contrôleurs légaux	147
3.1	Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	137
3.2	Renseignements de caractère général concernant le capital	138 à 140
3.3	Répartition du capital et des droits de vote	139
3.4	Marché des titres de l'émetteur	14 à 16
4.1	Présentation de la Société et du Groupe	8 à 13, 17 à 80, 124 à 126
4.3	Faits exceptionnels et litiges	115
4.4	Effectifs	22, 37 et 112
4.5	Politique d'investissement	26 et 27
5.1	Comptes de l'émetteur et du Groupe	82 à 122 et 128 à 135
6.2	Intérêts des dirigeants dans le capital	139
7.1	Évolution récente	38
7.2	Perspectives d'avenir	37 et 38

Ce document a été réalisé par la Direction de la Communication du groupe Pinault-Printemps-Redoute

Édition : ALTEDIA COMMUNICATION Paris

Crédit photos : Sociétés du groupe Pinault-Printemps-Redoute, Didier Cocatrix

## PRINCIPAUX RESPONSABLES DU GROUPE

### ● PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE

**Serge Weinberg**, *Président du Directoire*

**Patrice Marteau**, *Secrétaire Général*

**Charles Fainas**, *Directeur du Développement Externe*

**François Potier**, *Directeur des Ressources Humaines*

**Bruno Cremel**, *Directeur du Plan et de la Stratégie*

**Jacques Suart**, *Directeur de la Communication*

### ● FILIALES

> **France Printemps**, *Paris 9<sup>e</sup>* – **Per Kaufmann**

> **Conforama**, *Marne-la-Vallée (77)* – **Jean-Claude Darrouzet**

> **Redcats**, *Roubaix (59)* – **Hartmut Krämer**

**La Redoute**, *Roubaix (59)* – **Richard Simonin**

**SNER**, *Roubaix (59)* – **Michel Celestine**

**Movitex (Daxon)**, *Wasquehal (59)* – **Pascal Duquesne**

**La Maison de Valérie**, *Vineuil (41)* – **Philippe Rustichelli**

**Cyrellus**, *Bondues (59)* – **Jean-Pierre Watteau**

**Sadas (Vertbaudet)**, *Tourcoing (59)* – **Nicolas Bernard**

**Empire Stores**, *Bradford (Angleterre)* – **Mike Hawker**

**Bernard SA**, *Tourcoing (59)* – **Benoît Cambier**

**Ellos**, *Borås (Suède)* – **Tomas Persson**

**Brylane**, *New York (États-Unis)* – **Pete Canzone**

> **Fnac**, *Clichy-la-Garenne (92)* – **François-Henri Pinault, Jean-Paul Giraud**

> **Pôle Crédit et Services Financiers**, *Roubaix (59)* – **Jean-Pierre Letranchant**

> **Groupe Rexel**, *Paris 9<sup>e</sup>* – **Alain Redheuil**

**Rexel France**, *Paris 9<sup>e</sup>* – **Charles Gelbart**

**Rexel Europe**, *Paris 9<sup>e</sup>* – **Gilles Deraison**

**Rexel Inc., Coral Gables** (*États-Unis*) – **Gilles Guinchard**

**Coan Brasileira**, *São Paulo (Brésil)* – **Carlos Cymerman**

**Rexel Pacific** – **Dominique Cateau**

> **Pinault Bois & Matériaux**, *Paris 17<sup>e</sup>* – **Thierry Falque-Pierrotin**

> **Guilbert**, *Senlis (60)* – **Jean-Charles Pauze**

> **CFAO**, *Sèvres (92)* – **Alain Viry, Stephen Decam**

